ESSAIS

D'HISTOIRE PARLEMENTAIRE.

I.

LORD CHATHAM.

— *CORRESPONDANCE DE WILLIAM PITT.*[1] —

A l'époque où le gouvernement de la restauration penchait déjà vers sa chute, l'étude plus ou moins approfondie de l'histoire d'Angleterre était devenue un objet de prédilection pour les esprits réfléchis, et même pour beaucoup d'esprits superficiels. Frappés de la similitude qu'offraient, sous tant de rapports, les phases révolutionnaires des deux pays, et surtout les circonstances qui avaient accompagné, dans l'un et dans l'autre, le rétablissement de la dynastie déchue, ils se demandaient si le parallèle serait poussé plus loin encore. Pour résoudre

(1) *Correspondence of William Pitt, earl of Chatham*, 4 vol. London, Murray.

la question, ils comparaient, ils pesaient les analogies comme les dissemblances. Les uns faisaient entendre assez clairement que, dans leurs convictions comme dans leurs désirs, cette question était affirmativement résolue. Les autres dissimulaient leur pensée ou essayaient même, peut-être avec sincérité, de signaler entre les deux situations des différences assez fondamentales pour rendre tous ces rapprochemens insignifians et sans portée. On ne saurait nier que cette thèse conjecturale, débattue alors dans une multitude d'écrits dont la pensée était certainement plus polémique qu'historique, n'ait puissamment contribué à préparer l'opinion au grand évènement de 1830. Bien des hommes qui, mécontens du régime de la restauration, eussent pourtant reculé devant la pensée de renouveler, pour la renverser, les catastrophes terribles de 1792, accueillirent avec complaisance l'idée que sa chute pourrait être le résultat d'une révolution pareille à celle de 1688, d'où sortirait, sans bouleversement, sans effusion de sang, un nouvel ordre de choses fondé sur la légalité et sur la liberté. La plus forte barrière qui, dans les temps de partis et de désaffection, s'élève encore contre les révolutions, et qui suffit souvent pour les empêcher, alors que tout semble les appeler, la terreur vague et profonde que les ames timides ou consciencieuses éprouvent des conséquences ignorées qui en peuvent sortir, s'affaiblit ainsi et disparut presque complètement devant la perspective encourageante créée par les réminiscences de 1688. Lorsqu'on se fut habitué à considérer un tel dénouement comme la solution éventuelle de la lutte engagée entre le libéralisme et les principes de l'ancienne monarchie, l'évènement ne fut plus seulement possible, il devint probable.

Il est juste d'ajouter que l'influence du grand exemple que l'Angleterre nous avait donné ne borna pas là ses effets. Après avoir été une des causes morales de la chute de la branche aînée des Bourbons, elle a agi bien plus efficacement encore pour empêcher que leur défaite ne fût le signal du triomphe complet de l'anarchie. Il s'est trouvé là une école politique qui avait puisé, dans l'étude des faits accomplis chez nos voisins, à une époque analogue, la confiance nécessaire pour ne pas se laisser décourager par les vives attaques des niveleurs et des républicains, pour oser les combattre avec l'espérance du succès. Lors même qu'on devrait reconnaître que cette école, comme on le lui a souvent reproché, s'exagérait les analogies sur lesquelles elle fondait son système, il n'en serait pas moins vrai qu'en propageant la conviction de ces analogies, elle leur donnait une sorte de réalité que parut bientôt constater l'heureuse répression des tentatives anar-

chiques. Quelle que soit, d'ailleurs, la part qu'on voudra faire à l'esprit d'imitation dans les faits dont nous avons été témoins il y a dix ans, il est impossible de ne pas être frappé du parallèle qu'ils continuent à former avec les faits correspondans de l'histoire d'Angleterre, parallèle incomplet sans doute à quelques égards, mais dont les termes sont, cependant, plus multipliés, plus minutieux même que ne le pensent ceux qui n'ont sur ce sujet que des notions générales.

On eût pu croire qu'après avoir vu une fois encore les annales de la Grande-Bretagne devenir pour la France comme un recueil de prophéties où il nous avait été donné de lire d'avance nos destinées, la curiosité, de plus en plus excitée par une coïncidence aussi soutenue, chercherait de nouvelles révélations dans cette espèce de livre sibyllin toujours ouvert devant nous, et que nous mettrions quelque prix à savoir exactement comment s'était consolidé et affermi, de l'autre côté de la Manche, le grand changement dont nous venions de présenter la reproduction presque complète. La tâche de nous initier à cette période de l'histoire d'Angleterre s'offrait comme un vaste champ ouvert à nos historiens et à nos publicistes, et on devait présumer qu'ils y trouveraient d'autant plus d'attraits que ce champ n'avait pas été exploré, que l'ignorance la plus absolue régnait, parmi nous, sur tout ce qui a suivi l'avènement de Guillaume III.

Au moment où j'écris, cette tâche n'a pas été accomplie, cette ignorance est encore aussi profonde (1). On sait vaguement, en France, que Guillaume, *roi en Hollande* et *stathouder en Angleterre*, suivant une expression consacrée, employa les quatorze années de son règne en efforts impuissans pour dominer l'opposition successive des tories et des whigs : on a des données un peu plus précises sur les luttes de ces deux partis pendant le règne de la reine Anne, parce qu'elles eurent pour résultat de sauver la France en dissolvant la grande alliance formée contre Louis XIV, parce que, d'ailleurs, l'éclat de la polémique soutenue avec tant de talent par les Swift, les Steele, les Addison, les Bolingbroke, attache à ces luttes cette espèce d'intérêt littéraire qui est pour les faits politiques la plus sûre garantie d'un grand et lointain retentissement; mais nos connaissances historiques ne vont pas plus loin. Il est peu de personnes qui ne considèrent l'in-

(1) Nous ne devons pas oublier cependant que M. Duvergier de Hauranne travaille à une histoire parlementaire de la Grande-Bretagne, que l'on dit assez avancée. Si quelqu'un était appelé, par ses études antérieures, à tenter une pareille entreprise, c'est assurément l'honorable publiciste. Nos lecteurs savent tout ce qu'on peut attendre d'un esprit aussi distingué.

tronisation de la maison de Hanovre, il y a cent vingt-sept ans, comme le dernier terme des agitations sérieuses produites par la révolution, qui ne pensent que, si, depuis cette époque, les tentatives faites à main armée par les Stuarts ont pu à deux reprises jeter dans la Grande-Bretagne un moment de désordre matériel, aucune perturbation vraiment grave n'y a, pendant ce long intervalle, entravé la marche régulière et constitutionnelle du gouvernement, que la royauté y a toujours été respectée, le pouvoir exercé avec dignité, les partis contenus dans leurs débats les plus violens par un sentiment profond de la grandeur et des intérêts du pays; en un mot, que sous George Ier, sous George II, et dans les premières années de George III, l'Angleterre s'est montrée ce que nous la voyons aujourd'hui, ou plutôt encore ce que nous l'avons vue il y a quelques années.

Telle n'est pourtant pas, à beaucoup près, la vérité. En Angleterre, comme en tout pays, l'expérience nécessaire pour diriger un gouvernement représentatif, bien qu'on y fût mieux préparé qu'ailleurs, n'a pu être acquise qu'au prix de longues et pénibles épreuves. L'esprit public, qu'on y admire à si juste titre, ne s'est formé que peu à peu, et n'est arrivé que lentement à se concilier avec l'esprit de parti, élément indispensable des états libres. Là aussi il a fallu bien du temps pour réparer les atteintes fâcheuses que portent aux principes d'ordre public et de morale politique les révolutions les plus inévitables et les plus modérées, pour rallier au gouvernement nouveau les soutiens naturels du pouvoir, ces classes de propriétaires, portées par instinct à se défier des changemens, alors même qu'elles n'y sont pas décidément hostiles, ces hommes timides et honnêtes que tout gouvernement doit s'attacher à rassurer, s'il veut lui-même s'affermir, parce que, hors d'état de rien créer par eux-mêmes, ils possèdent ce singulier privilége que leur seule adhésion peut consolider ce que d'autres ont fondé. Là, enfin, la dynastie nouvelle, long-temps en butte aux outrages des factions, accusée à chaque instant de sacrifier à ses propres intérêts les intérêts de l'état, insultée tout à la fois par ceux qui avaient contrarié son avénement et par ceux même qui, l'ayant favorisé, se croyaient en droit de lui reprocher amèrement son ingratitude dès qu'elle hésitait à satisfaire leurs exigences, la dynastie nouvelle vit s'écouler des générations entières avant de parvenir à inspirer ce respect religieux qui fait la force morale du trône, mais que les peuples accordent difficilement aux institutions qu'ils ont élevées de leurs mains, qui sont nées sous leurs yeux. Pendant près d'un siècle, l'Angleterre fut en proie à des dissensions d'autant plus incessantes,

qu'elles prenaient leur source, non pas dans l'antagonisme des grands principes politiques, — la révolution y avait mis fin, — mais dans les innombrables et mobiles combinaisons des intérêts de coteries et des ambitions personnelles.

De tels faits sont la meilleure réfutation de l'opinion trop accréditée qui conclut, de ce que la France n'est pas encore arrivée à l'état normal du gouvernement représentatif, qu'elle doit désespérer d'y arriver jamais. Je ne veux certes pas dire que les évènemens accomplis en Angleterre sont le type exact de ceux qui s'accompliront parmi nous. La situation des deux pays présente des différences qui ne permettent pas de procéder par des inductions aussi rigoureuses. Sous le régime établi à Londres par la révolution de 1688, le parti favorable à la restauration fut long-temps beaucoup plus nombreux et plus populaire que ne l'est, sous le gouvernement actuel de la France, le parti légitimiste. D'un autre côté, la maison de Hanovre n'avait pas à lutter contre une opinion radicale et démocratique s'érigeant en patrone de la liberté; l'ancienne fraction républicaine était morte avec le puritanisme, qui en était l'ame, ne laissant après elle qu'un souvenir à la fois sanglant et ridicule. L'aristocratie, plus puissante sous sa forme moderne qu'elle ne l'avait jamais été aux temps féodaux, était en pleine possession du pays, et bien que pendant assez long-temps une portion considérable de cette aristocratie, surtout dans les rangs secondaires, soit restée attachée à la cause des Stuarts, l'union des grandes familles whigs, c'est-à-dire des maisons les plus illustres et les plus riches, était hautement proclamée comme la base la plus solide de la succession protestante. Tout cela, je le répète, ressemble trop peu, en beaucoup de points, à ce qui existe aujourd'hui en France, pour qu'il fût raisonnable de puiser, dans une assimilation arbitraire, des inductions aussi inexactes que les termes de la comparaison dont on les ferait découler. De ce qu'on a réussi en Angleterre avec de tels élémens, il serait certainement peu logique de conclure, avec une pleine assurance, que le même succès est promis à un gouvernement placé dans des conditions en partie différentes; mais ce qui ressort incontestablement des souvenirs historiques rappelés tout à l'heure, c'est qu'il serait contre toute vérité et contre toute justice d'imputer exclusivement à l'organisation démocratique de la France ces longues oscillations dont la Grande-Bretagne n'a pas été préservée par la puissance de son aristocratie; c'est que si, en Angleterre, le temps a fini par y mettre un terme, il est permis d'espérer qu'il amènera pour la France e même résultat; c'est enfin que quelques années ne suffisent pas

pour apprécier les chances d'avenir et de solidité d'un établissement politique.

Ce serait sans contredit un livre d'un grand intérêt que celui qui nous présenterait sous cet aspect l'histoire de l'Angleterre au XVIIIe siècle; mais, je le répète, cette histoire, qui, même chez les Anglais, n'existe guère encore d'une manière un peu satisfaisante qu'à l'état de mémoires et de biographies, n'a pas été seulement essayée parmi nous. Sans avoir la prétention de combler la lacune que je viens de signaler, je me propose, dans le travail auquel les réflexions qui précèdent serviront d'introduction, de raconter la vie publique d'un homme qui remplit, pour ainsi dire, toute cette époque, qui résume tout ce que la politique de l'Angleterre eut d'énergique et de puissant pendant une moitié du XVIIIe siècle, et dont la carrière variée offre successivement le curieux tableau des grandeurs et des imperfections les plus extrêmes par lesquelles puisse passer un gouvernement libre, s'agitant, au sortir d'une révolution, pour trouver enfin son assiette définitive : je veux parler de l'illustre lord Chatham.

I.

William Pitt n'appartenait pas, par sa naissance, à cette haute aristocratie qui a été si long-temps en possession exclusive du gouvernement de la Grande-Bretagne On a donc pu, avec quelque raison, l'appeler un homme nouveau; cependant, si l'on voulait attacher à ce mot le sens absolu dans lequel on le prend aujourd'hui, celui d'un homme partant des basses régions de l'état social pour s'élever au sommet, il cesserait de lui être applicable. William Pitt était issu, en effet, d'une ancienne famille que son grand-père, gouverneur de Madras, avait élevée encore en l'enrichissant. La fille de ce gouverneur, tante, par conséquent, du futur ministre, avait épousé le comte Stanhope, un des personnages les plus considérables de l'époque de la reine Anne et de George Ier. — Le jeune Pitt, né le 15 novembre 1708, fit ses études au collége d'Éton et à l'université d'Oxford. Une maladie qui devait plus tard exercer sur lui de cruels ravages, la goutte, l'obligea à quitter l'université avant d'avoir pris ses degrés. Il voyagea pour sa santé en France et en Italie. A son retour en Angleterre, il entra comme cornette dans un régiment de cavalerie. Quelque minimes que fussent cette position et les avantages pécuniaires qui y étaient attachés, ils n'étaient pas à dédaigner pour un cadet de famille dont le

patrimoine ne dépassait pas cent livres sterling de revenu. Telle était encore, à vingt-sept ans, la position de l'homme destiné à gouverner un jour son pays, lorsqu'en 1735 il fut envoyé à la chambre des communes par un bourg dont son grand-père avait fait l'acquisition, par *Old-Sarum*. On sait que ces *bourgs pourris*, comme on s'habitua plus tard à les appeler, étaient alors la seule porte ouverte pour les hommes à qui leur fortune ne permettait pas ces énormes dépenses, indispensables partout où l'élection avait quelque réalité.

Au moment où Pitt commença sa carrière politique, George II occupait depuis huit années le trône sur lequel la maison de Hanovre était montée vingt ans auparavant dans la personne de son père. L'avénement de cette dynastie, véritable complément de la révolution de 1688, avait été par cela même l'avénement définitif du parti whig. Le parti tory, qui, sous le roi Guillaume et sous la reine Anne, avait pu lui disputer le pouvoir, se trouvait depuis lors réduit à une opposition impuissante, dont il ne devait plus sortir jusqu'au jour où les évènemens, en changeant complètement la face du pays, l'auraient lui-même absolument transformé. Ce jour était bien éloigné encore. Les tories, associés un moment à la révolution par le sentiment du danger dont le fanatisme imprudent de Jacques II avait menacé l'église anglicane, n'avaient jamais pu s'habituer aux résultats d'une catastrophe qui avait porté atteinte aux droits du trône, presque aussi chers à leur *loyauté* que ceux de l'église. Les doctrines de souveraineté nationale et de liberté populaire sur lesquelles se fondait le régime nouveau leur étaient souverainement antipathiques. Dominés par l'aversion profonde et instinctive qu'elles leur inspiraient, les uns avaient fini par s'unir aux partisans de la dynastie déchue et par conspirer avec eux son rétablissement; d'autres, sans vouloir pousser aussi loin la réaction, avaient, à leur insu, concouru au même but en poussant le gouvernement créé par la révolution dans des voies qui ne pouvaient que le perdre, puisque c'étaient celles du système tombé, en s'efforçant de l'entraîner à professer des maximes incompatibles avec son existence, puisqu'elles étaient la négation directe des principes au nom desquels s'était faite cette révolution. Tous ou presque tous, dans les derniers instans de la reine Anne, lorsque la pensée de rappeler le prétendant pour écarter la maison de Hanovre avait paru acquérir quelque consistance et offrir des chances de succès, ils avaient pris une attitude telle que cette maison n'avait pu s'empêcher de voir en eux des ennemis irréconciliables dont la ruine absolue était la condition première de sa sûreté. Aussi George Ier, lorsqu'il fut devenu roi, non

content de les abandonner à la vengeance des whigs, avait-il employé toute son influence à les accabler. Leurs chefs, proscrits, traduits en justice ou réduits à prendre la fuite, n'avaient pu qu'à grand'peine sauver leur vie, et si le temps avait bientôt mis fin, pour les personnes, à cet état de proscription, le parti n'en était pas moins resté exclu de la direction des affaires et presque sans espoir d'y revenir autrement que par une révolution violente.

Les whigs dominaient donc sans partage; mais, suivant l'immuable loi des passions humaines, ils s'étaient divisés aussitôt que leurs adversaires s'étaient trouvés hors de combat. A défaut de luttes de principes et d'opinions, les rivalités individuelles avaient suscité entre eux de misérables querelles, auxquelles, dans les premiers temps surtout, il était à peine possible d'assigner même un prétexte d'utilité générale. On avait vu, pendant plusieurs années, des ministres, tous sortis du sein de ce parti, se succéder les uns aux autres plutôt par l'effet de sourdes intrigues et selon les caprices des préférences royales qu'au gré des variations de l'esprit public. Après diverses vicissitudes, sir Robert Walpole, plus calme, plus patient, plus habile qu'aucun de ses rivaux, était enfin parvenu à fixer entre ses mains le pouvoir et à le garder même sous deux souverains successifs. Au moment où Pitt entra à la chambre des communes, il y avait déjà treize ans que durait ce ministère, qui tient une place si marquante dans les annales de la Grande-Bretagne.

Walpole a été l'objet de jugemens bien divers. Calomnié de son vivant comme tout homme qui occupe long-temps le pouvoir, il a trouvé depuis des appréciateurs trop indulgens peut-être. Je crois qu'on lui ferait justice en disant que, dans un temps où l'habitude des révolutions avait presque détruit toute morale politique, ce ministre, sans être à beaucoup près plus corrompu que ses contemporains, sans être même, il s'en faut, le plus corrompu d'entre eux, eut le malheur de fonder son système de gouvernement sur les vices mêmes de son siècle, qu'entendant à merveille les intérêts matériels et positifs de son pays, il ne comprit pas assez la nécessité de satisfaire aussi des besoins d'une plus noble nature, des sentimens qui peuvent sommeiller quelque temps chez un peuple, mais qui s'y réveillent tôt ou tard; qu'enfin, en s'abandonnant trop complètement à son aversion naturelle pour les intelligences élevées, pour les caractères indépendans qui osaient conserver à côté de lui la spontanéité de leurs pensées, il en vint à jeter dans l'opposition tous les hommes d'un mérite éminent, à ne plus compter parmi ses partisans que ceux dont l'esprit

étroit, la conscience facile, étaient également hors d'état, soit de lui faire obstacle, soit de lui prêter un appui efficace.

Peu à peu une coalition formidable s'était organisée contre lui dans le sein du parlement. Au petit nombre de jacobites qui avaient trouvé moyen d'y pénétrer, aux tories qui, sous la direction de sir William Wyndham, y formaient depuis long-temps la masse de l'opposition, s'étaient joints les whigs dissidens, parmi lesquels William Pulteney et lord Carteret occupaient le premier rang. Ces derniers, moins nombreux que les tories, compensaient cette infériorité par une force morale qui manquait à leurs alliés. Leurs noms, signalés par de nombreux services rendus à la cause de la liberté et de la nouvelle dynastie, devaient rallier bien des mécontens qui eussent craint de s'unir aux champions exclusifs de la prérogative royale. La coalition ainsi formée était animée de cette confiance absolue que ressentent d'ordinaire les partis depuis long-temps éloignés du pouvoir, lorsqu'ils commencent à entrevoir la possibilité de le ressaisir, lorsque le souvenir de leurs fautes passées est assez éloigné pour ne plus gêner et embarrasser leur marche au milieu de circonstances toutes différentes, lorsqu'enfin l'action du temps, en les renouvelant, a amené dans leur sein un grand nombre d'hommes étrangers aux déceptions comme aux rancunes du passé, et par conséquent accessibles encore à ces illusions généreuses, à ces espérances illimitées que détruit si promptement le contact des affaires. Mettre fin au système de corruption qui asservissait le parlement aux volontés du ministre, remplacer dans les rapports extérieurs, par une politique plus fière, plus digne, plus conforme aux intérêts permanens et aux alliances naturelles du pays, la politique timide et exclusivement pacifique de Walpole, tel était le double but que se proposait la coalition. En tout temps, dans tous les pays, c'est sur un semblable terrain que les coalitions de partis se sont formées. De pareils griefs, vrais ou simulés, sont en effet les seuls qui puissent réunir contre un gouvernement des partis intérieurs divisés de tendances et de principes.

C'est au milieu des whigs dissidens que William Pitt prit place en entrant à la chambre des communes. Ses relations personnelles, comme la direction naturelle de son esprit et de son caractère, l'appelaient nécessairement de ce côté. Il y avait déjà plusieurs mois qu'il siégeait au parlement, lorsque, le 29 avril 1736, il y prit pour la première fois la parole à l'appui d'une motion de Pulteney, qui avait proposé une adresse au roi à l'occasion du mariage du prince de Galles. Rien, dans ce qui nous a été conservé de ce discours, n'offre la trace d'une pensée

ou d'une expression remarquable. Il est pourtant certain qu'il produisit une très vive sensation, et que ce début suffit pour assurer au jeune Pitt un rang distingué parmi les orateurs sur qui reposait l'avenir du parti whig. Suivant toute apparence, un tel succès était dû moins encore au talent dont avait fait preuve le nouveau député qu'à l'habileté avec laquelle il avait su tirer parti de la position du prince de Galles, déjà signalé à la faveur des mécontens, suivant l'usage héréditaire de la maison de Hanovre, par son opposition à la politique de son père.

On assure que Walpole, frappé de ce brillant début et comptant sur le succès des moyens qui lui avaient gagné tant de partisans, voulut les employer aussi pour désarmer le formidable adversaire qui venait de se révéler. Il lui fit, dit-on, proposer un avancement rapide dans la carrière militaire, s'il consentait à renoncer à celle du parlement. Cette offre étrange fut refusée, et l'attitude de Pitt n'ayant pu laisser aucun doute sur la voie dans laquelle il continuerait à marcher, on le destitua de l'emploi subalterne qu'il occupait dans l'armée. Par l'effet de cette mesure maladroite, Pitt se vit en un instant entouré de cette auréole de popularité qui, dans les gouvernemens libres, est la conséquence presque infaillible des rigueurs du pouvoir. Célébré par les journaux, chanté par les poètes comme le champion et le martyr de la liberté, il ne tarda pas à obtenir un dédommagement plus substantiel, et que sa position de fortune lui rendait alors presque nécessaire. En récompense d'un discours dans lequel il s'était prononcé pour l'augmentation de la dotation du prince de Galles, ce prince lui donna dans sa maison un emploi beaucoup plus lucratif que le grade militaire qu'on venait de lui ôter.

A partir de ce moment, Pitt prit une part considérable à toutes les discussions de la chambre des communes, et après Pulteney et Wyndham il en devint bientôt le membre le plus important. On admirait dès lors en lui ces hautes facultés intellectuelles et ces qualités physiques dont la réunion tant recommandée, tant recherchée par les anciens comme nécessaire pour constituer la perfection de l'art oratoire, s'est si rarement rencontrée dans les temps modernes. Une taille élevée, une tournure majestueuse, des traits nobles et beaux, un œil d'aigle, un regard perçant dont la seule atteinte suffisait pour déconcerter ses adversaires, une voix douce et forte, claire et harmonieuse tout à la fois, tels étaient les dons naturels qui, lorsqu'il prenait la parole, plaçaient d'avance son auditoire sous une sorte de fascination. Il ne négligeait rien de ce qui pouvait en augmenter et en prolonger

l'effet : son geste, son action, son débit, soigneusement étudiés, l'ensemble même de son costume, avaient une dignité grave qui, s'étendant peu à peu à ses habitudes sociales, à son langage, aux formes de sa correspondance, devint pour lui comme une seconde nature, et imprima à toute sa personne un caractère en quelque sorte officiel dont la familiarité ne pouvait approcher. La grandeur de la pensée, la force de l'imagination, répondaient en lui à cet appareil imposant. Il abondait en grands mouvemens, en inspirations brillantes. Par des saillies soudaines et inattendues, il savait faire jaillir de l'incident le plus insignifiant des effets entraînans et vraiment irrésistibles. Il possédait une puissance d'invective sans exemple peut-être chez les modernes. Son élocution, vive, énergique, colorée, avait un éclat, une richesse, une facilité, dus en grande partie à l'étude approfondie de ces classiques qui seront toujours une des sources de la haute éloquence. On doit facilement comprendre qu'avec cette merveilleuse organisation, si admirablement perfectionnée par l'étude et le travail, il n'ait pas tardé à dominer le parlement. Ses contemporains, subjugués, éblouis, ne conservaient pas le sang-froid nécessaire pour s'apercevoir de ce qui manquait bien souvent à ces magnifiques harangues, une argumentation logique, des faits précis, en un mot les ressources de la véritable et complète dialectique.

Pour qu'on pût apprécier à sa juste valeur le redoutable champion qui venait de s'élever contre l'administration de Walpole, il fallait qu'un débat vraiment important fournît à son génie l'occasion de se développer tout entier. C'est ce qui arriva bientôt. La question de la paix ou de la guerre surgit tout à coup après vingt-cinq années d'un repos profond, à peine interrompu par quelques insignifiantes hostilités. Le maintien de la paix avait été l'objet constant et presque exclusif de la politique de Walpole. Outre les calculs et les goûts personnels qui pouvaient l'y porter, il avait incontestablement de très fortes raisons pour en faire le but de tous ses efforts. La Grande-Bretagne, renfermant dans son sein un parti encore nombreux dévoué à la cause du prétendant, n'était pas seulement exposée, en cas de guerre avec une puissance étrangère, aux chances ordinaires d'une pareille lutte; elle avait encore à craindre des soulèvemens intérieurs qui, se combinant avec les agressions des ennemis du dehors, pouvaient mettre en danger le gouvernement établi. C'était là évidemment son côté faible. L'expérience du passé ne permettait guère de douter que tout état étranger engagé contre elle dans une guerre sérieuse ne recourût tôt ou tard à cette arme terrible. C'était en grande partie

le sentiment de ce danger qui avait engagé Walpole à intervertir le système des alliances naturelles de l'Angleterre pour rechercher de préférence celle du gouvernement français, que sa puissance et la situation de son territoire mettaient plus qu'aucun autre en mesure, soit de prêter un appui efficace aux tentatives du prétendant, soit de les déjouer et de les paralyser. Tout récemment encore, le cabinet de Londres avait fait à cette alliance un bien grand sacrifice : se retirant dans une neutralité absolue au milieu de l'Europe en armes, il avait abandonné l'Autriche, la vieille alliée de l'Angleterre, aux attaques de la France et de l'Espagne réunies. Cette lutte inégale avait valu aux deux branches de la maison de Bourbon la Lorraine et les Deux-Siciles, et ce qui prouve que la politique pacifique de Walpole s'accordait, au moins dans une certaine mesure, avec les besoins et les dispositions véritables de la nation, c'est que l'impassibilité avec laquelle il avait assisté aux conquêtes de la France n'avait pas excité dans le parlement des réclamations assez vives pour lui causer des embarras bien sérieux.

Cette patience inaccoutumée touchait pourtant à son terme. Le système de paix, après avoir triomphé des graves difficultés qui l'avaient long-temps menacé, allait échouer contre une question dans laquelle le droit était équivoque, l'intérêt secondaire, mais qui blessait vivement les susceptibilités nationales, rendues plus irritables d'ailleurs par les sacrifices auxquels elles s'étaient résignées. On était depuis long-temps en querelle avec le gouvernement espagnol au sujet de la contrebande faite par les commerçans anglais sur les côtes des colonies américaines, et des mesures répressives auxquelles l'Espagne avait recours pour y mettre fin. Ces mesures avaient pris progressivement un caractère de rigueur qui n'épargnait pas même toujours le commerce licite. Les commerçans anglais se plaignaient de saisies illégales, de traitemens barbares infligés aux équipages des navires capturés. Non contens de réclamer des indemnités, ils demandaient que l'Espagne renonçât au droit de visite qui donnait lieu à de tels abus. L'Espagne, sans se refuser absolument à indemniser les individus injustement maltraités, ne voulait pas consentir à abandonner un droit de recherche parfaitement légal, suivant elle, et qui, d'ailleurs, était la seule garantie efficace contre des fraudes ruineuses pour son trésor. La question, on le voit, n'était pas simple : elle offrait de délicates complications, et d'un côté comme de l'autre il y avait des griefs réels à faire valoir; mais, en Angleterre, l'opinion s'était passionnée pour les réclamations du commerce, et on s'indignait de

n'avoir pas encore obtenu justice de ce qui paraissait une monstrueuse iniquité. Le parlement retentissait à ce sujet des plus véhémentes déclamations.

Walpole comprit ce que cette situation avait de dangereux. Avec son bon sens pratique, il prévoyait qu'une guerre maritime contre l'Espagne ferait un mal énorme au commerce, sans procurer au pays un dédommagement de quelque importance. Il sentait pourtant que cette guerre devenait de jour en jour plus probable, et que bientôt, si on n'arrivait à une transaction, il ne serait plus possible de l'éviter. Il redoubla donc d'efforts pour faire comprendre au cabinet de Madrid la nécessité de se concerter dans le but de prévenir une rupture également regrettable pour les deux parties. Un moment il crut y avoir réussi. Une convention préliminaire qui semblait préparer un arrangement définitif fut signée à Madrid, et l'annonce de cet évènement eut pour effet immédiat de calmer un peu les esprits; mais cette impression ne dura pas. Lorsqu'on connut en détail les clauses de la convention, bien éloignées en réalité des prétentions de l'opinion publique en Angleterre, l'irritation, un instant apaisée, se réveilla avec plus de force. Elle éclata dans la chambre des communes, où le ministère ne parvint qu'avec beaucoup de peine à faire voter une adresse de félicitation en réponse à la communication royale du traité préliminaire. Le discours de Pitt contre le projet d'adresse, plein de chaleur et d'un patriotisme un peu déclamatoire, est considéré comme le plus remarquable qui ait été prononcé dans cette discussion (8 mars 1739).

Comme l'opposition l'avait prévu, la convention de Madrid ne termina rien, et l'Espagne continuant à se refuser aux concessions qu'on lui demandait, la guerre éclata. Le système de Walpole était enfin renversé sans que son opinion personnelle se fût modifiée. Il commit alors une grande faute. Au lieu de tomber noblement avec la politique pacifique dont on s'était habitué à le considérer comme le représentant, il voulut conduire lui-même cette guerre qu'il n'avait pas cessé de désapprouver. Moins aveuglé par un intérêt personnel bien mal entendu, il eût compris qu'il n'y avait pour lui aucun avantage possible dans la position à laquelle il se résignait; que, si la guerre était heureuse, l'opposition y trouverait un texte commode pour lui reprocher de l'avoir tant différée et d'en avoir ainsi diminué les chances favorables; que, si au contraire elle tournait mal, cette même opposition en rejetterait sur lui la responsabilité en alléguant avec quelque raison qu'on est rarement apte à bien exécuter une entreprise dont on a blâmé le principe. — C'est ce qui arriva en effet. Cette

guerre, si populaire à son début, ne le resta pas long-temps. Ouverte par un succès brillant, la prise de Porto-Bello, elle fut ensuite moins heureuse. Des tentatives manquées et, bien plus encore, les pertes éprouvées par le commerce qui avait tant appelé les hostilités, changèrent en un mécontentement presque universel l'ardeur belliqueuse dont tous les esprits s'étaient d'abord montrés saisis. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, c'est sur Walpole que retomba cette irritation, et il se vit en butte dans le parlement à d'incessantes attaques.

Pitt parut encore au premier rang parmi ses adversaires. Un bill avait été proposé pour faciliter au gouvernement le recrutement de la flotte. Fidèle à ce principe de toutes les oppositions systématiques, de refuser aux gouvernans les moyens d'exécuter les grandes choses dont on leur impose l'obligation, il ne manqua pas de combattre ce bill par les invectives les plus passionnées contre les rigueurs de la presse maritime; il signala à l'indignation publique *une administration oppressive, trop ignorante pour être vraiment redoutable, mais qui semblait trouver son unique satisfaction à tourmenter, à ruiner les citoyens, à les dépouiller de leur liberté.* Le frère du ministre, Horace Walpole, crut pouvoir répondre à ces emportemens par l'expression du dédain qu'inspirait à un diplomate vieilli dans les affaires une aussi étrange forme de polémique; il tourna en ridicule ces assertions tranchantes, ces furieuses injures, ces retentissantes périodes déclamées avec des gestes véhémens et une affectation théâtrale qui trahissaient, suivant lui, l'inexpérience de la jeunesse. Pitt fut vivement blessé de cette appréciation sévère et méprisante. Sa réplique fut accablante, et on la cite encore comme un des exemples les plus frappans de la virulence qui, à cette époque, rapprochait parfois la tribune britannique de celle des peuples de l'antiquité. « Je ne m'arrêterai pas, s'écria-t-il, à rechercher si la jeunesse peut être, contre qui que ce soit, un sujet de reproche; mais ce que je ne crains pas d'affirmer, c'est que la vieillesse peut devenir justement un objet de mépris, lorsque l'expérience qu'elle procure n'a pas été mise à profit dans un but de perfectionnement, lorsque le vice continue à la dominer après que les passions se sont éteintes. Le malheureux qui, vainement averti par le funeste résultat de tant d'erreurs accumulées, persiste dans son égarement, et en qui l'âge ne fait qu'aggraver la stupidité par l'obstination, ce malheureux n'a droit, sans doute, qu'à l'horreur ou au mépris, et ses cheveux blancs ne doivent pas le mettre à l'abri de l'insulte. » Le reste du discours répondait à cet incroyable début. Quinze ans après, Pitt était l'ami politique de celui qu'il avait

ainsi outragé, il recherchait les conseils de l'homme d'état qu'il avait si prématurément stigmatisé comme accablé sous la décrépitude d'une vieillesse corrompue.

Chaque jour, les attaques dirigées contre Walpole devenaient plus vives et plus pressantes. Un membre de la chambre des communes proposa une adresse au roi pour demander qu'il fût éloigné des affaires. Pitt appuya la proposition. Il accusa le ministre d'avoir constamment travaillé à l'agrandissement de la maison de Bourbon, de s'être rendu l'esclave de la France, d'avoir imprimé à la guerre engagée contre l'Espagne une direction funeste qui avait coûté la vie à des milliers de soldats anglais. — En dépit de ses efforts, le projet d'adresse fut repoussé; mais ce devait être là le dernier succès de Walpole. Il sentait lui-même l'affaiblissement de son parti, et ne pouvant se résigner à une retraite dont il avait laissé échapper l'occasion opportune et favorable, certain d'ailleurs de la confiance illimitée du roi, il se raidissait de toutes les forces qui lui restaient, il frappait à toutes les portes pour prolonger son pouvoir expirant. Un fait à peine croyable, mais irréfragablement démontré par des documens authentiques, c'est qu'il essaya d'entrer en négociation avec le prétendant, alors retiré à Rome, et lui fit offrir de travailler à lui rendre le trône, si les jacobites étaient autorisés à voter pour les candidats ministériels dans les élections générales qui se préparaient. Le piége était si grossier, que le prétendant lui-même n'y fut pas pris, malgré cette inépuisable crédulité qui rend les émigrés accessibles à toutes les illusions.

Le résultat des élections donna à l'opposition une majorité incontestable. Walpole essaya pourtant encore de faire face à l'orage : il attendit la réunion du parlement; mais après plusieurs échecs successifs, il dut enfin subir la loi de la nécessité. Le 5 janvier 1742, il donna sa démission après s'être fait conférer la pairie sous le titre de comte d'Orford. Consulté par le roi sur la formation d'un nouveau cabinet, il mit une habileté machiavélique à diriger les négociations qui s'ouvrirent dans ce but, de manière à diviser le parti victorieux, à empêcher l'administration nouvelle de s'établir solidement, enfin à se préparer un retour prompt et triomphant dont se flattait encore son incurable ambition. Il est probable que cet espoir eût été trompé alors même que sa mort, survenue deux ans après sa retraite, n'eût pas coupé court à tous ses projets; cependant il vécut assez pour voir la dissolution complète de la coalition sous laquelle il avait succombé, et la chute irrémédiable, l'humiliation profonde de son grand rival, Wiliam Pulteney.

C'était à ce dernier, comme au chef principal des whigs mécontens, que le roi avait dû s'adresser pour le charger de composer un ministère auquel la nouvelle chambre des communes pût accorder son concours. Pulteney se trouva dans une situation très délicate. Dans l'ardeur de la lutte et pour écarter les soupçons qu'on voulait jeter sur le désintéressement de son opposition, il avait plus d'une fois proclamé sa détermination invariable de n'accepter jamais aucun emploi du gouvernement. Par cet engagement inconsidéré, il s'était créé des embarras qui maintenant pesaient sur lui de tout leur poids. Beaucoup d'hommes d'état, surtout à cette époque, n'en eussent tenu aucun compte, ou les eussent éludés par quelqu'une de ces distinctions subtiles qui ne font jamais défaut dans de semblables conjonctures. Pulteney voulut tenir sa parole, mais il ne sut pas faire le sacrifice entier, et il en perdit tout le mérite. Il crut qu'il pourrait, tout en restant en dehors du ministère, l'organiser de manière à y conserver une influence dominante. Il se laissa entraîner, sans consulter ses amis, dont peut-être il craignait la désapprobation, dans des pourparlers qui tendaient à partager les portefeuilles entre quelques-uns des chefs de l'opposition et une partie des collègues de Walpole. Ces pourparlers, qu'on avait voulu d'abord tenir secrets, excitèrent naturellement l'inquiétude de ceux des opposans qui n'y avaient pas été admis. Dans une réunion générale du parti, Pulteney fut vivement interpellé, et ses réponses, peu explicites, loin de calmer les défiances de ses anciens adhérens, leur donnèrent la conviction qu'il les avait trahis. Une éclatante rupture fut le résultat immédiat de cette conférence, en sorte que l'armée victorieuse se trouva dissoute avant même d'avoir recueilli le fruit de sa victoire.

Dans cet état de choses, Pulteney n'était plus en mesure de faire la loi à la cour; il dut accepter une transaction dans laquelle elle se ménagea des avantages marqués. Refusant pour lui-même les fonctions de premier lord de la trésorerie qu'on lui avait offertes, il s'était d'abord proposé d'en investir lord Carteret, l'un de ses auxiliaires les plus éminens dans sa lutte contre le précédent ministère. Le roi, toujours secrètement dirigé par les conseils de Walpole, ne voulut pas y consentir. Ce poste important fut donné à lord Wilmington. Deux autres collègues de Walpole, le duc de Newcastle, agent principal de cette négociation, et son frère Henri Pelham, furent maintenus dans leurs emplois de secrétaire d'état et de payeur-général de l'armée. Quant à lord Carteret, il dut se contenter d'un autre poste de secrétaire d'état. Pulteney lui-même, comprenant sans doute qu'après ce

qui s'était passé, sa position dans la chambre des communes ne serait plus supportable, entra à la chambre haute avec le titre de comte de Bath. Il y prit place pour la première fois le même jour que Walpole, qui, l'abordant d'un air de bonhomie, lui dit malicieusement : « Eh bien! milord, à dater d'aujourd'hui, nous sommes certainement, vous et moi, les deux êtres les plus insignifians de l'Angleterre. » Pulteney ne se releva pas de cette chute. Par l'acceptation de la pairie, il avait perdu jusqu'à la force morale attachée à cette réputation de désintéressement qui lui tenait tant à cœur. Bien qu'il ait encore vécu plus de vingt ans, son nom n'a plus figuré que dans d'obscures et impuissantes intrigues de cour.

La crise ministérielle qui avait suivi la retraite de Walpole n'avait donc satisfait complètement aucun parti. Sans parler même des tories, condamnés par leurs antécédens au stérile honneur de servir d'auxiliaires à toutes les oppositions, une portion considérable des whigs qui avaient combattu le précédent cabinet était restée en dehors des arrangemens convenus entre Pulteney et le duc de Newcastle. C'est assez dire qu'elle était hostile au résultat de ces arrangemens. La fraction dont je veux parler, c'est celle qu'on appelait alors le *parti cobhamite*, parce qu'elle avait pour chef avoué le vieux lord Cobham, l'un des principaux officiers-généraux de cette époque, homme considérable et populaire. Autour de lui se groupaient plusieurs jeunes députés d'un mérite éminent, tels que George, depuis lord Littleton, tels que les quatre frères Grenville, dont l'aîné, Richard, fut connu plus tard sous le nom de lord Temple, neveux, comme Littleton, de lord Cobham; tels enfin que Pitt, qui devait, plusieurs années après, épouser la sœur des Grenville. Comme tous les partis de ce temps d'oligarchie, celui dont il s'agit s'était plutôt formé dans des vues d'ambition personnelle et d'intérêts de famille que pour assurer le triomphe d'un principe ou même d'une mesure de quelque importance; mais ce qui le distinguait des autres, ce qui l'élevait fort au-dessus de ces misérables coteries, types complets de médiocrité et d'étroit égoïsme, c'étaient les talens distingués de la plupart des hommes dont il se composait. Cela explique parfaitement l'immense influence que cette réunion a exercée pendant trente années sur les destinées de l'Angleterre, bien que, parmi les subdivisions du parti whig, ce ne fût pas, à beaucoup près, celle qui comptait dans son sein les plus grandes maisons et les fortunes les plus considérables, bien que, par ses exigences impérieuses et hautaines, elle se fût attiré de bonne heure d'implacables ressentimens. Ceux dont elle avait blessé l'amour-propre ou dérangé la for-

tune l'accusaient de personnalité, d'hypocrisie, lui reprochaient de faire servir à ses calculs intéressés l'affectation du patriotisme et de toutes les vertus, de ne reculer devant aucun moyen, pas même devant l'agitation la plus factieuse, pas même devant les outrages à la royauté, pour peu qu'elle y vît une chance d'atteindre l'objet de toutes ses préoccupations, de s'imposer à la couronne, et d'accaparer à son profit les places et les pensions, contre lesquelles elle déclamait si chaleureusement lorsqu'elle était hors du pouvoir. Ces accusations, fort exagérées sans doute, mais non pas dépourvues de toute vérité, restaient impuissantes, et les hommes même qui les avaient exprimées avec le plus d'amertume étaient tôt ou tard forcés de s'allier à des rivaux investis du seul titre qui, dans un gouvernement libre, donne un droit légitime à la direction des affaires, l'éloquence unie au caractère et à l'intelligence. Tant que Pitt et ses amis restèrent unis, rien ne put leur résister.

A l'époque dont je retrace en ce moment l'histoire, les *cobhamites* n'avaient pas encore atteint ce haut degré d'influence, mais déjà leur hostilité était pour le cabinet un danger des plus sérieux. Elle eut bientôt l'occasion de se manifester. Walpole, qui, en présidant secrètement à la formation de ce cabinet, s'était beaucoup plus préoccupé de ce qui le touchait personnellement que de la cause publique, avait eu soin de faire imposer par le roi aux nouveaux ministres l'obligation de le protéger contre les poursuites juridiques auxquelles le parti victorieux pourrait vouloir le soumettre. L'engagement secret qu'ils avaient pris à cet effet était au moins soupçonné. Les contraindre à se dépopulariser en l'avouant, et pour cela diriger contre Walpole des accusations que les esprits encore irrités accueilleraient avec une extrême faveur, c'était pour l'opposition un moyen assuré de succès. Une proposition tendant à ordonner une enquête sur l'ensemble des actes de l'administration dont Walpole avait été le chef pendant vingt années fut soumise à la chambre des communes le 9 mars 1743. Pitt l'appuya énergiquement. Pour en démontrer les avantages, il prétendit que le ministre déchu avait conservé dans sa retraite apparente une influence qui le rendait encore l'ame du gouvernement, et qu'une condamnation trop bien méritée pourrait seule lui enlever, protestant d'ailleurs que cette seule considération, et non pas le désir de la vengeance, le portait à réclamer en principe une justice que rien n'empêcherait d'adoucir dans l'application. La motion fut rejetée par une majorité de deux voix; mais, presque immédiatement reproduite avec un amendement qui restreignait aux dix der-

nières années l'époque soumise à l'enquête, et qui, par conséquent, désintéressait plusieurs personnages devenus les adversaires de Walpole après avoir été quelque temps ses collègues, elle fut adoptée. Un comité fut nommé pour y donner suite. Il est vrai que des obstacles adroitement suscités par le gouvernement arrêtèrent la procédure à peine commencée, et qu'on fut obligé de l'abandonner. Quelque soin qu'eussent pris les ministres nouveaux de dissimuler leur intervention, ce manége ne trompa personne. Lord Carteret, à qui on l'imputait particulièrement, fut accusé d'apostasie et de trahison. Il perdit tout ce qui lui restait de popularité. Le but de l'opposition était donc atteint.

Ce qui désignait surtout lord Carteret à la haine des *cobhamites*, c'est qu'il commençait à prendre dans le ministère la position principale que Pulteney avait essayé de lui ménager. La direction des affaires étrangères, dont il était chargé comme secrétaire d'état, lui avait donné un moyen facile de gagner les bonnes graces du roi. George II, semblable en cela à son père, s'était toujours montré enclin à subordonner la politique extérieure de la Grande-Bretagne aux intérêts de son électorat de Hanovre, dans lequel il voyait le patrimoine de sa famille, sa propriété, son asile assuré, tandis qu'étranger aux usages, aux principes et presque à la langue de l'Angleterre, il était loin de se considérer comme inébranlablement affermi sur un sol bouleversé naguère par tant de révolutions, et de vouloir y concentrer toutes ses chances d'avenir. Cette tendance le conduisait à s'immiscer et à engager avec lui son royaume dans certaines questions continentales dont l'intérêt, pour les Anglais, était au moins fort douteux; mais jusqu'alors son penchant naturel, contrarié par les dispositions toutes différentes du parlement et par ses ministres eux-mêmes, n'avait pu se satisfaire que d'une manière très imparfaite. Un grand évènement qui menaçait de changer la face de l'Europe vint lui fournir de puissans argumens pour entraîner enfin l'Angleterre dans son système favori.

L'empereur Charles VI était mort quelque temps auparavant. La ligne masculine de la maison d'Autriche s'était éteinte en lui. La France avait formé, avec l'Espagne, la Prusse, la Saxe, la Bavière, la Sardaigne, une puissante coalition dans le but de dépouiller sa fille Marie-Thérèse de la plus grande partie de son héritage. Cette princesse, réduite aux seules ressources qu'elle trouvait dans son courage et dans le dévouement du peuple hongrois, paraissait hors d'état de tenir tête à une aussi formidable ligue. Déjà la Silésie, la Lusace, la Bohême, l'Autriche antérieure, étaient conquises. Il n'en fallait pas

tant pour réveiller dans la nation anglaise ses vieux sentimens d'affection pour la cour de Vienne et sa jalousie invétérée contre la France. Ce n'est pas ici le lieu de raconter les négociations compliquées qui, après quelques vicissitudes, sauvèrent l'Autriche, déjà à moitié délivrée par la bravoure de ses populations, enlevèrent à la France presque tous ses alliés, la réduisirent momentanément à une pénible défensive, et transportèrent le théâtre de la guerre des bords du Danube à ceux du Rhin et de l'Escaut. Il suffira de dire que le roi George II, toujours dirigé par sa pensée dominante, eut encore le malheur, alors même qu'il entrait dans la pensée du pays en secourant Marie-Thérèse, de blesser les susceptibilités et d'éveiller les défiances nationales par la nature des dispositions qu'il prit à cet effet. Allié de la reine de Hongrie en sa double qualité de roi d'Angleterre et d'électeur de Hanovre, il imagina de faire passer à la solde britannique seize mille hommes de troupes hanovriennes qui devaient être employés à garder les Pays-Bas autrichiens. Cette combinaison, à laquelle lord Carteret donna son assentiment et son appui avec un zèle d'autant plus méritoire aux yeux du roi que les autres ministres n'y étaient pas aussi favorables, rencontra dans l'opinion une opposition très vive. On pensa généralement qu'elle était moins conçue dans l'intérêt de l'Angleterre et de l'Autriche que dans celui du Hanovre, qui y trouvait l'avantage d'entretenir son armée aux dépens du trésor britannique, et de faire, sans obérer ses finances, une guerre dont il recueillerait les avantages éventuels.

Pitt, toujours empressé à saisir, dans les questions politiques, le côté national, ne laissa pas échapper une aussi belle occasion d'augmenter sa popularité. Lorsque la chambre des communes eut à délibérer sur le bill qui demandait les fonds nécessaires pour l'entretien des troupes hanovriennes, il attaqua avec une grande force la mesure adoptée par le cabinet. Il s'attacha à prouver que, sous aucun rapport, elle n'était propre à atteindre le but important vers lequel elle semblait dirigée; qu'en destinant les auxiliaires à défendre les Pays-Bas que rien ne menaçait alors, tandis que l'Autriche était assaillie au centre de sa puissance, on avait évidemment obéi à une arrière-pensée; que le Hanovre, obligé par les traités à secourir la reine de Hongrie, n'avait pas le droit de se faire indemniser par l'Angleterre de l'accomplissement d'une obligation conforme, d'ailleurs, à ses intérêts les plus évidens. Récapitulant avec une amère ironie les accusations souvent lancées par l'opposition contre ce qu'il ne craignit pas d'appeler une *partialité ridicule*, *ingrate*, *perfide* pour les

possessions allemandes du roi, contre les voyages annuels de George II dans ce *délicieux pays*, contre les sommes énormes employées à l'agrandir ou à l'enrichir, « on ne peut plus en douter, s'écria-t-il enfin, ce grand, ce puissant, ce formidable royaume n'est plus considéré que comme une dépendance, comme une province d'un misérable électorat; en prenant à notre solde les troupes hanovriennes, on ne fait que mettre la dernière main au plan depuis long-temps formé et suivi avec une si rare persévérance pour asservir complètement notre malheureuse nation. »

Le bill passa pourtant, mais seulement à la majorité de 260 voix contre 193. Ce résultat n'était pas fait pour décourager l'opposition. L'année suivante, le jour même de l'ouverture de la session, l'adresse en réponse au discours du roi avait à peine été proposée, que Pitt se leva pour la combattre. Il reconnut que le gouvernement avait complètement changé sa politique extérieure, si long-temps accusée de pusillanimité; mais il le blâma d'avoir passé d'un extrême à l'autre, de l'excès de la timidité à un véritable accès de donquichotisme : « Naguère, dit-il, on négociait avec l'univers, on acceptait tout traité, même le plus déshonorant; on refuserait aujourd'hui la paix la plus raisonnable. » Le projet d'adresse complimentait le roi sur le courage dont il avait fait preuve peu de mois auparavant à la bataille de Dettingen, sur les dangers qu'il y avait courus. Pitt demanda la suppression de ce passage, et les motifs qu'il allégua à l'appui de cette demande la rendaient, s'il se peut, plus injurieuse encore. Non content d'insulter l'armée hanovrienne dont la lâcheté avait, suivant lui, compromis la victoire remportée par les soldats anglais, il affecta de jeter des doutes sur la conduite même du roi. « Supposez, dit-il, qu'il résultât de la connaissance plus approfondie des faits que sa majesté n'a couru aucun danger ou n'en a pas couru de plus graves que ceux auxquels elle est journellement exposée, lorsque sa voiture vient à verser, ou son cheval à broncher, l'adresse, telle qu'on la propose, ne serait-elle pas pour notre souverain un affront, une insulte, plutôt qu'un compliment? » Dans un discours prononcé peu de temps après, il repoussa avec une égale véhémence le vote d'un nouveau subside réclamé en faveur des troupes électorales. Il exprima l'opinion qu'il serait plus avantageux de remettre directement à l'Autriche l'argent perdu à solder *les plus mauvais soldats de l'Europe;* c'est ainsi qu'il qualifiait les Hanovriens (12 janvier 1744).

Si, dans l'emportement imprévoyant de son opposition, il en était arrivé au point de ne pas ménager les affections et la personne même

du roi, on doit concevoir qu'il n'épargnait pas davantage le ministre influent, ce lord Carteret dans lequel il ne pouvait voir qu'un renégat. Rien n'égale la virulence outrageante des apostrophes qu'il lui jetait en toute occasion. Tantôt il l'appelait *un exécrable ministre, qui semblait s'être enivré de cette potion dont l'effet, au dire des poètes, était d'effacer de l'esprit des hommes le souvenir de leur patrie;* tantôt il le désignait comme *le ministre hanovrien*, comme *l'instrument pervers des plus honteux desseins.* Il lui reprochait de n'avoir d'autre appui, d'autres partisans, que les seize mille Allemands enrôlés par lui au service de l'Angleterre. Personne n'eût pu prévoir alors que, quelques années après, Pitt consentirait à siéger dans le conseil à côté de l'homme qu'il traitait comme un vil scélérat, et que plus tard, lorsque la marche du temps, sans calmer ses passions ardentes, les aurait tournées contre d'autres adversaires, lorsque lord Carteret aurait cessé de vivre, il lui rendrait devant la chambre des pairs ce magnifique hommage : « Ses talens faisaient honneur à cette chambre et à l'humanité. Dans les départemens supérieurs de l'administration, il n'avait pas d'égal, et je m'enorgueillis de déclarer que c'est à son patronage, à son amitié, à ses leçons, que je dois tout ce que je suis. »

Pitt, par la véhémence de son opposition, devenait de plus en plus cher au parti dont il flattait les ressentimens. Il en reçut alors un témoignage singulier. L'héroïne des whigs, la célèbre duchesse de Marlborough, lui légua en mourant une somme de dix mille livres sterling, en récompense de *ses efforts pour la défense des lois et de la liberté du pays*. Dénué comme il l'était de fortune personnelle, il trouva dans ce legs l'avantage précieux d'une honorable indépendance. Vingt ans après, lorsqu'il avait déjà atteint l'apogée de sa réputation, un autre testament lui prouva d'une manière plus significative encore l'admiration qu'il inspirait. Sir William Pyment, homme d'un caractère bizarre et d'opinions ardentes, lui laissa toute sa fortune, consistant en deux mille livres sterling de revenu, sans compter un capital de trente mille livres. Ces deux legs ne sont pas les seuls qu'il ait dus à l'esprit de parti : circonstance unique peut-être dans l'histoire des temps modernes, et qui constitue un nouveau trait de ressemblance entre l'illustre orateur anglais et les grands hommes de l'antiquité, que leurs nombreux admirateurs s'honoraient d'inscrire dans leurs testamens.

Cependant le ministère dans lequel lord Carteret jouait un rôle si considérable avait déjà éprouvé une modification importante. Le premier lord de la trésorerie, lord Wilmington, était mort, et le roi lui

avait donné pour successeur le payeur-général de l'armée, Henri Pelham, qui ne tarda pas à être créé aussi chancelier de l'échiquier (juillet 1743). Pelham, je l'ai déjà dit, était frère du duc de Newcastle, l'un des secrétaires d'état. Tous deux avaient fait partie de l'administration de Walpole. Le nouveau chef du cabinet, sans posséder des talens du premier ordre, était un homme de sens, d'expérience et de modération. Le duc, personnage ridicule et médiocre, mais considérable par son rang et par son immense fortune, puisait dans l'excès de son ambition, si l'on peut honorer de ce nom l'amour démesuré des jouissances du pouvoir, une souplesse de caractère et une aptitude à l'intrigue qui le maintinrent pendant quarante ans dans tous les cabinets successifs. Ces deux frères, étroitement unis malgré des dissentimens passagers, étaient appelés par le concours de leurs facultés très diverses à exercer une grande influence. Ils voyaient avec jalousie le crédit que lord Carteret, devenu lord Granville par la mort de sa mère, s'était acquis sur l'esprit du roi; ils éprouvaient aussi quelque inquiétude des rapports d'intimité dans lesquels il était resté avec lord Bath, le célèbre Pulteney. Prévoyant d'ailleurs que son extrême impopularité ne lui permettrait pas de résister bien longtemps aux attaques de l'opposition, ils résolurent de se séparer de lui assez tôt pour ne pas être enveloppés dans sa disgrace. — A cet effet, ils s'abouchèrent avec lord Cobham et ses amis. Ils lui proposèrent la formation d'une administration nouvelle dont lord Granville serait exclu, où entreraient plusieurs *cobhamites*, et dont le principe avoué serait la diminution du subside hanovrien. Une seule difficulté arrêta quelque temps la conclusion de cette négociation. Le ressentiment que les injurieuses attaques de Pitt avaient inspiré au roi ne permettait pas de croire que ce prince consentît à lui faire une part dans la répartition des fonctions publiques. D'un autre côté, l'opposition ne pouvait laisser proscrire ainsi le plus puissant de ses chefs. On finit pourtant par s'arranger : le duc de Newcastle promit d'employer toute son influence à vaincre les préventions royales, pourvu qu'on lui en laissât le temps, et sur cette parole Pitt consentit à ajourner ses prétentions.

Il ne restait plus qu'à exécuter cette espèce de complot. Le parlement était sur le point de se réunir. Dans un conseil de cabinet tenu pour préparer les matières qui devaient lui être soumises, lord Granville proposa de demander les fonds nécessaires pour solder, comme les années précédentes, seize mille soldats hanovriens. Il trouva cette fois une résistance inattendue, et lorsqu'on alla aux voix, la majorité

du conseil, d'accord avec les deux Pelham, vota pour réduire à huit mille le nombre de ces auxiliaires. Lord Granville donna sa démission (novembre 1744). Tout était prêt pour le remplacer; le nouveau cabinet fut aussitôt formé. Lord Chesterfield, chef de l'opposition dans la chambre des lords, devint vice-roi d'Irlande et en même temps ambassadeur en Hollande. Le duc de Bedford fut mis à la tête de l'amirauté. Lord Harrington succéda à lord Granville dans le poste de secrétaire d'état. Deux des jeunes *cobhamites*, George Lyttleton et George Grenville, obtinrent des emplois subordonnés à la trésorerie et à l'amirauté; enfin lord Cobham lui-même fut promu à la dignité de maréchal, et bientôt après fit partie du conseil de régence pendant un voyage du roi en Allemagne. — Ce ministère, connu sous le nom de *ministère aux larges bases* (*broad bottom*), parce qu'il s'était formé de l'accord de toutes les nuances du parti whig avec quelques tories, réunit pendant quelque temps dans le parlement l'unanimité des suffrages. Le système politique n'avait pourtant subi aucune modification essentielle. On avait, il est vrai, suivant le vœu de l'ancienne opposition, diminué le nombre des troupes hanovriennes entretenues par l'Angleterre pour protéger les états autrichiens, et la somme provenant de cette réduction avait été remise, à titre de subside, au cabinet de Vienne; mais celui-ci s'était bien gardé de l'employer à autre chose qu'à prendre à sa solde ces mêmes Hanovriens congédiés du service anglais. Se contenter d'un tel revirement, c'était faire bon marché des principes; mais on avait pourvu à la satisfaction des ambitions personnelles, et à cette époque plus qu'à aucune autre, c'était le moyen le plus certain de s'assurer l'appui des hommes influens. Aussi, la session qui suivit cet arrangement n'offrit-elle aucune difficulté sérieuse. Pitt, laissé en dehors de l'administration, y voyait ses amis installés. On lui avait fait concevoir à lui-même de grandes espérances. Il n'hésita pas à soutenir franchement le nouveau cabinet. Un évènement qui, en réveillant l'animosité des grands partis, semblait devoir faire trève à de mesquines intrigues, vint d'ailleurs bientôt fournir plus qu'un prétexte à ceux qui pouvaient se sentir embarrassés de leur attitude nouvelle d'auxiliaires de l'administration.

La prolongation de la guerre étrangère avait tiré les partisans de la dynastie déchue de l'apathie dans laquelle ils étaient depuis long-temps plongés. La France, après quelques hésitations, avait conçu le projet d'employer contre l'Angleterre cette arme peu loyale. Une expédition de douze mille hommes avait été sur le point de s'embarquer pour donner la main aux jacobites. Ce qu'on a peine à comprendre aujour-

d'hui, ce qu'attestent pourtant tous les mémoires du temps, c'est que cette expédition, si elle eût eu lieu, aurait probablement opéré une contre-révolution, non pas que le parti jacobite eût alors dans la Grande-Bretagne une de ces immenses majorités numériques qui ne demandent qu'un point d'appui pour se manifester et tout entraîner après elles, mais par l'effet de l'absence complète d'esprit public, de la lassitude des partis, du dégoût universel qu'inspiraient les perpétuelles variations de leurs chefs, en un mot de l'immoralité politique qui peut-être est l'inévitable résultat des longues crises révolutionnaires. L'armée anglaise était peu nombreuse et presque tout employée sur le continent. La population n'était nullement disposée à s'armer pour la remplacer, et telle était la situation qu'au dire d'un des principaux officiers-généraux de cette époque, le maréchal Wade, cinq mille Français débarquant sur un point de la côte eussent conquis l'Angleterre sans avoir à livrer une seule bataille, à moins que les forces hollandaises, dont le secours était promis au cabinet de Londres, ne fussent arrivées à temps pour les repousser.

En comparant un pareil état de choses à l'attitude que la nation anglaise prit quelques années après, pendant la guerre de sept ans, à celle qu'elle devait prendre un demi-siècle plus tard, en présence des formidables préparatifs d'invasion ordonnés par Napoléon, on apprend à ne pas trop s'affecter de l'affaiblissement momentané des forces morales d'un grand peuple, et à ne pas confondre une lassitude passagère avec une déchéance complète et définitive. — Heureusement pour l'Angleterre et pour la maison de Hanovre, d'autres préoccupations empêchèrent la France de donner suite à l'expédition projetée. C'est alors que le fils aîné du prétendant, l'héroïque Charles-Édouard, déçu dans ses espérances d'une puissante coopération étrangère, osa tenter presque seul la grande entreprise de la restauration des Stuarts. On sait ce qu'il put faire à la tête d'une poignée de montagnards écossais; on sait à quel danger fut un moment exposé le gouvernement du roi George.

Le parlement avait été convoqué extraordinairement pour aviser aux moyens d'y faire face. Pitt appuya avec chaleur toutes les demandes du gouvernement. On avait proposé d'introduire, dans l'adresse par laquelle la chambre des communes protestait de son dévouement au roi, un amendement qui eût réclamé une extension des franchises électorales comme le meilleur moyen d'affermir le trône en lui conciliant l'affection des peuples. Pitt n'eut pas de peine à faire écarter une proposition qui, dans de telles conjonctures, ne pouvait que nuire

à la cause commune en laissant entrevoir des divisions d'opinions. Il combattit aussi avec succès une motion qui refusait aux officiers des corps de volontaires levés pour repousser les insurgés la permanence de leurs grades, et qui par conséquent eût pu affaiblir leur zèle.

La guerre civile durait encore, le prince Charles-Édouard occupait encore l'Écosse à la tête d'une armée victorieuse, lorsqu'une nouvelle crise de cabinet, bien étrange dans ses circonstances, vint prouver une fois de plus combien à cette époque les grands intérêts publics s'effaçaient devant les intérêts et les ressentimens personnels.

Malgré l'énergique appui que Pitt donnait au gouvernement, il continuait à rester en dehors de l'administration. Le duc de Newcastle et son frère, vivement pressés par lord Cobham de l'y faire entrer comme ils l'avaient promis, se disaient impuissans à vaincre la répugnance du roi. Les *cobhamites* en murmuraient, et déjà Pitt lui-même commençait à laisser entrevoir des symptômes de mécontentement. D'un autre côté, lord Bath et lord Granville, ou, pour les appeler par les noms qu'ils portaient au temps de leur popularité, Pulteney et lord Carteret, ces deux chefs déchus de l'ancienne opposition whig, avaient pris une position singulière, qui, à ce qu'ils espéraient, devait les reporter bientôt au pouvoir. Ils affectaient de plaindre le roi, esclave, suivant eux, d'une faction qui lui imposait ses volontés et ses caprices; ils parlaient de la nécessité de mettre fin à cette tyrannie, de retirer le gouvernement des mains de ceux qui en faisaient un véritable monopole et d'appeler aux fonctions publiques les partis auxquels cette oligarchie égoïste donnait une injurieuse exclusion. Par ce langage, si propre à flatter les penchans naturels de la royauté, ils s'insinuaient de plus en plus dans la faveur de George II, et en même temps, s'il faut en croire des assertions qui, dans leur singularité, n'ont rien de contraire aux mœurs politiques de ce siècle, ils faisaient des avances à lord Cobham; ils lui promettaient, s'il voulait s'unir à eux, de joindre leurs efforts aux siens pour ouvrir à Pitt la carrière des emplois publics. On ajoute que ces avances furent repoussées.

Évidemment, la situation devenait menaçante pour les chefs du ministère, les deux frères Pelham. Elle l'était d'autant plus que, comme ils ne l'ignoraient pas, le roi ne leur avait pas pardonné la violence qu'ils lui avaient faite en l'obligeant à se séparer de lord Granville. Dans cet état de choses, ils comprirent qu'il fallait, à tout prix, s'assurer l'alliance déjà chancelante des *cobhamites*. Après s'être concertés avec eux, ils proposèrent au roi d'opérer, dans les rangs secondaires de l'administration, quelques changemens dont le but était de

donner à Pitt la secrétairerie de la guerre, poste important et qu'il désirait particulièrement. Le roi s'y refusa, tout en laissant entrevoir qu'il pourrait consentir à conférer quelque autre emploi à l'homme qui lui inspirait une aversion si profonde; mais les ministres s'étaient trop engagés pour accepter cette transaction. Le duc de Newcastle, sur qui reposait ordinairement la conduite des négociations avec la couronne, donna sa démission, qui fut suivie le lendemain de celle de presque tous ses collègues. En réponse à cette démonstration menaçante, George II appela à son secours les deux personnages dont les conseils avaient contribué à l'entraîner dans cette voie de résistance. Sur la démission du duc de Newcastle, il nomma lord Granville secrétaire d'état, réservant à lord Bath la trésorerie. La volonté personnelle du roi triomphait donc, l'irritation qu'avaient excitée en lui les exigences de ses ministres était satisfaite; mais ce triomphe dura peu. L'opinion publique se prononça avec une extrême vivacité contre un changement qui se manifestait par la retraite des chefs des partis les plus influens. Déjà on assurait qu'un grand nombre d'officiers de l'armée allaient résigner leurs commissions. Ce n'était pas au milieu d'une guerre civile qu'on pouvait pousser plus loin une telle épreuve. Les conseillers de George II le comprirent. Lord Bath n'accepta pas la présidence de la trésorerie; lord Granville, qui était déjà entré dans les fonctions de secrétaire d'état, s'en démit presque aussitôt, et le 14 février 1746 le ministère dissous le 11 se reconstitua à la demande du roi. Pitt, au lieu de la secrétairerie de la guerre que ce monarque répugnait tant à lui donner, obtint l'emploi de vice-trésorier d'Irlande, sinécure lucrative qui le lia au gouvernement sans lui donner à exercer aucune action particulière. D'autres *cobhamites* prirent place en même temps dans l'administration. — L'étrange ministère que nous venons de voir succomber, avant même d'avoir essayé la lutte, sous le sentiment de son impuissance absolue, est désigné dans les écrits du temps sous le nom de *ministère des trois jours*, d'autres disent des *quarante-huit heures*.

Quoique Pitt n'eût pas encore obtenu une position proportionnée à son importance et à ses légitimes prétentions, il croyait avoir fait, en forçant l'entrée de l'administration, un pas décisif qui lui rendrait tous les autres faciles. Ses espérances ainsi excitées donnèrent une activité singulière au zèle avec lequel il soutenait depuis deux ans le gouvernement. Entrant pleinement dans ce système d'alliances continentales si cher au roi George, il parla en faveur des subsides demandés pour l'Autriche, la Sardaigne et le Hanovre même. Il seconda aussi

avec une chaleur extrême la demande d'une dotation de vingt-cinq mille livres sterling en faveur du duc de Cumberland, le fils favori du roi, qui venait de mettre fin, par la victoire de Culloden, à l'audacieuse entreprise de Charles-Édouard. Ces services ne restèrent pas sans récompense. Trois mois après la nomination de Pitt à la vice-trésorerie de l'Irlande, le poste de payeur-général de l'armée vint à vaquer : il lui fut donné aussitôt.

Cet emploi, considéré comme le plus important après ceux des membres même du cabinet, était d'ailleurs alors un des plus lucratifs, le plus lucratif peut-être de tous. Par un abus inconcevable, mais qu'une longue pratique avait en quelque sorte sanctionné, le payeur-général était autorisé à faire valoir pour son compte une somme de cent mille livres sterling, versée d'avance dans sa caisse pour les besoins de l'armée. Bien que cet abus eût plus d'une fois entraîné des conséquences très fâcheuses, il n'était l'objet d'aucune réclamation. Pitt en comprit toute l'énormité. Il y mit fin en envoyant les fonds de sa caisse dans celle de la banque, qui, les gardant sans en payer aucun intérêt et à titre de simple dépôt, devait être naturellement en mesure de les restituer au moment même où ils seraient réclamés pour les nécessités du service. Par cette réforme, il se priva spontanément d'un revenu annuel de trois ou quatre mille livres sterling. Un autre usage de cette époque, c'était que sur les subsides accordés aux gouvernemens étrangers le payeur-général reçût de ces gouvernemens une gratification assez considérable. Pitt refusa aussi de toucher cette gratification lorsqu'elle lui fut offerte. Pour bien apprécier la noblesse d'une telle conduite, on ne doit pas oublier que sa fortune se composait alors presque uniquement du legs de la duchesse de Marlborough, et que les bénéfices auxquels il renonçait, quelque irréguliers, quelque choquans qu'ils nous paraissent aujourd'hui, n'avaient pas ce caractère aux yeux de ses contemporains, habitués à y voir le complément légitime des émolumens attachés à son emploi. De pareils procédés expliquent peut-être, autant que la supériorité de ses talens, l'immense popularité dont il jouissait et l'impuissance où se trouvèrent constamment ses nombreux adversaires d'y porter aucune atteinte sérieuse, malgré les fréquentes variations de sa politique. On ne pouvait pas attribuer ces variations à des calculs sordides, et ces calculs sont la seule chose que l'opinion, si indulgente pour les égaremens des passions, ne pardonne pas aux hommes publics.

Investi de toute la faveur populaire, possédant au plus haut degré celle de la chambre des communes, Pitt était, de la part des ministres,

l'objet des égards les plus empressés et d'une extrême déférence. Plus d'une fois il intervint efficacement, comme médiateur, dans les querelles assez vives qui troublaient de temps en temps l'accord du duc de Newcastle et de son frère. On voulait lui dissimuler autant que possible l'infériorité officielle de sa situation pour lui faire prendre patience, et d'ailleurs, dans cette infériorité même, la puissance d'un esprit appelé à la domination ne pouvait manquer de se faire jour.

Le ministère qui comptait dans ses rangs un tel défenseur, et à côté de lui presque toutes les grandes influences du pays, était d'autant plus fort qu'une expérience récente avait appris au roi la difficulté de le renverser, et avait dû lui en ôter pour long-temps la pensée. La réconciliation qui s'opéra bientôt après entre ce ministère et lord Granville, admis un peu plus tard dans le cabinet en qualité de président du conseil, acheva de faire disparaître les obstacles qui auraient pu entraver la marche du gouvernement. Pendant les deux sessions suivantes, il y eut à peu près unanimité dans la chambre des communes. On peut s'étonner de voir un pareil résultat produit par une modification ministérielle qui n'avait donné satisfaction à aucun principe, puisque la direction du gouvernement n'avait pas été changée. C'est qu'en réalité il n'y avait plus de principes en jeu depuis que la révolution consommée par l'avénement de la maison de Hanovre avait résolu toutes les questions alors pendantes, et même avait devancé d'assez loin les exigences de l'esprit public pour que de nouvelles questions n'eussent pas encore eu le temps de s'élever. Les luttes parlementaires se réduisaient donc, je l'ai déjà dit, à des rivalités de coteries et d'ambitions personnelles. Ces rivalités sont peut-être, dans une démocratie, la source la plus inépuisable de troubles et de discordes, parce que les prétentions y sont infinies, parce qu'elles n'ont d'autres limites que l'amour-propre et l'avidité des individus, parce qu'à la place d'un ambitieux à peu près satisfait on est certain d'y voir surgir au même titre dix autres prétendans non moins redoutables; mais dans une aristocratie telle qu'était alors l'Angleterre, sous un régime où, à défaut d'une grande position de naissance et de fortune, des talens éminens donnent seuls le droit d'aspirer au pouvoir, le nombre de ces prétendans est nécessairement assez restreint pour qu'avec un peu d'adresse il ne soit pas impossible de les contenter tous, au moins pour quelque temps, et par conséquent de faire momentanément disparaître toute espèce d'opposition.

C'est sur ces entrefaites que fut conclu, le 8 octobre 1748, le traité d'Aix-la-Chapelle, qui, après huit années de combats, rendit la paix à

l'Europe et au monde. Entre l'Angleterre d'une part, la France et l'Espagne de l'autre, les choses furent exactement rétablies sur le pied où elles étaient avant la guerre. Ces questions de contrebande et de visite qui, malgré tous les efforts de Walpole, avaient mis aux prises les cours de Londres et de Madrid, ne reçurent pas même une solution. On sembla reconnaître qu'elles n'en étaient pas susceptibles, et il n'en fut fait aucune mention dans un traité particulier conclu quelque temps après entre ces deux cours pour régler leurs rapports commerciaux. Un membre des communes ayant objecté, lorsque ce traité fut présenté à leur approbation, que le droit de visite n'y était pas aboli, Pitt fit à ce sujet un aveu remarquable : « J'ai été autrefois, dit-il, l'avocat de semblables réclamations. J'étais jeune alors. J'ai maintenant dix ans de plus, je considère plus froidement les affaires publiques, et j'ai acquis la conviction que, pour que l'Espagne renonçât au droit de visiter les bâtimens anglais sur les côtes de ses colonies, il faudrait qu'elle eût été réduite à cette situation extrême où le vaincu subit toutes les conditions qu'il plaît au vainqueur de lui imposer. » C'était là, certes, une rétractation non équivoque. Déjà, dans une autre occasion, Pitt avait confessé d'une manière plus explicite encore les torts de son ancienne opposition. Le souvenir de Walpole s'étant présenté à lui au milieu d'une discussion où il soutenait une mesure proposée dans l'intérêt du pouvoir, il n'avait pas hésité à faire un pompeux éloge de cet ancien ministre, à s'accuser de l'avoir combattu, et à dire qu'il vénérait sa mémoire.

Cependant une opposition nouvelle s'était organisée sous le patronage du prince de Galles, ouvertement brouillé avec le roi. Formée en partie des restes du torysme, elle avait peu à peu acquis beaucoup de force et même une assez grande popularité. Comme toutes les oppositions, c'était au nom de la liberté menacée, des intérêts nationaux méconnus dans les rapports du pays avec les étrangers, qu'elle avait levé son drapeau. Néanmoins, le ministère se soutenait, parce qu'il continuait à se composer des chefs des partis influens, parce que les premiers orateurs de la chambre des communes siégeaient parmi ses défenseurs. Henri Fox, depuis lord Holland, William Murray, depuis lord Mansfield, le premier secrétaire de la guerre, le second avocat-général, étaient alors, avec Pitt, ses principaux champions.

La mort du prince de Galles, survenue en 1751, eut pour effet de dissoudre la coalition qui commençait à menacer le cabinet et dont les élémens hétérogènes ne pouvaient rester long-temps unis après la rupture du seul lien qui y tint lieu de principe commun. Toute lutte

parlementaire cessa de nouveau pour faire place à ces manœuvres souterraines, à ces complications d'intrigues purement personnelles qui, dans les pays libres, occupent si tristement l'activité des esprits, lorsque les circonstances leur refusent un plus noble aliment.

Le temps s'écoulait, et, malgré les modifications partielles apportées successivement à la composition du ministère, Pitt restait toujours à l'entrée du cabinet sans pouvoir y pénétrer. Sa patience fut longue, plus longue peut-être qu'on n'était en droit de l'espérer. Il comprenait la gravité des obstacles que lui suscitaient les préventions du roi. Long-temps il espéra qu'elles céderaient aux preuves multipliées de sa conversion à la cause du pouvoir. C'était sur les bons offices du duc de Newcastle qu'il comptait pour conquérir enfin la faveur royale. Dans une lettre qu'il lui écrivit pendant un voyage que ce ministre fit en Hanovre à la suite du roi, on ne lit pas sans quelque surprise les expressions obséquieuses par lesquelles il le remercie de *lui prêter son appui dans un lieu où il en a un si grand besoin et où il a tant à cœur de consacrer le reste de sa vie à effacer le passé.* Pour expliquer, je ne dis pas pour justifier cette humiliation d'un grand caractère et d'une haute intelligence devant un homme aussi médiocre que le duc de Newcastle, il faut tenir compte de ce désespoir dont le génie qui a conscience de lui-même doit quelquefois se sentir saisi en voyant s'écouler les années de sa force et de sa puissance sans être mis en mesure de se révéler.

Le chef du ministère, Henri Pelham, mourut en 1754. Son frère, le duc de Newcastle, l'ayant remplacé à la tête de la trésorerie et du cabinet, un poste de secrétaire d'état se trouva disponible. Pitt semblait naturellement appelé à le remplir; il fut encore écarté. Ses amis obtinrent, il est vrai, dans le mouvement ministériel auquel donna lieu la mort de Pelham, des emplois très importans. Il se résigna donc ou parut se résigner à ce nouveau mécompte, mais ce ne fut pas sans faire entendre des plaintes amères. Il commençait à craindre que le duc de Newcastle ne fût pas parfaitement sincère dans les bons offices qu'il prétendait lui rendre auprès du roi. Le caractère bien connu du vieux duc n'autorisait que trop un pareil soupçon, et d'ailleurs il était dans la nature des choses que cet ambitieux personnage, tout en comprenant la nécessité de ménager un homme qu'il eût été dangereux de pousser à bout, ne se souciât pas beaucoup de l'aider à atteindre une position où, traitant d'égal à égal avec les autres ministres, il les eût dominés par son incontestable supériorité.

Dans cette situation, Pitt crut qu'il fallait recourir à d'autres moyens

pour forcer la fortune. Il se ligua avec Henri Fox, qui, ayant aspiré, comme lui, à la secrétairerie d'état laissée vacante par le duc de Newcastle, éprouvait une égale irritation du renversement de ses espérances. Les choses furent réglées entre eux sur cette base, que, s'ils réussissaient à s'emparer du pouvoir, Fox serait premier lord de la trésorerie et Pitt secrétaire d'état. Bientôt quelques attaques dirigées par ce dernier contre sir Thomas Robinson, que la faveur du roi avait porté au poste dont il s'était vu lui-même repoussé, contre Murray, à qui le duc de Newcastle accordait une confiance particulière, donnèrent le signal des hostilités préparées par cette coalition. Le duc de Newcastle s'en alarma, non sans raison, et, d'accord avec le roi, il mit tout en œuvre pour désunir les nouveaux alliés. Des émissaires leur furent envoyés séparément. Pitt et Fox se firent d'abord la confidence mutuelle des avances dont ils étaient l'objet de la part de la cour; mais l'union de ces deux rivaux n'était pas à l'épreuve de la jalousie, qu'il était facile de susciter entre eux. La défiance qu'ils s'inspiraient l'un à l'autre ne tarda pas à les séparer, et Fox, jusqu'alors simple secrétaire de la guerre, devint membre du cabinet (avril 1755).

Fox jouissait de la faveur du duc de Cumberland, fils favori du roi et constamment dévoué au parti whig. Pitt, depuis quelque temps, s'était mis, aussi bien que ses beaux-frères les Grenville, en relation avec ce qu'on appelait le *parti de Leicester*. Ce parti prenait son nom du palais habité par le jeune héritier de la couronne, depuis George III, fils de celui dont la mort avait récemment dissout l'opposition renaissante. Bien que le nouveau prince de Galles fût encore dans un âge qui ne lui permettait pas de jouer, par lui-même, un rôle politique, sa mère et le chef de sa maison, lord Bute, à qui elle accordait une confiance illimitée, étaient devenus le centre d'une coterie qui, composée en partie de tories, affectait de jeter du blâme sur les actes du ministère et sur la direction de la politique personnelle du roi. Sous un souverain plus que septuagénaire, les mécontens, les ambitieux, trompés dans leurs espérances, devaient naturellement se rallier à une combinaison à laquelle appartenait l'avenir. Pitt fut bientôt le familier, le conseiller intime et tout-puissant du palais de Leicester, l'allié de ce même lord Bute contre qui il devait un jour soutenir des luttes si violentes. Cependant, comme il n'avait pas ouvertement rompu les liens qui l'unissaient à l'administration, puisqu'il conservait les fonctions de payeur-général de l'armée, les ministres n'avaient pas entièrement renoncé à l'espoir de le calmer et de regagner son appui. Ils

entrèrent encore une fois en négociation avec lui, mais il leur déclara nettement que l'offre d'une secrétairerie d'état était la seule qu'il pût accepter. Le duc de Newcastle ayant répondu qu'à cet égard la répugnance du roi était invincible, on dut renoncer à toute idée d'accommodement.

Dans les pourparlers qui précédèrent cette rupture définitive, Pitt avait eu soin de préluder à son opposition en se prononçant d'une manière absolue contre le système d'alliances continentales et de subsides où l'on commençait à s'engager de nouveau. Quelques explications sont nécessaires pour faire comprendre les faits qui vont suivre.

Après sept années de paix, une guerre générale était sur le point de se rallumer. Deux causes très diverses la rendaient presque inévitable. En Amérique, les limites mal déterminées entre les possessions françaises du Canada et de la Louisiane et les colonies britanniques donnaient lieu, depuis quelque temps déjà, à des prétentions contraires, et même à des voies de fait qui laissaient peu de place à une transaction. Sur le continent européen, l'impératrice Marie-Thérèse, animée d'un implacable ressentiment contre le grand Frédéric, qui lui avait enlevé la Silésie en profitant des embarras du commencement de son règne, brûlait du désir de reprendre les armes pour se venger. Des négociations très compliquées se suivaient entre les divers cabinets pour préparer ou pour détourner cette lutte. On ne pouvait encore prévoir le résultat de ces délibérations; mais dans cette incertitude, George II, craignant de voir ses états d'Allemagne attaqués par les Français lorsque l'Angleterre serait en guerre avec eux, cherchait à s'assurer des alliés au moyen de subsides. Dans une de ces visites presque annuelles qu'il faisait à son électorat entre les sessions du parlement, il conclut avec la Russie et avec le landgrave de Hesse-Cassel deux traités par lesquels quarante mille Russes et douze mille Hessois furent pris à la solde de la Grande-Bretagne. Mais, par suite d'un singulier malentendu, le cabinet de Saint-Pétersbourg, avant que le traité qui le concernait eût été communiqué au parlement, qui n'était pas même encore réuni, fit présenter à l'échiquier une lettre de change de cent mille livres sterling, tirée en exécution de ce même traité. Le chancelier de l'échiquier, Legge, ami particulier de Pitt, se décida, après s'être concerté avec lui, à en refuser le paiement (septembre 1755).

Un mois après, le parlement se réunit. Dès la première séance, dans la discussion de l'adresse, Pitt et Legge, le premier toujours payeur-

général, le second chancelier de l'échiquier, attaquèrent vivement les traités de subsides conclus par le roi. Pitt surtout parut complètement oublier qu'il appartenait encore à l'administration. Revenant à ses anciennes déclamations contre l'influence de l'intérêt hanovrien, accablant les ministres des traits les plus acérés, ne ménageant pas même le duc de Cumberland, il s'efforça de montrer une banqueroute nationale comme l'infaillible conséquence de la politique qu'on voulait adopter sous le vain prétexte de maintenir la balance du pouvoir et la liberté de l'Europe. Jamais on ne l'avait vu plus éloquent, plus vif, plus incisif, plus hardi; jamais il n'avait porté plus loin cette puissance de sarcasme qui le distinguait si éminemment. Avant de prendre une telle attitude, il eût été plus loyal à Pitt et à son ami de donner leur démission; mais leur calcul était sans doute de forcer le pouvoir à se dépopulariser en les destituant. Ce calcul ne fut pas trompé. — Le ministère reçut une nouvelle organisation. Sur la démission concertée de sir Thomas Robinson, qu'on pourvut d'une pension et d'une place de cour, Fox, déjà membre du cabinet, fut enfin nommé secrétaire d'état. Pitt et Legge furent congédiés, aussi bien que les Grenville. Lyttleton, se séparant des hommes avec lesquels il avait jusqu'alors marché, devint chancelier de l'échiquier.

Le cabinet ainsi reconstitué fut appelé le *ministère du duc*, parce qu'il avait été composé sous le patronage du duc de Cumberland. Par son union, par les talens de plusieurs de ses membres, par la faveur dont il jouissait à la cour, il semblait réunir de grands élémens de force et de durée. Néanmoins il se trouva frappé dès les premiers jours d'un extrême discrédit, dû au principe même de sa formation et à l'hostilité de Pitt, dont la popularité ne cessait de s'accroître, bien qu'on eût été un peu choqué de le voir accepter, en quittant les affaires, une pension de mille livres sterling. La chambre des communes vota pourtant les subsides demandés en faveur de la Russie et de la Hesse, mais ce ne fut pas sans une vive discussion, dans laquelle Pitt redoubla de véhémence pour combattre les propositions du gouvernement. Tout en reconnaissant que les intérêts hanovriens devaient être pris en considération par la politique britannique, il s'indigna contre ceux qui voulaient en faire l'objet principal de cette politique, sans s'inquiéter de précipiter le pays dans une inévitable banqueroute. Il exprima le regret de ne pas avoir la force nécessaire pour briser les fers qui liaient l'Angleterre à l'électorat *comme un autre Prométhée à un roc stérile*. Il prétendit que, dans les circonstances où l'on

se trouvait alors, une guerre maritime était possible autant que nécessaire, mais que l'on n'était pas en état de soutenir une guerre continentale.

Cependant les hostilités avaient enfin éclaté, et déjà les Français faisaient des préparatifs qui semblaient annoncer le projet de tenter un débarquement sur le territoire britannique. Le danger parut assez grave pour qu'on crût nécessaire d'appeler en Angleterre les troupes hanovriennes et les auxiliaires hessois. La chambre des communes vota, sur la proposition de Fox, une adresse au roi qui avait pour objet de sanctionner cette mesure extraordinaire, en la présentant comme prise pour la défense de la religion et de la liberté. Fox avait donné à entendre que ceux qui s'y montreraient contraires agiraient dans l'intérêt du prétendant. Cette insinuation ne pouvait arrêter un homme tel que Pitt : au milieu de la frayeur et du découragement dont presque tous les esprits étaient alors saisis, il osa soutenir seul que l'Angleterre était assez forte pour se défendre elle-même sur son propre sol.

Cette guerre, qui devait élever si haut la puissance de la Grande-Bretagne, s'ouvrait sous de tristes auspices. Les Français s'emparaient de l'île de Minorque, et l'amiral Byng, envoyé pour la secourir, était repoussé après un combat malheureux. Au Canada, la prise du fort d'Oswego et quelques autres échecs menaçaient la sûreté des colonies anglaises. Dans l'Inde aussi, on éprouvait de graves revers, et Calcutta tombait entre les mains d'un prince du pays. Ces désastres, dus à l'insuffisance des ressources militaires dont le gouvernement pouvait disposer, et aussi à la négligence, aux hésitations qu'il avait mises dans ses préparatifs en présence d'une guerre imminente, excitèrent dans les esprits une grande irritation. Pitt s'en rendit l'interprète au sein de la chambre des communes. Dans ses tonnantes invectives contre les ministres, auteurs, suivant lui, de toutes ces calamités, il s'attaqua surtout au premier lord de l'amirauté, à l'amiral Anson : il s'oublia jusqu'à dire que cet homme illustre n'était pas capable de commander une chaloupe sur la Tamise. — Le roi et son cabinet comprirent que, dans l'état des choses, le concours de l'orateur populaire pouvait seul procurer au gouvernement la force dont il avait besoin. Ils espérèrent d'abord le satisfaire en lui donnant, dans l'administration alors existante, la place qu'il avait si long-temps attendue. Le duc de Newcastle lui annonça que le roi avait l'intention de le prendre à son service; mais Pitt répondit franchement au premier lord de la

trésorerie qu'il n'entrerait pas dans une combinaison à laquelle ce dernier continuerait à présider. Le duc de Devonshire lui fut alors envoyé par le roi pour l'autoriser à composer comme il l'entendrait un nouveau ministère, à la seule condition que Fox en ferait partie. Pitt refusa cette condition. Fox s'étant empressé, dès qu'il en fut informé, de lever par sa démission l'obstacle qui empêchait tout arrangement, les autres ministres suivirent son exemple, et le roi, après de nouvelles et vaines tentatives pour échapper à l'impérieuse volonté du dictateur des communes, dut la subir pleinement. Le duc de Devonshire fut nommé premier lord de la trésorerie, Legge reprit ses fonctions de chancelier de l'échiquier; Pitt, sous le titre de secrétaire d'état, devint le véritable chef du conseil; son beau-frère, lord Temple, succéda à Anson comme premier lord de l'amirauté; ses autres beaux-frères, George et James Grenville, rentrèrent dans les emplois qu'ils avaient antérieurement occupés (octobre 1756). Il est à remarquer qu'au moment où ces arrangemens se négociaient, Pitt était retenu chez lui par une violente attaque de goutte. Lord Temple et lord Bute, chef de la coterie du palais de Leicester, étaient ses intermédiaires et ses fondés de pouvoirs.

A l'âge de quarante-huit ans, Pitt se trouvait donc enfin arrivé au but de son ambition, à une position qui lui permettait de mettre en pratique les projets qu'il avait formés pour fonder sa propre gloire sur la grandeur de son pays. Maître absolu du cabinet dont il avait choisi tous les membres, il prenait la direction des affaires au milieu de circonstances dont la gravité, croissant de moment en moment, était faite pour mettre à l'épreuve son courage et ses talens. A la guerre maritime et coloniale engagée depuis l'année précédente allait se joindre une guerre continentale où l'Angleterre devait se trouver dans une position plus désavantageuse que dans aucune des précédentes. Par un étrange intervertissement des alliances habituelles et des rapports naturels, l'Autriche et la France se coalisaient pour dépouiller l'illustre roi de Prusse. Cette alliance, à laquelle devaient accéder successivement la plus grande partie de l'empire, la Russie et la Suède, laissait l'Angleterre sans alliés sur le continent, lui fermait les Pays-Bas, théâtre ordinaire de ses hostilités contre la France, et livrait le Hanovre à l'invasion française. Dans cette situation, le cabinet de Londres devenait forcément l'allié de la Prusse. Aussi le précédent ministère avait-il déjà conclu avec le cabinet de Berlin un traité de subside qui avait pour but d'interdire à toute force étrangère l'en-

trée du territoire germanique. Frédéric, ainsi assuré de n'être pas complètement abandonné à la ligue formidable conjurée contre lui, s'était décidé à prévenir ses attaques : par une heureuse initiative, il avait conquis la Saxe et enlevé l'armée de l'électeur coalisé avec ses ennemis.

Pitt, trouvant les affaires ainsi engagées, commença par resserrer, au moyen de nouveaux arrangemens, les liens qui unissaient l'Angleterre à la Prusse. La première fois qu'il prit la parole dans la chambre des communes après la réunion du parlement, ce fut pour appuyer la demande d'un subside de deux cent mille livres sterling, au prix duquel le gouvernement prussien s'engageait à concourir à la défense du Hanovre. Fox trouva dans une pareille demande une occasion de sarcasmes piquans contre l'ancien antagoniste du Hanovre et des subsides. Les conjonctures étaient telles, qu'à vrai dire il y avait plus d'apparence que de réalité dans la contradiction reprochée à Pitt : aussi parut-il s'en inquiéter fort peu. — Il se montra plus complètement conséquent à lui-même en faisant voter un bill qui, par l'établissement d'une milice bien organisée, mettait la Grande-Bretagne en mesure de repousser une invasion sans appeler à sa défense des soldats étrangers. A la tête de cette milice, il eut soin de placer les principaux propriétaires des comtés, les hommes appartenant à cette classe qu'on appelle en France la noblesse de province. C'était dans son sein que le torysme et même le jacobitisme avaient conservé le plus d'adhérens, et jusqu'à cette époque elle s'était maintenue en grande partie, à l'égard de la maison de Hanovre, dans une attitude d'isolement et d'opposition plus ou moins prononcée. Pitt comprit que dans l'état désespéré où était tombée la cause des Stuarts, alors que Charles-Édouard, naguère si brillant, éteignait dans d'obscurs désordres l'ardeur de son héroïsme, et que son frère venait, en acceptant le cardinalat, d'élever une barrière nouvelle entre leurs espérances et le trône enlevé à Jacques II, le parti qui semblait encore attaché à la dynastie déchue n'était plus qu'une illusion sans danger; il comprit que pour en détacher ceux qui y tenaient encore par loyauté, par souvenir, par une exagération de délicatesse, il suffisait de leur ménager une transition honorable, et que cette condition était merveilleusement remplie par la mesure qui les appelait à défendre éventuellement le pays contre une agression étrangère. — C'est dans le même esprit qu'il fit lever, parmi les montagnards d'Écosse, si dévoués quelques années auparavant à la cause du prétendant, un corps de deux mille soldats destinés à aller combattre les Français dans le Canada. Ces monta-

gnards, si cruellement traités après la bataille de Culloden et placés depuis lors sous le poids d'une surveillance dont la rigueur ne pouvait que prolonger leur hostilité, furent profondément touchés de la confiance qu'on leur témoignait en les faisant ainsi concourir à la défense de la cause commune. Par l'effet de cette inspiration hardie du génie de Pitt, la maison de Hanovre trouva de braves et vigoureux défenseurs dans le pays même qui, pendant la précédente guerre, avait fait en faveur de l'ennemi une si puissante diversion.

Une activité inaccoutumée avait succédé à la mollesse et aux hésitations de l'administration précédente. Une armée s'organisait dans le Hanovre. Déjà des escadres étaient parties pour les Indes orientales et pour les mers d'Amérique. Une expédition dirigée contre les possessions françaises sur la côte occidentale de l'Afrique s'était emparée de l'île de Gorée, et ce faible succès, venant après tant de revers, avait fait éclater en Angleterre un véritable enthousiasme. Aucune opposition ne se manifestait dans les chambres; mais en dehors du parlement, une attaque vigoureuse se préparait contre le nouveau cabinet, et Pitt, avant de pouvoir donner suite à ses grands desseins, avait encore à traverser une pénible épreuve. Une redoutable coalition s'était formée entre tous les personnages importans qu'il avait si impérieusement exclus du pouvoir. Cette coalition profita habilement, pour le renverser, de l'aversion qu'il inspirait au duc de Cumberland, dont il n'embrassait pas avec assez de chaleur la politique hanovrienne, et de quelques motifs de mécontentement que le premier lord de l'amirauté, lord Temple, avait donnés au roi. Ce dernier fut congédié. Presque aussitôt après, le duc de Cumberland, qui allait partir pour prendre le commandement de l'armée du Hanovre, ayant déclaré qu'il lui était impossible d'accepter une telle responsabilité tant que le pouvoir resterait entre les mains d'hommes dont il ne pouvait pas espérer la coopération franche et dévouée, Pitt lui-même fut destitué aussi bien que le chancelier de l'échiquier Legge (avril 1757).

La nouvelle de cette espèce de coup d'état excita dans toute l'Angleterre la plus vive indignation. La popularité, déjà si grande, des hommes qu'il frappait fut portée au comble, parce qu'on voulut voir en eux les défenseurs de la cause de la patrie sacrifiés à une méprisable intrigue de cour. De toutes parts, on vota à Pitt et à Legge des adresses de remerciemens et de regrets; on y vantait leur loyauté et leur désintéressement; on les louait d'avoir travaillé à établir un système d'économie, à restreindre l'influence ministérielle, à arrêter le torrent de la corruption par la réduction du nombre des sinécures, à

ranimer l'amour presque éteint de la vertu et du pays, à raviver l'esprit militaire, à soutenir la gloire et l'indépendance de la Grande-Bretagne, à la faire respecter de l'étranger, à concilier l'honneur et les vrais intérêts de la couronne avec les droits et les intérêts du peuple, à assurer ainsi au roi et à sa famille l'affection d'une nation libre. Un grand nombre de cités s'empressèrent de décerner le droit de bourgeoisie aux deux ministres destitués, et de leur envoyer dans des boîtes d'or le titre qui le leur conférait. L'enthousiasme dont ils étaient l'objet n'était égalé que par la fureur qui animait presque tous les esprits contre les auteurs connus ou présumés de leur disgrace. Ni le roi ni ses dangereux conseillers ne s'étaient attendus à une pareille explosion. Ce qui est presque incroyable, c'est qu'en s'attaquant à un ministère aussi puissant que celui qu'ils venaient de renverser, ils n'étaient pas même convenus des moyens de le remplacer. Lord Winchelsea et lord Mansfield avaient bien accepté l'héritage de lord Temple et de Legge; mais Pitt lui-même n'avait pas de successeur, et en présence des manifestations de l'opinion publque, il devenait presque impossible de trouver des hommes assez courageux ou assez aveugles pour braver une telle irritation.

Le roi avait cru pouvoir compter sur le concours du duc de Newcastle et de Fox. Le duc, trop timide pour se jeter dans de telles témérités et d'ailleurs mécontent de Fox, refusa de se mettre à la tête d'une nouvelle combinaison ministérielle. Déconcerté dans cette première tentative, le roi fit porter à Pitt la proposition d'un arrangement qui, en lui rouvrant l'entrée du conseil, l'eût pourtant obligé à partager le pouvoir avec d'autres influences. Lord Temple, objet de l'aversion particulière du roi, n'y devait pas trouver place. Pitt refusa de se séparer de lui. Sans se laisser décourager par ces échecs successifs, George II imagina alors de former un cabinet dans lequel, sous la direction de lord Waldegrave, son favori, se seraient réunis Fox, le duc de Bedford, lord Granville et lord Winchelsea; mais Fox et le duc de Bedford reculèrent devant un arrangement qui n'offrait aucune chance de succès. — Près de trois mois s'étaient écoulés dans ces tâtonnemens infructueux. Au milieu des circonstances si graves qui agitaient alors l'Europe, l'opiniâtreté la plus aveugle ne pouvait se faire illusion sur la nécessité impérieuse de mettre fin à un tel état de choses en recourant à la seule force qui fût capable de tirer l'Angleterre des embarras où on l'avait jetée. Le roi reconnut enfin, non sans verser des larmes de dépit, qu'il fallait subir le joug de Pitt. Cé-

dant aux conseils du duc de Newcastle, il lui fit offrir de reprendre le ministère aux conditions qu'il voudrait fixer.

Pitt, cette fois, n'abusa pas de sa victoire. L'expérience de l'année précédente lui avait appris le danger de jeter dans l'opposition un grand nombre de personnages considérables que leur mécontentement devait tôt ou tard entraîner à devenir contre lui les instrumens d'une cour malveillante. Il résolut de les comprendre tous dans son administration, où, après ce qui s'était passé, il était bien sûr de les dominer, où ils lui prêteraient l'appui de leurs talens et de leur influence sans pouvoir être tentés d'attaquer le dictateur populaire qui, tout-puissant par le vœu national, consentait à les avoir pour collègues. Le duc de Newcastle, ce membre nécessaire de tous les cabinets, fut rétabli dans ses fonctions de premier lord de la trésorerie; lord Granville conserva celles de président du conseil; lord Anson reprit la direction de l'amirauté; Fox, déchu de ses prétentions à un rôle principal, mais réduit par le désordre de ses affaires à la triste nécessité de chercher dans les emplois publics un moyen d'existence, accepta avec reconnaissance, de celui dont il avait été un moment le rival, le poste secondaire, mais lucratif, de payeur-général de l'armée. Pitt lui-même redevint secrétaire d'état; Legge, chancelier de l'échiquier; lord Temple obtint la garde du sceau privé, une de ces sinécures qui donnent l'entrée du conseil. Ces deux derniers avec George et James Granville, le premier trésorier de la marine, l'autre l'un des lords de la trésorerie, composaient, dans la nouvelle administration, le parti plus particulièrement dévoué au secrétaire d'état.

II.

Nous voici arrivés à la plus brillante époque de l'existence de Pitt, à cette période de quatre années qui devait lui assigner, parmi les hommes d'état de la Grande-Bretagne, le rang qu'il tenait déjà parmi ses orateurs. Condamné par les circonstances à user jusqu'à cinquante ans toutes les puissances de son génie et de son talent dans ces combats de tribune, dans ces luttes parlementaires dont l'éclat trompeur et les entraînantes séductions cachent souvent tant de stérilité réelle, il allait prouver que son esprit ne s'y était ni faussé, ni rétréci; que dans ses attaques violentes, injustes même contre ses prédécesseurs, il avait été inspiré par une plus noble passion que le désir pur et simple de

les remplacer; qu'en aspirant au pouvoir, il s'était proposé réellement, non pas de s'en procurer les jouissances matérielles et immédiates; mais, comme je l'ai déjà dit, de s'illustrer en agrandissant son pays, et qu'enfin cette tâche n'était pas au-dessus de ses forces.

Cette sorte d'omnipotence qu'il avait si long-temps poursuivie, et que l'opinion, l'empire des circonstances, lui déféraient alors, ce n'était pas pour lui un but, mais un moyen. Abandonnant au vieux duc de Newcastle, avec le titre et la représentation extérieure de chef du cabinet, l'exercice du patronage, cette répartition des graces et des faveurs qui, pour les esprits subalternes, est l'essence même du pouvoir, dédaignant jusqu'à l'excès peut-être les détails de l'administration, laissant à ses collègues le soin de la faire marcher et de lui ménager des appuis dans le parlement, c'est sur la conduite de la guerre et des négociations engagées pour en assurer le succès qu'il concentra toute son action personnelle. Là, il est vrai, il était bien décidé à ne souffrir aucune contradiction; sa volonté devait décider sans contrôle de tout ce qui pouvait s'y rattacher directement ou indirectement. La première fois qu'une de ses propositions rencontra dans le conseil une résistance un peu sérieuse, il menaça de donner sa démission. Il n'en fallut pas davantage pour réduire les opposans au silence, et depuis ce moment tout se tut devant lui.

On a raconté de singulières choses de l'obéissance presque servile à laquelle il avait réduit les autres ministres. On a affirmé que les lords de l'amirauté, que lord Anson lui-même, avaient dû consentir à signer sans les lire les ordres relatifs aux expéditions maritimes dont il jugeait à propos de se réserver le secret. Il y a certainement quelque exagération dans de pareils récits, mais cette exagération même prouve quelle idée on se faisait de l'omnipotence de Pitt. — Le grand principe de sa force, que n'expliquerait pas suffisamment la supériorité même de ses talens, c'est que la pensée patriotique dont il était animé, sa passion de relever l'Angleterre de l'abaissement où elle était tombée, répondaient à un grand changement qui s'était depuis peu opéré dans l'opinion, changement que son génie avait deviné comme instinctivement, lorsqu'il ne se révélait pas encore aux intelligences vulgaires. L'Angleterre commençait à se lasser des luttes de partis qui, dégénérées peu à peu en intrigues de coteries, avaient long-temps absorbé toute son activité et comme anéanti son esprit public. Il lui tardait de voir renaître ces jours de grandeur et de conquêtes qui n'avaient plus lui pour elle depuis l'avénement de la maison de Hanovre, et ses sympathies étaient tout acquises au ministre qui comprenait si bien, qui

pratiquait si vivement ces nobles inspirations. Mais cette réaction n'avait pas encore pénétré dans le monde officiel, parmi les hommes habitués à se partager comme un patrimoine les places et les honneurs. Là, tout était encore subordonné aux calculs d'un mesquin égoïsme, et les emplois, distribués dans des vues purement personnelles, étaient exercés avec cette négligence, cette absence complète de prévoyance et de zèle qui caractérisent certaines époques malheureuses. C'était un vice radical qu'il fallait absolument guérir pour se mettre en état de tenter et d'accomplir de grandes choses; seulement le remède n'était rien moins que facile à trouver. Pitt sut le découvrir. Doué lui-même d'une rare énergie, d'une activité que rien ne pouvait épuiser, d'un courage que les difficultés et les dangers semblaient exalter encore, d'une promptitude de résolution, d'une abondance de ressources qui, au milieu des circonstances les plus critiques, ne le laissaient jamais au dépourvu, il parvint en quelque sorte à transformer ses coopérateurs, à faire passer dans leur ame une partie du feu dont il était animé, à porter dans toutes les branches du service public une vigueur, une rapidité, une exactitude depuis long-temps inconnues.

Les échecs éprouvés en dernier lieu par les armes de l'Angleterre étaient dus autant peut-être à la faiblesse de quelques chefs militaires qu'à la mauvaise direction des expéditions et à l'insuffisance des préparatifs. Des exemples rigoureux prouvèrent aux généraux et aux amiraux qu'il y aurait désormais plus de danger à faire incomplètement son devoir qu'à l'accomplir avec audace, et que la perte de l'honneur, celle même de la vie, pouvait être le prix d'un moment d'indécision. Certes, on ne mettra jamais au nombre des mérites de Pitt l'inique exécution de l'amiral Byng, coupable tout au plus d'un peu d'hésitation dans sa tentative pour sauver Minorque : qu'il ait voulu réellement cette exécution, ou qu'il ait eu seulement le tort de ne pas s'y opposer, le supplice d'un innocent immolé aux préventions populaires est un crime dont on voudrait pouvoir laver sa mémoire; mais d'autres actes d'une sévérité moins exagérée méritent d'autant plus d'être loués, qu'ils portèrent sur des hommes auxquels leur position eût assuré l'impunité de la part d'un gouvernement moins ferme. C'est ainsi que sir John Mordaunt, membre de la chambre des communes, accusé d'avoir fait échouer, par son impéritie et son irrésolution, une expédition qu'on l'avait chargé de diriger sur les côtes de Bretagne, fut arrêté et mis en jugement. Il parvint, il est vrai, à se faire acquitter; mais lord George Sackville, rappelé quelque temps après de l'armée d'Allemagne, où il commandait la division des forces

anglaises et où on l'accusait d'avoir compromis le succès d'une bataille en n'exécutant pas les ordres du général en chef, fut moins heureux devant un conseil de guerre, qui le déclara incapable d'être employé à l'avenir. Pitt, en demandant à la chambre des communes l'autorisation nécessaire pour que sir John Mordaunt pût être arrêté et traduit en jugement, n'avait pas craint de flétrir la mollesse et l'incapacité qui avaient signalé les opérations des dernières campagnes, comme aussi l'inexcusable négligence de l'administration militaire. Il avait, sans ménagement comme sans passion, désigné les principaux coupables et en même temps rendu justice au petit nombre d'hommes dont la conduite faisait une honorable exception à cet entraînement presque universel de faiblesse et de désordre. Pour attaquer avec cette hardiesse un mal aussi général, il fallait être bien sûr d'en être exempt soi-même et d'avoir la force d'en triompher. Peu de mois suffirent à Pitt pour opérer cette révolution et pour changer complètement l'aspect de la guerre.

Au moment même où il ressaisissait le pouvoir, les affaires prenaient en Allemagne un aspect vraiment désastreux pour le cabinet de Londres. Le duc de Cumberland, vaincu à Hastenbeck, se voyait réduit à signer avec le maréchal de Richelieu la fameuse convention de Closterseven, qui livrait le Hanovre à l'occupation française et imposait à l'armée hanovrienne l'obligation de ne plus porter les armes. Frédéric II, après avoir perdu contre l'Autrichien Daun la terrible bataille de Kolin, était expulsé de la Bohême. Une seconde armée française, conduite par le prince de Soubise, s'avançait contre lui en Saxe. Des armées russe et suédoise, envahissant ses états du côté du nord, semblaient ne lui laisser aucune chance de salut. Déjà, le petit nombre d'alliés que l'Angleterre s'était ménagés en Allemagne, la Hesse, le Brunswick même, s'empressaient de faire leur paix avec le vainqueur, et le gouvernement britannique allait se trouver entièrement exclu du continent.

La bataille de Rosbach, gagnée par le roi de Prusse sur les Français, changea en un moment cet état de choses. Cette grande victoire n'était certes pas décisive, elle laissait subsister d'immenses dangers, mais elle donnait le temps de respirer, elle faisait entrevoir la possibilité d'une résistance prolongée couronnée par un succès définitif. C'était plus qu'il n'en fallait pour relever la confiance de Pitt. Il s'empressa de concerter avec le vainqueur de Rosbach un plan d'opérations dont la hardiesse, digne de ces deux grands hommes, devait être justifiée par l'évènement. Rompant, sous des prétextes assez légers, la con-

vention de Closterseven, il confia au duc Ferdinand de Brunswick le commandement d'une armée anglo-hanovrienne qui tomba à l'improviste sur les Français, les chassa de l'électorat, les ramena jusqu'au Rhin, et les réduisit à la défense de leur propre territoire. Dans le même moment, Frédéric battait les Autrichiens à Lissa en Silésie. En deux mois, tout avait changé de face.

Je ne poursuivrai pas le récit de cette lutte, qui, pendant sept années, inonda l'Allemagne de sang. Elle eut deux théâtres bien distincts. Entre la Prusse d'une part, l'Autriche et la Russie de l'autre, c'étaient de vraies batailles de géans, des campagnes terribles et savantes, presque comparables à celles qui devaient étonner le monde cinquante ans plus tard. Entre les Français et les Anglo-Hanovriens, les hostilités avaient plutôt le caractère d'une de ces guerres de postes et de surprises mêlées d'alternatives diverses, dont le seul résultat est de faire la réputation de quelques généraux du second ordre. Les Français, plus souvent vaincus, ne purent jamais être chassés définitivement de l'Allemagne; mais jamais non plus ils ne parvinrent à s'y établir un peu solidement. C'était tout ce que Pitt pouvait désirer. Réduit à l'alliance de la Prusse seule, il ne lui était pas permis d'espérer, sur le continent, cette supériorité que l'Angleterre, aidée d'une grande partie de l'Europe, y avait conquise du temps de Marlborough; il lui suffisait d'empêcher que la France y fît elle-même des conquêtes qui, lorsqu'on aurait à traiter de la paix, pussent donner au cabinet de Versailles, comme à la fin de la guerre précédente, les moyens de racheter les colonies qu'on lui aurait enlevées au-delà des mers. C'était de ce côté, c'était sur cet élément si favorable à l'Angleterre que Pitt s'était préparé de bonne heure à porter les plus grands coups à la France. L'Angleterre possédait, par rapport à sa rivale, une supériorité de forces maritimes qu'elle avait augmentée encore en lui enlevant, avant toute déclaration de guerre, cinq cents bâtimens de commerce avec les matelots qui les montaient. Le gouvernement français, pour compenser autant que possible son infériorité, avait eu l'idée de confier aux Hollandais certains transports dont la neutralité de leur pavillon eût garanti la sûreté; Pitt déjoua cette tentative en ordonnant de saisir tout navire hollandais chargé pour le compte de la France.

Cependant des escadres nombreuses, équipées avec une merveilleuse rapidité, allaient, dans toutes les directions, détruire les escadres du gouvernement français, incendier ses ports, ravager ses côtes et porter au loin des troupes de débarquement destinées à lui ravir ses

plus précieuses possessions. Il serait trop long d'énumérer les succès qui couronnèrent ces audacieuses entreprises, presque toutes heureusement accomplies, parce qu'alors même que les projets de Pitt n'étaient pas parfaitement combinés, son invincible persévérance finissait par réparer les vices de la première conception et par jeter sur quelques échecs de détail l'éclat éblouissant du résultat définitif. En moins de quatre années, le Sénégal fut conquis; le Canada, bien que vigoureusement défendu, passa sous la domination britannique; les établissemens français dans l'Inde, la Guadeloupe, la Dominique, la Désirade, Marie-Galande, éprouvèrent le même sort; sur les côtes de France, Belle-Ile succomba; les flottes britanniques, victorieuses dans presque toutes les rencontres, purent impunément venir attaquer et brûler les vaisseaux français presque dans les ports et les bassins de Saint-Malo, du Havre, de Cherbourg; la prise ou la destruction de quarante-quatre vaisseaux de ligne, de soixante-une frégates, de trente-six corvettes, réduisit la marine de la France à un tel état de faiblesse, qu'elle cessa d'opposer, sur aucun point, la moindre résistance, et que le commerce, qu'elle n'était plus en mesure de protéger, se trouva anéanti.

L'Angleterre, à peine sortie d'un état d'affaissement et de marasme politique, s'était ainsi élevée en un moment à un degré de puissance et de grandeur qui rappelait les plus brillantes époques de son histoire. Cette fois, ce n'était point comme naguère au temps de la reine Anne, comme plus tard dans les guerres contre Napoléon, à l'aide d'une coalition puissante qu'elle accablait la France; c'était au contraire par ses propres forces, aidée seulement de l'alliance prussienne, qu'elle triomphait du gouvernement français, allié aux plus puissans gouvernemens de l'Europe; et pour qu'il ne manquât rien à la gloire de Pitt, pour qu'il fût bien évident que ces grands résultats lui étaient uniquement dus, il se trouvait que parmi les habiles capitaines qui concouraient, tant sur mer que sur terre, à l'accomplissement de ses projets, aucun n'était doué de facultés assez éminentes et ne jetait personnellement un assez grand éclat pour en partager l'honneur avec lui. Entre tous ces braves guerriers, le seul colonel Clive, ce fondateur de l'empire britannique dans l'Inde, mérite peut-être, par l'audace et l'originalité de son génie, d'être compté au nombre des hommes vraiment supérieurs.

En présence de ces succès prodigieux, l'Angleterre était devenue unanime. Tous les partis étaient ralliés dans un sentiment d'admiration et de respect pour le ministre qui avait fait succéder de si écla-

tantes prospérités aux pitoyables dissensions des années précédentes. Les whigs, fiers de voir en lui un de leurs chefs, lui prêtaient le plus cordial appui; les tories s'y associaient avec d'autant plus d'empressement, que l'adversaire de Fox, objet de leur aversion particulière, était pour eux presque un ami, et que d'ailleurs, comme nous l'avons vu, il affectait de les ménager. Quant aux jacobites, c'est à cette époque qu'on perd, pour ainsi dire, les traces de ce parti, depuis long-temps réduit à une existence presque nominale. Les droits de la maison de Hanovre cessèrent d'être contestés lorsqu'ils eurent reçu la sanction d'une grande gloire.

Quatre sessions consécutives s'écoulèrent sans qu'on vît s'élever dans le parlement le moindre débat politique. Toute opposition, tout grief semblait avoir disparu. Cet accord si extraordinaire était l'expression exacte de celui qui, en dehors des chambres, s'était établi, je le répète, entre tous les partis, et que d'obscurs pamphlétaires essayaient vainement de troubler en dirigeant contre Pitt d'injurieuses attaques qu'il méprisait profondément. Cependant, comme s'il fallait que les plus grands évènemens et les plus grands caractères fussent toujours marqués par quelque côté au coin de la faiblesse humaine, un misérable incident fut sur le point d'arrêter l'Angleterre dans la marche triomphale qu'elle suivait alors. Deux places étaient venues à vaquer dans l'ordre de la Jarretière. Lord Temple désira en obtenir une, et Pitt la demanda pour lui. Ne pouvant vaincre la résistance du roi, qui aimait peu lord Temple et qui avait destiné à d'autres personnages ces hautes distinctions, il menaça sérieusement de donner sa démission. Il fallut une assez longue négociation pour accommoder ce différend.

C'est au milieu de ce torrent de prospérités que, le 25 octobre 1760, George II termina sa longue carrière. Il mourut pleinement réconcilié avec le ministre dont l'arrivée au pouvoir lui avait arraché des larmes, mais qui avait rendu si brillante la fin d'un règne mêlé de tant d'agitations et de fortunes diverses. L'avénement de George III semblait compléter l'heureuse transformation qui venait de s'opérer dans le pays, et on eût pu croire qu'il assurerait pour long-temps l'union des partis. Ce jeune prince se présentait, en effet, sous les auspices les plus favorables. Pour la première fois depuis Charles Ier, et presque depuis Élisabeth, l'Angleterre voyait sur le trône un monarque né et élevé dans son sein, exempt de toute influence étrangère, appartenant, par ses mœurs, par ses affections, par ses habitudes, à la contrée qu'il allait gouverner. A la différence de ses deux prédécesseurs immédiats, il n'avait jamais vu et il ne devait jamais voir

le Hanovre, qui n'était pour lui que le berceau de sa famille; sa longue existence devait se terminer sans qu'il eût quitté une seule fois le territoire insulaire. Enfin, on pouvait dès-lors distinguer en lui une incontestable honnêteté de caractère, l'amour du bien, le sentiment du devoir, des goûts simples, un esprit sérieux.

Malheureusement cet esprit, dépourvu d'élévation, était susceptible de tous les préjugés de situation, de tous ceux que l'éducation pouvait y faire germer, et les idées qu'y avaient déposées les personnes chargées du soin de son enfance n'étaient pas fondées sur une intelligence bien nette du gouvernement constitutionnel. Sa mère, la princesse douairière de Galles, et lord Bute, qui possédait toute la confiance de cette princesse, intimement liée aux tories et en opposition presque permanente contre l'aristocratie whig, avaient nourri le jeune héritier de la couronne dans une aversion défiante contre ces grandes familles qui, maîtresses du parlement, tenaient depuis cinquante ans la royauté dans une véritable tutelle. George II n'avait sans doute pas été étranger à ce sentiment; mais, chez lui, il était plus que balancé par la haine que lui inspiraient les tories, en qui ce prince avait vu long-temps les ennemis plus ou moins déclarés de sa dynastie. George III, au contraire, ne les avait connus que transformés, complètement guéris de leurs penchans jacobites et disposés à reporter à la maison de Hanovre ces principes de religion monarchique qui naguère encore les empêchaient de se rallier à sa cause. Tout attirait donc vers eux un jeune prince naturellement jaloux de son autorité. Lord Bute d'ailleurs avait plus d'un motif pour l'entretenir dans ces dispositions. Avec de l'intelligence, un sens assez droit à beaucoup d'égards, un caractère modéré et bienveillant, des manières imposantes qui pouvaient faire illusion au premier abord, ce seigneur manquait tout à la fois de résolution, d'éloquence, d'esprit d'insinuation. Ne pouvant compter par conséquent, pour arriver et se maintenir au pouvoir, que sur la faveur de son souverain, il devait préférer le système politique dans lequel cette faveur eût constitué un titre suffisant.

Écarter du ministère les hommes qui, séparés ou réunis, l'avaient constamment occupé depuis Walpole, n'y admettre que ceux qui se résigneraient à ne plus y figurer comme les représentans d'une opinion et d'un parti, donner à la volonté et aux affections du monarque une influence prépondérante dans la conduite des affaires et dans la distribution des emplois, tel était donc le but instinctif de la politique du nouveau roi et de son favori. Cependant ils ne la manifestèrent pas tout entière dès le premier moment; il est même probable qu'ils

ne se l'avouèrent pas d'abord complètement à eux-mêmes, et qu'ils crurent à la possibilité d'une transaction entre ce qui existait et ce qu'ils voulaient y substituer. Quelle que fût d'ailleurs leur pensée, la guerre où l'on était engagé, et dont Pitt tenait tous les ressorts entre ses mains puissantes, ne permettait pas de brusquer un changement de ministère. Il faut ajouter que Pitt, lorsqu'il était encore dans l'opposition, avait formé, comme nous l'avons vu, avec lord Bute une liaison qui, un peu moins intime depuis quelque temps, n'avait pourtant jamais été rompue et imposait à ce dernier de grands ménagemens.

Rien ne parut donc changé dans les premiers instans qui suivirent la mort de George II. Lord Bute, bien que décoré immédiatement du titre de conseiller privé, resta même en dehors de l'administration. Ce ne fut qu'au bout de cinq mois qu'il y prit place officiellement par sa nomination à un des deux postes de secrétaire d'état, dont lord Holderness consentit à se démettre moyennant une pension et une sinécure (mars 1761). Un autre membre du cabinet, le chancelier de l'échiquier, Legge, qui sous le règne précédent avait eu le malheur d'encourir la disgrace de George III, alors prince de Galles, ou plutôt celle de lord Bute, fut aussi congédié : il eut un tory pour successeur; d'autres tories obtinrent des emplois de cour. Il ne paraît pas que Pitt ait rien fait pour s'opposer à ces mutations, pas même à la destitution du chancelier de l'échiquier, jadis son inséparable compagnon de fortune, mais qui, depuis quelque temps, s'était un peu séparé de lui pour se placer sous le patronage du duc de Newcastle. On lui laissait la direction de la guerre et de la politique extérieure, cela lui suffisait.

Mais les choses ne pouvaient en rester là. Pour faire entrer le gouvernement dans les voies nouvelles où on voulait le pousser, il fallait nécessairement se débarrasser de l'homme qui était en effet le chef du cabinet. Dès qu'on put supposer que lord Bute en avait l'intention, il trouva de nombreux auxiliaires. Pitt, que la hauteur de son génie, la force et l'impétuosité de son caractère, appelaient à la domination, manquait malheureusement des qualités propres à la faire pardonner par ceux qui étaient condamnés à la subir. Sa raideur dédaigneuse, les inégalités d'une humeur souvent aigrie par les souffrances physiques, laissaient trop clairement apercevoir le mépris profond qu'il éprouvait pour la médiocrité. Habitué depuis long-temps à imposer ses volontés à ses collègues, il ne se donnait pas la peine d'essayer de convaincre leur raison et de conquérir leurs sympathies. Ils avaient pu, au milieu des grands dangers publics, se résigner à de

pareils traitemens; mais on conçoit qu'il dut leur tarder de secouer le joug et de voir finir une guerre qui rendait en quelque sorte nécessaire la prolongation de cette dictature.

La paix fut donc le cri de ralliement de la ligue qui se forma contre ce grand homme. La portion de la presse qui lui était hostile, et dont les attaques commençaient à devenir très violentes, en fit le texte habituel de sa polémique. Elle lui reprochait de manquer à ses anciens principes en soutenant à grands frais, au cœur de l'Allemagne, une lutte dont les dépenses excessives conduisaient directement à la ruine du trésor et du crédit public. Elle s'épuisait en déclamations contre l'ambition effrénée qui, dans des vues toutes personnelles, le rendait insatiable de guerres et de conquêtes. Il est vrai que Pitt, toujours impérieux et absolu, voulait, comme il s'en est vanté depuis, profiter de ses victoires, non pas seulement pour anéantir la puissance maritime et coloniale de la France, ce but était déjà atteint, mais pour lui ôter jusqu'à la possibilité de se relever jamais sous ce double rapport. Préoccupé de cette pensée, il se refusait à tout arrangement dans lequel il ne croyait pas voir un moyen de l'accomplir.

La France, épuisée, avait demandé à traiter. Des négociations préliminaires s'étaient ouvertes en même temps à Londres et à Paris. Le cabinet de Versailles offrait de rendre l'île de Minorque, de céder le Canada, le Sénégal ou l'île de Gorée, celle de Tabago, et d'évacuer les places qu'il occupait dans le Hanovre et dans la Hesse. Pitt exigeait plus encore : il voulait tout à la fois le Sénégal et Gorée, et une extension de territoire canadien du côté de la Louisiane; il refusait certaines facilités absolument indispensables pour que les navigateurs français pussent continuer à se livrer à l'importante pêche de Terre-Neuve; il éludait toute réponse formelle sur la restitution des établissemens de la France dans l'Inde; il demandait qu'outre les places du Hanovre et de la Hesse, celles que les généraux de Louis XV avaient conquises dans les états prussiens au nom et pour le compte de l'Autriche fussent rendues à Frédéric; enfin, il repoussait de la manière la plus péremptoire la réclamation faite pour la restitution des navires capturés avant la guerre. — Ces négociations durèrent trois mois. Les notes échangées entre Pitt et le plénipotentiaire français ont été publiées. Au ton impérieux, à la froide et inflexible opiniâtreté du ministre britannique, on le prendrait pour un de ces proconsuls de Rome républicaine dictant à un ennemi faible et vaincu ces conditions qu'il n'était pas permis de discuter. Les formes même de la politesse moderne, que Pitt adopte avec une sorte de contrainte et de gêne pour ré-

pondre à la courtoisie empressée du duc de Choiseul et de son agent, font mieux ressortir encore ce qu'il y a de dur et d'hostile dans la substance de ces communications.

Cependant la France, quelque abattue qu'elle fût, était d'autant moins disposée à accepter la paix, telle qu'on voulait la lui imposer, qu'en ce moment même elle avait toute espérance d'obtenir, pour continuer la guerre, les secours de l'Espagne. Ferdinand VI, dont les tendances politiques étaient telles que Pitt avait cru pouvoir lui faire proposer de s'unir à l'Angleterre contre le chef de sa maison, était mort depuis deux ans. Son successeur, Charles III, plus sensible aux affections de famille, ne pouvait voir sans douleur l'abaissement d'un pays gouverné par un Bourbon; personnellement hostile au cabinet de Londres, il s'effrayait d'ailleurs des immenses progrès de la puissance navale de la Grande-Bretagne. Une négociation était secrètement engagée entre les cours de Versailles et de Madrid pour la conclusion du fameux pacte de famille. Pitt, qui en avait déjà quelques soupçons, cessa d'en douter lorsque l'agent du duc de Choiseul lui eut remis un mémoire par lequel la France s'interposait pour faire régler, en même temps que ses propres intérêts, quelques différends alors pendans entre l'Espagne et l'Angleterre. Une pareille intervention, dans la situation respective des trois cours, avait certainement quelque chose d'étrange et de provoquant. Pitt s'en montra vivement blessé, et cet incident ne contribua pas peu à hâter la fin des pourparlers. L'ultimatum de la France ayant été rejeté, les négociateurs que les deux gouvernemens s'étaient réciproquement envoyés furent rappelés.

Tout espoir de paix était donc perdu pour le moment. L'ardente activité de Pitt semblait s'en accroître, mais il allait s'apercevoir qu'il n'était plus le maître du conseil. Déjà ce n'était qu'à une très faible majorité qu'il était parvenu à y faire rejeter les propositions de la France. Cette majorité ne tarda pas à lui échapper. Supposant, d'après certaines données, que les Français préparaient une attaque contre Terre-Neuve, il voulut y envoyer quatre vaisseaux de ligne, qui eussent rendu cette attaque impossible. Les autres ministres s'y opposèrent, et il dut renoncer à son projet. L'évènement lui donna bientôt raison : Terre-Neuve tomba pour un moment au pouvoir de la France.

Mais Pitt, qui depuis la rupture des négociations regardait une guerre avec l'Espagne comme imminente, s'était mis en mesure de ne pas être pris au dépourvu. Une expédition se préparait par son ordre contre la Martinique et le peu d'établissemens que la France

conservait encore de ce côté. Dans sa pensée, elle devait, après en avoir pris possession, enlever aux Espagnols l'importante île de Cuba. Il voulait commencer immédiatement contre eux les hostilités, en interceptant un convoi qui apportait d'Amérique à Cadix un immense trésor. Lord Bute et lord Granville se prononcèrent, dans le conseil, contre une proposition qu'ils trouvaient téméraire et irréfléchie, qui tendait à rendre plus pesant encore le fardeau d'une guerre ruineuse, et qui, en mettant du côté de la Grande-Bretagne le tort au moins apparent d'une agression non provoquée, pouvait lui aliéner l'opinion de l'Europe. Le duc de Newcastle se renferma d'abord dans une sorte de neutralité. A l'exception de lord Temple, tous les autres ministres se rangèrent à l'opinion de lord Bute et de lord Granville. Trois conseils successifs, tenus à quelques jours d'intervalle, n'ayant laissé à Pitt aucune espérance de ramener la majorité à son avis, il termina la lutte par cette déclaration solennelle : « C'est la voix du peuple qui m'a appelé à l'administration des affaires publiques. Je me suis toujours considéré comme comptable envers lui de ma conduite. Je ne puis donc rester dans une situation où je serais responsable de mesures dont la direction ne m'appartiendrait pas. »

Le lendemain, 5 octobre 1761, Pitt et lord Temple déposèrent leur démission entre les mains du roi. George III, sans affecter une hésitation qui n'était pas dans sa pensée, et en avouant même que l'avis unanime de son cabinet l'eût à peine décidé à adopter la proposition de son secrétaire d'état, lui exprima pourtant avec cordialité le regret qu'il éprouvait à se séparer de lui, et la reconnaissance qu'il gardait de ses services. Il lui offrit, comme témoignage de sa gratitude, soit le gouvernement du Canada, sinécure à laquelle on eût attaché un traitement de cinq mille livres sterling, soit la chancellerie du duché de Lancastre. Pitt refusa ces offres; mais, sur ses insinuations, la pairie fut donnée à sa femme, avec le titre de baronne de Chatham, qui devait passer à sa postérité mâle, et il obtint pour son compte une pension de trois mille livres sterling, transmissible après lui à la nouvelle pairesse aussi bien qu'à leur fils aîné. — Lord Temple fut le seul membre du cabinet, et James Grenville le seul membre de l'administration secondaire, qui se retirèrent avec lui. George Grenville lui-même, que lord Bute était depuis quelque temps parvenu à détacher d'eux en flattant son ambition, conserva son emploi de trésorier de la marine et devint, avec Fox, le principal champion du parti ministériel dans la chambre des communes. Le poste de secrétaire d'état laissé vacant par Pitt fut donné à lord Egremont, fils de cet éloquent Wyndham qui, sous le

ministère de Walpole, avait dirigé le parti tory. Le duc de Bedford remplaça lord Temple comme gardien du sceau privé.

Les faveurs que Pitt avait acceptées en abandonnant le pouvoir portèrent quelque atteinte à sa popularité. La médiocrité envieuse, toujours si prompte à signaler les faiblesses ou ce qu'elle veut considérer comme les faiblesses des hommes supérieurs, ne manqua pas d'unir sa voix à celle des ennemis du ministre déchu pour l'accuser de s'être laissé acheter par la cour, d'avoir, au prix de l'argent et des honneurs prodigués à sa famille, sacrifié ses principes et déserté le poste où il pouvait les faire triompher. Dénoncé comme un apostat et un transfuge par la tourbe des pamphlétaires et des journalistes, Pitt trouva d'abord peu de défenseurs; il se crut obligé de descendre lui-même dans la lice pour se justifier; il fit publier, sous la forme d'une lettre au greffier en chef de la Cité, une sorte de manifeste remarquable par l'accent de noble fierté qui s'y mêle à celui de la sensibilité blessée. Cet orage dura peu d'ailleurs. Il était dit que Pitt resterait jusqu'à la fin le favori de la nation. Au bout de quelques semaines, ces fâcheuses rumeurs s'étaient entièrement dissipées, et le jour de la solennité annuelle de l'installation du lord maire, tandis que lord Bute était insulté, que le roi lui-même était accueilli avec une froideur marquée, l'apparition de l'ancien ministre excita les acclamations enthousiastes de la multitude. Bientôt, comme à sa première sortie du ministère, la Cité de Londres et les principales villes du royaume lui votèrent des adresses remplies des expressions les plus vives de leur admiration et de leurs regrets. Ces adresses, au milieu des déclamations qu'elles contenaient, présentaient une appréciation fort juste et bien sentie de ce qui avait fait réellement la gloire du ministère de Pitt : elles le remerciaient d'avoir, par son sincère patriotisme, la vigueur de son esprit, son habileté, sa prudence, arraché l'Angleterre à l'état de faiblesse et de pusillanimité où elle était tombée, d'avoir réveillé son énergie, rappelé et surpassé les jours de son ancienne gloire, porté sa puissance, ses conquêtes, son crédit, la prospérité de son commerce à une hauteur jusqu'alors inconnue, réconcilié tous les partis en les unissant pour la défense commune, assuré au pays la jouissance d'une paix profonde au milieu de l'univers en proie aux calamités de la guerre, reporté sur l'ennemi vaincu la terreur de ces invasions dont ses flottes, maintenant anéanties, menaçaient naguère encore la Grande-Bretagne, enfin d'avoir appris aux Anglais que leurs propres forces étaient plus que suffisantes pour défendre leur territoire, et qu'ils n'avaient pas besoin de recourir à ces mercenaires étrangers

dont une administration incapable ou perfide leur avait si long-temps imposé le funeste et humiliant secours. Ces adresses se terminaient toutes par les témoignages de la douleur qu'inspirait à la nation la retraite d'un ministre si habile, si patriote, si désintéressé.

La marche des événemens ne tarda pas à lui procurer un nouveau triomphe en justifiant les prévisions de la politique qu'il avait vainement essayé de faire prévaloir. L'Espagne ayant tout-à-fait jeté le masque qui couvrait encore ses dispositions hostiles, le nouveau cabinet, moins de trois mois après sa formation, se vit obligé de lui déclarer la guerre. Cet ennemi de plus n'arrêta pas le cours des victoires de l'Angleterre. Conformément au plan que Pitt avait préparé l'année précédente, les îles françaises de la Martinique, de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent, la riche colonie espagnole de Cuba, furent conquises en quelques mois (1762). Bientôt après, la capitale des Philippines, Manille, éprouva le même sort.

Pitt, se bornant à repousser, dans la chambre des communes, les agressions dirigées contre les actes de son administration par les amis de lord Bute, seconda d'ailleurs très chaudement les propositions ministérielles qui avaient pour objet de donner à la guerre une vive impulsion. Il parla surtout avec une grande énergie à l'appui d'une demande de subsides faite dans le but de pourvoir à la défense du Portugal, attaqué par les Espagnols à cause de son alliance avec l'Angleterre; il soutint que les hostilités devaient être poussées avec un redoublement de vigueur, que la France, épuisée, ruinée, n'était plus en état de faire une résistance sérieuse, et que l'Angleterre, au contraire, indemnisée par ses conquêtes des sacrifices qu'elles lui avaient coûtés, possédait encore, quoi qu'on en pût dire, des ressources qui lui permettaient de ne pas poser les armes avant d'avoir obtenu une complète satisfaction.— Les pensées que révélait ce langage étaient peu pacifiques, mais les dispositions du ministère l'étaient davantage. Lord Bute voulait sincèrement la paix, nécessaire peut-être, nonobstant les dénégations de Pitt, à l'Angleterre fatiguée par six années de combats, indispensable surtout pour donner au roi et à son favori la possibilité de mettre en pratique leur système de gouvernement intérieur. Le roi de Prusse, fier de ses victoires et réconcilié avec la Russie et la Suède, était peu enclin à une prompte pacification qui ne lui eût pas permis de se venger de l'Autriche. Lord Bute résolut de l'y contraindre en lui retirant le subside que l'Angleterre lui payait annuellement, et dont il n'était guère en mesure de se passer. Cette circonstance devint l'occasion d'une nouvelle rupture dans le sein du ministère. Le duc de

Newcastle, depuis long-temps mécontent de l'ascendant que prenait le ministre favori et du rôle de plus en plus secondaire auquel il se trouvait lui-même réduit malgré son rang, son âge, sa position officielle de chef du cabinet, saisit avec empressement l'occasion de donner à sa retraite le prétexte spécieux d'un disssentiment sur une question de dignité nationale. Lui, qu'on avait vu pendant quarante ans subir sans murmurer, dans la conduite des affaires, les variations des influences les plus opposées, il protesta contre l'abandon de la politique suivie à l'égard de la Prusse, contre ce qu'il appelait un manque de foi, et, ne pouvant faire prévaloir son opinion, il donna sa démission sans vouloir accepter la pension qu'on lui offrait pour le dédommager de la diminution de son immense fortune, dépensée en grande partie au service de l'état ou plutôt des coteries parlementaires. Lord Bute devint alors premier lord de la trésorerie, et George Grenville lui succéda en qualité de secrétaire d'état (mai 1762).

Lord Bute, délivré ainsi de tout ce qui faisait obstacle à ses projets pacifiques, se hâta d'en profiter pour rouvrir les négociations. La paix, également désirée par les cabinets de Paris, de Londres et de Madrid, devait être bientôt conclue. Elle le fut en effet. Par le traité de Versailles, la France céda à l'Angleterre à peu près ce qu'elle lui avait offert avant ses derniers désastres, et renonça de plus à la restitution des bâtimens pris antérieurement à la guerre. L'Espagne recouvra Cuba et Manille en cédant la Floride, dont la France l'indemnisa d'ailleurs par l'abandon de la Louisiane. Bientôt après, l'Autriche et la Prusse conclurent aussi à Hubertsbourg un traité qui, à leur grand déplaisir, remit toutes choses exactement sur le même pied qu'avant les hostilités, et le monde fut pacifié.

Quelque grands que fussent les avantages recueillis par l'Angleterre pour prix de ses victoires, Pitt avait habitué ses compatriotes à concevoir de si hautes espérances, que ces conditions furent généralement accueillies avec très peu de faveur. Lorsqu'on présenta à l'approbation de la chambre des communes les articles préliminaires du traité de Versailles, Fox ayant proposé d'y adhérer par le vote d'une adresse de remerciement, Pitt prit la parole pour s'y opposer. Bien qu'il fût alors tellement souffrant, que, pour se tenir debout, il dut s'appuyer sur deux de ses amis, il parla pendant trois heures avec l'énergie et l'éloquence qui ne lui faisaient jamais défaut. Il déclara qu'au prix des plus cruelles douleurs, peut-être même au péril de sa vie, il avait voulu venir protester contre un acte par lequel le gouvernement avait effacé tout l'éclat d'une guerre glorieuse, sacrifié les plus chers inté-

rêts du pays, et violé la foi due aux alliés de l'Angleterre. Rappelant les conditions qu'il avait proposées à la France quinze mois auparavant, et qui, suivant lui, étaient encore beaucoup trop douces, qu'il eût rendues plus sévères, si ses collègues le lui eussent permis, il n'eut pas de peine à démontrer combien elles étaient plus avantageuses à l'Angleterre, plus accablantes surtout pour la France, que celles qu'on venait de lui accorder après de nouvelles victoires. Il prétendit que, moyennant les restitutions consenties par le gouvernement britannique, et particulièrement à l'aide des facilités concédées aux Français pour la pêche de Terre-Neuve, ils auraient la possibilité de rétablir un jour leur marine. « La France, dit-il, nous est principalement, sinon exclusivement redoutable comme puissance maritime et commerciale. Ce que nous gagnons sous ce rapport nous est surtout précieux par le dommage qui en résulte pour elle. » Justifiant enfin le système d'alliances continentales, les subsides et les énormes dépenses de la guerre germanique, il résuma son argumentation par ce mot profond et concis : « L'Amérique, messieurs, a été conquise en Allemagne. » Malgré tous ses efforts, le projet d'adresse présenté par Fox fut voté à une forte majorité. Pitt ne fut pas plus heureux dans l'opposition qu'il fit bientôt après à un bill qui soumettait à un droit nouveau et à l'exercice de l'excise certains objets auxquels l'excise ne s'était pas étendu jusqu'alors. C'est dans ce débat qu'il prononça ces paroles fameuses : « La maison d'un sujet anglais est une forteresse. »

Cependant lord Bute, malgré ces succès parlementaires, sentait que le terrain tremblait sous lui. En vain, pour donner à son administration plus d'ensemble et d'homogénéité, avait-il modifié à plusieurs reprises la composition du cabinet, où Fox avait enfin repris place. Ces changemens successifs, effets non équivoques d'un sentiment d'impuissance et de malaise, ne lui donnèrent pas la force dont il avait besoin pour tenir tête à une opposition sans cesse croissante. Les whigs, en voyant exclure, l'un après l'autre, des affaires leurs chefs les plus éminens, commençaient à craindre que le pouvoir ne leur échappât tout-à-fait, et sous le patronage du duc de Cumberland, leur constant protecteur, ils s'organisaient pour combattre le ministère. Le duc de Newcastle, déjà fatigué de sa retraite, cherchait dans des intrigues compliquées un moyen de rendre à sa vieillesse l'activité qui était devenue pour lui une condition d'existence; rompant avec toutes les traditions de sa longue carrière, ce courtisan assidu, ce serviteur docile de tous les systèmes ministériels auxquels l'Angleterre avait été soumise depuis quarante ans, s'alliait pour la première fois au

parti de l'opposition, de la liberté, et portait dans ce tardif noviciat une ardeur factieuse qui surprenait étrangement ses amis comme ses ennemis. Pitt, maître absolu de la Cité, où il venait de faire élire un maire à sa dévotion, soulevait l'opinion contre la marche suivie par le gouvernement. Le ministère était hautement accusé d'avoir terminé une guerre glorieuse par un traité déshonorant dans lequel on voulait voir l'œuvre de la corruption. Les retranchemens de dépenses qu'il avait dû opérer, après la paix, dans un but d'économie, les nouveaux impôts qu'il avait créés pour rétablir l'équilibre dans les finances, augmentaient le mécontentement de ceux-là même qui avaient voulu la guerre, dont ces rigoureuses mesures étaient la conséquence forcée. Enfin le grand grief qui planait par-dessus tous les autres, c'était l'influence d'un favori odieux aux grandes familles parce qu'il encourageait dans le roi la volonté de secouer leur joug, odieux au peuple par sa qualité d'Écossais, par ses préférences vraies ou supposées pour les *Bretons du nord*, que les *Bretons du midi* ne s'étaient pas encore habitués à considérer comme des compatriotes.

C'est à cette époque qu'on vit s'opérer une modification remarquable dans la physionomie des partis. Depuis long-temps, je l'ai déjà dit, il n'y avait plus en Angleterre de luttes sérieuses d'opinions et de principes, et les partis n'étaient plus que des agrégations de familles puissantes luttant les unes contre les autres pour s'arracher le pouvoir, sans autre drapeau, sans autre point de ralliement, que quelque question de circonstance, sur laquelle même on les voyait souvent varier, suivant les vicissitudes de leur position. Trop fortes contre la royauté pour avoir besoin des secours dangereux de la multitude, elles dédaignaient de flatter ses passions, et Pitt lui-même, en faisant appel à l'exaltation du sentiment national, s'abstenait de provoquer les instincts de liberté démocratique. Lorsque l'anéantissement du parti jacobite eut achevé d'affermir le trône, les choses changèrent d'aspect. George III aspirait sans déguisement à étendre sa prérogative, à briser les entraves dans lesquelles une oligarchie impérieuse avait enchaîné ses deux prédécesseurs; pour déjouer cette tentative, l'aristocratie comprit la nécessité de se ménager des auxiliaires. Elle chercha à s'assurer la faveur du peuple, en prenant, comme à d'autres époques, la défense de la liberté et des droits de la nation; elle saisit, elle fit naître les occasions d'engager le combat sur ce nouveau terrain. Sans doute, sous ces apparences nouvelles et grandioses, c'était encore d'intérêts bien étroits, bien personnels qu'il s'agissait; mais le peuple prenait naturellement au sérieux ce qui n'était qu'un prétexte pour

ses nobles agitateurs, et l'expérience de tous les temps a prouvé qu'on ne remue jamais certaines idées sans s'exposer à les faire passer un peu plus tard dans l'ordre des faits.

On revenait donc insensiblement à la lutte primitive des whigs et des tories, des partisans de la liberté et des partisans de la prérogative, lutte moins dangereuse cette fois, parce qu'elle devait se renfermer dans les limites que lui assignaient les principes mieux définis de la constitution. Ce qui est curieux, c'est que le moment où se reformèrent en effet les deux grands partis dont les noms seuls avaient survécu depuis un demi-siècle est précisément celui où ces noms disparurent momentanément du langage habituel, comme si, dans la confusion des derniers temps, ils eussent à tel point perdu leur signification propre, qu'il fût devenu impossible de s'en servir pour désigner clairement des réalités distinctes. Pendant plusieurs années, au lieu de whigs et de tories, en n'entendit presque plus parler que de *patriotes* et d'*amis du roi*. Le chef des *amis du roi*, lord Bute, était peu en état de lutter avec succès contre la formidable opposition dont les rangs grossissaient à chaque instant. Dépourvu également des grands talens, de la haute ambition de Pitt, et de l'esprit d'intrigue, de l'infatigable ténacité du duc de Newcastle, désespérant tout à la fois de tenir tête à ses adversaires et de maintenir l'union parmi les membres du cabinet, craignant peut-être que son extrême impopularité ne finît par compromettre le roi lui-même, il se décida, au moment où l'on s'y attendait le moins, à se retirer des affaires. Il n'y avait pas encore onze mois qu'il avait succédé au duc de Newcastle dans les fonctions de premier ministre. Son seul but en prenant le pouvoir, affecta-t-il de dire, avait été de donner la paix à l'Angleterre; ce but était atteint (8 avril 1763).

George Grenville le remplaça en qualité de premier lord de la trésorerie, et fut nommé en même temps chancelier de l'échiquier. Homme d'intelligence et de courage, d'une grande intégrité, vieilli dans le travail et la pratique des affaires, il était fait pour figurer utilement parmi les membres principaux de l'administration; mais il manquait de la hauteur de vues et de caractère nécessaire pour la diriger. Ce qui semble prouver que l'opinion publique ne le jugeait pas au niveau de sa situation, c'est que le ministère dont il était le chef est appelé historiquement le *ministère du duc de Bedford*, parce que ce seigneur, d'une capacité médiocre, mais puissant parmi les whigs par son rang et sa fortune, y entra, bien qu'assez tardivement, avec le titre de président du conseil. Ce ministère, en butte aux violentes

hostilités de Pitt et de ses amis, qui portaient à George Grenville toute la haine qu'on porte à un transfuge, se trouva dès l'abord dans cette pénible situation, que, sans posséder le confiance du roi, il fut considéré par le public comme un instrument de la cour, comme l'organe complaisant de lord Bute, plus puissant, disait-on, dans sa retraite apparente qu'il ne l'avait jamais été dans ses fonctions ministérielles. On affirmait, et les hommes les plus éclairés le croyaient alors, que, d'accord avec la princesse douairière de Galles, il dirigeait secrètement, dans une pensée contraire à toute liberté, les résolutions du roi et de ses conseillers officiels. Vainement lord Bute et le roi lui-même protestaient-ils, en toute occasion, contre ces assertions tant répétées; vainement, pour éviter d'y donner lieu, cessèrent-ils bientôt de se voir. La croyance à cette influence mystérieuse résista à toutes les dénégations; elle survécut au ministère de George Grenville, et pesa successivement pendant bien des années sur tous ceux qui lui succédèrent, alors même qu'ils étaient composés des hommes les plus ouvertement hostiles à cette influence prétendue, de *patriotes* qui, après s'être évertués à la combattre, après avoir contribué plus que personne à propager la conviction de son existence, étaient tout surpris de se voir, à leur tour, accusés de la subir.

Deux tristes souvenirs sont restés attachés à l'administration de George Grenville. C'est en cédant, malgré lui, à la malheureuse idée qu'avait conçue le roi de soumettre les colonies américaines à l'impôt du timbre sans le consentement de leurs chambres législatives, qu'il amena ces premiers troubles d'où devait sortir, dix ans plus tard, leur insurrection et leur indépendance; c'est en dirigeant contre un odieux libelliste, le trop fameux Wilkes, des poursuites maladroites et peut-être illégales, qu'il livra pour plusieurs années Londres et la Grande-Bretagne à une effervescence démagogique inconnue depuis longtemps dans ce pays. Le grand tort du gouvernement dans cette déplorable affaire, c'était d'avoir, en quelque sorte, lié la cause de Wilkes à celle de certains principes de droit et de liberté que des hommes scrupuleux pouvaient se croire obligés de défendre, même dans la personne d'un champion aussi odieux. Lorsque la question fut portée devant le parlement, où le ministère obtint, non sans peine, une victoire vivement disputée, Pitt, à qui l'état de sa santé ne permettait pas alors de prendre part habituellement aux discussions, se fit porter à la chambre des communes pour défendre les principes ainsi compromis. En flétrissant l'irrégularité de la procédure dirigée contre Wilkes, il s'exprima d'ailleurs dans les termes de la plus vive

indignation sur ce factieux personnage. Il le présenta comme un misérable dépourvu de tout sentiment généreux et élevé, voué à l'odieuse tâche de semer la division entre les sujets du roi, *blasphémateur de son Dieu, calomniateur de son prince, indigne d'appartenir à l'espèce humaine*, avec qui il eût rougi d'entretenir aucune relation, et dont la condamnation aurait été pour lui un sujet de joie, si elle eût été régulière, s'il n'eût pas fallu l'acheter au prix des garanties de la liberté. L'énergie de ce langage, justifié par le caractère infame des écrits de Wilkes, fait d'autant plus d'honneur à Pitt, que ce libelliste jouissait alors d'une grande popularité, et que plusieurs membres marquans de l'opposition n'avaient pas honte d'entretenir avec lui des rapports qu'ils jugeaient favorables au succès de leurs projets. La grande ame de Pitt ne pouvait se prêter à de telles capitulations avec ce qu'il méprisait, et, dans l'horreur que Wilkes lui inspirait, il eût craint de s'avilir, soit en lui donnant la moindre marque de sympathie, soit même en se bornant envers lui à ces molles désapprobations que les chefs de parti laissent parfois tomber sur leurs auxiliaires trop ardens, comme pour éviter tout à la fois de décourager leur zèle et d'en accepter la responsabilité.

Pitt eut encore, quelques mois après, l'occasion de manifester d'une manière bien remarquable le sentiment qui lui avait dicté ces paroles sévères. Un ecclésiastique de province, qui, à ce qu'il paraît, n'avait qu'une connaissance très incomplète des dispositions des partis et des hommes d'état, lui avait écrit, comme au protecteur de Wilkes, pour lui offrir de faire élire son protégé membre de la chambre des communes par un bourg dont il prétendait pouvoir disposer, et pour solliciter la permission de lui dédier un livre consacré à démontrer les avantages de la rupture de l'union entre l'Angleterre et l'Écosse, thème favori du journal de Wilkes. Pitt, dans une réponse où son irritation lui permit à peine d'observer les formes polies qui lui étaient habituelles, protesta avec indignation contre la liaison étrange qu'on lui supposait, repoussa la pensée de séparer les deux parties de la Grande-Bretagne comme ne pouvant convenir qu'aux vues de la France, et autorisa son correspondant à donner à cette déclaration non équivoque toute la publicité possible.

Cependant le ministère, déconsidéré par ses fautes et atteint d'une impopularité toujours croissante, était d'autant plus ébranlé, que, comme je l'ai dit, il ne possédait pas la confiance du roi. Il était à peine formé, que ce monarque, le jugeant hors d'état de faire face aux difficultés de la situation, avait eu l'idée de le renverser et de rap-

peler Pitt aux affaires. Ce qui est étrange, c'est que lord Bute, qui alors ne s'était pas encore éloigné de la cour, lord Bute, que le public prenait pour le mentor et l'appui secret de George Grenville, fut l'intermédiaire de cette tentative, dernier acte incontestable de son influence. Pitt, après avoir conféré avec lui, fut admis deux fois en présence du roi. Les premières explications échangées entre le souverain et l'ancien ministre parurent d'abord promettre un prompt arrangement; mais bientôt des difficultés s'élevèrent. Pitt, d'accord avec lord Temple et aussi avec le duc de Newcastle, dont il s'était un moment rapproché, exigeait un changement absolu de cabinet et la restauration de l'oligarchie des grandes familles whigs. Le roi se refusait à sacrifier entièrement ceux dont il avait, en dernier lieu, accepté les services, et il insistait surtout pour que George Grenville, qui avait peu de fortune, ne fût pas, en cessant d'être le chef du ministère, exclu de toutes fonctions publiques, pour qu'on lui donnât au moins l'emploi lucratif de payeur-général de l'armée. « Ce pauvre Grenville est votre parent, dit-il à Pitt avec une affectueuse bonhomie, vous l'aimiez autrefois! » Pitt fut inflexible. On ne put s'entendre non plus sur le choix du chef titulaire du nouveau cabinet. Le roi, fatigué de cette lutte opiniâtre, mit fin à la négociation en déclarant qu'il voyait bien qu'on n'arriverait à aucun résultat, que son honneur était engagé, et qu'il ne céderait pas. Pitt, qui s'était flatté de l'espoir d'un autre dénouement, se persuada et persuada au public que c'était aux conseils de lord Bute qu'il fallait attribuer cette rupture.

Le cabinet fut donc maintenu par l'impossibilité où le roi se trouva de le remplacer, mais il est facile de concevoir que cette tentative malheureuse n'avait pas rendu plus cordiales et plus intimes les relations du prince avec ses conseillers. Ce cabinet avait pris, d'ailleurs, à l'égard du roi, surtout depuis qu'il comptait parmi ses membres le duc de Bedford, homme faible et irascible tout à la fois, une attitude qui, tôt ou tard, devait amener une collision. Hors d'état de dominer les questions vraiment majeures, celles où il eût été honorable autant qu'utile de savoir rester les maîtres, les ministres, comme pour s'en venger et se faire illusion sur leur impuissance, contrariaient avec affectation la volonté royale dans les détails secondaires et personnels, portaient même dans cette résistance des formes très peu respectueuses, se plaignaient hautement d'une influence occulte qu'ils ne pouvaient écarter, et faisaient sans cesse apparaître, comme dernier argument, la menace de leur démission.

George III, profondément irrité, se contenait pourtant. Une cir-

constance qui blessa vivement ses sentimens intimes acheva de lui faire perdre patience. A la suite d'une maladie assez grave dont il fut temporairement atteint, le ministère crut devoir proposer au parlement un bill qui réglait le mode de formation de la régence chargée de gouverner le royaume dans le cas où cette maladie viendrait à se renouveler et à se prolonger. Ce bill était rédigé de telle sorte que la princesse douairière de Galles n'était pas comprise parmi les personnes éventuellement appelées à la régence. La chambre des communes signala et répara cette omission. Malgré les explications embarrassées des ministres, le roi, qui aimait beaucoup sa mère, ne leur pardonna pas ce procédé. Il chargea le duc de Cumberland d'ouvrir avec Pitt et avec lord Temple une nouvelle négociation qui, après de longs pourparlers, échoua comme la précédente et pour le même motif, parce que ces deux hommes d'état, non contens d'exiger l'annulation d'actes impopulaires, à laquelle le roi consentait sans difficulté, voulaient composer exclusivement le cabinet d'hommes appartenant à la fraction des whigs dont ils étaient les chefs. Par suite de leur refus, le roi retomba sous le joug qu'il n'avait fait que rendre plus pesant en essayant de le secouer, et se vit contraint d'accorder à ses ministres l'éloignement de quelques hauts fonctionnaires qui leur étaient suspects comme partisans de lord Bute, particulièrement celui de Fox, élevé peu auparavant à la pairie sous le titre de lord Holland.

Ce fut là le dernier triomphe de George Grenville et du duc de Bedford. Quelques semaines s'étaient à peine écoulées, que George III, de plus en plus exaspéré contre eux, se mit directement en relation avec Pitt et lord Temple, espérant, par son intervention personnelle, les disposer plus facilement à accepter ses offres. Cette nouvelle tentative n'ayant pas obtenu plus de succès que toutes celles qui avaient eu lieu précédemment, le roi résolut de s'adresser à une autre portion de l'ancien parti whig, à celle qui avait toujours montré le plus de modération dans son opposition. Elle avait pour principal représentant dans la chambre des lords le marquis de Rockingham, un de ces hommes qui, par la noblesse de leur caractère, l'élévation de leur esprit, leurs lumières et même la distinction de leurs talens, honorent les partis dans lesquels ils figurent, et, sans avoir toute l'énergie nécessaire pour en devenir véritablement les chefs, savent s'y créer un grand ascendant. C'est à lui et au duc de Newcastle que le duc de Cumberland porta les propositions royales. On les accueillit, et le ministère de George Grenville put enfin être remplacé. Le marquis de Rockingham prit, comme premier lord de la trésorerie, la direction

du nouveau cabinet; le duc de Newcastle, à qui son grand âge ne permettait plus des fonctions bien actives, devint lord du sceau privé; le duc de Grafton et le général Conway secrétaires d'état, lord Northington chancelier.

Composé en majorité d'hommes justement honorés et dont on ne pouvait suspecter l'attachement aux libertés publiques, formé, sinon avec le concours, du moins, jusqu'à un certain point, avec l'assentiment de Pitt, ce ministère se présentait sous un aspect assez favorable, mais il manquait de force vitale. Ses membres étaient peu unis, aucun d'eux n'avait la supériorité nécessaire pour le faire marcher d'accord, et la mort du duc de Cumberland ne tarda pas à préparer la dissolution d'une combinaison dont il était presque le seul lien. J'ajouterai que, dans l'état de l'opinion, depuis long-temps habituée à considérer le retour de Pitt au pouvoir comme le seul moyen de tirer l'Angleterre de la fâcheuse situation où sa retraite l'avait peu à peu fait tomber, tout ministère dans lequel il n'entrait pas n'avait que bien peu de chances de durée. Pitt d'ailleurs, sans combattre une administration qui s'efforçait, par tous les moyens, de gagner ses bonnes graces, avait bien soin d'établir qu'il ne donnait pas une entière approbation à la politique du marquis de Rockingham et de ses collègues. Le jour même où le parlement se réunit, peu de mois après leur avénement, il prit la parole dans la discussion de l'adresse. Il s'exprima sur leur compte en termes de bienveillance et de haute estime; mais il ne dissimula pas qu'il ne pouvait leur accorder une confiance absolue, parce qu'il croyait apercevoir encore dans leur marche des traces d'une influence occulte. « Je les prie de me pardonner, ajouta-t-il; la confiance est un fruit de la jeunesse, et cet âge est depuis long-temps passé pour moi. » Il fut moins courtois pour le ministère précédent, dont il qualifia les actes avec une extrême dureté. Il stigmatisa la prétention de soumettre les colonies à l'impôt du timbre, ou à tout autre impôt non voté par elles, comme une violation flagrante d'un droit inhérent à tout sujet anglais. Il posa en principe, que les colons n'étant pas représentés dans le parlement, le parlement n'était pas autorisé à les taxer, bien qu'il possédât à leur égard la plénitude de la souveraineté et du pouvoir législatif, y compris le droit de régler leur navigation et leur commerce. Loin de blâmer la résistance des Américains, il déclara audacieusement qu'il s'en réjouissait, qu'il n'aurait pas vu sans douleur trois millions d'hommes assez complètement morts à tout sentiment de liberté pour subir volontairement l'esclavage. Il manifesta l'opinion que les forces de la Grande-

Bretagne luttant pour une bonne cause suffiraient pour réduire en atômes les colonies insurgées, mais que, contre les colonies défendant une cause aussi sacrée, le succès serait douteux, et que l'Amérique dût-elle succomber, comme Samson embrassant les colonnes du temple, elle entraînerait dans sa chute l'édifice même de la constitution. Il demanda si le moment où toute la maison de Bourbon venait, par le pacte de famille, de s'unir contre la Grande-Bretagne était celui où le cabinet de Londres pouvait penser à affronter les chances d'une véritable guerre civile? « Il faut, dit-il enfin, il faut que l'acte du timbre soit rappelé absolument, totalement, sans retard; mais l'acte qui l'abolira doit en même temps proclamer, dans les termes les plus explicites et les moins équivoques, la souveraineté de la métropole sur ses colonies. »

Ce discours a cela de remarquable, qu'il résume en quelque sorte tous ceux que Pitt a prononcés depuis sur la question américaine. Sous un autre rapport encore, il mérite de fixer l'attention : on y trouve une allusion et même une adhésion bien formelle à ces vœux de réforme électorale qui devaient un peu plus tard se révéler avec tant d'énergie. Pitt, parlant de certains bourgs où l'élection était devenue purement nominale, n'hésita pas à dire que c'était là la *partie pourrie* de la constitution, qu'avant un siècle elle aurait certainement disparu, que, si elle ne tombait pas d'elle-même, il faudrait l'amputer, et que, quant à lui, il désirait l'extension à un plus grand nombre de personnes du droit précieux de se faire représenter dans le parlement.

L'impôt du timbre fut rapporté, et les colonies rentrèrent pour quelques instans dans une apparente tranquillité; mais ni cette sage mesure, ni d'autres actes également populaires, ne purent donner au cabinet la force qui lui manquait. Sans le servir beaucoup auprès des amis de la liberté, qui, dans leur enthousiasme pour Pitt, considéraient comme autant d'intrus ceux qui détenaient le pouvoir dont il continuait à être exclu, ces actes eurent pour effet de nuire à leurs auteurs dans l'esprit de George III, si jaloux de sa prérogative. Le ministère augmenta encore ce mécontentement en négligeant de demander à la chambre des communes un surcroît de dotation en faveur des jeunes frères du roi.

La situation du pays était réellement grave. L'état incertain des colonies, en inquiétant tous les esprits, paralysait l'industrie et le commerce. Un grand nombre d'ouvriers se trouvaient sans emploi, et l'extrême cherté des vivres ajoutait à leur détresse. Ce n'était pas

un ministère chancelant qui pouvait, par le rétablissement de la confiance, guérir de telles plaies. Le marquis de Rockingham le sentait parfaitement. Déjà, d'accord avec le roi, il avait fait des démarches auprès de Pitt pour le décider à entrer dans le cabinet et à lui communiquer ainsi la force morale dont il était investi; mais la manière dont ces avances avaient été reçues avait dû donner la conviction qu'il ne convenait pas au grand orateur de prendre place dans un ministère déjà à moitié usé. Le découragement qui avait atteint le premier ministre ne tarda pas à gagner quelques-uns de ses principaux collègues. Le duc de Grafton, secrétaire-d'état, et le chancelier, lord Northington, donnèrent successivement leur démission en déclarant au roi que le seul parti à prendre était de se mettre purement et simplement entre les mains de celui que l'opinion appelait à la dictature. Dans l'impossibilité de leur trouver des successeurs, il fallut bien suivre ce conseil : le marquis de Rockingham se démit aussi de ses fonctions, et Pitt reçut du roi l'autorisation de composer un cabinet dont il désignerait à son gré tous les membres (juillet 1766).

III.

Ici commence, dans la vie de ce grand homme, une période que ses admirateurs voudraient en retrancher, et dont au surplus toutes les circonstances ne sont pas parfaitement éclaircies. En même temps que Pitt, le roi avait fait appeler lord Temple, depuis si long-temps lié à la fortune politique du grand orateur, que rien ne semblait pouvoir les séparer. Cette intimité avait pourtant, depuis peu, reçu quelque atteinte. Dans la dernière tentative d'organisation d'un ministère qu'ils avaient faite sans succès quelque temps auparavant, ils ne s'étaient pas trouvés d'accord; Pitt s'était montré plus disposé que son beau-frère à tenir compte des répugnances et des préférences du roi. Lord Temple, d'ailleurs, s'était réconcilié avec George Grenville, contre qui, au contraire, Pitt continuait à nourrir un implacable ressentiment. Pitt cependant, ne voulant pas pour lui-même le titre de chef du cabinet, offrit à lord Temple les fonctions de premier lord de la trésorerie; malheureusement celui-ci put bientôt s'apercevoir de tout ce qu'il y avait d'illusoire dans la présidence apparente qu'on lui proposait. Sincèrement et complètement dévoué au parti avec lequel il avait marché jusqu'alors, il entrait dans sa pensée de donner à son propre avénement le caractère du triomphe de ce parti. Il n'exigea

pourtant pas le retour aux affaires de George Grenville, et ce fut sans aucune condition qu'il promit le concours de cet ancien ministre; mais au prix de cette concession, il se crut en droit de demander l'admission, dans le nouveau cabinet, de plusieurs de ses amis. Pitt avait de tout autres vues; il voulait fonder l'administration qu'il allait diriger sur une coalition de tous les partis, à l'exclusion de George Grenville et du duc de Newcastle, objets en ce moment de son aversion particulière; il voulait, d'accord en cela avec le roi, faire entrer dans cette administration un assez grand nombre de membres du ministère précédent. Ce plan n'était pas compatible avec celui de lord Temple, qui, voyant successivement repousser tous ses candidats, déclara qu'il ne lui était pas possible d'accepter à de pareilles conditions la responsabilité du pouvoir, que, lorsqu'on l'y avait appelé avec Pitt, il avait cru y être admis sur un pied d'égalité, et que, puisqu'il n'en était pas ainsi, il ne lui restait qu'à se retirer.

La rupture fut complète. Pitt fit assez peu d'efforts pour la prévenir. Peut-être n'en fut-il pas très contrarié, peut-être l'éloignement d'un homme trop considérable pour qu'il n'eût pas à compter avec lui lui parut-il un évènement heureux. Ce qui est certain, c'est qu'il ne sembla pas comprendre d'abord ce qu'il perdait en se séparant d'un tel auxiliaire. Toutefois, l'illusion ne dut pas être de longue durée. Il se trouvait maintenant presque entièrement isolé de cette brillante phalange avec laquelle il était entré trente ans auparavant dans la carrière parlementaire, et dont un seul membre, James Grenville, restait encore lié avec lui. Jusqu'à cette époque, réservant pour les affaires et pour les luttes de tribune ses puissantes facultés, c'était sur lord Temple qu'il avait pris l'habitude de se reposer du soin de négocier avec les individus, de ménager les transactions, de préparer les coalitions et les rapprochemens, si fréquens à cette époque. Privé tout à coup d'un aussi utile collaborateur, il dut se charger lui-même de cette tâche si délicate et si difficile en elle-même, plus difficile encore pour un esprit altier comme le sien, que des souffrances presque continuelles rendaient de jour en jour plus impatient de toute contradiction.

Je crois devoir avertir que les détails dans lesquels je vais entrer sur la suite des négociations engagées pour la formation d'un nouveau ministère ont été puisés dans les versions répandues par les hommes avec lesquels Pitt était alors en opposition. On est donc fondé à n'accepter qu'avec une certaine réserve l'exactitude, sinon des faits en eux-mêmes, au moins du point de vue sous lequel ils sont présentés, et de la pensée, des intentions attribuées aux divers acteurs. Cepen-

dant, à défaut d'informations plus authentiques, je ne puis me dispenser de reproduire des assertions qui ont au fond un assez grand air de vraisemblance.

Pitt, dans un sentiment exagéré de confiance, s'était persuadé que tous ceux à qui il voudrait bien faire des propositions les accepteraient avec empressement. A son grand étonnement, il éprouva des refus, et quelques-uns des membres de l'administration du marquis de Rockingham ne consentirent pas à devenir les collègues de son successeur. Il dut alors modifier ses premiers plans : il sollicita le concours d'un des personnages que lord Temple lui avait proposés et qu'il avait exclus, de lord Gower, qui à son tour refusa des offres trop tardives pour ne pas être presque blessantes. De plus en plus déconcerté, il alla frapper à la porte du marquis de Rockingham lui-même, à qui il n'avait pas voulu s'associer lorsque cet homme d'état l'en avait supplié; comme il eût dû s'y attendre, lord Rockingham refusa de le voir. Il est facile de comprendre ce que l'orgueil de Pitt devait souffrir pendant ces pénibles épreuves. Même au milieu de l'espèce d'abaissement auquel la nécessité le réduisait, cet orgueil se faisait jour, dit-on, d'une manière bien originale, dans le langage qu'il tenait aux hommes dont il sollicitait la coopération. On eût pu croire qu'il voulait cacher sous l'apparence du dédain et de la bravade l'humiliation qu'il éprouvait : à l'un, il faisait dire qu'il ne tenait qu'à lui d'avoir un emploi; à un autre, que tel poste était encore vacant; à un troisième, qu'il pouvait prendre ou ne pas prendre, selon que cela lui conviendrait, tel département ministériel. Enfin, l'œuvre si péniblement élaborée de la formation du cabinet s'acheva pourtant. Le duc de Grafton, qui, par sa défection, avait déterminé la retraite de lord Rockingham, fut en récompense porté à la tête de la trésorerie; le général Conway fut maintenu dans ses fonctions de secrétaire d'état, et eut lord Shelburne pour collègue; lord Camden, ami particulier de Pitt, devint chancelier, et lord Northington, chancelier du précédent cabinet qu'il avait abandonné comme le duc de Grafton, fut nommé président du conseil. L'ambitieux et brillant Charles Townshend, en qualité de chancelier de l'échiquier, prit la direction du parti ministériel dans la chambre des communes. Lord Granby eut le commandement en chef de l'armée. Enfin, Pitt, n'acceptant pour lui-même que le titre à peu près sans fonctions de gardien du sceau privé, réserva toute l'activité de son esprit et ce qui lui restait de forces physiques pour surveiller, animer et diriger l'ensemble du gouvernement. Comme un de ces usages dont on ne se départ jamais en Angleterre attache la pairie

au titre qu'il se faisait ainsi donner, il consentit, ce qu'il n'avait pas voulu quelques années auparavant, à quitter la chambre des communes, et à partir de ce moment c'est sous le titre de comte de Chatham qu'il figure dans l'histoire.

Ces arrangemens excitèrent dans le public une inexprimable surprise. On ne pouvait se rendre compte d'une combinaison qui réunissait à l'improviste, et sans que rien y eût préparé les esprits, des hommes appartenant aux opinions les plus diverses, des hommes qui, jusqu'alors, n'avaient eu les uns avec les autres aucune relation. Ce qui ne causait pas un moindre étonnement, c'était la résolution prise par le grand orateur des communes d'abandonner le théâtre de sa gloire et de sa puissance pour se laisser reléguer dans une chambre où il ne pouvait trouver les mêmes élémens de succès. Vainement alléguait-il les progrès de l'âge et des infirmités qui le rendaient peu propre aux fatigues des luttes journalières de la chambre basse. Cette explication paraissait peu naturelle de la part de celui qui se chargeait du gouvernement de l'état. Lord Chesterfield peint très vivement, dans une de ses lettres, ce mouvement de l'opinion publique : « On est confondu, dit-il, de cette détermination dont on ne peut se rendre compte. Il est inoui, je crois, qu'un homme dans la plénitude de sa puissance, au moment même où son ambition venait d'obtenir le triomphe le plus complet, ait quitté la chambre qui lui avait procuré cette puissance, et qui seule pouvait lui en assurer le maintien, pour se retirer dans l'hôpital des incurables, la chambre des pairs. » Ce dernier trait est remarquable en ce qu'il prouve que l'idée d'appliquer à la pairie cette dédaigneuse qualification n'est pas née en France et de nos jours. Il ne faut pourtant pas en conclure que, du temps de lord Chesterfield, les pairs de la Grande-Bretagne eussent perdu leur ascendant : cet ascendant était peut-être plus grand que jamais; mais ils l'exerçaient indirectement, ils le déguisaient jusqu'à un certain point, et le rendaient populaire en envoyant leurs puînés et leurs protégés siéger dans l'autre chambre, dont la composition élective, bien que soumise de fait aux grandes influences territoriales, simulait une démocratie bien éloignée encore à cette époque de son avénement réel.

L'opinion était mécontente. Malgré tous les efforts de lord Chatham pour justifier sa conduite, il se voyait à son tour accusé d'avoir subi, comme ses devanciers, l'influence occulte de lord Bute. Il est vrai qu'il fournit un merveilleux prétexte à cette banale imputation en consentant, sur la demande du roi, à rétablir le frère de l'ancien favori dans un emploi important que lui avait ôté le ministère de

George Grenville. C'était ainsi, d'ailleurs, qu'on s'expliquait sa rupture avec lord Temple, plus fidèle, disait-on, à ses principes et à son parti; c'était ainsi qu'on s'expliquait l'acceptation d'une pairie qui devait le soustraire à l'embarras de renier ses antécédens et de répondre aux reproches d'apostasie dans la chambre même où il avait toujours siégé. Ces accusations, développées dans une multitude de journaux et de pamphlets dont les plus mordans émanaient d'un homme illustre depuis, de Burke, qui venait alors de commencer sa carrière comme secrétaire du marquis de Rockingham, produisirent un grand effet. Elles portèrent une telle atteinte à la popularité de lord Chatham, que le conseil de la Cité, animé jusqu'alors pour lui d'un dévouement presque fanatique, rejeta à plusieurs reprises la proposition de le féliciter sur son retour au pouvoir. Sans admettre ce qu'il y avait d'injuste et d'exagéré dans ces inculpations, on doit reconnaître qu'il s'était opéré un rapprochement assez remarquable entre la politique personnelle du roi, constamment dirigée vers la destruction de l'oligarchie des grandes familles whigs, et celle de lord Chatham, mécontent alors d'une partie de ces familles et naturellement porté à désirer l'abaissement d'influences qui ne lui apparaissaient plus que comme de fâcheux obstacles. Ce rapprochement ressort d'une manière bien évidente des termes mêmes de la lettre que le roi écrivit au nouveau lord pour l'inviter à venir recevoir de ses mains le sceau privé, dont la garde lui était confiée : « Je sais, y était-il dit, que le comte de Chatham m'aidera de toutes ses forces à éteindre les distinctions de partis et à rétablir cette subordination envers le gouvernement, qui peut seule préserver la liberté, ce bien inestimable, du danger de dégénérer en licence. »

Cependant lord Chatham, poursuivi par le glorieux souvenir de son premier ministère, crut pouvoir échapper au malaise de ces contentions domestiques en ouvrant de nouveau à l'Angleterre la carrière de la politique extérieure. Il fit proposer au grand Frédéric, qui lui avait toujours témoigné autant de sympathie que d'admiration, de travailler conjointement à former une confédération du nord, dans laquelle l'Angleterre, la Prusse, la Russie et les autres puissances qu'elles pourraient y engager s'uniraient pour balancer l'alliance des souverains de la maison de Bourbon. Frédéric, mécontent du cabinet de Londres, à qui il ne pouvait pardonner de l'avoir abandonné à la fin de la guerre de sept ans, reçut cette proposition avec une extrême froideur, et profita de l'occasion qu'on lui offrait pour rappeler ses griefs. Il ne dissimula pas, d'ailleurs, qu'il lui paraissait bien difficile

d'entrer dans un concert de quelque portée avec un gouvernement qui, par l'effet des changemens continuels d'administration, ne présentait aucune garantie de stabilité et de persistance dans ses projets. L'agent britannique ayant répondu que cette mobilité était arrivée à son terme par l'avénement d'un ministre également cher au roi et à la nation, Frédéric répliqua que les renseignemens qui lui parvenaient présentaient les choses sous un tout autre aspect. « Je crains bien, ajouta-t-il, que mon ami ne se soit fait beaucoup de tort en acceptant la pairie. » La négociation n'alla pas plus loin.

La situation intérieure de l'Angleterre semblait peu faite, en réalité, pour inspirer confiance dans la force de son gouvernement. L'extrême cherté des grains, les bruits d'accaparement et de monopole que cet état de choses ne manque jamais de susciter, entretenaient dans le peuple une fermentation dangereuse. Il éclata sur plusieurs points des troubles graves. Pour apaiser les esprits plus encore peut-être que pour arrêter les progrès de la disette, le ministère se décida à prohiber l'exportation du blé. Cette mesure, prise en l'absence des chambres et par conséquent sans leur participation, dépassait incontestablement les limites régulières du pouvoir royal; mais, justifiée par la force des circonstances, elle n'eût été pour le cabinet le principe d'aucun embarras sérieux, si, lors de la réunion du parlement, quelques-uns des ministres n'eussent eu l'idée malheureuse de la défendre au moyen d'argumens tout différens. Ils crurent devoir alléguer un prétendu droit discrétionnaire inhérent à la couronne, et qui aurait dispensé les dépositaires de son pouvoir de la nécessité d'obtenir un bill d'indemnité. Tel fut le terrain sur lequel se plaça lord Chatham parlant pour la première fois (novembre 1766) devant la chambre des lords. Il fut vigoureusement combattu par lord Temple et lord Lyttleton, par lord Mansfield, le savant jurisconsulte, le défenseur habituel et parfois exagéré de la prérogative royale. Les rôles étaient étrangement intervertis dans ce débat. La conduite de lord Chatham était singulière. On pouvait s'étonner de le voir si gratuitement, si inutilement, prendre la défense d'un principe qui, à d'autres époques, avait tant égaré et compromis la royauté, et qui, même dans son application la plus modérée, devait être au moins suspect aux amis des libertés publiques. Il en résulta que le bill d'indemnité voté par les chambres devint une sorte d'échec pour les ministres, qui prétendaient ne pas en avoir besoin. Ce ne fut ni le seul ni le plus grave qu'ils éprouvèrent. La chambre des communes, par un vote fort inattendu, et qui fut généralement considéré comme la preuve que le cabinet n'y avait pas la majorité, réduisit d'un quart l'impôt territorial (février 1767).

Presque toutes les fractions du parti whig s'étaient réunies contre le cabinet. Lord Temple et George Grenville, le marquis de Rockingham et ses amis, ceux du duc de Newcastle, ceux du duc de Bedford, formaient une coalition à laquelle il n'était pas probable qu'on pût long-temps résister. Lord Chatham voulut essayer de la dissoudre. Il ne semblait pas qu'avec quelque adresse il dût lui être bien difficile d'y réussir; mais le peu de souplesse de son caractère, l'irritabilité de son humeur, l'embarras inextricable des engagemens contradictoires où il se jeta quelquefois étourdiment, les obstacles imprévus que les préventions royales lui opposèrent en quelques circonstances, toutes ces causes et d'autres encore rendirent au moins infructueuses les tentatives auxquelles il se livra. S'il parvint à gagner en effet quelques individus, d'autres, et particulièrement le duc de Bedford, dont il avait un moment désarmé l'hostilité par des promesses qu'ensuite il ne put ou ne voulut pas tenir, se rejetèrent dans l'opposition avec un surcroît d'irritation et d'amertume. Dans son propre parti, lord Chatham s'aliéna plusieurs personnages considérables, qui, croyant avoir à se plaindre de ce que leurs prétentions ou leurs droits étaient sacrifiés au besoin de satisfaire les nouveau-venus, ne purent tolérer la hauteur dédaigneuse avec laquelle il repoussa leurs réclamations. Je ne m'arrêterai pas davantage à ces négociations impuissantes, dont les monotones et fastidieux détails remplissent les mémoires du temps; il suffira de dire qu'en résultat définitif elles affaiblirent moins l'opposition que le cabinet.

C'étaient là de tristes occupations pour le grand ministre qui, quelques années auparavant, agitait le monde, écrasait la France et l'Espagne, sauvait la Prusse de sa ruine, et portait l'Angleterre au faîte de la grandeur. Fatigué de ces luttes stériles et plus affecté qu'il ne voulait le paraître de la perte de sa popularité, sa santé ne put résister à de pareilles épreuves. Il tomba si gravement malade, que toute participation aux affaires lui devint absolument impossible. Retiré à la campagne, en proie à des attaques de goutte auxquelles se mêlaient, à ce qu'il paraît, des crises nerveuses d'une extrême violence, il resta pendant plus d'une année étranger à tout ce qui se faisait et à peu près invisible même pour les autres ministres. Dans les conjonctures graves et délicates qui se présentèrent à plusieurs reprises, le cabinet, dont il était l'ame, et qui, en s'abstenant de prendre son avis, eût également craint de s'égarer et de le blesser, s'efforçait vainement d'entrer en communication avec lui. Vainement le chef nominal de ce cabinet, le duc de Grafton, sollicitait un entretien de quelques minutes, absolument nécessaire, disait-il, pour assurer la marche du gouverne-

ment; la réponse invariable à ces instances, c'était un refus motivé sur le déplorable état de santé qui ne permettait pas à lord Chatham de recevoir son collègue. Dans un moment où les circonstances étaient devenues plus urgentes encore, il ne fallut rien moins que l'intervention personnelle du roi pour triompher de cette résistance : il fallut que George III, qui, par des billets presque journaliers, ne cessait de témoigner à lord Chatham la confiance la plus absolue, et de faire à son dévouement de pathétiques appels, lui annonçât l'intention de se transporter près de son lit, afin d'entendre de sa bouche les conseils qu'il ne pouvait plus recevoir de lui par l'intermédiaire de ses autres ministres. Pour prévenir la visite royale, il accorda enfin au premier lord de la trésorerie une audience qui, comme on le pense bien, ne produisit pas de grands résultats. Ainsi livrés à eux-mêmes et affaiblis par plusieurs défections, les ministres s'épuisaient en vains efforts pour attirer à eux quelques-uns des opposans. Ceux-ci se tenaient étroitement unis. Si de part et d'autre on était assez porté à transiger sur les principes, on l'était beaucoup moins à tomber d'accord sur le partage des emplois. Il n'était pas possible de faire une part à toutes les ambitions : aussi les négociations ouvertes avec le marquis de Rockingham ne tardèrent-elles pas à être rompues.

Dans ce cabinet dépourvu d'énergie et d'homogénéité, il y avait pourtant un ministre actif, ambitieux, doué de grands talens, qui, au lieu de s'effrayer comme les autres de l'abandon où les laissait la maladie de lord Chatham, s'en applaudissait, suivant toute apparence, parce que l'absence de ce grand homme ouvrait un libre champ à ses projets : je veux parler de Charles Townshend, chancelier de l'échiquier, dont l'éloquence, au témoignage de Burke, semblait devoir surpasser un jour celle de Chatham lui-même. Aspirant presque ouvertement à le remplacer, c'était en flattant les principes et les vues personnelles du roi qu'il comptait y parvenir. Dans cette pensée, il avait fait voter un bill qui imposait des droits sur l'importation dans les colonies américaines du thé et de plusieurs autres marchandises, ressuscitant ainsi la dangereuse querelle que le retrait de l'acte du timbre avait à peine commencé à calmer. Déjà Charles Townshend avait obtenu la pairie pour sa femme, il avait fait donner à son frère aîné la vice-royauté de l'Irlande, et il allait vraisemblablement former une nouvelle administration, lorsque (4 septembre 1767) la mort vint l'arrêter à l'entrée d'une carrière qui s'annonçait avec tant d'éclat. Il fut remplacé à l'échiquier par le célèbre lord North. D'autres modifications qui eurent lieu bientôt dans la composition du cabinet, en

y introduisant quelques-uns des amis du duc de Bedford, le fortifièrent un peu et prolongèrent son existence, qui semblait sur le point de finir par épuisement.

Formé ainsi des déserteurs, et, à quelques exceptions près, des hommes médiocres de tous les partis, en butte aux attaques de deux oppositions dont l'une était dirigée par le froid et prudent George Grenville, tandis que l'autre avait pour interprète la fougueuse éloquence de Burke, le ministère retomba promptement dans une situation plus difficile que jamais. Le revenu public décroissait, le commerce était en proie aux convulsions d'une crise prolongée. Les colonies, révoltées contre le bill imprudent de Charles Townshend, étaient en scission presque complète avec la métropole. En Angleterre même, les émeutes se multipliaient. Wilkes, depuis long-temps réfugié sur le continent, venait de reparaître à Londres, au mépris des jugemens qui le frappaient. Bravant un gouvernement faible qui n'avait su se déterminer ni à gagner sa facile vénalité ni à invoquer à temps contre lui l'action des lois, il enflammait le peuple par ses pamphlets et ses discours incendiaires, il se faisait élire député au parlement.

Tout absorbée par ces tristes querelles, l'Angleterre avait cessé de peser dans la balance de la politique européenne. Elle laissait le gouvernement français prendre possession de la Corse, et le secrétaire d'état lord Shelburne, qui voulait s'y opposer, ne pouvant obtenir à cet effet l'assentiment de ses collègues, se voyait forcé de donner sa démission. Cependant lord Chatham était toujours membre de ce cabinet, dont les actes démentaient si complètement sa politique. Bien qu'il n'y prît depuis long-temps aucune part, et que l'opinion publique se complût à voir, dans sa retraite absolue, moins encore l'effet de la maladie que celui d'un dissentiment profond, les chefs du gouvernement attachaient toujours beaucoup de prix à conserver l'appui de son nom. On en avait vu un peu auparavant une preuve singulière. Il s'était présenté une de ces rares circonstances où l'intervention directe et personnelle du gardien du sceau privé est indispensablement requise. La santé de lord Chatham ne lui permettant pas d'exercer cette intervention, six semaines s'écoulèrent en délibérations et en recherches sur les moyens d'y suppléer. On finit par s'arrêter à un bizarre expédient : lord Chatham donna sa démission, des commissaires furent nommés pour le remplacer, et, lorsqu'ils eurent accompli l'acte nécessaire, il fut de nouveau appelé à l'emploi dont il venait de se démettre.

Si l'on comprend sans peine l'intérêt qu'avaient les autres minis-

tres à le conserver nominalement dans leurs rangs, on ne se rend pas aussi bien compte des motifs qui purent le déterminer à y rester si long-temps. Sans doute, il lui répugnait de terminer obscurément un second ministère qui devait faire un étrange contraste avec la gloire du premier. Il finit pourtant par sentir qu'en persistant à protéger de son nom des mesures qu'il n'approuvait pas, il en accepterait toute la responsabilité. Déjà très mécontent des voies nouvelles où l'on venait d'entrer à l'égard des colonies, il ne put se résigner à la faiblesse qui tolérait l'agrandissement de la France. Sa démission (octobre 1768), à laquelle il donna pour motif l'état de sa santé, suivit de près celle de lord Shelburne. Comme le poste qu'il occupait n'avait d'autre importance que celle du titulaire, sa retraite n'amena aucun changement dans l'administration, et le public, qui s'y attendait depuis long-temps, y fit à peine quelque attention.

Rendu à la vie privée, lord Chatham s'abstint, pendant une session entière, de toute participation aux débats du parlement. Un repos absolu lui était nécessaire pour rétablir sa santé. Il profita d'ailleurs de ce loisir inaccoutumé pour se réconcilier non seulement avec lord Temple, mais avec George Grenville, avec le marquis de Rockingham, avec tous les chefs marquans du parti whig. Ce parti, qui ne s'était détaché de lui qu'incomplètement et à regret, accueillit avec empressement le retour de son favori. Lorsqu'il reparut dans la lice parlementaire, il avait recouvré toute sa popularité.

Pendant l'année qui venait de s'écouler, d'importans incidens avaient encore aggravé la situation du pays. Les troubles des colonies avaient pris un caractère de plus en plus sérieux, qui avait donné lieu, dans les deux chambres, à de très vifs débats. Le démagogue Wilkes ayant été, comme je l'ai déjà dit, élu membre de la chambre des communes, celle-ci avait annulé l'élection ; mais les électeurs l'avaient renouvelée à plusieurs reprises, en sorte que, pour mettre un terme à cette lutte, elle s'était décidée à considérer comme non avenus les votes donnés à ce factieux, et à recevoir au nombre de ses membres le candidat sur lequel s'étaient réunis les suffrages de la minorité. Cette résolution étrange, repoussée par l'opposition comme la violation flagrante du principe même de la représentation populaire, était devenue dans le parlement, dans la presse, dans le pays tout entier, le texte d'une polémique dont les lettres de Junius nous ont transmis la fougueuse expression.

L'état des colonies et l'affaire de Wilkes, c'étaient donc là les deux grandes questions du moment. C'est par elles que lord Chatham re-

commença la lutte. Le jour de l'ouverture de la seconde session qui suivit sa sortie du conseil, il prit la parole contre le projet d'adresse en réponse au discours du trône (janvier 1770). Après avoir déploré l'injustice et la maladresse de la politique suivie à l'égard des colonies, dont il excusa les torts sans prétendre les justifier complètement, il s'attacha surtout à faire ressortir l'irrégularité de la mesure prise par la chambre des communes pour l'exclusion de Wilkes; il soutint qu'en inquiétant la nation sur la conservation de ses franchises, elle créait de très grands dangers pour le maintien de l'ordre; il proposa d'insérer dans l'adresse un amendement conçu dans le sens de ces observations. Lord Mansfield ayant objecté qu'une chambre n'était pas autorisée à s'immiscer dans les actes intérieurs d'une autre branche de la législature, et que se permettre une telle intervention ce serait s'exposer à une collision fâcheuse, lord Chatham, animé par la contradiction, combattit avec une indignation éloquente un système qui, suivant lui, ne tendait à rien moins qu'à permettre à un seul des pouvoirs de l'état de priver un sujet anglais de ses droits les plus précieux et à investir les communes du pouvoir arbitraire enlevé jadis à la royauté. Néanmoins l'adresse fut adoptée telle qu'elle avait été proposée, et le chancelier lord Camden, ami de lord Chatham, avec qui il avait voté en cette circonstance, fut destitué.

Peu de jours après, un débat plus sérieux s'engagea devant la chambre des lords. Le marquis de Rockingham demanda la formation d'un comité pour prendre en considération l'état du royaume. Dans les développemens par lesquels il appuya son opinion, il traça un tableau rapide de la marche suivie par le gouvernement depuis la mort de George II; il la montra constamment dirigée par la volonté de faire prévaloir un principe fatal à la liberté, celui que la prérogative royale suffit à elle seule pour soutenir le pouvoir, quelles que soient les personnes chargées de l'administration. Le duc de Grafton, chef du cabinet, sans s'opposer à la discussion approfondie demandée par le marquis de Rockingham, essaya de réfuter immédiatement quelques-unes de ses attaques. Lord Chatham se leva ensuite pour répondre à son ancien collègue. Le discours qu'il prononça en cette occasion est un des plus brillans et des plus violens tout à la fois qui soient sortis de sa bouche. Parlant des troubles qu'avaient excités les persécutions dirigées contre Wilkes, « la constitution, dit-il, a été violée. Si la brèche qu'on y a faite est réparée, le peuple rentrera de lui-même dans un état de tranquillité. Si elle ne l'est pas, puisse la discorde régner à jamais! Si les serviteurs du roi ne permettent pas qu'une

question constitutionnelle soit vidée suivant les formes et les principes de la constitution, il faut qu'elle le soit de quelque autre manière, et plutôt que de voir la nation livrer au despotisme ministériel les droits que tout Anglais tient de sa naissance, j'espère, milords, j'espère, vieux comme je le suis, voir encore cette question résolue par une épreuve franche et décisive entre le peuple et le gouvernement... J'ai été nourri dans les principes de la constitution; je sais que, lorsque la liberté du sujet a été attaquée et qu'on lui refuse réparation, la résistance est justifiée... La grande charte, la pétition et le bill des droits forment ce que j'appellerai la bible de la constitution britannique. Si quelques-uns des malheureux prédécesseurs de sa majesté se fussent moins confiés aux commentaires de leurs ministres, s'ils eussent mieux connu le texte même de cette bible, notre glorieuse révolution serait restée à l'état de théorie, et on n'aurait pas à rappeler à leurs successeurs une aussi terrible leçon. » Passant de cette appréciation sévère de la politique intérieure du cabinet à l'examen de sa politique extérieure, lord Chatham ne la jugea pas avec moins de rigueur. Il fit un crime au ministère d'avoir laissé la France établir sans obstacle sa domination sur la Corse. Il contesta la doctrine professée par le duc de Grafton, qu'un dommage direct porté à l'honneur et aux intérêts du pays pouvait seul autoriser le gouvernement britannique à s'interposer pour défendre un état faible et arrêter les entreprises d'un voisin ambitieux. « Toutes les fois, s'écria-t-il, que cette politique étroite, égoïste, a prévalu dans nos conseils, nous en avons éprouvé les funestes effets; le danger, différé, mais agrandi, a exigé plus tard de plus grands efforts. » Après avoir ainsi passé en revue les actes principaux de l'administration et signalé partout l'absence du sentiment de la dignité du pays et de la couronne, l'orateur, cherchant les causes de cette dégradation et de la tolérance qu'elle rencontrait, prétendit les trouver dans la corruption que les richesses énormes acquises à certains personnages par la conquête récente de l'Inde avaient répandue tout autour d'eux, dans la modification profonde qu'elle avait apportée à la composition du parlement en ouvrant à des hommes qui n'avaient aucune racine dans le sol l'entrée de la chambre des communes; il déclara que la constitution était faussée, et qu'il n'y avait plus de rapports entre les commettans et leurs représentans. Il en prit occasion de revenir, avec une circonspection singulièrement remarquable au milieu de ces violentes déclamations, sur cette question naissante de la réforme électorale, que, quelques années auparavant, il avait déjà indiquée. Rappelant ce qu'il avait dit

alors, que le droit électoral conféré à certains bourgs était la partie pourrie de la constitution, il fit remarquer néanmoins que, comme c'étaient là des infirmités naturelles, créées par le temps et inhérentes en quelque sorte au corps social, la prudence prescrivait peut-être de conserver un membre paralysé plutôt que de risquer une amputation dont les suites pouvaient être mortelles, qu'il convenait d'essayer des remèdes plus doux, qu'on pourrait atteindre le but en donnant un plus grand nombre de représentans aux comtés et aux grandes villes où la corruption n'avait pas encore pénétré, où la vie politique était réelle. Il termina enfin cette véhémente philippique en annonçant que lui et ses amis étaient désormais irrévocablement unis au marquis de Rockingham et aux siens, non pour se partager les émolumens des emplois, mais pour sauver l'état, et qu'on ne parviendrait plus à les séparer, à quelque artifice qu'on eût recours.

J'ai cru devoir analyser ce discours avec une certaine étendue, parce qu'il caractérise admirablement le mélange de vues élevées, de passions violentes, d'esprit pratique, de fierté nationale, et d'attachement à la liberté qui distinguait si éminemment lord Chatham. Après l'avoir entendu (22 janvier 1770), la chambre des lords s'ajourna à quarante-huit heures pour la prise en considération de la motion du marquis de Rockingham. Ce délai expiré, un second ajournement fut encore prononcé pour laisser au ministère le temps de se compléter par la nomination d'un nouveau chancelier. Charles Yorke, qu'on avait déterminé, non sans peine, à accepter la succession de lord Camden, accablé des témoignages de réprobation que cette espèce d'apostasie lui avait attirés de la part de ses anciens amis et même de son frère, s'était tué de désespoir. D'un autre côté, un homme considérable, lord Granby, commandant en chef de l'armée et grand-maître de l'artillerie, venait de se démettre de ces emplois pour attester son opposition au système ministériel. Le duc de Grafton, ne trouvant personne qui consentît à s'associer à une administration si violemment attaquée, se décida à donner lui-même sa démission. Lord North, tout en restant chancelier de l'échiquier, le remplaça comme premier lord de la trésorerie. Les sceaux de la chancellerie furent mis en commission.

Ce n'était là, à vrai dire, ni un changement de système, ni même un changement de personnes. Aussi l'opposition, loin de se calmer, sembla puiser un nouveau degré d'énergie dans la retraite du duc de Grafton. Le marquis de Rockingham, reprenant cette interminable question de l'exclusion de Wilkes, présenta à la chambre des lords

un projet de résolution qui tendait, dans une forme indirecte, à blâmer la conduite de la chambre des communes. Ce projet fut rejeté, et le principe même en fut condamné par une décision spéciale comme étant de nature à violer le droit constitutionnel des communes et à opérer une scission entre les deux chambres du parlement. Cette double victoire du parti ministériel avait été précédée de débats fort animés auxquels lord Chatham s'était mêlé avec son ardeur ordinaire.

Bientôt après, un membre de l'opposition, lord Craven, proposa de faire une adresse au roi pour le prier de mettre la marine sur un pied propre à faire respecter la couronne et à protéger le commerce. Lord Chatham, appuyant cette proposition et reprochant au ministère l'organisation vicieuse de la marine, trouva moyen de rattacher ce blâme à l'idée fixe qui était devenue le thème de tous ses discours. Il signala, en termes d'une incroyable violence, cette influence *secrète*, *dangereuse*, *inconstitutionnelle*, *basse et perverse tout à la fois*, qui n'avait cessé, suivant lui, de dominer le trône depuis l'avénement de George III, cette influence *invisible*, *irresponsable* des pernicieux conseils d'un favori, premier auteur de tous les troubles, de tous les malheurs de l'Angleterre, et qui, bien qu'absent, exerçait encore, au moyen de ses agens confidentiels, une puissance absolue. S'accusant d'avoir été lui-même pendant quelque temps la dupe d'un système aussi fortement organisé, il affirma que, pendant son dernier ministère, des projets importans, pour lesquels il avait obtenu l'assentiment du conseil et du roi, avaient néanmoins été abandonnés et même contrariés dans un moment où sa santé l'empêchait d'en surveiller l'exécution. Il dit qu'on avait abusé de sa loyale confiance, qu'on l'avait trompé, qu'il avait pu se convaincre qu'aucune administration indépendante n'aurait la permission de vivre long-temps. A ces étranges paroles, le duc de Grafton se leva pour défendre le roi contre des imputations dans lesquelles il ne voyait que le produit d'un esprit malade, aigri par ses propres souffrances. Lord Chatham, loin de se laisser arrêter, s'écria qu'il ne rétractait rien, qu'il ne modifiait rien de ce qu'il avait avancé. « J'ai toujours, dit-il, trouvé le roi gracieux et bienveillant dans son cabinet : plus d'une fois sa majesté a poussé la bonté jusqu'à me promettre, non-seulement de me pardonner le défaut d'assiduité auquel ma santé me condamnait, mais encore de faire ce qui dépendrait d'elle pour y suppléer. Au lieu de cela, je n'ai rencontré sur ma route que des obstacles. Les difficultés que j'ai vu s'élever contre toutes mes mesures, grandes ou petites, ne sont pas toutes nées en dehors du gouvernement : elles ont été suscitées, soutenues par la puissance

occulte dont je parlais tout à l'heure. J'ai été forcé de reconnaître qu'il y avait derrière le trône quelque chose de plus grand que le trône même. » Ce discours, qui n'empêcha pas le rejet de la proposition de lord Craven, devait laisser et laissa dans l'esprit de George III un implacable ressentiment.

Quelques jours s'étaient à peine écoulés qu'un nouveau débat s'ouvrit sur la situation obérée de la liste civile. Lord Chatham, par la violence de son langage, excita à plusieurs reprises les murmures de la chambre. Il s'emporta jusqu'à dire qu'un ministre assez hardi pour endetter la liste civile, pour mettre ainsi la nation dans l'alternative, ou de livrer son souverain à la honte de ne pas payer ses dettes, ou de devenir la proie d'un gouvernement corrompu, méritait la mort. A aucune époque de sa vie parlementaire, on ne l'avait vu plus infatigable, plus assidu, plus virulent dans ses attaques contre l'administration. Sans se laisser décourager par le peu de succès de ses précédentes tentatives, ou plutôt comptant bien plus sur l'effet moral que sur le résultat immédiat de ses agressions, il présenta un bill qui avait encore pour objet l'annulation de l'acte d'exclusion dont la chambre des communes avait frappé Wilkes. Dans le développement qu'il donna à sa proposition, il ne craignit pas de faire des vœux pour la dissolution d'une chambre corrompue, qui, en privant les électeurs de leurs droits constitutionnels, foulait aux pieds les lois et l'ordre politique. D'énergiques réclamations, des cris de rappel à l'ordre, couvrirent cette voix naguère si respectée.

Le conseil de la Cité de Londres ayant envoyé au roi une députation chargée de lui remettre une adresse qui réclamait la réparation de l'outrage fait au droit électoral, la dissolution de la chambre des communes et le renvoi des ministres, George III n'avait répondu aux députés municipaux que par une sévère réprimande dans laquelle cette pétition était repoussée comme irrespectueuse pour le trône, injurieuse pour le parlement, et contraire aux principes de la constitution. Lord Chatham proposa à la chambre haute de déclarer que ceux qui avaient conseillé au roi une telle réponse lui avaient donné un avis très dangereux. S'abaissant à un artifice de démagogue vraiment indigne de lui, il affecta d'imputer aux hommes qui ne partageaient pas son opinion un dédain aristocratique pour la bourgeoisie de Londres, dont il vanta outre mesure le patriotisme et l'attachement à la liberté. A cette motion, rejetée par une forte majorité, il en fit succéder une autre, pour que la chambre des pairs demandât elle-même au roi la dissolution du parlement. Il en donna pour motif le mécon-

tentement universel excité par la conduite d'une chambre qui avait perdu la confiance de la nation; il parla de nouveau d'augmenter la représentation des comtés pour balancer la corruption des bourgs. Cette proposition, dont très certainement il n'espérait aucun succès, fut repoussée en effet avec des témoignages d'impatience et d'irritation.

La fin de la session mit momentanément un terme à cette lutte acharnée. Si elle avait fait un tort réel à lord Chatham, non-seulement dans la faveur de la cour, mais encore dans l'opinion des hommes loyaux et sensés, elle avait achevé de lui rendre toute sa popularité. Le conseil de la Cité de Londres lui vota une adresse de remercîmens. Comme un passage de cette adresse paraissait supposer qu'il avait exprimé un vœu pour la réduction à trois ans de la durée des parlemens, il protesta, dans sa réponse, contre cette interprétation, qui l'associait aux vues de la fraction la plus exagérée des réformistes; il eut même soin de restreindre à la manifestation d'un doute le sens de ce qu'il avait dit sur la convenance d'augmenter la représentation des comtés. On aime à le voir, dans le temps même où il semblait le plus abandonné aux écarts de l'esprit de parti, ressaisir par momens sa haute indépendance pour se rattacher aux vieilles doctrines constitutionnelles qui formaient sa religion politique.

Le repos que la clôture de la session lui avait procuré fut de courte durée. Lorsque le parlement se réunit six mois après, une de ces questions de politique extérieure qui prêtent si merveilleusement aux déclamations de l'opposition venait de surgir. Des forces anglaises ayant pris possession des îles Falkland, sur lesquelles l'Espagne alléguait un droit de propriété, une expédition espagnole les en avait expulsées. On négociait pour trouver des termes d'accommodement propres à prévenir une rupture que de part et d'autre on était fort loin de désirer. Le jour même où la chambre des lords se rassembla pour la première fois, le duc de Richmond, blâmant la faiblesse du gouvernement qui laissait impunie l'insulte faite à la couronne britannique, demanda communication des documens relatifs à cette délicate affaire. Les deux secrétaires d'état répondirent que la production de ces documens ne pourrait que compromettre le succès de la négociation; ils insistèrent beaucoup sur les susceptibilités de l'honneur espagnol, sur les ménagemens infinis dont il fallait user pour ne pas le révolter. Ces objections irritèrent lord Chatham. Prodiguant aux ministres, avec l'intempérance de langage qui lui était familière, les qualifications les plus outrageantes, celles d'*indignes*, de *méprisables*, de

grands criminels, il leur reprocha de se montrer plus jaloux de l'honneur de l'Espagne, coupable de provocation, que de celui même de l'Angleterre offensée. Il se livra contre la nation espagnole aux plus sanglantes, aux plus incroyables invectives. « Je connais bien, dit-il, le caractère de cette nation, en tant au moins qu'elle est représentée par sa cour et par ses ministres, et je croirais déshonorer mon pays en comparant la bonne foi britannique à ce point d'honneur espagnol tant vanté. Le peuple anglais est un peuple franc et loyal; les Espagnols sont aussi vils, aussi astucieux qu'orgueilleux et insolens. J'ai été souvent obligé de traiter avec leurs ministres, et jamais, dans leurs procédés, je n'ai rien trouvé qui ressemblât à de la droiture ou à un sentiment de dignité, rien qu'une basse astuce et de misérables mensonges. » Après cette outrageante sortie, lord Chatham protesta pourtant qu'il ne voulait pas la guerre, mais une paix honorable et solide, et non une apparence de rapprochement au moyen de ridicules expédiens qui pourraient tout au plus retarder la guerre de quelques mois. Il reprocha au ministère d'altérer les faits, de tromper le public pour endormir les esprits justement exaspérés, et d'avoir, dans ce but, fait répandre le faux bruit que le cabinet de Madrid avait désavoué ses agens. Rentrant ensuite dans ces généralités où se complaisait son éloquence, il accusa les dépositaires du pouvoir de s'être rendus coupables du plus grand crime qu'ils pussent commettre envers leur pays en y semant la désaffection et la discorde par une suite de mesures inconstitutionnelles autant qu'oppressives, et d'avoir, par la lenteur et la faiblesse de leurs préparatifs, livré l'Angleterre sans défense aux attaques de la maison de Bourbon. Il s'écria que, si les chambres persistaient dans leur inaction, si cette maison savait profiter de ses avantages, l'Angleterre, hors d'état de lutter sans alliés contre la France et l'Espagne, était irréparablement perdue, qu'avant un mois elle ne serait plus une nation; que dans un tel état de choses il croyait remplir un devoir en sonnant l'alarme, en excitant l'esprit public, en tirant, s'il se pouvait, de leur engourdissement les ministres, le roi lui-même; qu'enfin il ne restait d'autre moyen de salut que de calmer de trop justes mécontentemens, de mettre fin à la déplorable influence des hommes d'argent, de rappeler de la retraite où on les avait relégués les chefs de ces grandes familles whigs auxquelles la maison de Hanovre devait sa couronne, et de former avec leur concours une administration populaire, établie, non plus sur de simples liaisons de parenté ou d'amitié, mais sur des bases larges et nationales (13 novembre 1770).

La chambre des lords refusa d'appuyer ces attaques passionnées. La motion du duc de Richmond fut repoussée. Quelques semaines après, la question à laquelle elle se rapportait fut résolue ou au moins ajournée au moyen d'un accommodement qui, en réalité, la laissait à peu près en suspens. Les îles Falkland furent rendues à l'Angleterre; mais, avant d'en prendre possession, le cabinet de Londres annonça, dans une forme non officielle, l'intention d'abandonner presque immédiatement un territoire d'une valeur assez douteuse en effet. Cet expédient ne pouvait manquer de soulever l'indignation des opposans. Plusieurs propositions furent faites par lord Chatham et ses amis pour flétrir une transaction dans laquelle ils ne voulaient voir, au lieu de la réparation réclamée par l'Angleterre, qu'un ignominieux compromis. Elles furent écartées par une forte majorité.

Il en fut de même de toutes les motions par lesquelles lord Chatham, reprenant sans cesse, sous des formes habilement variées, les thèmes qu'il jugeait les plus propres à entretenir l'excitation des esprits, s'attacha, pendant le cours de la même session, à provoquer de nouveau l'animadversion publique contre la mesure arbitraire de l'expulsion de Wilkes, et à reproduire le vœu de la dissolution de la chambre des communes. Dans les argumens qu'il présenta à plusieurs reprises pour établir que les droits politiques d'un sujet anglais ne pouvaient être anéantis par une résolution d'une des deux chambres du parlement, dans ceux qu'il opposa à l'étrange théorie professée par lord Mansfield et admise alors en pratique, qu'en matière de presse le jury est seulement appelé à connaître du fait de la publication, tandis que la qualification de l'écrit appartient au juge, il s'éleva à une hauteur d'éloquence, à une puissance de logique, qui lui donnèrent de nouveaux titres à l'admiration et à la reconnaissance des amis de la liberté. Malheureusement la passion l'entraîna souvent à des inconséquences semblables à celles dont j'ai déjà eu à citer trop d'exemples. C'est ainsi qu'on l'entendit se déclarer converti au principe des parlemens triennaux, qu'il repoussait encore quelques mois auparavant, mais que maintenant, disait-il, il jugeait nécessaires pour sauver la constitution et arrêter les progrès de l'énorme influence de la couronne. Dans une autre occasion, faisant allusion aux troubles des colonies, il s'oublia jusqu'à prononcer ces étonnantes paroles : « Bien que je me fasse gloire d'être plus que personne attaché à mon pays, la conduite de ceux qui le gouvernent m'est tellement odieuse, que, si j'avais dix ans de moins, j'irais passer le reste de mes jours dans une contrée qui a déjà donné les preuves les plus éclatantes de son esprit

d'indépendance, et mon âge ne m'en empêcherait même pas, si des considérations d'une extrême gravité ne me retenaient ici. »

En constatant ces tristes écarts, qu'excuse jusqu'à un certain point, qu'explique au moins la double irritation des souffrances physique et de l'ambition déçue, il est une justice que l'on doit rendre à lord Chatham : c'est que l'esprit de parti ne l'entraîna jamais jusqu'à chercher à affaiblir l'administration en refusant au gouvernement les moyens de se faire respecter au dehors. Au moment même où il usait de toute son influence sur la Cité de Londres pour la pousser dans les voies d'une opposition de plus en plus violente, quelques aldermen, sous prétexte de repousser un acte d'oppression, imaginèrent de mettre obstacle à la presse maritime qui venait d'être ordonnée, suivant l'usage, dans le but d'équiper une escadre. On était alors au plus fort de la querelle engagée avec l'Espagne au sujet des îles Falkland; la guerre se présentait comme possible, comme probable même, et on pouvait craindre que la France ne joignît ses forces à celles de l'Espagne. Le patriotisme de lord Chatham s'émut d'une tentative qui compromettait, dans de telles conjonctures, la supériorité navale de la Grande-Bretagne. Non-seulement il s'efforça de décider les aldermen à s'en désister, mais, au risque de se dépopulariser, il déclara en pleine chambre des lords que, si l'on proposait d'appeler à la barre les magistrats coupables de cet attentat à la sûreté et à la puissance nationales, il voterait pour la proposition.

En dépit de toutes les attaques parlementaires, en dépit des émeutes qu'elles provoquaient parfois, le ministère restait debout. Son nouveau chef, lord North, dont tout le monde à son avénement prédisait la chute prochaine, avait pourtant retrouvé le secret d'une stabilité que le pouvoir ne connaissait plus. Homme d'expérience et de pratique plutôt que d'un génie élevé, financier habile, doué, sinon d'un grand éclat d'éloquence, au moins d'un rare talent de discussion et d'un sang-froid, d'une égalité d'humeur que rien ne pouvait déconcerter, portant dans ses relations avec les individus un charme de manières, un don d'insinuation qui ne laissait aucune place à la malveillance personnelle, il était parvenu à acquérir dans la chambre des communes une influence presque égale à celle que Walpole y avait jadis exercée. Il y avait créé peu à peu une de ces majorités permanentes sans lesquelles il est à peu près impossible de gouverner avec efficacité, parce que sans elles le gouvernement n'est jamais sûr de son lendemain. L'esprit qui animait cette majorité, le système du cabinet qu'elle soutenait, étaient sans doute peu conformes aux instincts de gloire et de

liberté qui ont fait, à diverses époques, la grandeur de l'Angleterre. On comprend que les ames généreuses et les hautes intelligences eussent quelque peine à s'y soumettre; il est pourtant incontestable que la longue durée du ministère de lord North fut, sous un rapport assez essentiel, un véritable bienfait pour le pays. En maintenant pendant douze années le pouvoir dans les mêmes mains, la majorité mit fin à ces brusques reviremens qui, depuis l'avénement de George III, on pourrait presque dire depuis la chute de Walpole, n'avaient cessé de dissoudre et de recomposer les partis, de diviser et de réunir successivement les hommes politiques, sans autre motif, sans autre prétexte même que leurs intérêts ou leurs ressentimens. Ceux qu'à l'avénement de lord North le hasard avait rassemblés dans la même opposition, où certainement ils n'avaient pas cru entrer pour si long-temps, finirent par s'attacher aux opinions, aux principes dans lesquels ils n'avaient vu d'abord que des armes de guerre, destinées à être jetées de côté lorsqu'elles leur auraient donné la victoire. A la longue, il se forma entre eux, et aussi entre leurs adversaires, des liens trop étroits pour qu'il fût facile de les rompre brusquement. La nouvelle génération qui s'élevait dans cet intervalle était d'ailleurs étrangère aux mesquines préoccupations de la génération précédente; dans son dévouement sincère et passionné aux principes pour lesquels on lui avait appris à combattre, elle ne comprenait même plus ces tristes intrigues qui naguère avaient absorbé et épuisé toute l'énergie morale du pays, et lorsque, après la fin de ce long ministère, quelques hommes éminens, dans des vues d'ambition personnelle, voulurent recommencer cette guerre de défections et de coalitions imprévues dont le duc de Newcastle avait été le héros, et à laquelle lord Chatham lui-même s'était mêlé trop souvent pour sa gloire, l'indignation qu'ils excitèrent, la longue disgrace qui leur fit expier un succès d'un moment, durent leur prouver qu'ils s'étaient trompés d'époque. Le règne des coteries avait fait place à celui des grands partis. Les whigs et les tories se retrouvaient réellement en présence.

Le ministère de lord North fut, on le voit, un de ces régimes de transition que les peuples sont parfois condamnés à subir en expiation de leurs propres écarts et des fautes de leurs gouvernans, régimes tristes et sans éclat, mais nécessaires pour ramener par le calme les esprits égarés aux notions de la vérité et de l'ordre moral. Il est sans doute malheureux pour les ames d'une certaine trempe de venir à de pareils momens, d'avoir à respirer cette pesante atmosphère. Néanmoins on aurait tort de croire qu'un pareil état de choses ne four-

nisse aucun emploi à leur activité : c'est à elles qu'il appartient de conserver le dépôt des nobles pensées et des grands sentimens, d'empêcher par leurs protestations éloquentes qu'ils ne soient en quelque sorte frappés de proscription, et de nourrir soigneusement ce feu sacré en attendant le jour où la manifestation n'en sera plus inopportune, parce que le peuple sera redevenu capable d'en supporter la lumière.

Tel était alors le rôle que jouaient à la chambre des communes Burke et le jeune Fox. A la chambre des lords, Chatham avait quelque peine à s'y résigner, habitué qu'il était à une existence plus active, à une influence plus directe. Il était d'ailleurs peu satisfait de ses auxiliaires. Si, d'un côté, il s'irritait de la circonspection du marquis de Rockingham et de ses amis, de l'autre les procédés démagogiques et quelquefois illégaux de la Cité de Londres lui inspiraient de l'inquiétude et du dégoût. Découragé par le peu de succès des attaques multipliées qu'il venait de diriger contre le cabinet, aigri et abattu par la maladie, il cessa presque absolument pendant deux années de prendre part aux débats, et même d'assister aux séances. Lorsqu'il y reparut plus tard, ce ne fut plus que pour y traiter une seule question, qui, il est vrai, avait fini par absorber toutes les autres, la question des troubles et bientôt de l'insurrection des colonies.

Dans la vie si dramatique de lord Chatham, il n'y a peut-être rien de plus imposant que la part qu'il prit à ces grandes délibérations. C'est un noble spectacle que celui de ce vieillard s'arrachant de loin en loin de son lit de douleur pour aller signaler à son pays les dangereuses erreurs du gouvernement, annonçant d'avance les malheurs qui devaient en être la conséquence, invoquant la justice, l'humanité, la politique, également méconnues par les mesures de rigueur dirigées contre les Américains; puis, accablé par cet effort, rentrant dans sa solitude, d'où il ne doit sortir de nouveau que lorsque l'évènement aura vérifié ces tristes prédictions, lorsque d'autres témérités du gouvernement appelleront de sa part d'autres remontrances et d'autres prophéties non moins infructueuses. Jamais peut-être son éloquence ne s'était élevée à une telle hauteur. Je n'analyserai pas ces discours si énergiques, si brillans, si passionnés, où vibre si admirablement l'accent du patriotisme livré à une noble tristesse en présence de calamités dont il ne peut arrêter le cours. Soit qu'il y rende un magnifique hommage à la sagesse, à l'esprit de liberté qui dictaient les manifestes et dirigeaient les premiers actes des insurgés, soit qu'il y proteste contre les attentats du ministère aux droits des colons et au

principe même de la constitution britannique, soit qu'il propose d'en appeler aux moyens de clémence et de conciliation, soit qu'avec une assurance vraiment prophétique il prédise l'impuissance d'un recours à la force, le succès de la résistance d'un peuple défendant une cause juste et sainte, le parti que saura en tirer la maison de Bourbon pour venger sur l'Angleterre affaiblie ses anciennes défaites, soit enfin que, dans l'entraînement d'une indignation généreuse, il flétrisse ces mercenaires allemands vendus par leurs méprisables princes pour aller défendre au-delà des mers les intérêts d'un despotisme étranger, ou qu'il dénonce à l'horreur publique la conduite des autorités anglaises excitant contre les insurgés, contre des compatriotes, la férocité de l'Indien sauvage, Chatham, exalté par la grandeur du sujet, se surpasse en quelque sorte lui-même et se place au niveau des grands orateurs de l'antiquité dans ce qu'ils nous ont laissé de plus éclatant.

Il faut le reconnaître pourtant : dans cette grande lutte, où la supériorité de son intelligence, sa sagacité, son éloquence, brillèrent d'une si vive splendeur, il ne sut pas complètement se soustraire aux préjugés de ses contemporains. Plus d'une erreur capitale faussait essentiellement le jugement qu'il portait sur la question américaine. Il crut long-temps, par exemple, que la prétention du parlement britannique de taxer les colonies, occasion première de leurs agitations, en était aussi la cause fondamentale, qu'il suffirait de l'abandonner pour les rendre à la tranquillité, et que, comme l'affirmaient les colons, comme beaucoup d'entre eux le croyaient encore alors, la pensée de l'indépendance était tout-à-fait étrangère à leurs mouvemens. Pénétré de la conviction qu'ils ne pouvaient, en leur qualité de sujets anglais, être imposés que par leurs propres représentans et non par la chambre des communes où ils n'avaient pas de députés, mais qu'ils étaient d'ailleurs soumis, sous tous les autres rapports, à l'autorité législative du parlement, lord Chatham perdait de vue cette grande vérité, ce secret des gouvernemens libres, que le droit de s'imposer soi-même est surtout précieux par ses conséquences indirectes, et parce que tôt ou tard la force des choses en fait découler la liberté absolue de celui qui l'exerce. Il ne voulait pas voir qu'il est, pour les colonies, un degré de prospérité qui rend impossible la continuation de leur état de dépendance, lorsque cette prospérité repose sur des causes naturelles et intrinsèques, et non pas sur des combinaisons factices liées à leur dépendance même, lorsque d'ailleurs la population qui les habite est douée d'une civilisation et d'une force morale suffisantes pour la mettre en état de se donner un gouvernement. Sous

tous ces rapports, lord Chatham se trompait, l'Angleterre entière se trompait avec lui, et peut-être était-il impossible qu'il en fût autrement; peut-être n'est-il pas dans la nature des choses qu'un souverain ou un peuple reconnaisse la convenance de renoncer à son empire sur un autre peuple avant que l'impossibilité de le maintenir lui ait été démontrée par l'impuissance prolongée de ses efforts contre l'indépendance naissante.

Une autre erreur que lord Chatham partageait également avec tous ses contemporains, et qui ne leur laissait pas la liberté d'esprit nécessaire pour résoudre cette grande question, c'était l'opinion que la perte des colonies entraînerait inévitablement l'abaissement et la ruine de l'Angleterre. Un seul homme, le doyen Tucker, eut alors assez de sagacité pour affirmer que les *bénéfices dont l'Amérique, en qualité de province dépendante, était la source pour la Grande-Bretagne, ne pesaient pas un grain de sable dans la balance, comparés aux avantages commerciaux que cette même contrée pourrait lui assurer comme état allié*. A la distance où nous sommes aujourd'hui des évènemens, il est aisé de voir ce qui échappait également aux préventions diverses de lord Chatham et de lord North : c'est que l'émancipation des colonies était irrévocablement écrite dans le fait même des progrès de leur population, de leur civilisation et de leurs richesses; c'est que la différence du résultat de la politique la plus habile à celui de la politique la plus imprudente ne pouvait aller qu'à accélérer ou à retarder de quelques années cet évènement; c'est qu'enfin, au moment où lord North prit la direction des affaires, les choses étaient peut-être trop avancées déjà pour qu'il fût possible de différer beaucoup une catastrophe préparée par les fautes que l'aveugle opiniâtreté de George III avait imposées aux administrations précédentes. Lord North, comme tant d'autres personnages historiques, est resté chargé, aux yeux de la postérité, de la responsabilité d'évènemens auxquels il avait pris moins de part que ses prédécesseurs, mais dont l'ordre des temps le condamna à subir les conséquences.

Le jour approchait où ces conséquences allaient se développer dans toute leur étendue. Depuis deux ans déjà, les troubles des colonies avaient pris le caractère d'une insurrection formelle; depuis une année, leur congrès général avait proclamé l'indépendance des États-Unis (4 juillet 1776). Le gouvernement britannique s'était décidé à tenter un effort puissant pour écraser ce qu'il appelait encore la rébellion; un vaste plan d'opérations avait été combiné, et l'Angleterre en attendait le résultat avec anxiété, lorsqu'on apprit que la principale

division de l'armée anglaise, celle du général Burgoyne, entourée par des forces supérieures, s'était vue contrainte (16 octobre 1777) de mettre bas les armes. Cet échec, que lord Chatham avait prévu et annoncé, fit en Amérique, en Angleterre et dans toute l'Europe, une prodigieuse sensation. Il donna à la nouvelle république cette consécration que les succès militaires impriment seuls aux droits encore contestés. En portant au plus haut degré l'enthousiasme que la cause américaine excitait déjà dans les esprits, ouverts aux innovations politiques et philosophiques, il accéléra la marche des négociations que les envoyés des États-Unis suivaient depuis long-temps avec la cour de Versailles. Un traité d'alliance fut conclu entre le gouvernement de Louis XVI et celui des insurgés le 6 janvier 1778, au moment même où le cabinet de Londres se décidait enfin à proposer au parlement des moyens de transaction que, quelques années auparavant, l'Amérique eût à peine osé espérer.

Il paraît que dans ces conjonctures, d'autant plus menaçantes qu'alors l'Angleterre n'avait pas un seul allié, l'idée de reporter au pouvoir l'homme qui, à une autre époque, l'avait si glorieusement tirée d'une situation presque aussi difficile, et qui, dans ces derniers temps, en plaidant si éloquemment la cause des colonies, s'était acquis en Amérique une popularité immense, se présenta à quelques esprits. Il y eut même, entre des intermédiaires subalternes, un commencement de négociation, bientôt abandonnée, il est vrai, et dont il est assez difficile d'apprécier la véritable portée, parce qu'on peut supposer que ces intermédiaires avaient pris beaucoup sur eux. Ce qui est assez singulier, c'est que lord Bute, depuis si long-temps voué à la retraite, était mêlé à cette tentative. Lord Chatham refusa nettement d'accepter son concours, qu'on prétendit ensuite, et peut-être avec raison, ne lui avoir été offert que par suite d'un malentendu, et les choses en restèrent là. C'était un glorieux témoignage de la puissance morale attachée au nom de lord Chatham et au souvenir de son premier ministère que cet appel fait par l'opinion, au milieu des dangers de la patrie, à un vieillard accablé sous le poids des infirmités. Il n'y a probablement pas lieu de regretter, ni dans l'intérêt de sa propre gloire, ni dans celui du pays, qu'il n'ait pas répondu à un tel appel. Il est plus que douteux qu'en prenant la direction des affaires, et lors même que sa santé eût été moins altérée, il eût réussi à prévenir ou même à retarder des évènemens déjà presque accomplis. Quoi qu'il en soit de la démarche faite de la part ou au nom de lord Bute, il est certain qu'à cette époque le parti de la cour montrait

quelque disposition à s'entendre avec lord Chatham. Ce qui explique cette tendance à un rapprochement naguère encore si imprévu, c'est que, d'accord sur ce point avec les *amis du roi*, il se prononçait ouvertement contre l'idée de reconnaître l'indépendance des colonies, tandis qu'une fraction considérable de l'opposition, celle dont le marquis de Rockingham était le chef, en était déjà venue à considérer cette reconnaissance comme nécessaire.

Le duc de Richmond fit dans ce sens, à la chambre des lords, une proposition formelle, qui souleva la patriotique colère de lord Chatham. Jamais, dans les plans de transaction qu'il avait conçus en faveur des colons, sa pensée n'était allée au-delà d'une combinaison qui, en laissant au roi la souveraineté des provinces américaines, les eût seulement affranchies de la suprématie du parlement, et leur eût donné une législation aussi bien qu'une administration particulière. Abandonner complètement les colonies, leur permettre de s'organiser en un état distinct et allié de la France, c'était une humiliation dont il ne pouvait supporter la pensée. Malgré l'épuisement où le réduisaient ses souffrances, il se fit porter à la chambre des lords. On peut comprendre quelle fut l'émotion de cette assemblée lorsqu'elle le vit entrer pâle, exténué, dans l'appareil de la maladie, appuyé sur son jeune fils et sur son gendre, mais conservant encore dans son attitude, dans son regard, dans toute sa personne, cet aspect imposant et majestueux qui, depuis quarante ans, exerçait une telle fascination sur tous ceux qui l'écoutaient. Il prit la parole au milieu d'un profond silence, d'une voix faible d'abord, mais qui ne tarda pas à s'animer. « Après une longue absence, dit-il, une absence que je regrette, mais que mes infirmités m'ont imposée malgré moi, j'ai fait un effort pour venir, la dernière fois peut-être qu'il me sera possible d'entrer dans cette enceinte, y manifester toute mon indignation de l'idée que j'apprends y avoir été exprimée. Je me félicite de ce que la tombe ne s'est pas encore fermée sur moi, de ce que j'ai encore assez de vie pour protester contre le démembrement de cette noble et antique monarchie. Abattu comme je le suis par la douleur, je suis peu capable d'assister mon pays dans ce moment d'extrême danger; mais, milords, tant que je conserverai le sentiment et la mémoire, jamais je ne consentirai à priver le royal rejeton de la maison de Brunswick, l'héritier de la princesse Sophie, de la plus belle partie de son héritage. Où est l'homme qui osera conseiller une telle mesure? Milords, sa majesté a reçu de ses prédécesseurs un empire aussi vaste que glorieux. Terminons-nous la gloire de notre nation par un abandon ignominieux de

ses droits et de ses plus belles possessions? Ce grand royaume, qui a survécu tout entier aux déprédations des Danois, aux incursions des Écossais, à la conquête des Normands, qui a soutenu sans en être ébranlé les menaces de l'*Armada* espagnole, tombera-t-il devant la maison de Bourbon? Nous ne sommes donc plus ce que nous étions? Un peuple qui, il y a dix-sept ans, était la terreur du monde, s'abaissera-t-il jusqu'à dire à son ancien, à son implacable ennemi : Prenez-nous ce que nous avons de plus précieux, donnez-nous seulement la paix?... Au nom du ciel, s'il est absolument nécessaire d'opter entre la paix et la guerre, si la première ne peut être conservée avec honneur, pourquoi ne pas commencer la guerre sans hésitation? Je ne connais pas bien, je l'avoue, l'état actuel des ressources de ce royaume; mais j'ai la confiance qu'elles suffiront pour défendre ses justes droits. Quoi qu'il en soit, milords, tout vaut mieux que le désespoir. Faisons au moins un effort, et si nous devons succomber, succombons comme des hommes! » Ce furent là les dernières paroles de lord Chatham. Le duc de Richmond lui ayant répondu avec une aigreur qui sembla le blesser vivement, il voulut répliquer. Deux ou trois fois il essaya de se lever, mais ses forces le trahirent. Il retomba évanoui sur son siége. On l'emporta, et la chambre, vivement émue, ajourna la discussion. C'était le 7 avril 1778 que se passait cette scène imposante; le 11 mai, lord Chatham, qui s'était fait conduire dans une de ses maisons de campagne, y rendait le dernier soupir à l'âge de soixante-dix ans.

Dès le lendemain, un membre de l'opposition, le colonel Barré, proposa à la chambre des communes de voter une adresse au roi pour demander que les funérailles du grand homme qui venait d'expirer se fissent aux frais de l'état, et qu'un monument lui fût élevé à Westminster. Lord North adhéra avec empressement à cette motion, en exprimant le regret de n'avoir pas eu le temps d'en prendre l'initiative. L'adresse passa à l'unanimité. Le jour suivant, lord North apporta le consentement royal au vœu manifesté par la chambre. Une autre adresse, à laquelle il s'associa également et que plusieurs membres appuyèrent en vantant le rare désintéressement de lord Chatham, appela la munificence royale sur la famille de l'illustre mort. Un bill fut voté en conséquence pour allouer à son fils aîné et à ses successeurs dans la pairie une pension de quatre mille livres sterling. Enfin, vingt mille livres sterling furent affectées au paiement de ses dettes. Il est à remarquer que ces résolutions, adoptées à l'unanimité dans la chambre des communes, ne le furent pas dans celle des lords sans quelque dissidence, et que la proposition d'assister en corps à ses funérailles y fut rejetée à la majorité d'une voix. Le conseil de la Cité

de Londres, ayant vainement demandé que les restes de lord Chatham lui fussent remis pour être enterrés dans la cathédrale de Saint-Paul, lui fit élever aussi un superbe monument.

Telle fut la fin de ce grand homme d'état, éclatante, dramatique, comme son existence tout entière. L'immense popularité dont il avait presque constamment joui de son vivant lui a survécu, et s'est maintenue sans altération jusqu'à nos jours. Sa mémoire, chère à tous les partis, est restée environnée d'une sorte d'auréole nationale. Il est demeuré pour tous les Anglais le plus glorieux symbole de la puissance et de l'honneur britanniques, de l'amour de la liberté, de l'attachement profond et sincère aux vieilles institutions du pays. Ce n'est pas seulement à ses grandes actions et à son incomparable éloquence qu'il faut attribuer cette admiration enthousiaste. Il y avait, dans tout l'ensemble de son organisation, dans l'originalité hardie de son langage et de ses manières, dans la dignité libre et fière qui les distingua toujours, quelque chose de singulièrement propre à captiver les imaginations. Sa physionomie morale rappelait celle des grands hommes de l'antiquité, et, sans tomber comme d'autres personnages des temps modernes dans l'affectation et la bizarrerie, il avait su se soustraire, ou plutôt sa puissante nature l'avait soustrait de prime-abord à la débilitante influence des convenances arbitraires de notre civilisation raffinée et un peu factice. Le contact des coteries oligarchiques et le maniement des affaires les plus compliquées n'avaient altéré en rien l'énergique grandeur, la majestueuse simplicité de ses sentimens et de ses instincts.

Ce noble caractère n'était pourtant pas exempt de graves imperfections; cette longue et glorieuse carrière ne fut pas, à beaucoup près, constamment irréprochable. Lord Chatham avait les défauts inséparables peut-être, jusqu'à un certain point, de ses rares facultés. Son patriotisme, violent et exclusif comme celui des peuples anciens, je pourrais dire comme celui des Anglais, le portait à méconnaître les lois de la modération et même de la justice dans les rapports avec les gouvernemens ennemis ou rivaux de l'Angleterre. L'âpre vivacité avec laquelle il servait la cause de son pays et de la liberté, il la portait, tout aussi indomptable, dans ses passions, dans ses ressentimens. La juste confiance qu'il avait en lui-même et qui faisait une partie de sa force le rendait impérieux, hautain, impatient de toute contradiction. Né pour le pouvoir et pour l'action, doué de tout ce qui est nécessaire pour commander efficacement aux hommes, le malaise qu'il éprouvait lorsque les circonstances contrariaient cette vocation naturelle lui inspirait une irritation qu'il ne pouvait maîtriser. Il ne sut

jamais être juste envers ceux qui occupaient la place à laquelle il se croyait appelé, et trop souvent, pour les renverser, il prit à leur égard, à l'égard du roi lui-même, à qui il ne pardonnait pas de les soutenir, une attitude vraiment factieuse.

Sans doute, ce n'est pas là ce type de grandeur morale et de dévouement absolu à la patrie qu'on se plaît généralement à présenter comme le portrait de lord Chatham. Le mobile principal de sa conduite, c'était l'ambition; mais cette ambition, fondée sur l'amour de la gloire, sur le désir de s'immortaliser en agrandissant son pays, sur la noble satisfaction qu'un homme de génie et de courage éprouve à réaliser les conceptions de son esprit, n'avait rien de commun avec le sentiment qui porte les ames médiocres à chercher de vulgaires jouissances dans l'exercice du pouvoir. Loin de se proposer comme un objet définitif le maniement matériel des affaires et la distribution des faveurs qui en dépendent, lord Chatham, en cherchant à s'emparer de l'administration, n'eut constamment qu'un but, celui de fonder un gouvernement libre et aristocratique au dedans, puissant et redouté au dehors. C'est vers ce but qu'il travailla constamment à conduire l'Angleterre, et, si elle y est arrivée, c'est surtout à lui qu'elle le doit, bien qu'à plusieurs reprises il eût vu s'écrouler l'édifice si laborieusement élevé par ses mains, bien qu'en mourant il ait pu croire que ses efforts avaient complètement échoué.

Il est facile, je l'ai déjà dit, de signaler, dans le cours de cette lutte poursuivie avec tant de persévérance, plus d'une inconséquence, plus d'une contradiction de détail; c'est là le tribut payé par les passions et les faiblesses de l'humanité, et pour s'en étonner, il faudrait n'avoir étudié ni le cœur humain ni l'histoire; mais de telles inconséquences se perdent dans l'unité de la pensée qui résume pour ainsi dire la vie des hommes véritablement grands, et dans laquelle s'idéalise leur souvenir. Lord Chatham a pu, dans des momens d'entraînement, soit déserter au pouvoir quelques-uns des principes secondaires qu'il avait proclamés dans l'opposition, soit, lorsqu'il y était rentré, chercher à embarrasser les ministres ses rivaux, en contrariant des mesures qu'il eût prises à leur place, ou que même il avait prises en effet dans des circonstances analogues. Il a pu porter successivement des jugemens divers sur les mêmes hommes, suivant qu'ils figuraient parmi ses amis politiques ou parmi ses adversaires. Si l'histoire doit lui reprocher ces faiblesses, il faut dire aussi que ces faiblesses disparaissent presque complètement aux yeux de la postérité, qui, s'attachant aux traits généraux de sa physionomie, ne veut voir en lui que le patriote inébran-

lable, le défenseur de la constitution, l'un des fondateurs du système qui a porté si haut la fortune de la Grande-Bretagne. Et qu'on ne croie pas que cette indulgence de l'opinion publique envers les hommes qui ont agrandi ou illustré une nation, cette disposition à oublier leurs fautes en considération de leurs services, a pour unique cause une admiration enthousiaste ou une aveugle reconnaissance : elle repose, à vrai dire, sur un sentiment de justice et de vérité non calculé peut-être, purement instinctif, et dont ceux qui l'éprouvent auraient quelque peine à se rendre compte, mais qui n'en est pas moins réel. Quand on pense sérieusement à tout ce qu'il faut d'énergie pour prendre une part active et efficace au gouvernement des états, à l'ardeur, à la passion qu'il est nécessaire d'y porter pour ne pas se laisser décourager par les dégoûts et les déceptions sans nombre réservés aux hommes publics, à tout ce qu'il doit y avoir d'amer et de poignant dans les mécomptes de l'ambition, dont les jouissances même sont parfois si âpres et si violentes, il est impossible de ne pas comprendre que les organisations propres à de tels combats ne peuvent être jugées d'après les règles ordinaires. La force même qui leur a été donnée pour remplir leur mission nécessaire, en les livrant aux plus terribles tentations, les expose à des écarts qu'on ne doit pas justifier sans doute, qu'on ne doit surtout pas ériger en actes de vertu, mais qu'il faut, pour être équitable, excuser dans une certaine mesure toutes les fois qu'il est possible d'en rattacher le principe à des intentions généreuses ou à de nobles illusions, toutes les fois que rien de bas, de sordide, de grossièrement égoïste ne se mêle au sentiment qui les a inspirés.

Je n'ai plus que peu de mots à dire pour terminer cette esquisse de la vie et du caractère de lord Chatham. Des mœurs exemplaires, l'amour de la famille, une extrême bienveillance pour les amis dont le cercle restreint composait sa société habituelle, tel est l'aspect sous lequel on s'accorde à nous le montrer dans la vie privée. Sa conversation était pleine d'agrément; il aimait beaucoup la musique; il avait beaucoup de goût pour la poésie et pour la littérature légère. Enfin, le jardinage et les autres occupations de la campagne lui procuraient des distractions auxquelles il semblait se plaire singulièrement. Ce n'est pas sans quelque peine que l'imagination accepte ce portrait de l'homme d'état si sévère, si impérieux, je dirai presque si intraitable dans sa vie politique. L'histoire cependant est remplie de pareils contrastes.

LOUIS DE VIEL-CASTEL.

L'ILE DE RHODES.

Nous venions d'arriver devant Rhodes, en vue d'un rivage doré par les rayons d'un splendide soleil. Au nord, entre des palmiers et des coupoles turques surmontées du croissant, flottaient les pavillons des consuls; dans le sud s'étendait la ville, perdue tout entière parmi les cyprès, les dattiers, et dominée par une colline verdoyante. La frégate *la Perle* mouilla devant la tour qui s'élève à l'extrémité de la jetée. Bientôt une barque se détacha de terre, elle nous amenait deux Européens : l'un, M. Drovetti, gérait le consulat de France; l'autre, M. Gandon, était officier de la santé. Celui-ci demanda d'où venait la frégate; à la réponse qui lui fut faite que le bâtiment quittait Smyrne, il donna la libre pratique, et M. Drovetti offrit de nous diriger à travers la ville. Une heure plus tard, montés dans un canot, nous voguions rapidement vers le môle.

Le grand port, de forme carrée, est fermé du côté de la terre par de hautes murailles; la jetée, avec une batterie de canons, le protége du côté de la mer; l'ouverture est défendue par une tour surmontée de petits clochetons et d'une guette où se plaçait autrefois la sentinelle. Rien de plus gracieux, de plus svelte et de plus fort cependant que cette construction, où se confond la rude architecture gothique avec l'élégance sarrasine. Cette tour nous rappelait un souvenir d'héroïsme chevaleresque : c'est là que, le jour de Noël 1522, quand Rhodes

eut capitulé, se retirèrent vingt chevaliers français résolus à mourir. Le pacha vainqueur avait pris possession du palais du grand-maître, la flotte musulmane couvrait le port, et les religieux échappés à la mort attendaient au bord de la mer les navires qui devaient les transporter en Europe. Avant leur départ, ils assistèrent au dernier assaut livré contre la tour que défendaient leurs intrépides compagnons. Quand la nuit fut venue, ils virent les galères turques glisser silencieuses près du rivage; des échelles furent dressées contre ces créneaux sur lesquels flottait dans l'ombre l'étendard de la croix; des plaintes, des hurlemens retentirent, puis tout se tut, et au lever du jour, une queue de cheval au bout d'une pique remplaçait la bannière de Saint-Jean.

Les Turcs, qui se souviennent encore vaguement du siége, savent que ce bastion isolé leur a coûté cher à emporter; aussi l'ont-ils appelé la Tour des Chevaliers, comme pour conserver dans un seul monument la mémoire de plusieurs années de combats. L'entrée de la tour est sévèrement gardée, et les murs sont blanchis plus fréquemment que ceux des autres fortifications : les musulmans croient faire illusion aux étrangers, et s'abusent peut-être eux-mêmes, en voilant sous le badigeon les blessures de leurs édifices, qu'ils ne réparent jamais.

A peine débarqués, nous fîmes demander au gouverneur la permission de visiter la tour. Un garde vint nous ouvrir la porte, mes compagnons se précipitèrent dans l'escalier, et le bruit de nos sabres sur les dalles sonores me sembla le retentissement des lourdes épées de fer des braves chevaliers. De la plate-forme, on domine la ville, entourée de larges fossés où des plantes vigoureuses croissent au milieu des boulets turcs rangés en pyramides. Pour peu que l'on s'isole et qu'on oublie, l'on se croit transporté devant une de nos vieilles cités d'Europe à ogives et à pleins cintres. On retrouve l'aspect de nos anciens manoirs dans ces sombres maisons bâties de pierres de taille, à machicoulis dans le haut, percées d'étroites fenêtres et chargées d'écussons. Des tourelles rondes ou carrées surgissent de tous côtés; quelques-unes sont surmontées de la toiture en pointe du moyen-âge, mais la plupart, ainsi que les maisons, se terminent en terrasse, où le soir les femmes se rassemblent pour jouir de la beauté des nuits orientales. La jetée est bordée de cafés avec des lits de bois en plein air sur lesquels les Turcs d'un côté, les Grecs de l'autre, restent étendus une partie de la journée. Devant ces éternels fumeurs, sur les eaux doucement agitées du port, se balancent les barques légères du Levant, chargées de fruits, de légumes et de pastèques, que les

mariniers déchargent et vendent sur le quai. Autour des matelots se pressent des femmes voilées, vêtues de tuniques de toutes couleurs, les pieds dans des bottines de maroquin; des nègres à la face écrasée, la tête couverte d'un lambeau d'étoffe écarlate; des enfans presque nus; des juifs aux robes flétries, glissant dans la foule sans toucher personne; des Grecs bavards à la mine effrontée; des soldats gênés dans l'affreux uniforme moderne, et de riches Turcs qui passent gravement couverts de longues pelisses aux manches tombantes.

Nous quittâmes la forteresse, impatiens de parcourir la vieille cité que nous venions de contempler à vol d'oiseau. La porte de la ville s'ouvre entre deux grosses tours au bout de la jetée; quand nous passâmes sous la voûte, les factionnaires, assis à l'ombre, avaient posé leurs fusils contre la muraille et caressaient paisiblement leurs pieds avec les mains. La première rue qu'on rencontre de ce côté est celle des *Chevaliers :* ce nom est sans doute une de ces enseignes que la tradition place sur les ruines, car cette, rue dont tous les voyageurs parlent de préférence aux autres, où ils ne voient qu'un amas de maisons turques ou juives, n'est, comme la ville elle-même, qu'une suite d'habitations du moyen-âge, à entrées basses, surmontées d'écussons la plupart aux armes de France. Je revis là les armoiries que j'avais si tristement foulées aux pieds à Malte, dans l'église Saint-Jean, où elles étaient usées par le frottement des chaussures. A Rhodes, taillés dans le marbre blanc et conservés par ce ciel charmant qui a respecté le Parthénon et les statues de la Grèce, ces écussons se détachent intacts dans tout l'orgueil des devises sur les noires murailles des édifices.

La rue des Chevaliers est montueuse, déserte, remplie d'herbes et de pierres roulantes; nos pas résonnaient au loin comme sur les dalles d'un caveau. Çà et là s'ouvre un arceau en pierres de taille servant d'entrée à une autre rue noire, étroite, profonde, qu'on voit serpenter dans l'ombre avec ses portails sculptés et ses écussons. Aucun bruit ne se faisait entendre. Quelques fenêtres grillées étaient garnies de fleurs; nos éclats de voix, nos surprises, faisaient apparaître des têtes de femmes ou d'enfans; de petites mains écartaient avec précaution les plantes entrelacées aux barreaux; les plus jeunes filles, à la vue des uniformes étrangers, restaient un instant étonnées, la bouche entr'ouverte, montraient leurs grands yeux ravis, leurs cheveux noirs chargés de sequins d'or; puis, rencontrant un de nos regards hardis, elles rentraient dans le feuillage comme des oiseaux. Les vieilles femmes ramenaient leur voile sur le visage; des Turcs, seigneurs actuels de

ces manoirs français, laissaient tranquillement retomber les jalousies, après avoir reconnu la cause du bruit qui troublait l'éternel silence de ce cloître.

Ces habitations ressemblent à des forteresses; tout est noir et carré depuis la base jusqu'au faîte. Des tourelles, signe de haute noblesse parmi ce peuple de nobles, s'élèvent aux angles de quelques maisons; des meurtrières défendent les portes, des machicoulis s'ouvrent sous les terrasses. Quand je plongeais les yeux dans l'intérieur, je voyais une cour humide, pavée de larges dalles disjointes, entre lesquelles l'herbe croissait épaisse et droite, comme si depuis des années, peut-être depuis la mort ou la fuite du maître, nul ne l'avait foulée.

Une de ces cours me frappa : nous étions restés à examiner un écusson français doré par les siècles comme tous les marbres de cette terre des belles ruines; les armoiries étaient d'azur à dix besans d'or; la fière devise de la maison de Rieux : *A tout heurt Rieux!* enserrait l'écu; au-dessous s'étendait le portail, enjolivé d'arabesques taillées dans le granit. Je poussai des planches qui cédèrent; aussitôt un vent frais me souffla au visage. Je pénétrai dans la cour, dont un figuier vénérable obstruait l'entrée; des mousses veloutées ornaient les murs, des fenêtres sans volets s'ouvraient çà et là, partout au-dessus des cintres brillait l'écusson. J'entrai ensuite dans une vaste salle, où le soleil faisait irruption par les embrasures; une poussière d'atomes tourbillonnait dans ses rayons, des plantes vivaces grimpaient le long des poutres sculptées, aucune trace ne révélait le passage de l'homme, et cette habitation, autrefois séjour de pénitence sous un grand-maître austère, asile des plaisirs peut-être sous un chef plus indulgent, était silencieuse comme un tombeau : l'écusson seul semblait vivre et attendre. Tel est l'intérieur de la plupart des maisons de la rue des Chevaliers. Les façades, bien conservées, ont toutes leurs armoiries, parmi lesquelles j'ai reconnu l'écusson des Beaumanoir, d'azur à onze billettes d'argent, avec la devise : *J'aime qui m'aime*, et cette autre plus charmante encore : *Que ne ferai-je pour elle!* que j'ai su plus tard être celle des Salvaing en Dauphiné.

En sortant de ces ruines, je me trouvai tout à coup face à face avec un derviche. Il portait une robe grise; ses pieds nus traînaient de sales babouches, sa tête disparaissait dans un feutre en forme de pain de sucre, ses mains balançaient un chapelet à grains rouges qu'il faisait glisser dans ses doigts par passe-temps et non pour prier comme font les chrétiens : il s'éloigna sans me voir, ainsi qu'un homme ivre. Je retrouvai mes compagnons dans l'église Saint-Jean,

qui le cède bien, par la beauté et la richesse, à sa sœur de Malte. Cependant ce pauvre bâtiment, sans sculptures, sans tombes qui parlent de la gloire passée, produit sur l'ame une impression plus vive que la superbe basilique, profanée aussi par la conquête. Quand les chevaliers établis à Malte eurent repoussé le dernier effort de la haine des Turcs, ils firent venir d'Italie des peintres et des architectes pour construire une église magnifique; ils n'avaient plus rien à craindre, et le temps était à eux. A Rhodes, comme les juifs après la servitude, les moines prirent la truelle d'une main et le glaive de l'autre; mais le jour du repos où un temple serait élevé au Seigneur ne vint jamais pour les hospitaliers. Toujours il fallut courir aux murailles; aussi ne purent-ils élever qu'un édifice à peu près semblable de forme et d'architecture à leurs propres demeures. Rien ne le distingue à l'extérieur qu'une large et haute façade percée d'une vaste fenêtre où s'engouffre le vent dans les nuits d'hiver. L'intérieur est vide. L'église paraît abandonnée, même par les Turcs. Au bruit de nos pas, des pigeons bleus s'envolèrent à travers les fenêtres brisées. Quelques versets du Koran serpentent sur les murailles, et la tribune du muphti s'élève autour de nattes étendues dans le chœur, où les croyans s'agenouillent tournés vers l'orient. Les pierres du sol paraissent avoir été soulevées; sans doute les musulmans y ont cherché ces richesses qu'ils croyaient ensevelies avec les cadavres des chevaliers; de tout temps, les Turcs ont pensé que les tombes des moines chrétiens recélaient des trésors qu'ils se procuraient par la magie. Leurs contes, qui disent si fidèlement encore les mœurs de ce peuple enfant et crédule, parlent sans cesse de grands amas d'or et de pierres précieuses enfouis dans les tombeaux par des sorciers et gardés par de hideux génies. Les chevaliers de Saint-Jean, comme leurs frères du Temple, apparaissant aux infidèles tantôt avec la lance, cavaliers sans pitié, tantôt sous les vêtemens du prêtre, devaient faire naître dans l'esprit des Sarrasins une curiosité superstitieuse et cette idée de puissance occulte qu'on attache aux mauvais esprits. Aussi, non-seulement à Rhodes, mais bien auparavant à Jérusalem, les Arabes vainqueurs fouillèrent-ils les sépulcres des templiers et des hospitaliers, dont ils jetèrent les cendres au vent.

Le 30 octobre 1522, durant le siége, deux mois avant la prise de la place, dans l'intervalle d'un de ces repos que les Turcs épuisés laissaient aux chrétiens, une scène terrible se passait dans ce lieu, aujourd'hui si désert. Les colonnes et les murs étaient tendus de noir; le grand-maître, blessé, restait assis sur son trône; les hauts dignitaires de l'ordre en-

touraient Villiers de l'Ile-Adam. Tous se tenaient debout l'épée à la main dans des stalles surmontées de leur écusson et de leur bannière; plusieurs bancs vides indiquaient le nombre des chevaliers tués sur les murailles; un drap noir couvrait la stalle qui portait les insignes de la grande chancellerie de l'ordre. L'écusson de l'hospitalier qui avait droit de s'asseoir sur ce siége était renversé en signe d'infamie, et sa bannière traînait sur le sol. Tous les religieux, la plupart blessés, se pressaient sous la nef, les regards tournés vers la pâle figure d'un chevalier à genoux près d'une bière ouverte. Ce chevalier, armé de toutes pièces, avait la tête rasée et les bras liés derrière le dos; devant lui, sur des coussins, étaient les insignes de sa dignité, plus loin gisaient des éperons d'or brisés et une épée rompue. Le nègre esclave, bourreau de la chiourme, se tenait à côté de cet homme le yatagan sur l'épaule. Une cloche tinta, et le grand-aumônier, déposant son épée nue sur l'autel, commença l'office des morts; aussitôt les frères entonnèrent les chants lugubres. Après l'évangile, quand le prêtre eut découvert le calice et versé l'eau et le vin, le grand-maître s'avança du côté de celui sur lequel tous les yeux étaient dirigés, et lui dit :

— André Amaral, pilier de la langue de Castille (1), grand-chancelier de Saint-Jean de Jérusalem, devant Dieu, auprès de qui vous allez nous précéder dans un moment, vous reconnaissez-vous coupable de félonie et de trahison envers vos frères de Rhodes?

(1) L'ordre de Rhodes était divisé en huit *langues*, qui avaient chacune un chef ou *pilier* nommé par le synode assemblé; ces piliers, le grand-maître à leur tête, formaient les hauts dignitaires de Saint-Jean. Voici les noms des différentes langues avec la charge de leur pilier, dont les attributions étaient héréditaires dans chaque langue : *Provence;* le pilier était grand-commandeur de l'ordre.—*Auvergne :* son pilier avait le titre de grand-maréchal et commandait les troupes de terre. — *France :* le pilier était grand-hospitalier, chargé des hôpitaux. Dans les premiers temps, lorsque les fonctions des frères se bornaient à soulager les malades et les pèlerins, le titre de grand-hospitalier était le plus saint et le plus noble. — *Italie :* le pilier de cette langue était grand-amiral des galères; il commandait le port, formait les chiourmes et montait la flotte dans les expéditions importantes. — *Arragon :* le pilier était conservateur ou drapier; il prenait soin des vêtemens. Dans la suite, il fut chargé des armes et des arsenaux. — *Allemagne :* le pilier était bailli ou grand-justicier. — *Castille :* son pilier avait les sceaux de la religion et portait le titre de grand-chancelier. Les chevaliers portugais appartenaient à cette langue, et cela explique pourquoi le Portugais André Amaral avait pu être nommé pilier de Castille. — *Angleterre :* le pilier prenait le nom de grand-turcopolier ou commandant de la cavalerie. Après la scission religieuse entre l'église d'Angleterre et la communion romaine sous Henri VIII, cette langue fut rayée du tableau, et les nobles anglais catholiques qui vinrent encore se croiser eurent le choix de leur incorporation.

Le misérable trembla sous la voix qui l'interrogeait; il parut lutter quelques instans, puis, courbant le front :

— Je suis innocent, balbutia-t-il; et ces mots, qui résonnaient dans le silence, furent entendus de tous. Un second cliquetis d'armures retentit sous les voûtes.

— Amaral, reprit l'Ile-Adam, au sortir de cette église, vous serez conduit à la porte d'Orient, où, après qu'on vous aura dégradé, vous aurez le poing coupé et la tête tranchée comme les traîtres. Avant de mourir, André, oserez-vous vous joindre à moi pour recevoir le corps de notre Seigneur Jésus-Christ?

Toutes les têtes se penchèrent afin d'écouter la réponse du condamné; celui-ci se souleva, un rayon d'espérance éclaira son visage, mais tout à coup, comme foudroyé à la vue du saint calice, il retomba sur les dalles. — Que Dieu vous juge donc, et qu'il vous soit miséricordieux! murmura le grand-maître. — *Amen!* répondirent les chevaliers. Le service continua. Quand l'aumônier eut donné sa bénédiction, l'esclave fit lever le chancelier, un héraut pendit à un pieu l'écu d'Amaral la pointe en haut. Alors André chercha dans la foule un ami, un complice peut-être; mais il ne vit que des faces de guerriers inflexibles. Bientôt après il monta cette rue des Chevaliers que nous avons essayé de décrire, passa devant sa maison, et vit ses armoiries couvertes d'un crêpe. Arrivé sur les remparts, le héraut lui enleva sa cuirasse, la montra au peuple en criant : Ceci est la cuirasse du traître et félon Amaral! Et il la brisa à coups de masse; puis on dépouilla le chevalier de ses cuissarts, de ses brassarts, de tous ses vêtemens, et celui qui avait vendu ses frères pour le sourire d'une fille du prophète, revêtu de la casaque d'un esclave rameur, monta sur l'échafaud, où le nègre, après lui avoir coupé la main, lui trancha la tête, qui fut exposée sur une pique à la vue des infidèles.

Les ruines du palais des grands-maîtres sont dans le haut de la rue des Chevaliers, près des fortifications. Ce château, qui dominait autrefois la ville, la mer et les campagnes, n'est plus qu'un amas de décombres du milieu desquels s'élèvent des murs flanqués de tourelles dont les débris obstruent les cours et les salles; des restes de galeries, des arcades que le lierre enlace et soutient encore, servent d'abri à de tristes oiseaux qui s'échappent en criant et se replongent dans leurs sombres repaires dès que le voyageur s'est éloigné.

En quittant ces ruines, nous suivîmes une ruelle obscure qui mène au quartier turc, et nous arrivâmes d'abord sur une place dont l'un des côtés est bordé par un lourd édifice, auquel se rattachent d'an-

ciens souvenirs. Ce bâtiment était une de ces auberges où les religieux de la même langue, dans les premiers temps de l'ordre, venaient manger ensemble. Plus tard, quand de grands seigneurs se furent engagés dans l'ordre, quand les hospitaliers, devenus des guerriers intrépides, aimèrent mieux pourfendre les infidèles que de soigner les blessés dans les hôpitaux, la vieille discipline se relâcha, et les auberges furent abandonnées aux pauvres chevaliers, tandis que leurs frères plus riches vivaient dans leurs maisons. Plusieurs auberges existent sur différentes places de Rhodes; elles étaient jadis au nombre de huit, et destinées aux huit langues qui composaient cet ordre, comparé souvent par les historiens des croisades à un nouveau chandelier à huit branches brûlant devant le Seigneur.

L'officier de la santé vint bientôt nous rejoindre; il voulait nous accompagner dans le quartier turc. M. Gandon est un de ces Français que l'on trouve semés dans tous les coins du globe, et qui conservent précieusement la gaieté de la vieille patrie. Il avait obtenu de Reschid-Pacha, dont il était secrétaire, une place dans le service sanitaire que la Porte a créé sur la demande des puissances européennes. Cette nouvelle institution ne s'est pas établie dans le Levant sans une vive opposition, et le divan lui-même n'en a jamais compris la nécessité. Se prémunir contre la peste, prévoir ce qui doit arriver d'heureux ou de funeste, est positivement contraire à ce dogme de la fatalité qui permet au mahométan d'attendre les évènemens avec une si profonde impassibilité. Aussi la plupart des Turcs sont-ils persuadés que chercher à se préserver des mauvaises exhalaisons qui soufflent selon la volonté de Dieu, c'est tenter le ciel, et vouloir ravir le fruit de l'arbre de la vie et de la mort. Le service sanitaire offre donc en Orient une carrière des plus précaires, et déjà M. Gandon se plaignait d'avoir vu ses appointemens réduits de moitié par le parti fanatique auquel Mahmoud a été si long-temps forcé d'obéir. Ce parti intriguait alors pour faire disparaître les quarantaines; il voyait dans cette institution une suite du système d'imitations et de réformes chrétiennes que le sultan avait adopté contre le vœu de la plus grande partie de l'empire. L'uniforme des troupes, les nouveaux exercices auxquels les soldats sont astreints, l'oubli des antiques traditions du sérail, toutes les tentatives enfin de Mahmoud pour faire pénétrer dans cette nation immobile des idées d'ordre et d'administration ont été regardées par les esprits religieux en Turquie comme la ruine des croyances musulmanes. Sans doute la lutte du malheureux sultan dans le cercle fatal que l'esprit mahométan traçait autour de lui a inspiré en Europe

de vives sympathies : ces essais flattaient trop les vœux universels pour que l'on ne présentât pas sous le plus brillant aspect les tâtonnemens du barbare; mais les espérances s'évanouissent dès que l'on a passé quelques jours au milieu de cette tribu patriarcale, et qu'on l'a vue paresseuse, méprisant le travail dans ses villes, véritables tentes plantées au bord de la mer. On ne peut alors s'empêcher de douter que la civilisation moderne dissipe jamais cette torpeur funeste que la terre en fleurs et le ciel le plus doux ont toujours fait peser sur la Turquie. Si l'on en excepte les hautes classes, l'Osmanli vit de rien; énervé par la chaleur, il mange peu : de l'eau pure, quelques légumes frais, des fruits, des pâtisseries, un mouton cuit entre des pieux les jours de fête, suffisent à ses besoins; un tapis étendu à terre, sous un arbre près d'une source, sa pipe qu'il fume avec lenteur, du café préparé sur une pierre, le ciel qu'il regarde et où son ame se perd; à ses pieds la mer magnifique qu'il croit être la barrière placée par Dieu pour séparer les croyans des infidèles, la prière trois fois le jour, la volonté bien arrêtée d'aller à la Mecque avant de mourir; le sommeil, ou bien ces causeries d'Orient qui plongent l'esprit dans le monde des plaisirs et des houris : voilà encore aujourd'hui la vie du Turc, et cette vie changera-t-elle jamais? Il voit l'empire qui s'écroule et il courbe la tête : peut-être à l'heure suprême aura-t-il un de ces réveils terribles qui font que tout un peuple se sacrifie dans une dernière bataille; ou bien, vaincu à l'avance, n'ignorant même pas son avenir, il se soumettra sans murmure à l'ordre d'Allah; le père de famille sellera ses ânes et ses chameaux, les petits enfans dans les bras des femmes voilées se placeront sur les bâts de voyage, et la grande caravane, reprenant le chemin du désert, se perdra bientôt dans ces solitudes inconnues d'où sont venues les nations arabes, et où elles rentrent comme pour se raviver quand elles sont épuisées.

Nous sortîmes de la ville par la porte d'Orient, près de laquelle Amaral fut décapité. Bientôt nous vîmes se dresser dans la campagne des milliers de pierres droites et plates, quelques-unes chargées de versets du Koran et d'un turban grossièrement sculpté. Là ont été ensevelis à la hâte les cent quatre-vingt mille hommes que coûta la conquête de Rhodes à Soliman. Au milieu des tombes qui entourent la ville, pressées les unes contre les autres, de petites coupoles s'arrondissent à l'ombre d'un bouquet de vieux platanes; là reposent les chefs près de leurs janissaires. Des cactus à fleurs roses, des mûriers sauvages, croissent sous les feuilles protectrices de ces beaux arbres. De tous côtés, le long des fossés, l'œil voit fuir jusqu'à l'horizon cette

armée funèbre, qui paraît menacer encore les murailles sillonnées par les boulets, et où brille de distance en distance l'écusson de Saint-Jean. Sur les parapets reposent d'énormes mortiers en bronze et des canons à larges gueules; les égouvillons, les refouloirs, sont appuyés contre les pièces. De grands oiseaux de proie planent sur les tourelles, des ânes paissent en liberté dans les douves, et le sol est couvert d'une poussière brûlante que la brise emporte avec les cendres de plus d'un sépulcre entr'ouvert pendant la nuit par des chiens affamés. Jamais entassement pareil de chefs et de soldats confondus pêle-mêle n'avait ainsi frappé mes regards. Les champs de bataille que j'avais parcourus jusqu'alors portaient de riantes moissons ou de vertes prairies; mais là, autour de la ville, rien n'est changé : devant la mer qui les a portés au rivage, ils sont tous étendus à la place où ils ont combattu; la terre n'a pas été fouillée par la charrue, et quand, selon la croyance musulmane, Asraël, l'ange de la mort, passe en revue, dans les nuits d'orage, les lugubres bataillons, chacun se trouve à son poste près des mêmes remparts, toujours debout.

Ces premières courses n'avaient fait qu'accroître notre curiosité. Aussi acceptâmes-nous avec empressement l'offre de M. Drovetti, qui nous proposa d'aller dans le quartier juif visiter un riche négociant israélite qu'il connaissait. Après avoir suivi un sentier qui tournait à travers les tombeaux, nous rentrâmes dans la ville par une nouvelle porte que défend un corps-de-garde. Les soldats avaient suspendu leurs fusils au ratelier et faisaient la sieste. Dès que nous fûmes dans la rue, tous les enfans d'Israël fondirent sur nous, tendant la main; les jeunes filles nous souriaient près de vieilles matrones qui filaient leur quenouille devant les maisons; de grands jeunes gens, les jambes nues, vêtus d'une étoffe brune serrée par une ceinture dans laquelle passait le manche d'un encrier de métal, vinrent grossir notre cortége, qui s'avança au milieu des continuelles génuflexions des hommes et des cris de surprise des femmes.

M. Drovetti avait dépêché en courrier un petit boiteux, qui reparut bientôt suivi d'un beau vieillard à barbe blanche. Cet Israélite était couvert d'une riche pelisse, et portait un turban noir. Ses fils marchaient derrière lui. Il s'avança vers le commandant de la frégate et le salua profondément, ou plutôt l'adora, en courbant la tête et en portant la main à son cœur et à ses lèvres. Le marchand nous fit alors passer à travers plusieurs rues dont les maisons, quoique pareilles à celles de la rue des Chevaliers, se distinguaient par la profusion de fleurs qui ornaient les fenêtres, les terrasses, et qui leur donnaient un

air de fête. Les écussons étaient aussi plus rares, et dans certains endroits les constructions modernes s'étaient assises sur de vieux fondemens.

Arrivé à la porte de sa demeure, le maître éloigna de la main la foule, qui voulait s'introduire après nous, et ne laissa entrer que ses parens, qui ôtèrent leurs babouches et nous suivirent dans une belle salle soutenue par des piliers antiques. Près des fenêtres à treillis de bois vernissé était une longue estrade à rampe sculptée, couverte d'un tapis de Perse et de matelas de soie. M. Drovetti, qui semblait connaître tous les recoins de la maison, ouvrit une armoire d'ébène où de rares manuscrits hébreux étaient rangés. En même temps les fils du vieillard tirèrent d'un grand coffre de bois de cèdre des voiles de lin brodés d'or, des écharpes, des tuniques de soie de couleurs éclatantes, qui exhalaient un parfum de jasmin et de rose : bientôt la salle ne fut plus qu'un bazar d'étoffes précieuses. Après nous avoir fait examiner ces merveilleux tissus, le marchand nous conduisit dans une galerie qui donnait sur un jardin; une treille épaisse étendait de toutes parts sous les poutres ses rameaux, chargés de feuilles humides et de grappes pendantes. Le maître fit asseoir le commandant sur un sofa, tandis que de petits enfans nous faisaient signe en riant de nous placer, à la manière orientale, sur des carreaux de soie rouge.

Transporté brusquement dans la maison du riche israélite, ne voyant que des turbans, des pelisses, des coussins et des fleurs, je me rappelais les tours féodales, les manoirs qui m'entouraient un instant auparavant, et cette ville française du moyen-âge où je lisais des devises gothiques sur de nobles écussons; je prêtais l'oreille à la conversation, et j'entendais nommer Constantinople, le Taurus, Chypre, le mont Carmel, Jérusalem, toutes ces contrées dont parlent sans cesse les *Mille et Une Nuits*, et que je pouvais, pour ainsi dire, voir de cette galerie où j'étais assis en pacha et fort à mon aise. Alors je me demandai tout bas si je ne rêvais pas, et si, comme ce bon porte-faix craignant Dieu, mais aimant le vin, quelque génie ne m'avait pas transporté des rives bretonnes dans un de ces kiosques arabes dont la description m'enchantait autrefois.

Tout à coup une porte s'ouvrit, et trois jeunes filles parurent : l'une portait des fruits dans un panier entouré de feuillage, l'autre des pâtisseries sur un linge blanc, et la troisième un plateau d'argent ciselé chargé de confitures, de liqueurs et de verres d'eau. Elles s'approchèrent de nous, et chacune, après un salut timide, nous présenta des

rafraîchissemens. La plus âgée de ces charmantes créatures n'avait pas vingt ans; elles étaient vêtues d'une robe étroite en soie rayée d'or et lacée sur le devant de la gorge; par-dessus cette tunique, une pelisse à manches larges relevées jusqu'au coude descendait près des hanches; leurs longs cheveux noirs tombaient en tresses semées de paillettes d'or, et leurs pieds blancs tout nus étaient chaussés de patins en bois à talons élevés.

Quand la plus jeune de ces gracieuses fées vint à moi et pencha son corps svelte pour me présenter le plateau, je restai la cuiller entre les lèvres, troublé devant ce frais visage de Rachel qui faisait rêver à tous les amours de la Bible. La jolie juive devint alors rouge comme une grenade, elle sourit et me laissa voir de petites dents blanches; ses yeux noirs veloutés, bordés de grands cils, lancèrent comme une flamme. Voyant enfin que je ne bougeais pas, la belle enfant rejeta la tête de côté, et prononça tout haut quelques mots dans une langue étrangère. Le vieillard, les femmes, tout Israël enfin partit d'un éclat de rire, je faillis m'étrangler; mais en replaçant la cuiller sur le plateau, j'interrogeai en dessous le regard qui m'avait charmé : ce regard était sans colère, on n'y lisait que la chasteté et l'innocence. Les fils du marchand nous servirent ensuite le café et de longues pipes de bois de cerisier et de jasmin à bouts d'ambre; les filles restèrent sous la vigne près de leur mère; les hommes, vis-à-vis de nous, entouraient le père de famille.

Pendant que la conversation continuait par l'intermédiaire de M. Gandon, M. Drovetti me donna des détails sur les Juifs, ces parias de l'Orient qui sont encore réduits à l'état d'abjection dans lequel nous les représentent les légendes de l'antique société chrétienne. Les Juifs sont en grand nombre à Rhodes, où, comme dans toutes les villes turques, ils habitent un quartier séparé dont ils ne peuvent franchir l'enceinte après le coucher du soleil; tous sont marchands et font des affaires avec une avidité insatiable, depuis l'armateur de navires et le maître de cent chameaux jusqu'au vendeur de parfums avariés. Ils vont et viennent dans les campagnes, sur le quai, dans les bazars, ne se fatiguent jamais et rendent au chrétien ou au musulman toute espèce de services. Un bâtiment a-t-il laissé tomber l'ancre, l'on voit aussitôt monter à l'échelle de longues figures décharnées, la tête couverte d'une loque en guise de turban : ce sont les Juifs; ils s'inclinent devant les officiers, les matelots et les mousses; à chaque voyageur ils offrent tout bas ce qu'il peut désirer. Voulez-vous des antiquités? ils tirent de leurs poches des statuettes cassées, des camées, des mé-

dailles; voulez-vous des étoffes? ils font monter un coffre noir et déploient des tissus d'or et d'argent; aimez-vous les parfums? ils lèvent un couvercle secret sous lequel se pressent des flacons d'essences, des pastilles du sérail, des bouts d'ambre destinés aux lèvres des femmes; cherchez-vous des diamans? ils connaissent le joaillier; vous faut-il des provisions de table? ils s'entendent avec le cuisinier; ils sont blanchisseurs, cordonniers : demandez l'impossible, vous l'obtiendrez. Jamais, sur une de ces faces blanches comme une vieille pièce de monnaie, vous ne verrez paraître la rougeur de la honte; injures, violences, tout passe sans laisser de traces; le Juif courbe la tête sous le bras qui se lève, et revient pareil au chien se coucher devant son maître. Jamais les Israélites ne se révoltent dans l'enceinte des murs, où souvent ils sont plus nombreux que les Turcs, qui défendent aux chrétiens d'habiter les places fortes, mais qui laissent le Juif dormir à leurs pieds. Aussi, malgré la réprobation universelle qui l'accable, malgré le mépris qui le suit partout et qui fait que chrétiens, mahométans, se croiraient souillés par son contact; malgré le yatagan suspendu sur son cou grêle, le Juif se répand partout en Orient; fidèle à sa foi insultée, il se venge des avanies qu'on lui fait subir en rejetant avec dédain tous ces cultes nés d'hier que des hommes sans mission ont tirés des saints livres dictés par Dieu lui-même à son prophète sur les cimes foudroyées du Sinaï.

A Rhodes, les Juifs font le trafic des vins : ils vendent aussi des éponges que les plongeurs trouvent en grande quantité sur la côte; mais là ne se bornent pas leurs spéculations, et au moyen du change, du courtage, de la contrebande, ils font dans tout le Levant un immense commerce invisible. Ces marchands de pastilles et de babouches qui rôdent dans les bazars, ou qui restent assis sur un mauvais tapis au coin d'une échoppe, ont des fortunes que les amendes et les confiscations ne sauraient tarir. Les Grecs, qui exploitent aussi l'Orient, ne peuvent, quels que soient leur activité, leur adresse et leur amour du gain, lutter contre les Juifs, qui semblent, comme l'aimant, attirer à eux le métal. Le Grec est bavard, il se décourage facilement et dispute autant pour un para que pour un sac de piastres; le juif s'infiltre dans les affaires comme l'eau dans les roches, avec patience, sans bruit, sans éclat. A l'exception des principaux négocians, qui, trop connus des Turcs, ne peuvent espérer les tromper, les Israélites cachent tous leurs richesses : couverts de haillons, ils n'ont en public qu'une misérable boutique dont les objets étalés valent à peine quelques gourdes; mais qu'un Européen se présente, aussitôt se dresse

un pâle vieillard qui, dans l'ombre de ce noir réduit, paraissait sommeiller. Il montre sans se lasser toutes les marchandises, et si le voyageur, ne trouvant rien à son goût, se retire, le Juif l'arrête par le bras, ferme les yeux et lève un doigt en l'air, comme pour dire : Chut, taisez-vous! Un homme silencieux sort d'un antre obscur et vient s'asseoir à la place du vieillard. Celui-ci vous dirige, vous mène, par des ruelles et de sombres passages, loin du quartier marchand. Arrivé devant une pauvre maison, le Juif frappe d'une manière convenue; on fait glisser un guichet avec précaution, la porte s'ouvre, vous êtes dans une chambre basse et sombre, devant une table chargée d'instrumens d'acier, de parcelles d'argent, d'or en bagues, en petits lingots brillant sous des verres; dans un coin, près de charbons allumés, sont des poêlons, des fourneaux grossiers; le guide vous laisse pour gardien l'enfant qui a ouvert la porte; il revient bientôt, et présente à vos yeux éblouis tous ces merveilleux joyaux que vous placiez en rêve sur le front des sultanes. Où demeure ce sordide vieillard dont le bouge cache tant de richesses? Tout le monde l'ignore dans la ville.

Notre causerie fut interrompue par le frôlement d'un petit morceau de bois sur les cordes d'une mandoline. Un des fils du marchand, accroupi sur ses talons, jouait le prélude d'un air sauvage qui me parut plein d'harmonie dès que sa plus jeune sœur, les mains croisées sur son sein, eut commencé à chanter d'une voix douce des paroles inconnues. Était-ce une prière, était-ce un de ces beaux cantiques, souvenirs de la captivité? Je l'ignore; mais soit disposition d'esprit, soit regret de la patrie absente, jamais accens plus mélancoliques ne m'avaient ainsi parlé d'exil et de vagues douleurs. Quand les dernières notes eurent retenti, mon enthousiasme se traduisit en applaudissemens si bruyans, qu'ils intimidèrent la belle chanteuse, qui disparut aussitôt. Nous quittâmes alors l'Israélite, qui demanda la permission de visiter la frégate : il s'y rendit le lendemain avec une grosse provision de marchandises, et la bourse de nos camarades paya largement l'hospitalité que nous avions reçue.

Le jour finissait : il était temps de se retirer, si nous ne voulions pas rester dans la ville, dont les portes se ferment au coucher du soleil. En nous dirigeant à la hâte du côté de la campagne où demeurent près de la mer les consuls d'Europe, je remarquai, enfouis dans le sable des rues, d'énormes boulets en pierre, les uns cassés, les autres intacts; la terre en était jonchée. D'où viennent ces boulets? Sont-ce les projectiles lancés sur la ville? C'est très probable. Bien avant le grand siége de Rhodes, les Turcs avaient déjà une artillerie formi-

dable, et dans leurs guerres contre le fameux Scanderbeg on les voit se servir de canons gigantesques. Ils en conservent encore aux Dardanelles, au château de Fouillerie, à celui de Smyrne, et beaucoup d'officiers de marine se sont introduits aisément dans ces abîmes de bronze destinés à faire plus de bruit que de mal. Mais pourquoi ces boulets sont-ils restés à la même place où depuis plus de trois cents ans s'est arrêté leur dernier bond? Est-ce une nouvelle preuve de cette vanité orientale qui se complaît à laisser long-temps comme témoins de sa victoire des pans de murs détruits et des crânes desséchés que le vent balance sur les noirs créneaux du sérail? Ne serait-ce pas plutôt un effet de cette superbe indolence qui empêche le Turc de rien changer aux lieux dont il se rend maître? Cette dernière hypothèse pourrait bien être la plus juste, car, nous ne saurions trop le répéter, tout est resté debout à Rhodes: depuis le jour où le grand-maître, avec ses frères, a abandonné l'île, le Turc n'a rien démoli, rien élevé; il est venu s'asseoir sur ses tapis avec sa pipe qu'il fume depuis des siècles, et qu'il fumera impassible sur les ruines du monde.

Nous sortîmes de la ville par une porte qui donne sur le petit port; une tour ronde et massive en défend l'entrée. Ce fut alors que le colosse de Rhodes nous revint en mémoire : M. Drovetti nous assura que cette merveille du monde devait être dans le grand port entre deux bastions qu'il nous montra. Cette opinion ne satisfit aucun de nous, et, la tradition n'ayant rien laissé de certain à cet égard, nous demeurâmes tous convaincus que le géant avait dû être élevé sur les rochers, très rapprochés les uns des autres, qui obstruent l'entrée du second bassin. Les vaisseaux anciens, qui passaient, dit-on, entre les jambes de la statue, devaient être de fort petites dimensions. Très probablement la sacolève grecque et les premières galères vénitiennes, étroites, légères, avec la pointe acérée et la voile facilement ramassée, nous donnent l'image fidèle des *vaisseaux* de l'antiquité. Dernièrement, à Pompéia, en examinant les bas-reliefs d'une tombe, sur laquelle se lisait cette touchante inscription : *Servilia amico animæ*, je vis sculptée l'allégorie qui montre la mort comme le port tranquille où l'on repose après la traversée de la vie. C'était un navire jetant l'ancre près du rivage; la voile était carguée, et les matelots la serraient : cette barque avait une ressemblance frappante avec la sacolève de l'Archipel. Il est donc assez naturel de ramener les trirèmes aux modestes proportions des bâtimens dont les fresques et les sculptures de Rome nous offrent le modèle.

M. Drovetti, en nous conduisant chez lui, nous fit longer la pointe

de sable blanc qui forme l'extrémité de l'île vers l'est. Sur cette langue de terre stérile s'élève un épais bouquet de palmiers qui couvrent la tombe vénérée d'un santon. Près du saint musulman sont abrités les sépulcres des pachas que la Porte exilait autrefois à Rhodes, quand elle ne demandait pas leur tête. Un peu plus loin commence le quartier franc, habité par quelques familles d'origine européenne, des consuls, des malades des différentes échelles qui viennent respirer l'air le plus pur de tout le Levant, et enfin par des Grecs matelots, cabaretiers, population changeante et toujours en mouvement. D'autres Grecs, répandus dans l'île, cultivent les terres que leur afferment les Turcs et les Juifs. Un firman du grand-seigneur interdit aux chrétiens le droit d'acheter des propriétés dans l'empire; quelquefois les chrétiens éludent cette défense en faisant acheter par leurs femmes, considérées comme rayas ou esclaves, les biens qu'ils veulent acquérir. C'est grace à ce stratagème que les Francs parviennent à posséder en Turquie des maisons de campagne. Le Juif, regardé par les Turcs comme un animal domestique, est affranchi de cette loi, qui a été renouvelée depuis peu par le divan. Cette mesure paraît d'abord sauvage et impolitique, puisqu'elle empêche de riches étrangers de s'établir dans des champs abandonnés qu'ils feraient revivre; ce n'est cependant que la conséquence naturelle du dépeuplement et de la misère profonde où sont plongées toutes les provinces de l'empire. La plupart des Turcs désirent vendre leurs terres de trois et quatre lieues d'étendue qu'ils ne savent et ne peuvent cultiver : que les chrétiens obtiennent la liberté d'acquérir, et sans secousses, sans bouleversemens, la surface de ce magnifique pays sera transformée, le sang jeune et actif d'Europe affluera dans les veines de ce paralytique, qui n'attend pour se lever que le toucher du doigt de Dieu; mais alors aussi la population musulmane disparaîtra ensevelie sous l'invasion chrétienne.

Les Grecs de Rhodes, comme tous ceux de la Turquie, ont une existence très douce, et cependant, soit souvenir de leur ancienne gloire, soit plutôt turbulence naturelle, les îles ne supportent qu'avec impatience la domination du sultan. Elles ont placé leur espoir dans le royaume de Grèce, sans penser que cette liberté qu'elles appellent les chargerait aussitôt de lourds impôts, du service de terre et de mer, et leur enlèverait la tranquillité dont elles jouissent sous le régime turc. A dieu ne plaise que nous condamnions chez les Grecs d'Orient ce sentiment de l'indépendance, s'il doit les exciter à vaincre ou à périr comme leurs frères d'Hydra et de Missolonghi, et si, leur délivrance accomplie, ils ne se plaignent pas des sacrifices qu'elle doit en-

traîner! Cependant, quand on voit ces heureux esclaves, inconstans, cupides, indisciplinés, ennemis de tout ce qui blesse leurs habitudes, incapables d'affections et de dévouemens durables, comparant sans cesse les jours passés au temps présent, on ne peut s'empêcher de craindre qu'une fois libres, eux aussi, dans le désert, ne regrettent les fruits des fertiles plaines d'Égypte.

C'est dans le quartier habité par les Grecs dans les villes d'Orient que se trouvent les tavernes, dont les salles sont souvent ensanglantées par des meurtres, suites des rixes et de l'ivresse. C'est là seulement aussi que veille la police turque, représentée par un gros cadi qui fume, assis dans un coin et entouré de quelques Albanais déguenillés. Près de la mer se promènent le soir les belles Grecques d'Ionie et des îles voluptueuses qui envoyaient à Athènes ces courtisanes pour lesquelles Périclès pleurait devant l'aréopage. De nombreux canots, d'où s'élèvent des chants et des accords de guitare, dérivent sur les flots endormis; des danses se forment sur la plage, tout est tumulte, amour, agitation, pendant que les chiens hurlent dans le quartier turc, enseveli jusqu'au jour dans le plus profond silence.

La nuit était venue, il fallait retourner à bord; en nous quittant, M. Gandon proposa pour le lendemain une course au vieux Rhodes, restes d'une ville antique, nous dit-il, des beaux jours de la Grèce. Ces ruines sont situées à quatre lieues dans l'intérieur de l'île. M. Gandon nous recommanda d'emporter des chapeaux de paille, et de nous munir d'une petite gourde pour le voyage. Au point du jour, sa maison était assiégée, toute la population grecque criait et gesticulait dans la rue, les conducteurs de mulets se disputaient pour le salaire; des servantes plaçaient des tapis sur les bâts des montures; enfin, à force de promesses et de menaces, l'ordre se rétablit, chacun se hissa sur sa bête, et notre caravane sortit de la ville, précédée de guides qui montraient le chemin.

Nous venions de nous engager dans un rude sentier qui tournait le flanc d'une montagne presque suspendue sur la mer, lorsqu'un chien se jeta sur moi; je lui sanglai un coup de fouet. *Demonio!* cria derrière moi une voix de stentor; je me retournai, et aperçus un gros moine vêtu d'un froc gris à large capuchon, la tête coiffée d'un chapeau à trois cornes, une carnassière sur l'épaule, une poire à poudre sous le bras gauche, le sac à plomb passé dans sa ceinture de corde, et une canardière à la main.

— *Per Bacco!* m'écriai-je, où allez-vous, mon père, en si bel équipage? Le révérend mit son fusil en joue, cligna de l'œil, et sourit en

me regardant. Je présentai ma gourde au moine, qui la prit avec calme, et me la rendit un instant après, vide et le goulot renversé; puis il me donna sa bénédiction, siffla son chien, et disparut dans la montagne. — Quel est ce bon religieux? demandai-je à M. Gandon. — C'est, me répondit-il, un moine italien établi à Rhodes depuis long-temps. Un autre frère et lui prennent soin d'une petite chapelle catholique où, à l'époque des grandes fêtes, un prêtre autrichien des îles voisines vient célébrer la messe. Ces deux religieux, pauvres comme Job, vivent de la charité des chrétiens et de la chasse de frère Paolo, qui dès le matin rôde dans les bruyères; il est connu partout, chacun lui fait bon visage, et remplit volontiers les vastes poches de son froc. — Vous n'avez donc pas de prêtres demeurant à Rhodes? — Non, ils ne font que passer, tantôt l'un, tantôt l'autre; ils baptisent, ils confessent, donnent la communion, puis ils repartent.

Ces paroles me firent faire un triste retour vers le passé. Autrefois, sous le règne de Louis XIV, la France était la reine des nations chrétiennes en Orient; toutes les îles avaient des prêtres français. La révolution a tout balayé. Maintenant les lazaristes rebâtissent nos anciens monastères; mais d'autres puissances disputent aujourd'hui l'influence religieuse à la France, qui comprend un peu tard combien l'action du clergé pourrait lui être utile en Orient. Sans parler de l'Angleterre ni de la Russie, dont l'insatiable ambition ne se cache guère, l'Autriche, plus cauteleuse, travaille dans l'ombre à rassembler autour d'elle les différentes communions catholiques de l'Orient. Elle poursuit silencieusement son œuvre sans faire parade, comme la France, de la moindre mesure utile, et sans être entravée par les esprits superficiels qui professent une défiance systématique contre la religion. L'Autriche est trop habile pour essayer une propagande romaine au milieu de Grecs dont le mépris obstiné pour les Latins lui est connu; elle se contente d'envoyer dans les îles et en Asie des prêtres qu'elle soutient généreusement. Les pauvres ecclésiastiques français sont au contraire trop souvent oubliés. On cherche, il est vrai, à remédier à ce fâcheux état de choses, mais il reste encore beaucoup à faire pour renouer dans le Levant les antiques traditions françaises. A tort ou à raison, notre pays est regardé maintenant par les populations chrétiennes d'Orient comme la puissance la plus dépourvue de sentimens religieux. Cet esprit d'irréligion et d'exagération politique qu'on nous reproche est l'écueil où vient souvent échouer la propagande des saines idées françaises à l'étranger, et c'est encore la cause qui retient des peuples portés d'ailleurs à suivre l'élan de notre civi-

lisation. Les autres états européens ne craignent pas de se rendre ridicules en se proclamant les défenseurs de leur foi; ils entrent dans la route que la France n'aurait pas dû quitter. Les Russes schismatiques appellent à eux les Grecs, l'Autriche catholique rallie les catholiques dispersés, l'Angleterre enfin vient d'envoyer un évêque et des missionnaires protestans à Jérusalem. N'y a-t-il pas là pour nous un exemple et une leçon?

Nous suivions un chemin pénible pratiqué entre d'énormes blocs de roches suspendus sur nos têtes; devant nous blanchissait la mer encore chargée des vapeurs du matin; bientôt les teintes vives du jour naissant montèrent dans le ciel et dissipèrent la brume; les Sporades sortirent des flots comme des nids de verdure, et le canal de Samos traça une barrière étincelante entre Nycère et la côte d'Asie. Les vallées de Rhodes, perdues jusqu'alors dans une morne obscurité, s'ouvrirent à la lumière et montrèrent leurs profondeurs, leurs détours et leurs forêts. Des ruines parurent au loin sur les caps décharnés; de vieilles tours féodales entourées de palmiers couronnèrent les hauteurs, et quand nous parvînmes au sommet de la montagne, un soleil splendide éclairait ce magnifique paysage.

Le médecin de la frégate, qui examinait depuis quelque temps les rochers épars autour de lui, nous fit alors remarquer que ces pierres n'étaient qu'un amas de coquillages marins incrustés dans un sable fin. Aucun de nous n'essaya d'expliquer ce phénomène à la façon expéditive de Voltaire, qui, devant les preuves évidentes du passage des eaux sur les crêtes de l'Auvergne, assure que des milliers de pèlerins se sont rencontrés sur ces hauteurs, où ils ont laissé leurs coquilles. Chacun se rendit au témoignage des yeux et du toucher, et avoua que la mer avait dû couvrir cette montagne dans un de ces cataclysmes dont les traditions de tous les peuples ont gardé le souvenir. Lors des terribles convulsions qui précédèrent la formation complète du globe, le feu renfermé dans ses entrailles chercha violemment des issues. En certains endroits, il s'ouvrit de larges vomitoires: ailleurs, soit que la résistance fût plus vive, soit que le feu eût moins d'énergie, la terre ne fit que se soulever en montagnes; mais il est des lieux où la lutte a été plus terrible, où le sol est fendu et déchiré comme à plaisir. Ainsi, dans l'archipel grec, d'étroits canaux séparent seuls de grandes îles. La Méditerranée ne doit être que l'immense cratère d'un volcan qui de temps en temps trouve encore des forces pour lancer quelques rochers, comme Délos et ses sœurs dans l'antiquité, et de nos jours cette île qui sortit un matin des mers de Sicile,

disparut un soir, et fut retrouvée par la sonde à quatre brasses sous l'eau. Quoi qu'il en soit, que Rhodes ait jailli d'un coup de trident, ou que, selon la croyance chrétienne, elle ait été submergée comme le reste du monde dans le déluge universel, il est indubitable qu'à une époque reculée les vagues ont roulé sur les rochers de l'île. Quand le sabot du mulet retentit sur ces blocs de formation si bizarre, entre les gorges de cet effroyable sentier suspendu sur l'abîme, on ne peut sans frémir lever les yeux vers ces masses rocailleuses qui semblent près de s'écrouler au moindre choc. Aussi le voyageur respire-t-il à l'aise dès que, penché sur les oreilles de sa monture, il descend vers la plaine en fleurs qui s'étend devant lui comme une terre promise.

Un temps de galop sur la plage nous conduisit dans une vallée qui conserve des vestiges d'une ancienne route tracée par les chevaliers. Au bout d'une demi-heure de marche, nous vîmes poindre à travers les arbres les tourelles d'un manoir féodal, avec son écusson mutilé au portail. Un Turc, seigneur du lieu, vivait seul dans ce château délabré, dont il nous fit voir les salles, entièrement démeublées. Sur le plancher pourri séchaient des oignons, des citrouilles et des concombres; le bonhomme invita les visiteurs à en goûter. Deux mauvais cabans étendus dans un coin lui servaient de lit. Quand un de nous s'arrêtait devant quelques sculptures, le Turc s'approchait aussitôt, et les couvrant de la main, il levait la tête, fermait les yeux, puis faisait doucement claquer sa langue, pantomime suprême au moyen de laquelle tout musulman se tire d'affaire dans les occasions difficiles.

Après avoir bu un peu d'eau et fumé la pipe de l'hospitalité, nous laissâmes ce pauvre solitaire pour continuer notre voyage à travers une campagne fertile, plantée de palmiers et de dattiers. D'anciens manoirs s'élevaient dans toutes les directions; la plupart semblaient abandonnés; à l'entour, la plaine était couverte de myrtes, de lauriers et d'oliviers enlacés comme des serpens. D'autres châteaux, habités par des Francs ou des familles grecques, se présentaient entourés de grandes vignes, à l'ombre desquelles jouaient des enfans. La route serpentait entre deux haies de ronces sauvages, de figuiers et de cactus; l'eau murmurait dans des aqueducs et s'épanchait en nappes d'argent dans les endroits où le canal était rompu. Tantôt dans le lit d'un torrent desséché il fallait se frayer un passage entre les lauriers-roses; tantôt de petits champs cultivés, où s'engouffraient des nichées d'oiseaux pillards, nous ramenaient près de la mer; puis le chemin se replongeait brusquement dans l'intérieur au milieu des bois, des fleurs et de la plus riche nature. Si l'aspect de la ville m'avait étonné, si cette

grande ruine gothique ombragée des palmiers de la Syrie, sous un ciel d'azur, au milieu de l'Archipel, avait présenté à mon esprit le mélange des souvenirs du moyen-âge et de la riante mythologie grecque, notre excursion dans les terres me sembla la réalisation magique des chants de l'Arioste, qui place ses castels sur des rives enchantées.

Il faut être voyageur, exilé de son pays, pour bien comprendre le charme mélancolique qui s'empare de l'ame, quand, sous un ciel étranger, devant une végétation inconnue, vous rencontrez inopinément de vieux débris qui vous parlent de vos pères et de cette gloire française transplantée partout. Dans tous les lieux où l'esprit guerrier de l'Europe a laissé des traces de son passage, le peuple qui domine tous les autres, celui auquel le pâtre, le chamelier, le cicerone, attribuent les hauts faits d'armes et l'occupation des forteresses sur les crêtes sauvages, c'est le peuple français, qui a fini par donner son nom aux populations répandues en Orient. Allez en Grèce, on vous parlera de chevaliers francs, ducs d'Athènes et de Corinthe; forcez les Dardanelles, vous verrez dans le sérail le trône de Baudouin, empereur de Constantinople; faites le pèlerinage de Jérusalem, un moine vous décrira le camp de Godefroy de Bouillon, dont vous chausserez l'éperon d'or sur la pierre du saint sépulcre; allez dans le désert, l'Arabe vous dira Ptolémaïs, Saint-Jean d'Acre; passez en Égypte, le dernier des mamelucks vous racontera la grande conquête française; suivez enfin notre folle caravane dans les vallées de Rhodes, et sur chaque portail de manoir, sur la dalle même des châteaux ruinés, partout vous verrez l'écusson de la France et vous lirez ses vieilles devises. Je sais bien que cette longue course à travers le monde n'a point élargi nos frontières : elle a ressemblé au passage d'un torrent qui déborde et rentre dans son lit; mais les enfans, les jeunes femmes, les vieillards, n'en chantent pas moins l'histoire du peuple français comme un poème merveilleux. Partout ce grand chevalier errant a frappé de sa hache d'armes les murailles des villes, partout il s'est reposé au bord des lacs, il a vaincu les géans; lui seul ravit le cœur des belles sultanes, qui, par amour, se font chrétiennes; avec lui se mesurent les plus fameux guerriers; c'est lui seul qui dans les fers, sur les rives du Nil, se montre si grand que les Sarrasins lui offrent le turban des califes et disent : Jamais on n'a vu un plus fier chrétien! C'est encore lui enfin qui leur apparut hier, et que les derviches prosternés appelèrent le sultan de feu.

Trois heures après notre départ de la ville, à l'extrémité d'une plaine de myrtes et de bruyères, les ruines du vieux Rhodes parurent au

sommet d'une montagne. Chacun se lança au galop, mais le sentier qu'il fallait suivre devint bientôt si raide, que nous préférâmes nous jeter à bas de nos bêtes pour gravir à pied la colline. Je fis halte à moitié route près d'une cabane en bois perdue dans le feuillage; deux jeunes garçons avec un esclave noir taillaient des pieux devant un vénérable Turc à longue barbe qui fumait sa pipe accroupi sous un arbre. Au-dessus de ma tête, mes compagnons s'étaient arrêtés dans un bois de sycomores et de pins; groupés près des mulets sur une roche, ils me faisaient signe de me hâter et montraient les bouteilles et les provisions qu'ils retiraient d'un panier. Cette vue me rendit le courage, et après un dernier effort j'arrivai dans une de ces solitudes qu'aimaient les anachorètes : le ciel, la mer, l'eau qui murmure, la plaine fuyant dans le lointain, rien ne manquait au paysage. Nos guides avaient étendu les tapis près d'une source qui tombait de la montagne dans un bassin de marbre; ils nous servirent ensuite le pain et les viandes sur de larges feuilles, plongèrent le vin dans l'eau, et tous, accoudés derrière les mulets qui secouaient leurs têtes chargées de grelots, nous commençâmes gaiement le repas.

Au moment où je portais mon verre à mes lèvres, je vis s'avancer le Turc à barbe blanche près duquel je venais de passer; ses deux fils le suivaient ainsi que l'esclave, qui portait du feu dans un pot de terre et des tasses à café dans une corbeille. Le beau vieillard, sans montrer la moindre hésitation, s'assit sur mon tapis, posa la main sur son cœur, inclina légèrement la tête et prononça lentement quelques mots gutturaux que M. Gandon nous traduisit ainsi : — Soyez les bienvenus sur mon domaine, et qu'Allah vous donne la santé! Toutes les mains placèrent aussitôt devant le musulman du pain, du pâté, de la volaille, mais il refusa; alors je lui présentai mon verre en disant : Buvez le vin des chrétiens qui rend le cœur joyeux et fait aimer les œuvres d'Allah. Il repoussa doucement mon bras et répondit: — Je dois jeûner jusqu'au soir, et le prophète a défendu le vin aux croyans. — Puisque Dieu a mis la vigne sur la terre, n'est-ce pas pour que l'homme en goûte le jus? — Dieu, reprit le Turc avec calme, a placé la grappe dans les pays d'Europe, et il n'a pas défendu le vin aux chrétiens; mais en Orient, au lieu de la vigne, Allah fait mûrir les oranges, les citrons et les pastèques, qui sont de petites sources de fraîcheur sous notre soleil de feu; Allah n'a pas voulu que nous eussions le vin, source de chaleur pour vos froids climats.

Le vieillard bourra sa pipe qu'il tendit au nègre; celui-ci posa un petit charbon sur le tabac, aspira quelques bouffées pour l'allumer,

et, essuyant le bout d'ambre avec sa main, il l'offrit à son maître, qui, après l'avoir gardée quelques instans, me la présenta en signe d'amitié. L'esclave rassembla ensuite des pierres plates, les couvrit de cendres chaudes et prépara le café, que les fils du vieillard nous servirent. Cette montagne boisée, ces champs magnifiques, les castels disséminés dans les bois d'oliviers que nous dominions du regard, appartenaient à ce Turc. Dévot musulman, il n'avait qu'un désir, celui d'aller à la Mecque avec ses enfans et de pouvoir ceindre le turban vert, marque distinctive de ceux qui ont accompli le saint pèlerinage. Il proposa de nous vendre ce riche domaine pour huit mille piastres, à peu près mille écus. Cet homme ne plantait rien, ne récoltait pas, ne travaillait jamais. Suivi de ses enfans, l'été il montait sur la colline et bâtissait une hutte sous de frais ombrages près d'un ruisseau; ses fils, comme ceux du patriarche, le nourrissaient du produit de leur chasse; quand les provisions manquaient, ils abattaient un arbre; l'esclave chargeait son âne et allait vendre le bois à la ville, d'où il rapportait du riz, du tabac et du café. Les heures brûlantes du jour se passaient dans l'extase de la prière ou dans la contemplation du merveilleux spectacle que présentent les vallées silencieuses, la mer qui se brise à la plage, et les îles groupées à l'horizon comme des navires surpris par le calme. L'hiver, ils descendaient dans la plaine et s'abritaient sous quelque ruine féodale. En me voyant couché sur des tapis devant cette solitude si riante, si embaumée, près de cette heureuse famille qui allait, ainsi qu'une couvée, se poser, selon les saisons, sur chaque branche en fleurs, je me demandai si ce peuple patriarcal n'avait pas a meilleure part sur la terre. L'Europe, travailleuse infatigable, et l'Orient prosterné devant son Dieu, me rappelaient Marthe et Marie, les deux sœurs de l'Évangile, et malgré moi je me surprenais à envier ces existences paisibles qui ne sont qu'une aspiration continuelle vers les régions mystérieuses où l'ame doit se perdre dans un bonheur sans mélange.

Il nous restait à gravir un tiers de la montagne; mais quand il fallut s'éloigner des frais ombrages de la source, mes compagnons ne purent se décider à laisser là leur pipe, ni à quitter l'oasis de verdure qui les invitait au sommeil; ils fermèrent les yeux, me souhaitèrent bon voyage, et je partis seul. Il n'y avait aucun chemin tracé; mes pieds s'embarrassaient dans les ronces et les lauriers, du milieu desquels s'élevaient des ébéniers, des cèdres et des figuiers, dont les oiseaux se disputaient les fruits. De temps en temps, adossé à un tronc d'arbre, je regardais en arrière, et le paysage qui se développait me donnait

des forces; quelquefois, dans les pierres et les débris que mes pas faisaient rouler, je cherchais avidement des traces du génie grec. Je pénétrai enfin dans le vieux Rhodes par la brèche d'une muraille, aussi fatigué, mais presque aussi fier que le premier qui jadis y entra d'assaut. J'étais sur un plateau couvert de pans de murs et de tours en ruines; des arbres croissaient parmi ces décombres où je m'obstinais toujours à chercher des vestiges de l'antiquité. Bientôt je découvris une charmante chapelle gothique presque tout entière debout. Cette vue dissipa mes doutes : le vieux Rhodes n'appartenait pas à la Grèce, je me trouvais au milieu d'un édifice du moyen-âge, mais dont les proportions et les dépendances étaient bien autrement considérables que celles de tous les gracieux châteaux que nous avions vus sur la route.

J'allai m'asseoir sur le haut de la chapelle, à l'abri d'un figuier qui avait percé la voûte, et j'interrogeai ces grandes pierres mutilées. Il n'y avait pas à s'y méprendre, cette hauteur fortifiée près de la mer, avec une chapelle enfermée dans les remparts, était une de ces commanderies que les hospitaliers avaient multipliées en Europe. Autour de ces édifices, qui tenaient à la fois du monastère, de la citadelle et du château seigneurial, se groupaient les vassaux de l'ordre cultivant les terres. A Rhodes, les commanderies ne pouvaient être que des forteresses protégeant les campagnes contre les Turcs qui débarquaient sur la côte, ravageaient le pays à la hâte et fuyaient avec leur butin. Les chevaliers usaient de représailles, et leurs galères, sans cesse en course, s'approchaient de terre à la faveur des ténèbres, jetaient l'ancre au fond des criques, et portaient la désolation dans toutes les parties de l'empire. Ce furent ces courses terribles des chrétiens sur le littoral et jusque sous les murs de Constantinople qui déterminèrent Soliman à enlever Rhodes aux hospitaliers, qui la possédaient depuis deux cents ans. Déjà Mahomet II avait poussé toutes les forces musulmanes contre ses remparts, seul point de l'Orient où flottât l'étendard de la croix. Près de succomber, l'ordre fut secouru par le chevaleresque Amé IV, comte de Savoie, qui força les Turcs à lever le siége. Depuis ce temps, Amé prit les armes de Rhodes avec ces quatre lettres pour devise : F. E. R. T. *Fortitudine ejus Rhodum tenuit.*

Plus tard, quand Soliman envoya ses janissaires et ses pachas avec l'ordre de rapporter au sérail les clés de la ville ou leurs têtes condamnées, l'Europe resta sourde au cri sublime de l'agonie des hospitaliers; en vain les frères parcoururent les royaumes, en vain les poètes chantèrent dans les cours galantes, devant les dames et les nobles, les épi-

sodes de cette iliade chrétienne; les jours de foi et de chevalerie n'étaient plus : l'Angleterre devenait protestante; François Ier et Charles-Quint se disputaient l'Italie; le pape avait le casque en tête; l'ordre abandonné succomba et s'en fut languir à Malte jusqu'au jour où, délaissé de nouveau, il fut chassé de son dernier refuge par l'Angleterre, qui put inscrire devant le palais de Lavalette cette inscription deux fois menteuse : Cette île a été donnée à l'invincible Angleterre par l'Europe reconnaissante.

Rien ne troublait ma rêverie. La chaleur était excessive : les îles, les rochers de l'Anatolie nageaient dans des vapeurs ardentes, aucun souffle ne passait dans l'air embrasé; c'était l'heure du milieu du jour où dans ce pays inondé de lumière le soleil fait languir la terre, l'homme, les fleurs, les animaux, et jusqu'à la vague qui expire au rivage. J'étais seul, les regards attachés sur la mer de Syrie, bleue tout entière comme la vaste coupole du ciel; aucun nuage ne flottait dans l'espace, aucune voile ne paraissait à l'horizon; l'onde et l'éther, océans rivaux, libres comme au premier jour, s'étendaient dans l'immensité. Vers l'ouest, une ombre couvrait les flots, l'ombre du mont Ida; à l'est étincelait Chypre; devant moi fuyait la chaîne du Taurus avec ses cimes couvertes de neiges éternelles, et là-bas, enfin, si j'avais eu des ailes, j'aurais été en peu d'heures me reposer sous les cèdres du Liban. Que de grands souvenirs, de royaumes détruits se pressaient autour de moi : l'Asie, l'ancienne Grèce, Rome, Byzance, Venise! Plus près de moi, je découvrais la ville de Rhodes, et cette Tour des Chevaliers dont les créneaux semblaient réclamer le vieil étendard qu'ils ont gardé les derniers. Qu'on ne s'étonne pas si je pensai alors avec quelque regret à la destruction de ces ordres monastiques et militaires fondés autrefois pour faire la guerre aux mahométans, et détruits sans avoir pu concilier leur mission avec les exigences d'un autre temps. La police des mers, qui soulève trop souvent d'irritans débats entre les puissances maritimes, n'aurait-elle pas été bien placée entre les mains d'un ordre qui, comme celui de Rhodes, échappait à l'influence d'un état quelconque en recevant dans son sein des chevaliers de toutes les nations? Quels services ne rendrait pas à l'Europe une gendarmerie active et désintéressée, qui mettrait sa gloire à défendre la sécurité des mers? Aujourd'hui la Méditerranée, l'Océan, sont couverts de citadelles flottantes devant lesquelles fuient les écumeurs de mer; mais les navires français, anglais, américains, n'ont pas et ne peuvent avoir la mission spéciale de les poursuivre. Chaque état, pendant la paix, envoie ses vaisseaux protéger ses nationaux en pays étranger,

entamer des traités de commerce, parcourir ses pêcheries et ses comptoirs et donner secours aux bâtimens marchands; il faut qu'une injure particulière ait été faite au pavillon d'une puissance pour que le navire de guerre abandonne sa station. Il cherche alors à travers les solitudes de l'Océan le pirate, qui lui échappe presque toujours, parce que l'officier n'a qu'un temps limité pour sa croisière et que des affaires plus graves, des négociations commencées, des troubles dans les lieux trop brusquement abandonnés, le rappellent impérieusement au point de station. Une marine fondée dans le but spécial de protéger, contre les négriers et les forbans, les intérêts communs des nations, ne pourrait-elle assurer plus complètement la sécurité des mers?

Après avoir rêvé pour Rhodes le retour d'un glorieux passé, je ne pus reporter ma pensée sans tristesse sur l'état actuel de cette île, autrefois si florissante. Les chevaliers avaient fait du port de Rhodes leur arsenal maritime. Là s'élevaient les vastes ateliers des galères et les hangars modestes des navires marchands, qui sous l'égide de la religion se livraient à un commerce très étendu. Après la conquête, les Turcs, soutenus encore par l'esprit fanatique et guerrier qui fit long-temps leur force, utilisèrent les belles forêts de chênes et de pins qui couvraient les montagnes de l'île. Des galères construites à Rhodes allèrent grossir les flottes musulmanes, ou sortirent en course contre les chrétiens. La population grecque elle-même profita d'abord des ressources immenses qu'offrait l'exploitation de ce prodigieux empire, alors dans toute sa splendeur. Dociles à leur génie national, qui depuis ne s'est pas démenti, les Grecs devinrent les facteurs de l'Asie, des villes de Syrie et d'Égypte; leurs petits bâtimens couvrirent l'Archipel, et en même temps que se comblaient le Pirée et les autres ports de la Grèce soumise, les sacolèves arrivaient en foule à Rhodes, qui devint comme l'entrepôt des différentes échelles du Levant.

En dehors de cette navigation générale qui procurait de grands bénéfices aux armateurs, les principales exportations de Rhodes consistaient dès-lors en vins du pays, en bois de construction. Les oranges, les citrons, les figues, les amandes, tous ces fruits que l'antiquité allait chercher à Rhodes, et qui sont toujours renommés, étaient expédiés à Smyrne, à Beyrouth, partout où affluaient les Vénitiens. De riches Turcs, des pachas exilés, affermaient leurs terres aux cultivateurs grecs, qui vendaient à la ville les grains que leurs compatriotes savaient diriger vers les contrées où la disette se faisait sentir. Maintenant tout est changé, et l'on ne saurait établir par des chiffres le résultat d'un commerce qui ne se révèle nulle part. Le port militaire

est désert, les vagues viennent mourir le long des grèves sur lesquelles il ne reste plus de vestiges d'ateliers; les sables arides s'étendent au pied des remparts; quelques barques de pêcheurs halées sur la plage, leurs filets étendus au soleil, des matelots couchés à l'ombre des bordages, un silence éternel, ce silence de mort qui pèse sur toute la Turquie: tel est l'aspect de ce lieu si animé autrefois, et qui retentirait bientôt des cris des marins, si un gouvernement intelligent pouvait mettre à profit les élémens de prospérité de ce beau pays.

S'il n'y a rien à dire du commerce actuel de Rhodes, on ne peut méconnaître du moins les ressources que présente cette terre fertile, dont les moissons, autrefois si abondantes, ne suffisent plus à nourrir vingt-cinq mille habitans. Les productions les plus importantes sont les vins. Quoique justement estimés, ils ne donnent cependant pas lieu à des exportations considérables. Les vins du Levant sont doux ou capiteux, et ne peuvent servir à l'usage ordinaire des Francs; celui de Rhodes seul, mitigé avec de l'eau comme ceux de France, remplacerait avantageusement, surtout par le prix, les vins d'Europe. La vigne croît sans efforts et n'exige qu'un léger travail; mais si elle était mieux cultivée, et si les principes les plus simples de la fabrication étaient connus des ignorans vendangeurs, Rhodes fournirait des vins précieux, aussi recherchés que ses fruits savoureux, qui en ce moment sont à peu près les seuls produits envoyés par l'île sur les côtes voisines.

De temps en temps arrive un navire qui vient chercher des bois de construction pour l'arsenal de Constantinople. Alors le gouverneur loue des Grecs qui vont abattre sans choix dans l'intérieur les arbres encore debout; mais comme les Turcs ne prévoient rien et ne songent jamais à l'avenir, personne ne surveille les ouvriers, qui ravagent les collines charmantes dont les chênes et les sapins auraient une valeur incalculable pour les petites marines des Sporades et des Cyclades, où le sol est complètement déboisé.

L'île est remplie d'oliviers, d'arbres à mastic et à térébenthine; ses vallées profondes, les versans des montagnes, sont couverts de ces arbustes que l'absence du maître ou sa pauvreté empêchent de soigner. Quelques Grecs possèdent de grossiers pressoirs où ils jettent pêle-mêle les olives bonnes et flétries qu'ils pillent, comme les oiseaux, dans les champs abandonnés. L'huile épaisse est consommée par les habitans, et ne sort guère de Rhodes. Toutes les îles, toutes les rives d'Orient possèdent ainsi des forêts d'oliviers, qui croissent et meurent au hasard dans les campagnes dépeuplées. Le mastic sert

principalement à parfumer une liqueur fort agréable à laquelle il donne son nom, et que les Grecs et les juifs livrent aux Turcs.

En résumé, les exportations de Rhodes consistent en bois de construction, en fruits secs, en olives, en éponges fort belles, qui se trouvent aux abords de l'île. Les importations se réduisent aux grains nécessaires à la population, qui ne sait pas tirer de son territoire le blé et le maïs, qui pourraient y venir avec facilité. Une trentaine de barques suffisent à ce commerce : les Grecs seuls naviguent, ils vont et viennent, partent avec quelques caisses et rapportent un chétif chargement de grains; mais ces bateaux qui sortent tristement du port et qui reviennent s'échouer sur les sables ne peuvent s'appeler une marine, ces échanges misérables faits par des matelots voleurs ne sauraient usurper le nom d'opérations commerciales. Il ne reste rien à Rhodes de la puissance de l'île fortunée qui, avec ses galères, résistait aux successeurs d'Alexandre et aux barbares; il n'y a plus de traces de cette prospérité de deux siècles qui s'abritait sous le fier étendard de la croix. L'île n'est maintenant qu'une savane magnifique où la nature verse en liberté tous les trésors d'une sauvage végétation que l'homme ne vient jamais ni diriger ni contraindre; dans le pâle fanal qui veille pendant la nuit sur la tour des Arabes, les navigateurs ne voient aujourd'hui qu'un point de reconnaissance pour éviter cette terre où depuis long-temps ne germent que des fleurs inutiles. Cependant les bateaux à vapeur autrichiens qui vont de Smyrne à Beyrouth font maintenant escale à Rhodes, et plusieurs navires marchands viennent y purger leur quarantaine avant de se rendre dans le Nord. Peut-être cette nouvelle navigation donnera-t-elle plus de mouvement à l'île, peut-être les passagers, les voyageurs des paquebots, les capitaines de bâtimens, trouveront-ils à vendre et à acheter dans ce port silencieux. Il faut l'espérer; mais une secousse violente peut seule tirer cette île de la léthargie profonde où elle est plongée, comme l'empire tout entier.

De grands cris m'arrachèrent à ma contemplation et me rappelèrent vers mes compagnons de voyage. Il était tard, et du haut de la montagne nous vîmes le soleil s'éteindre dans les flots; les Sporades parurent s'abîmer avec lui, les vallées s'obscurcirent, et la nuit tomba mollement, apportant avec elle un calme profond. Le lendemain, la frégate *la Perle* était sous voiles pour Athènes.

CH. COTTU,
lieutenant de vaisseau.

JEAN-PAUL.

SA VIE LITTÉRAIRE. — SES ŒUVRES.[1]

La biographie de Jean-Paul n'offre guère qu'une suite non interrompue d'idylles; c'est un état de calme dont nul orage ne saurait troubler la sérénité monotone, une pastorale sur laquelle toute influence de temps et de lieu perd ses droits, et qui semble avoir pour but de s'élever contre cette maxime de Goethe, qui prétendait « qu'il ne nous resterait plus rien, si nous nous défaisions une bonne fois de tout ce que nous tenons des hommes et des circonstances. » Ne perdons pas de vue le centre bien étroit où il était né. L'absence de toute éducation régulière, l'isolement de cette vie champêtre, ne pouvaient que livrer son enfance à toute sorte de rêveries mêlées de terreurs bizarres et de superstitions qu'il couvait avec amour déjà, lorsqu'à douze ans on le fit entrer au collége de Schwarzenbach. Là, ses progrès furent rapides; nous le voyons passer du latin au grec, du grec à l'hébreu, se farcir la mémoire de mots choisis et de citations, et

(1) Voyez la première partie, *de Wonsiedel à Baireuth*, dans la livraison du 1er septembre 1842.

donner dès cet âge dans le travers si familier aux gens d'université, travers qui, du reste, chez lui ne devait que croître et se développer avec le temps. L'imagination, comme on pense, ne perdit rien à cette vie nouvelle; aux heures de récréation, les rêveries continuaient d'aller leur train, et plus d'une fois on laissa là son thème hébreu ou grec pour attraper au vol la fine mouche de la fantaisie. Il lut des romans, apprit la musique, et se livra sur le clavier à l'improvisation qu'il appelait : *une délivrance de soi-même* (*Selbstfreylassung*). Remarquons, en passant, la répugnance qu'il témoigna dès cette époque pour les véritables études classiques, qui, de leur côté, se vengèrent bien de ses dédains.

En 1779, il se trouvait à Leipzig lorsque la nouvelle de la mort de son père vint l'y surprendre. Toute ressource allait lui manquer; il s'agissait d'embrasser une profession au plus vite, mais laquelle? Il hésita un moment, et vit la misère qui lui tendait une plume; il la prit. L'épreuve fut longue et cruelle, mais son courage ne fléchit pas. Jean-Paul avait alors dix-huit ans environ, et les trésors intérieurs de sa jeunesse lui fournirent, ainsi qu'il devait l'écrire plus tard, de quoi tenir tête aux accablantes réalités du dehors. Le croirait-on? cette jeunesse en butte à tous les déboires, à toutes les humiliantes nécessités de la vie littéraire, passa plus tard à ses yeux pour le plus heureux temps qu'il eût vécu. C'est là un thème auquel il revient sans cesse, un motif qu'il reprend et varie avec une complaisance toute naïve. Quoi de plus enchanteur que cette vie intérieure dont l'explosion splendide étouffait les rumeurs d'ici-bas! quels temps que ceux où le sourire d'une fillette, la rencontre d'une fleur dans l'herbe, un peu de musique ou de clair de lune, l'enivraient d'extase et le rendaient plus heureux que des millions désormais ne pourraient le faire! Ce souvenir de jeunesse se mêle à toutes les peines de son âge mûr comme pour en adoucir l'amertume et les amener à se résoudre en une sereine mélancolie. « Qu'il m'arrive souvent, s'écrie-t-il, de rechercher avec une douloureuse avidité ces jours comiques à la fois et sacrés où j'étais plus sot et plus heureux, plus fou et plus honnête, où je n'avais point encore été chassé du paradis de la jeunesse! » Et le vrai signe constatant à ses yeux le caractère du poète, c'était « de rester éternellement jeune, et d'être tout le long du jour et de la vie ce que les autres hommes ne sont tous qu'un moment, à savoir, amoureux ou ivre. » Sous ce point de vue, les romans de Jean-Paul peuvent compter pour autant de réminiscences de l'histoire de sa jeunesse. Partout cet état d'une ame incessamment tournée vers les rêves

d'un âge d'or vous frappe dans ses écrits; et si de la question littéraire vous passez à la morale, vous retrouvez cette innocence candide, cette pureté des premiers ans qui devait si vivement impressionner les rigides matrones du cercle de Weimar, quelque peu effarouchées de la licence où menaçait d'incliner la poésie allemande pendant la période illustre. On compta un moment sur lui pour rendre à la Muse son autorité morale fort compromise par les privautés du maître Wolfgang et les incroyables tentatives du disciple Lenz. Compter sur lui en pareille occasion, c'était ne pas le connaître. Il n'y avait et ne pouvait y avoir rien à attendre pour l'action de cette existence vouée aux rêves d'un éternel printemps, et qui plus tard, après des déceptions sans nombre et sentant bien, quant au fonds, la vanité des théories anciennes, n'en persista pas moins de parti pris dans cet enthousiasme bénévole et candide d'une ame adolescente à qui le monde ne s'est pas ouvert encore. On n'ignore pas quels désenchantemens attendent sur le seuil de la vie les ames honnêtes et crédules, dupes sublimes des plus sincères illusions, diamans bruts que le fil de l'acier va polir s'ils résistent. Eh bien! c'est là surtout que Jean-Paul excelle; jamais il ne rencontre mieux que lorsqu'il s'agit pour lui de peindre ce brusque choc de l'idéal contre la réalité, ce mélange de ridicule et de sentimental que la situation porte avec elle, témoin les *Années d'école buissonnière* (*Flegeljahre*), une de ses plus charmantes productions, la seule classique peut-être, en cela que la diffusion, ce défaut habituel du maître, ne s'y laisse presque pas surprendre. Quel dommage que les extrêmes l'aient si fort tenté dans la suite, et qu'il se soit tenu si peu à ce milieu parfait une fois trouvé entre l'exagération d'une indifférence humoristique et la sensiblerie! Et ces extrêmes dont nous parlions, n'est-ce pas aussi le propre de la jeunesse d'y donner à plein collier? n'est-ce pas elle qui, rebutée au contact du réel, se jettera soudain dans la misanthropie et le scepticisme, affectant aux yeux du monde je ne sais quelle fausse énergie de convention, quitte à se vouer huit jours plus tard au culte oisif et solitaire d'un idéal à jamais refoulé dans les profondeurs de l'être? Je viens de nommer les extrêmes où Richter se complaît. Tandis qu'il tourne avec mépris le dos à la société, tandis qu'il enveloppe en un égal sarcasme l'homme et le monde, vous le voyez se recoquiller en lui-même, s'enfermer dans tout ce que la vie a d'étroit, de borné, de mesquin, et finir par retrouver là, au sein d'une médiocrité paisible et cachée, dans le commerce des espérances d'une autre vie, le bonheur perdu pour lui au dehors. Étudiez Jean-Paul sous ce point de

vue, et vous aurez le secret de son scepticisme à la fois élégiaque et satirique, de ces échappées lumineuses perçant tout à coup le réalisme le plus bourgeois.

Du reste, le scepticisme était assez dans les idées du temps, qui prêchaient, comme on sait, la tolérance d'opinions, la liberté d'esprit, et favorisaient outre mesure toute levée de boucliers contre les systèmes et les formules du passé. Jean-Paul usa largement du privilége. On le destinait à la théologie; il y échappa sous prétexte qu'il se sentait quelque peu hétérodoxe, et les lignes suivantes écrites par lui à son précepteur Vogel prouvent du moins que dès l'âge de dix-huit ans la recherche de certaines vérités ne lui coûtait plus rien : « Envoyez-moi donc les *Fragmens* de Lessing; j'espère ne point encourir vos disgraces en continuant à vous demander ce livre que vous persistez à me refuser par des motifs dont je ne mets pas en doute la sincérité. Toutefois, je me pose ce dilemme irrésistible, à mon avis, dans tous les temps : ou ce livre contient des vérités, ou il contient des erreurs. Dans le premier cas, rien ne doit m'empêcher de le lire; dans le second, il ne saurait me convaincre qu'à la condition de produire des argumens vraiment forts, et, je vous le demande, qu'est-ce que je risque alors de remplacer une vérité qui ne s'appuie à mes yeux sur aucune base solide, qui n'existe chez moi qu'à l'état de préjugé, de la remplacer, dis-je, par une erreur qui me paraît plus vraisemblable et plus claire? » Il lut beaucoup Lessing et de bonne heure, et ses premiers aphorismes, en reproduisant presque trait pour trait le ton et les manières de l'auteur de *Nathan*, témoignent de ce commerce de prédilection. Il s'enthousiasmait pour ces lectures dont il sortait ivre de joie et le cœur plein de tendresse pour l'humanité, ce qui ne l'empêchait pas un moment après de maugréer contre le monde, qu'il appelait, en dépit des belles illusions de l'heure précédente, une folle et ridicule mascarade. « Vous voulez savoir le plan de ma vie? J'abandonne au hasard le soin de l'ébaucher. Mes vues ont jusqu'ici rencontré peu de sympathies, et je vogue sur l'océan de la destinée sans gouvernail, bien que non pas sans voiles. J'ai rompu tout-à-fait avec la théologie; je ne professe pas une science, mais toutes en tant qu'elles m'attirent ou se rapportent à mon métier d'homme de lettres. La philosophie elle-même m'est devenue indifférente depuis que je doute de tout. Mais je me sens le cœur si plein! si plein! que je me tais. Dans mes prochaines lettres, je vous parlerai de la nature de mon scepticisme et du dégoût que m'inspire cette folle mascarade et arlequinade qu'on appelle la vie. » Hâtons-nous de le dire, ces velléités

d'humeur noire lui venaient surtout de deux amis morts depuis à la fleur de l'âge et dont une hypocondrie sans remède irritait sourdement le scepticisme acariâtre. L'un d'eux, Jean-Bernard Hermann, rongé de misère et d'ennui, ne sortant de lui-même que pour darder son venin au dehors, unissait au cynisme d'un Diogène de tabagie les capricieuses fantaisies d'humeur d'une jeune fille. Jean-Paul écrivait de lui qu'il était comme l'alouette qui chante dans le bleu du ciel et bâtit en même temps son nid dans les immondices. Du reste, il eut un moment l'intention d'en faire le héros d'un roman et de peindre dans ses faiblesses et sa grandeur cette existence dévastée par le besoin et l'excès de l'étude; il voulut aussi, après sa mort, donner une édition de ses œuvres (Hermann avait publié nombre d'écrits scientifiques, entre autres un morceau particulièrement remarqué à Berlin et intitulé, je crois, *de la Pluralité des Élémens*); mais l'entreprise en resta là, ni plus ni moins que tant d'autres de ses propres œuvres qui devaient rester inachevées. Le second des deux amis, mais celui-ci d'une hypocondrie plus douce, bien que d'une indifférence religieuse non moins profonde, était Laurent de OErthel, fils aîné d'un commerçant enrichi qui habitait une terre noble dans le voisinage du collége de Hof. Laurent occupait dans la propriété de son père un délicieux pavillon construit exprès pour lui et donnant sur la Saale, bordée à cette époque d'un rideau de saules verts et de peupliers. C'était là, dans cette jolie chambre d'où la vue s'étendait sur les jardins et les prairies des environs; c'était là qu'on se réunissait le soir pour lire les romans nouveaux, là qu'on se passionnait au clair de lune pour Werther ou Siegwart. Douces larmes que d'autres bien amères devaient remplacer avant peu, douleurs factices qui préludaient aux vraies douleurs! Bientôt le noble jeune homme sur qui reposaient tant d'espérances s'inclina tristement, épuisé, lui aussi, par l'étude. A peine de retour de l'université, un mal sans espoir l'entreprit, et Jean-Paul vit s'en aller jour par jour, heure par heure, cette jeunesse délicate qui s'attachait à lui comme le lierre au chêne, et dont il finit par recueillir le dernier soupir dans cette même chambre où tous les deux ils avaient tant pleuré sur de romanesques infortunes.

Le souvenir de Laurent de OErthel se trouve évoqué avec une grace pleine de mélancolie dans l'avant-propos de la seconde édition des *Procès groënlendais* (1). « Moi et Adam OErthel de Hof, écrit Jean-Paul, nous étions à cette époque deux amis de collége, d'université

(1) Berlin, 1821.

et de jeunesse, *Gymnasium*, — *Universitäts*, — *und Jugendfreunde*, et tout cela nous le sommes encore après bien des années, je l'espère du moins, quoique l'un de nous soit mort déjà depuis long-temps. Le riche et maladif jeune homme consumait alors ses soirées, encombrées de travaux académiques, à copier pour l'impression les manuscrits de son robuste, mais pauvre ami; car celui-ci, en dépit de la main la plus nette, désespérait, en vrai littérateur novice, de pouvoir jamais écrire assez lisiblement pour le prote. Aujourd'hui, quand j'y pense, je comprends à peine comment je consentis à un si long sacrifice de sa part. — Mais c'était alors le temps de la première amitié, temps où l'on reçoit tout sans compter, parce qu'on se sent prêt à tout donner de même. Temps heureux! non, vous n'avez pas fui pour jamais dans l'éternité, votre élément divin; il nous reste de vous encore à tous de belles heures, et moi je veux les employer, ces heures, à aimer l'ami qui me viendra plus tard comme s'il était pour moi un ami de jeunesse, et à me souvenir de ce noble Œrthel qui m'a quitté si tôt.»

Ce fut vers cette époque et sous l'influence de ces dispositions sentimentales, qu'il entreprit ses *Exercices en matière de pensée* (*Uebungen im Denken*), titre bizarre d'un plus bizarre ouvrage, et dont il publia les deux premières livraisons à Hof, en novembre et décembre 1780, et la troisième à Leipzig, en 1781. « Ces essais, dit-il dans un avis placé en tête, sont tout simplement composés pour moi. Je ne les ai point faits dans le but d'apprendre aux gens quoi que ce soit de neuf, mais seulement afin de m'exercer et de me mettre à même d'y arriver quelque jour. On trouvera que je me contredis et déclare faux mainte fois ce que j'avais d'abord donné pour vrai; mais que voulez-vous? on est homme, et par conséquent point toujours le même. » Jamais parole ne fut plus vraie; la contradiction avec lui-même, avec le monde, avec tout ce qui, de près ou de loin, le touche, voilà le fonds du caractère de Jean-Paul. Sous ce rapport, il est homme et jeune homme jusqu'à la fin. Je ne conseille pas aux biographes qui veulent des héros d'une seule pièce de s'adresser jamais à celui-ci. Qu'en feraient-ils, bon Dieu? Les conditions de l'art classique (et l'égalité d'humeur dans un sentiment donné en est une) n'ont rien à voir dans cette nature, qui ne procède guère que par boutades et soubresauts, qui passe du gai sourire à la mélancolie la plus sombre, de la misanthropie à l'attendrissement, tout cela de la meilleure foi du monde, sans se douter qu'un sentiment parfaitement contraire à celui qui l'absorbe va s'emparer d'elle une heure après. Vous verrez ses yeux fondre en larmes au souvenir de l'excellent camarade qu'il a

perdu; mais aussi que de sanglots non moins sincères lui coûteront les aventures de cette pauvre miss Harlowe! Humoriste dans la force du terme, sa misanthropie et son scepticisme n'ont jamais qu'une durée transitoire; l'état normal, chez lui, c'est la sérénité; le fond de son ame est d'azur comme le firmament. Çà et là quelques nuages viennent bien l'obscurcir, mais le grain passe et l'arc-en-ciel se lève, un arc-en-ciel vu à travers les larmes, et voilà pourquoi le monde, qu'il appelait tantôt une pitoyable mascarade, lui apparaît maintenant sous les riantes couleurs d'une vallée de joie et de bénédictions. On raconte qu'à la suite d'une assez longue entrevue avec l'auteur de *Werther* et de *Faust*, l'empereur Napoléon se leva brusquement, et, lui frappant sur l'épaule, s'écria : « Monsieur de Goethe, vous êtes un homme, vous! » Peut-être aurait-il dit à Jean-Paul : « Vous êtes un enfant. » Et cette fois encore son coup-d'œil si juste ne l'eût pas trompé.

Cette sérénité d'esprit que nous venons de lui reconnaître l'aidera à traverser les plus pénibles circonstances d'une vie bien cruellement éprouvée. L'affreuse misère où la mort de son père l'a laissé s'accroîtra de jour en jour, il verra un de ses frères se noyer pour ne plus être à charge à sa pauvre mère, l'autre tomber dans le vice et l'ignominie; il verra la mort éclaircir le cercle étroit de ses amis, et ses plus belles espérances d'écrivain s'en aller en fumée. N'importe, il prend une trop vive part à l'existence humaine et chérit trop ses belles illusions pour ne point tenir bon au milieu des calamités qui l'assiégent. Comment ne point secouer ce scepticisme de tête, quand on a tant de foi dans ses propres sensations? comment lui, si indulgent pour les petitesses du monde, consentirait-il long-temps à se donner des airs d'esprit fort? « Plus d'un pense avoir fait preuve de dévotion lorsqu'il a bien déclamé contre ce monde qu'il est convenu d'appeler une vallée de misères. Quant à moi, j'avise qu'il serait mieux de dire vallée de délices. Dieu, à ce qu'il me semble, doit être plus porté à se montrer content de celui qui trouve tout pour le mieux dans ce monde, que de celui à qui rien ne sourit. Au milieu de tant de délices dont regorge le monde, n'est-il point d'une noire ingratitude de l'appeler un séjour de peine et de misère? »

Jean-Paul avait dix-huit ans lorsqu'il vint à Leipzig pour y mener la vie d'université; bientôt cependant les faibles ressources dont il disposait lui manquèrent par la mort de son père. Dès-lors plus de loisirs pour les rêveries, plus de belles promenades au clair de lune, plus d'entretiens philosophiques mêlés de libations nocturnes dans la taverne des *Trois Roses*. A la médiocrité de l'existence succédait tout

à coup un dénuement profond, et le rêveur fantasque, ainsi surpris à l'improviste, avisa d'abord aux moyens de porter secours à sa vieille mère. « Savez-vous, écrivait-il à cette époque (septembre 1781), au recteur Werner de Schwarzenbach; savez-vous quelle pensée m'occupe et me pousse au travail? Ma mère. Je lui dois d'adoucir la seconde moitié d'une vie si cruellement éprouvée, et de la consoler autant qu'il est en moi de la perte que nous venons de faire, comme aussi je dois à mes frères de contribuer à leur bonheur. N'étaient ces considérations, mes études auraient, je vous le jure, une tout autre direction; je ne travaillerais alors qu'à ce qui me plaît, qu'aux choses pour lesquelles je me sentirais de véritables forces, et jamais je ne consentirais à prendre un emploi. » J'ignore de quel emploi il veut parler; ce qu'il y a de certain, c'est qu'il se mit à l'œuvre sans relâche, et, laissant là désormais toute étude non suivie d'un résultat immédiat, ne chercha plus dans ses lectures que les matériaux d'un ouvrage à produire. C'est ainsi qu'il dévora le livre de Hippel sur le mariage, il emprunta à Liscov son ironie acerbe, son trait satirique à Swift; il lut (je cite ici ses propres expressions) Voltaire pour l'esprit, Rousseau pour l'éloquence, Toussaint pour la finesse des aperçus, Helvétius pour la *magnificence* du style, etc. Je laisse à penser quel singulier enfantement dut résulter de ces lectures entreprises en dehors de toute considération générale, et seulement dans un but de compilation. Ce fut dans cet habit d'arlequin que le premier livre de Jean-Paul se produisit aux yeux du monde. Les *Procès groënlendais* sont tout simplement une collection d'articles satiriques sur la vie littéraire en Allemagne. Jean-Paul avait écrit à dix-huit ans un éloge de la folie, d'après Érasme, qui se trouve remanié dans ce livre, auquel on peut, il me semble, faire le reproche que son auteur adresse à si bon droit à la satire allemande du XVIIe siècle, lorsqu'il s'écrie que la satire allemande se met en chasse, moins pour forcer les loups et les bêtes fauves que pour s'amuser à forcer le menu gibier, tel que lièvres, cœurs de lièvres et autres pauvres diables. C'est là, à mon sens, le blâme le plus sérieux que puisse encourir Jean-Paul de la part de la critique; il lui arrive en effet trop souvent d'oublier le fond pour le détail, de négliger le point de vue général pour la première question incidente qui s'offre à lui, et qu'il va traiter avec complaisance, au risque de se perdre dans l'infini de je ne sais quel monde microscopique, et cela non-seulement dans ses *Procès groënlendais*, œuvre conseillée à l'inexpérience par la nécessité, *juvenalia juvenile*, comme il l'appelait lui-même en jouant sur les mots, selon son habitude, mais encore dans *les Papiers du*

Diable, qui virent le jour six ans après (1789), et généralement dans la plupart des digressions entremêlées à ses romans. Comment l'exemple de Rabener ne l'instruisait-il pas, de ce Rabener dont il disait avec tant d'esprit qu'il passa sa vie à faire des autodafés à propos de misères?

Dans la préface publiée en tête de la seconde édition des *Procès groënlandais* (Berlin 1821), Jean-Paul raconte d'une manière touchante les circonstances qui accompagnèrent la naissance de son premier livre. « Sur ces entrefaites, dit-il, vint l'hiver avec sa misère et la mienne. Le pauvre petit livre dut quitter sa ville natale et partir seul pour Berlin, où le vieux libraire Frédéric Voss l'attendait. Pendant ce temps, son père eut à supporter plus d'une de ces petites contrariétés qu'on appelle vulgairement dans la vie poêle sans feu et ventre vide. Enfin le petit voyageur revint un jour frapper à ma froide chambre, rapportant que le digne libraire, l'éditeur et l'ami de Lessing et de Hippel prenait ma modeste couvée sous sa protection, et se proposait de ne rien négliger pour qu'à la première foire de Leipzig mes petits drôles fussent mêlés et confondus parmi les autres bandes de savans et d'enfans perdus. En général les critiques, de leur côté, ne se montrèrent pas trop impitoyables. Un seul, c'était à Leipzig, je m'en souviens encore, voyant la pauvre couvée passer sous l'arbre où il se tenait perché en sentinelle littéraire, lui décocha, comme font les singes, toute sorte de ses méchans projectiles. »

Aux ennuis de toute espèce qui fondirent sur lui à cette époque, il faut ajouter les désagrémens que lui attira sa manière de se vêtir. Si, comme on l'a dit, la pensée de l'homme réagit sur son corps, un esprit aussi original que le sien ne pouvait manquer de donner à son enveloppe matérielle quelque chose de sa physionomie excentrique. Il rompit net avec la mode, porta ses cheveux ras dans un temps où la queue était en honneur, et, sous prétexte de respirer avec plus de liberté, alla sans cravate et la chemise au vent; si bien qu'un voisin devant la fenêtre duquel il passait et repassait dans ses promenades du soir, ennuyé de ce manége et prétendant jouir seul du jardin, imagina de se plaindre au nom de la morale publique, et le fit déloger incontinent. On trouve, dans sa correspondance, des pages entières consacrées à défendre sa mise. A Leipzig, on s'était ému; à Hof, ce fut bien autre chose. De retour dans sa ville natale, un ébahissement unanime l'accueillit, et cela non-seulement chez ces honnêtes bourgeois scrupuleux observateurs des mœurs antiques, mais au sein même de sa famille. Une lettre qu'il écrit à Œrthel, pour le prier de lui en-

voyer un livre, se termine ainsi : « Pardonne-moi ce style misérable; mais que veux-tu? je t'écris au milieu de gens en train de s'extasier sur mes cheveux. » Le lendemain, il adresse au même un apologue sur cette espèce de révolution causée dans le pays par son costume. « Il y avait une fois un fou qui habitait une ville uniquement peuplée de fous. D'ordinaire, quelques exceptions se rencontrent, mais ici on n'en comptait aucune. Les honorables de l'endroit portaient sur leur bonnet une certaine quantité de grelots sur lesquels on voyait gravé un bel âne. Pendant long-temps, notre fou dut s'en tenir à porter à sa cape de simples jetons sans figures; enfin, un peu d'argent qu'il eut lui donna le moyen de se procurer à son tour des grelots sur lesquels il fit graver un bel âne d'après nature. Quels yeux vont ouvrir ces gens lorsqu'ils m'apercevront! se dit-il en mettant son bonnet devant la glace. Il courut la ville tout le jour, visita ses amis, visita même quelques-uns de ses ennemis, mais personne ne prit garde à lui. L'imbécile, qui oublia que les fous ne tiennent jamais compte d'une folie, lorsque cette folie est la leur! Pour qu'une extravagance soit admirée, il la faut neuve; il la faut originale pour qu'on la blâme. Notre fou s'en alla visiter une autre ville. Dans celle-ci, la mode avait adopté l'image d'un mulet. Or, la cité en question était située non loin du pays d'Utopie, où se trouve une ville qui préfère à son tour le cheval à l'âne. La vanité de notre fou portant son âne pour la première fois peut à peine donner une idée de la vanité triomphante qui gonfla toute sa personne, lorsqu'il lui advint de dépouiller ce même âne pour mettre un mulet à sa place. Un superbe animal! s'écria-t-il; c'est dommage qu'il ne se propage point comme la mode qui l'ennoblit. Le compère allait recommencer à porter haut la tête; par bonheur, un petit incident l'empêcha d'être désenchanté de nouveau. Sa mère lui écrivit : Viens pour les fêtes, et surtout veille à tes habits neufs et ne manque pas de nous rapporter ton bel âne. Lui répondit : J'arrive; mais au lieu d'âne je rapporte un mulet, qui me sied infiniment mieux. Il revint donc avec un mulet dans sa ville natale. Du plus loin qu'il l'aperçut, le surintendant s'écria : Notre jeune homme prétend donc insulter les gens d'église, qu'il dédaigne les ânes? Le ciel éclaire son esprit. — C'est un oison, dirent les femmes, il n'a point d'âne. — Qui n'a point d'âne est un âne, poursuivirent les bourgeois en chœur. Mais regardez-le donc. Dieu me pardonne! il porte un mulet! Mulet lui-même. — L'orgueil de notre fou s'accrut encore du blâme, et il se sentit si fier d'une folie que les fous critiquaient, qu'il écrivit toute l'histoire à son camarade Œrthel. » Vainement ses amis inter-

vinrent, Jean-Paul n'en démordit pas. Au lieu de se laisser convaincre par leurs argumens épistolaires, il les réfuta l'un après l'autre avec le sérieux et la patience d'un rhéteur byzantin, invoquant des raisons de fortune et de santé en faveur de ses goûts excentriques. Cette manie de porter les cheveux courts lui épargnait son temps et son argent, et le débarrassait de l'insupportable tyrannie du coiffeur. Quant à la cravate, il en faisait le procès en deux mots. Quoi de plus dangereux en effet que cette habitude de se serrer les veines du cou (il était de nature apoplectique), et comment tolérer de gaieté de cœur une si effroyable gêne? Et lorsque par hasard quelque sage du bon vieux temps, l'excellent Vogel par exemple, lui disait en souriant qu'il fallait autant que possible faire comme tout le monde, et que la vraie philosophie n'était point de prétendre que les autres se réglassent sur nous, mais bien au contraire de nous conformer, nous, à la règle commune, il se fâchait tout rouge, et commençait à déclamer contre les proverbes, « qui, poursuivait-il, ne prouvent rien, ou plutôt prouvent trop, car si je ne résiste au torrent, le torrent finira par emporter ce qu'il peut y avoir de bon en moi. Le royaume du vice est tout aussi grand, tout aussi vaste que celui de la mode, et si je dois hurler avec les loups, pourquoi ne déroberais-je point avec eux? Quant à moi, je tiens cette coutume de consulter dans nos moindres actions le jugement d'autrui pour la ruine de tout repos, de toute sagesse, de toute vertu. » Bizarre discussion où de part et d'autre, comme on pense, les sophismes ne manquent pas, où les noms de Diogène et de Rousseau devaient jouer leur rôle, et qui ressemble assez, comme toutes les discussions de ce genre, à une partie d'échecs, avec cette différence que les idées, ici, remplacent les pions dans la manœuvre.

Quand on pense à la situation de fortune où se trouvait Jean-Paul à cette époque, on ne peut s'empêcher d'admirer le ton d'enjouement qui éclate dans toute cette correspondance pleine de folles boutades et de traits mordans. Il fallait certes que cette verve humoristique dont abondent tous ses écrits fût bien profondément enracinée au cœur de son être pour ne point se démentir en d'aussi difficiles circonstances : en effet, de tous côtés la misère le pressait, cette affreuse misère de l'homme de lettres à qui l'éditeur manque, ce dénuement sans espérance contre lequel le travail lui-même ne peut rien; car si le tisserand à son métier, si le forgeron à son enclume, assurent par leur sueur de la journée le pain du soir à leur famille, le malheureux ouvrier qui n'a d'autre instrument que son cerveau, d'autre moyen d'existence que sa pensée, se débat dans le vide, seul avec ses rêves

qu'il agite et traduit dans sa veille inféconde en hiéroglyphes incompris dont nul ne veut, que nul ne paie. Jean-Paul en était là. Son premier livre avait échoué devant le public, partant point d'éditeur pour le second. Chaque jour cependant sa pénurie augmentait; ses lettres contiennent à ce sujet les plus tristes révélations : « Je dois 24 thalers à ma table d'hôte, 10 thalers à l'homme qui me loge, etc., etc.; mais, à tout prendre, ce n'est point encore là ce qui m'inquiète, car je puis les faire attendre jusqu'à la Saint-Michel, époque à laquelle je ne puis manquer d'être en mesure de payer. » Illusion de poète qui rêve un éditeur et procède déjà comme s'il le tenait! Quel auteur ne s'obstine à prendre pour de l'argent comptant le manuscrit qu'il garde en portefeuille? Comment la Saint-Michel se passerait-elle sans lui fournir un éditeur? Infailliblement à cette époque il paiera ses créanciers du produit de son livre. Aussi n'a-t-il point à se tourmenter de ses dettes; ce qui l'inquiète, ce sont les menus frais de la vie usuelle, ces dépenses inévitables que chaque jour, chaque instant amène, réalités suprêmes, désastreuses, où vient se briser la baguette de la Fantaisie impuissante à mettre un écu sonnant dans la poche du pauvre diable à qui elle fait voir des mines d'or en perspective; ce qui l'inquiète, c'est la blanchisseuse qu'il faut payer chaque semaine, c'est la laitière qui ne veut plus continuer à lui fournir son déjeuner, c'est le tailleur qui refuse de rajuster son vieil habit noir à crédit. Quel secours implorer dans une telle extrémité? à qui s'adresser? A sa mère? Hélas! la pauvre femme! elle-même aurait eu besoin qu'on vînt à son aide. Outre Jean-Paul, qui puisait dans sa bourse autant qu'il le pouvait, la digne femme avait encore d'autres enfans qu'elle assistait de ses faibles moyens : Adam, d'abord barbier à Schwarzenbach, puis soldat, et qui finit par mal tourner, et Henri, malheureux jeune homme qui se noya pour ne plus être à charge à sa mère. On le voit, de cruelles épreuves attendaient l'écrivain à l'entrée de la vie.

Sur ces entrefaites, Jean-Paul était revenu à Leipzig, inébranlable dans ses projets, résolu à dompter la fortune à force de persévérance et d'entêtement. Comme on le suppose, la Saint-Michel n'amena point de libraire. Vainement les auteurs en renom intercédèrent pour lui, vainement il offrit son ouvrage de porte en porte; nul n'osait se décider à faire cause commune avec un écrivain original sans doute, mais dont l'originalité tardait bien à réussir, et *les Papiers du Diable*, composés à cette époque, ne furent publiés que sept ans après. Le vieux Vogel ne s'était pas trompé en lui écrivant, sur le simple examen du manuscrit des secondes satires : « Votre livre ne

sera lu que des fins connaisseurs, et comme il n'a point trait au reste du monde, le reste du monde s'en abstiendra. Il y a là trop de sublimités et de casse-têtes, du moins pour le commun des martyrs. On se défie en général de ces plaisirs qu'on achète au prix de tant d'efforts, de ces merveilles qu'on n'aperçoit qu'à l'aide d'une lunette d'approche; et les gens préfèrent de beaucoup la monnaie courante et sonnante d'un héritage que le simple cours des choses amène, à l'or qu'il faut extraire des profondeurs de la terre, si précieux d'ailleurs que soit cet or. » A quoi Jean-Paul répondait en abondant dans le sens des critiques : « Vous avez pleinement raison, je suis las moi-même de cet esprit forcé, de cette expression obscure, de ces *débauches intellectuelles;* mais comment faire pour résister au mauvais goût, lorsqu'on n'a point sous la main un ami qui vous éclaire et vous ramène à l'ordre? et si par bonheur on l'avait, l'écouterait-on? D'ordinaire on ne s'en remet guère qu'à sa propre expérience. Hélas! l'expérience est une bonne école! quel dommage qu'il en coûte si cher d'y aller! » Les illusions littéraires des premiers jours s'évanouissaient à chaque heure. Jean-Paul ne perdit pas courage. La *Gazette de Berlin*, sans témoigner un bien vif enthousiasme pour la première partie des *Procès groënlandais,* avait néanmoins soutenu le livre. Mais que pouvait une voix perdue dans le nombre, une marque isolée de sympathie au milieu de ce concert de bravos et de sifflets? La prophétie de Vogel s'était réalisée. L'ouvrage n'eut pas même un succès de scandale, et de la disgrace du public tomba dans celle du libraire, qui, trouvant l'article d'un médiocre débit, déclina prudemment toute nouvelle proposition de l'auteur. C'était à en briser sa plume de désespoir et de honte! Jean-Paul avait trop de confiance en ses forces, trop de sérénité dans l'esprit et dans l'ame, pour se laisser abattre. Rebuté par l'un, il se tourna vers l'autre, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il eût fait le tour de tous les libraires de Leipzig. « J'attends un mot de vous, écrit-il à l'un d'eux, qui me rende mes espérances, car, je vous l'avouerai, jusqu'ici la fortune ne m'a point gâté, et je ne suis encore que le jouet de la contradiction qui existe entre ma vocation et ma destinée. J'abandonne entièrement à votre goût, à votre impartialité, le soin de fixer les conditions de mon travail. » Le plus souvent ces lettres demeuraient sans réponse; alors il s'adressait aux amis des libraires et les suppliait d'intervenir en sa faveur. Triste et douloureuse correspondance où se trahit à chaque ligne la misère de l'un et la sotte vanité des autres, qu'on prendrait volontiers pour des excellences à leur façon d'éconduire ce génie qu'à son avénement du lendemain ils salueront plus bas que terre.

En même temps qu'il épuisait toute démarche auprès des libraires de Leipzig, il écrivait à Berlin, à Goettingen, et sa correspondance étrangère ne réussissait pas mieux que l'autre. Décidément, la fortune lui en voulait; une succession si opiniâtre de désappointemens et de contrariétés aurait pu ébranler son courage, et dans ces tristes circonstances il chercha si son fonds littéraire ne lui fournirait point quelque préservatif moral contre les mauvaises dispositions d'esprit. Ce topique fut un petit livre de piété (*Andachtsbuch*) qu'il rédigea avec le soin le plus minutieux, espèce de bréviaire à son usage particulier, et dont il suffit de nommer divers chapitres intitulés *Douleur*, *Vertu*, *Rêves de gloire*, *Colère*, pour qu'on en devine à l'instant la destination philosophique. On y voit le pauvre écrivain, ballotté entre ses inquiétudes et ses espérances, user presque de supercherie envers lui-même pour relever ses forces abattues, et à défaut de consolations bien efficaces se proposer des sentences de résignation du genre de celles-ci par exemple : Figure-toi toujours un état pire que celui où tu es. — Au lieu d'accuser la destinée, ne t'en prends qu'à toi seul des douleurs qui t'arrivent. — L'affliction ne sert de rien, elle est au contraire le vrai mal. — Ne dis jamais : Plut à Dieu que ce fussent d'autres souffrances que celles que j'endure, je les supporterais mieux!... Mais, hélas! que peut un aphorisme contre l'affreuse réalité de la misère? La situation n'était plus tenable. Après tant de beaux rêves déçus, il fallait se résigner à retourner l'oreille basse au point d'où l'on était parti. Déjà il avait sondé sa mère à ce sujet. « En supposant que je vous revienne un de ces jours, où m'établirai-je sous le toit que vous habitez maintenant? » La maison qu'elle possédait à Hof était vendue. « Écrivez-moi si vous pouvez me donner un coin où je me glisse en arrivant. »

La grande affaire était de quitter Leipzig, car ses ennemis avaient l'œil sur lui, et d'ailleurs l'étrangeté de son costume le désignait d'une manière infaillible à la surveillance des gens intéressés. N'importe, l'époque du déménagement est fixée. La nuit venue, son ami Œrthel l'attendait avec son bagage (fardeau bien mince, on l'imagine) sur la grand' route où la diligence devait le prendre. Il ne s'agissait plus que de sortir des murs, et notre imperturbable humoriste invente à cette fin un expédient digne de Mascarille. De la dernière pièce de monnaie qui lui reste il achète une queue, la fourre sous son chapeau, et trompe ainsi la vigilance de ses argus. Comment reconnaître Jean-Paul l'excentrique sous un déguisement qui le fait ressembler à tout le monde? Du reste, le trait, bien qu'original, n'était pas nouveau. On se souvient de l'histoire du baron de Münchhausen se tirant lui-même par la queue d'un bourbier où il s'est laissé choir.

De retour à Hof, Jean-Paul reprit sa correspondance long-temps interrompue avec le pasteur Vogel, qui habitait Rehau, à deux lieues de là. Le bonhomme, quelque peu voltairien, s'arrangea à merveille du tour d'esprit hétérodoxe de notre aventureux humoriste, et des relations de plus en plus intimes s'établirent entre eux, relations qui valurent au jeune écrivain l'avantage de ne point manquer de livres dans son exil. La situation n'offrait certes rien de bien brillant encore, mais du moins pouvait-on la prendre en patience et s'y résigner sans avoir la perspective de mourir de faim au premier jour. De bonnes ames veillaient de près sur l'indigente famille, à laquelle parvenaient çà et là de petits secours discrètement ménagés. Outre le digne pasteur Vogel, je citerai dans le nombre ce Christian Otto, connu depuis sous le pseudonyme de Georgius dans les lettres allemandes, et qui, dans ces pénibles circonstances, donna toujours à la mère de Jean-Paul les plus nobles marques d'intérêt; car c'était encore la pauvre vieille mère qui pourvoyait, à force de travail et de courage, aux nécessités de la communauté. Son rouet et son économie suffisaient à tout; aussi fallait-il s'épargner la dépense. Le cabinet d'étude de Jean-Paul servait en même temps de pièce commune; c'était là qu'il vivait avec trois de ses frères et sa mère, et tandis que celle-ci nettoyait ou balayait, faisait la cuisine ou la lessive, passant des soins du ménage au travail du rouet et de la quenouille, Jean-Paul, assis dans un coin devant une table de bois chargée de manuscrits et de livres de toute espèce, extrayait, annotait, compilait, plongé jusqu'au cou dans son œuvre, dont les occupations domestiques paraissaient le distraire aussi peu que le battement d'ailes des pigeons familiers qui roucoulaient autour de lui.

Vers le commencement de 1787, le père de Œrthel invita Jean-Paul à venir à sa terre de Tœpen pour y surveiller l'éducation de son second fils. Bien que dès cette époque il respirât déjà plus librement, il s'en fallait que notre poète se vît au bout de ses tribulations : d'abord, le vieux conseiller, homme de mœurs brutales et grossières, au lieu d'avoir égard à tout ce que la position du jeune écrivain commandait de ménagemens et de délicatesses, le traitait comme un de ses gens, et dans sa suffisance de marchand enrichi ne lui épargnait au besoin ni la réprimande ni les blessantes rebuffades; d'autre part, le petit écolier ne profitait en aucune manière des leçons qu'on lui donnait, et semblait prendre à tâche de déjouer toutes les espérances de son maître. Sans la présence du frère aîné, Jean-Paul eût déserté le poste; le bonheur voulut qu'il trouvât, pour lui alléger cette nouvelle

épreuve, l'amitié de ce noble Laurent, du camarade si dévoué de Leipzig, et les bons soins de sa mère, qui ne manquait jamais, au bout du mois, d'augmenter en cachette de quelques thalers les appointemens du modeste précepteur. En outre, le domaine de Tœpen avait l'incontestable avantage d'être situé aux environs de Hof, à deux pas de Rehau, et si les livres n'abondaient guère au château du riche conseiller, du moins était-il très facile de s'en procurer à l'aide de petits pèlerinages entrepris le dimanche à la bibliothèque de l'excellent Vogel. Nous avons parlé plus haut de la tolérance du digne vieillard. Le ministre chargé du soin de diriger la conscience des habitans de Tœpen était loin de professer de pareils sentimens : sous prétexte de défendre les saintes Écritures, dont il ne voyait que la lettre, impuissant d'ailleurs à comprendre la portée du paradoxe de Jean-Paul, cet homme l'attaqua de front par un libelle, le poursuivit publiquement dans sa chaire, et n'eut pas honte de le dénoncer à la famille de OErthel comme athée et capable de pervertir le jeune élève qu'on lui confiait. A cette indigne manifestation Jean-Paul riposta dédaigneusement, froidement. Nous citerons quelques mots de sa réponse, qui pourrait bien se trouver aujourd'hui de circonstance.

« Si j'ai tant tardé jusqu'ici à vous écrire, c'est que franchement j'avais mieux à faire que de m'occuper de vos injures; cependant je dois à l'honneur de monsieur le conseiller de repousser des calomnies qui doivent nécessairement l'atteindre à son tour : car si je suis un apôtre d'athéisme et de suicide, qu'est-il donc, le père qui n'hésite point à donner un tel apôtre pour précepteur à son enfant? Mais non, vous feriez mieux de me dire, vous, ce qu'est un ministre de Dieu qui intente sans preuves une aussi mortelle accusation contre un homme chrétien comme lui, et qui ne l'a jamais offensé? Peut-être mettrez-vous cette prédication indigne, également blessante pour la morale religieuse, pour les convenances humaines et pour la raison; peut-être, dis-je, la mettrez-vous sur le compte de la chaleur qu'il faisait ce jour-là (la lettre de Jean-Paul est datée du 3 septembre). Mais il s'agit ici moins de votre tête que de votre cœur, dont la démence me semble pire. Quand avez-vous reçu ma profession de foi, que vous prétendez si bien me connaître, et jouer à mon égard dans ce village le rôle de grand-inquisiteur? Pour moi, je vous l'avouerai franchement, si j'étais ministre de la religion, au lieu d'imiter ces braves pasteurs qui passent leur vie à prêcher la morale, comme si pour mériter le ciel il suffisait d'être vertueux, je les accuserais tout simplement d'hérésie; je convertirais cette sainte place en un champ

libre où je déverserais impunément mon venin et ma haine sur toute chose; j'y soutiendrais que l'erreur gagne à vieillir comme le vin, je dirais que je suis le seul sage et que les autres sont des fous, que les livres nouveaux sont malsains comme le pain nouveau, et j'étendrais si bien mon bras, qu'il finirait par se trouver aussi long que le bras temporel. J'ai dû prendre ces précautions pour qu'à l'avenir vous ne m'accusiez plus d'athéisme. Souffrez maintenant que j'aille droit mon chemin, cherchant la vérité que j'aime et que je défends, parce que c'est mon devoir de l'aimer et de la défendre. Laissez-moi croire aussi que nous n'avons dans ce bas monde à nous proposer que l'imitation de Dieu et du Christ, la connaissance parfaite de ces deux natures étant réservée à l'autre, au monde à venir, et qu'un homme qui aime mieux prouver la divinité du Christ que suivre ses préceptes évangéliques ressemble à un paysan qui passerait sa journée à rechercher si son maître est de bonne et légitime noblesse, au lieu de le servir fidèlement et de l'aimer. Croyez enfin que c'est votre entêtement seul que je hais et non vous, non votre état, de tous les états le plus vénérable et celui dont on abuse le plus. »

Enfin, après tant de longues et infructueuses démarches, Jean-Paul venait de découvrir un éditeur pour ses satires. Il ne s'agissait plus que de s'entendre sur le titre, celui que l'auteur proposait ne convenant point au libraire (1) : « Ne vous fâchez pas, lui écrivait ce dernier, si je vous avoue ici que je me suis imposé la loi de ne jamais imprimer un livre dont le titre ne me semble pas devoir du premier coup entraîner le public. Après tout, si je publie un ouvrage, c'est pour le vendre; et, sans perdre le temps en recherches inutiles, je crois qu'avec quelques petits changemens, notre livre pourrait très bien s'appeler : *Choix des papiers de sir Lucifer.* » Jean-Paul n'était point en position de repousser les exigences du libraire; il se contenta donc d'une légère variante dans le titre indiqué, et l'ouvrage fut mis sous l'invocation du diable. Toutefois le patronage infernal dont le crédit n'a jamais fait défaut aux auteurs qui l'ont invoqué ne réussit point de prime abord à produire l'ouvrage à la lumière. Il fallait que la fortune du malheureux écrivain fût bien rebelle et bien désespérée pour oser défier ainsi le diable lui-même, cet infaillible fabricateur de succès. De jour en jour, la publication était différée; enfin du 8 août on renvoya les choses au 15 mai de l'année suivante. « Pauvre livre,

(1) Jean-Paul voulait intituler son livre : *OEuvres posthumes philosophiques et cosmopolites de Faustin.*

s'écriait Jean-Paul en s'attendrissant sur la destinée de cet enfant de son génie, quand sortiras-tu des sept tours où tu gémis en captivité? quand verras-tu le monde, le beau Leipzig et sa *rue des Libraires?* Hélas! pauvre escargot, tu languis désormais dans la coquille du pupitre en attendant que le printemps te ranime! Et dire, livre infortuné, que moi je ne puis rien, et que l'éditeur, qui peut tout, ne veut rien faire! » Il était écrit que Jean-Paul viderait à cette occasion la coupe du désenchantement littéraire. Quand l'ouvrage parut, l'éditeur, qui ne se gênait guère pour traiter l'auteur en écrivain sans conséquence, l'oublia complètement dans la distribution des premiers exemplaires. Jean-Paul aimait passionnément à se voir imprimé, et cette naïveté assez commune aux gens qui débutent dans les lettres se perpétua chez lui jusqu'à la fin, avec tant d'autres sensations juvéniles dont cette ame essentiellement candide n'abdiqua jamais le partage. On comprend d'après cela quelle ardeur Jean-Paul dut mettre à relever l'oubli de l'arrogant libraire; un zèle de néophyte ne l'égare point cependant, et c'est du ton le plus modeste qu'il revendique ses droits. « Je suis certes fort heureux que mon livre soit enfin sorti de l'œuf, mais le diable et moi le serions bien davantage, si vous consentiez à nous en envoyer quelques exemplaires; nous avons à nous deux tant d'amis à qui nous voudrions l'offrir. » L'infortuné ne savait pas ce qu'il demandait, l'ouvrage arriva à la fin, mais criblé de fautes, rempli de contresens et de phrases tronquées. C'était bien la peine d'avoir attendu si long-temps, d'avoir tant supporté de déboires et d'humiliations pour qu'au jour de la publication tous les ennuis, toutes les tortures préliminaires fussent encore dépassés par la honte de voir son style si misérablement défiguré!

A ces tribulations littéraires vinrent se joindre des épreuves bien autrement douloureuses : d'abord Laurent de Œrthel qui mourut, puis Hermann, les deux amis d'université, les deux figures mélancoliques et souffrantes entre lesquelles avait marché jusque-là sa jeunesse couronnée d'épines. « Quand mon frère périt (1), écrivait-il à cette époque, il me sembla que jamais pareil jour ne se lèverait pour déchirer encore mon cœur, et pourtant ce jour est venu. »

A la mort de Œrthel, les liens les plus chers qui retenaient Jean-

(1) Son frère Henri, celui dont nous avons parlé plus haut, douce et noble nature, qui, voyant sa mère se débattre sous le faix du travail et de la misère, chercha la mort dans les flots pour soulager au moins d'autant celle qu'il sentait ne pouvoir efficacement secourir.

Paul à Tœpen se trouvèrent naturellement rompus; il quitta donc cette résidence et revint à Hof. Du reste, ses idées s'étaient singulièrement modifiées; l'adversité, les soucis, quelques années, avaient ramené à des mœurs plus faciles, à des goûts plus modérés, l'esprit jadis insociable et vagabond. Aussi l'étonnement fut-il grand lorsqu'on le vit inaugurer une ère nouvelle par la réforme complète du costume excentrique qu'il avait adopté. C'en était fait, l'étudiant débraillé de Leipzig sacrifiait aux convenances de l'époque son célèbre costume à la Hamlet. Jean-Paul reprenait la queue, grave et mémorable événement qu'il a soin d'annoncer à ses amis par circulaire. « Je me suis décidé à faire peau neuve, écrit-il à Vogel, et à relier définitivement en un volume à la française mon corps autrefois broché. Me voici donc le cilice au col et les cheveux dûment noués et tordus dans une espèce de *suffixum*, ou, si vous l'aimez mieux, d'*accentus acutus* vulgairement appelé queue. En somme, je n'ai qu'à me louer de m'être enfin rendu à vos conseils si maladroitement repoussés par moi dans le temps; car depuis que j'ai dépouillé le vieil homme et traduit mon corps de l'anglais en allemand de ce pays, je sens que je vais et viens avec plus d'aisance et de liberté. » Ainsi on se laissait tout doucement aller à la pente commune, on abandonnait le paradoxe pour les idées bourgeoises; on reprenait la queue. C'est un peu l'histoire de chacun. Qui n'a senti de ces velléités de lutte, de ces tendances provocatrices qui, sous quelques manifestations puériles qu'elles se trahissent, n'en existent pas moins au fond du cœur dans cette effervescence des premiers jours? A la longue cependant, on s'aperçoit qu'on est tout seul de son parti; peu à peu l'irrésolution s'en mêle, on se demande qui a raison, et dans le doute on fait comme Jean-Paul, on se range, on reprend la queue.

De là aux idées de mariage il semble qu'il n'y avait qu'un pas. Toutefois du côté du cœur Jean-Paul conservait toutes ses illusions, toutes ses vaporeuses rêveries. Un trouble secret, une incessante aspiration vers un idéal pressenti le possède et l'agite. S'il se promène au clair de lune, s'il voit au déclin d'un beau jour d'été le soleil se coucher dans sa gloire, à l'effusion de son enthousiasme un sentiment de regret succède presque aussitôt. Il cherche autour de lui une ame sœur de la sienne pour se répandre en cantiques d'amour au spectacle de ces magnificences de la nature. On comprend à quel point, en de pareilles heures, devait déborder du sein de Jean-Paul cette passion vague de l'infini, cette extase sans nom dans notre langue, et sur laquelle il faut pourtant bien revenir, lorsqu'il s'agit d'un Allemand de

la famille du chantre d'*Hesperus*. Qu'est-ce en effet que la *Sehnsucht*? Comment la définir? Imaginez la soif ardente, l'incurable langueur d'une ame que rien n'apaise et qui se dit : Cette voix éolienne dont je fus ravie venait du ciel, ces voluptés que je rêve ne sont pas de ce monde, ce cœur qui seul me peut comprendre bat dans une autre sphère, et cependant, trésors insaisissables, ma vie se consume à les poursuivre, et mes efforts n'ont point de trève! Telle est la *Sehnsucht*. Ce sentiment faisait désormais à Jean-Paul un besoin de la société des femmes, des jeunes filles surtout, dont le naïf commerce convenait si bien à sa nature ingénue et discrète. Il s'était composé dans son entourage une petite académie à laquelle il prenait plaisir de communiquer ses inspirations. Ce fut pour cet auditoire d'élite qu'il écrivit la plupart de ses fantaisies détachées. Il les leur lisait le soir, ou les leur envoyait par lettres. Une de ces lettres donnera quelque idée du ton affectueux, presque paternel de cette correspondance où les caprices de l'imagination se mêlaient aux plus douces paroles du cœur. « Pour deux ou trois minutes dont on se souvient, on oublie des journées, des semaines entières. Et plut à Dieu, encore, qu'il nous restât de chaque jour ces trois minutes mémorables! la vie alors et la jouissance de la vie auraient un sens. Mais, hélas! le monde est ainsi fait, que c'est à peine si nos heures valent la peine, je ne dis pas qu'on se les rappelle, mais tout simplement qu'on les *vive*. Et voilà pourquoi j'imaginai hier le rêve suivant, qui n'a d'autre mérite que de prolonger en moi l'écho si doux de l'une de ces heures. Avant que le créateur eût revêtu d'un corps, pour l'envoyer sur terre, l'ame de notre jeune amie, les deux génies qui s'attachent invisibles à tous nos pas s'avancèrent devant lui. Le génie du mal, à la lèvre blême et contractée, à l'œil implacable, aux mains avides, s'élança sur la chère ame nue encore et dit : « Je veux la perdre. » A ces mots, l'ame innocente tressaillit devant lui, devant son créateur, devant son bon génie. Cependant l'esprit du mal poursuivit en grimaçant vis-à-vis d'un miroir : « C'est ainsi que je prétends la perdre, par ces minauderies qu'elle dédaignera jusqu'à ce qu'elle s'y laisse prendre et les imite. J'étalerai sous ses yeux des diamans, des fleurs et des tissus, toutes les pompes de la mode, et je l'enjôlerai en lui donnant de quoi se procurer tant de merveilles. Si ma voix qui parle en elle n'est point écoutée, j'emprunterai la voix des jeunes gens pour la flatter, la tromper, la séduire; j'éveillerai son amour sans le lui rendre, et s'il lui arrive de faire le bien, ce ne sera point pour le bien lui-même, mais parce qu'elle croira plaire davantage par là. » — Mais le

bon génie baisa l'ame frémissante, et, s'agenouillant devant le Créateur : « Couronne, dit-il, et pare d'un beau corps la belle ame, et cette enveloppe ne se détachera d'elle qu'immaculée. Donne-lui de beaux yeux, dont jamais le mensonge n'altérera l'azur céleste; mets un cœur sensible dans sa poitrine, un cœur qui ne doit s'arrêter qu'après avoir battu pour la nature et la vertu. Je te le rapporterai de la terre épanoui comme une fleur qui brise enfin son enveloppe, car je veux me mêler aux rayons de la lune, aux enchantemens des nuits de mai pour évoquer dans son sein des soupirs d'une douce langueur. Ma voix, en l'appelant, aura de musicales inflexions, et je causerai du haut de ton ciel avec elle. J'emprunterai l'accent de sa mère ou d'une amie, afin de l'attacher à moi. Souvent je veux, dans l'ombre et la solitude, voltiger autour d'elle, et, par une larme dont son œil s'embellit, lui révéler le secret de ma présence et de mon amour, et je la conduirai de la sorte à travers la chaude journée de la vie jusque dans la vieillesse, jusqu'à cette heure où son doux éclat doit pâlir devant l'éternité, comme fait la lune à l'aurore. » — Le bon génie triompha, et tous deux descendirent sur la terre, haïs de l'esprit du mal qui les accompagna (1). — O toi pour qui j'ai écrit ces lignes, pense à moi, et si ma voix éloignée sur la terre ou pour jamais éteinte par-dessous n'atteint plus jusqu'à toi, que ces pages te la rappellent. » — Je l'ai dit,

(1) Cette fantaisie nous rappelle un fragment du même genre, mais plus touchant peut-être; nous voulons parler de quelques lignes écrites à la mémoire d'une de ces gracieuses princesses d'Allemagne qui l'admirent plus tard dans l'intimité de leur petit Ferrare, et dont un agréable travail sur la duchesse Dorothée de Courlande, publié dernièrement, raconte, avec une parfaite intelligence du sujet, les hospitalières façons. « Avant qu'elle vînt au monde, écrit Richter de l'aimable muse, son génie aborda le Destin et lui dit : J'ai toute sorte de couronnes pour cette enfant, couronne de beauté, myrte du mariage, couronne de roi, couronne de laurier et de chêne, symbole de l'amour de la patrie allemande, et couronne d'épines. — Donne-lui toutes tes couronnes, répondit le Destin. Cependant il en est encore une devant laquelle s'effacent les autres.

« Et lorsque la couronne funéraire ceignit cette tête auguste, le génie revint, et comme ses larmes parlaient seules :

« — Regarde, s'écria tout à coup une voix, et le Dieu des chrétiens apparut. »

Il y a là, qui le nierait? la percée de lumière dans l'infini, cette note de la rêverie que nous avons eu déjà l'occasion de surprendre dans plus d'un *lied* d'Uhland et de Kerner. On remarquera aussi le vague des personnages : le Génie, le Destin; à quelle religion appartient cela? Au déisme de Rousseau sans nul doute, à ce culte romantique de la sentimentalité humaine, qui préfère volontiers au rite consacré l'union libre à la face du ciel, avec une urne pour autel, *cette urne dédiée par un cœur aimant au cœur aimant qu'il adora.*

d'aimables causeries littéraires entremêlées de lectures confidentielles faisaient le charme de cette réunion toute choisie, où l'intimité la plus honnête, la plus tendre, régnait entre le professeur et les élèves. Au sortir de si sensibles épreuves, l'ame du poète se rassérénait dans cette atmosphère virginale, et cet esprit d'ordinaire si ombrageux, si indépendant, aimait à se mettre au niveau de ces imaginations de jeunes filles, dont il éclairait les curiosités instinctives aux lueurs d'une philosophie douce et modérée; car on ne s'en tenait pas aux simples questions poétiques, et de temps à autre les points les plus délicats étaient touchés. Ainsi un jour une des jolies disciples demande au maître de lui exposer dans une lettre ses idées sur l'immortalité de l'ame. « L'immortalité de l'ame! s'écrie alors Jean-Paul; mais il y aurait là de quoi écrire des volumes, et vous parlez d'une lettre; mais c'est là un sujet qui sillonne la création entière, qui serpente à travers les mondes et les siècles, dont le nom seul rouvre à l'instant dans la tombe tous les yeux que la mort a fermés. L'immortalité de l'ame! mais il serait plus aisé d'en parler tout un jour que d'en parler une heure! » Néanmoins Jean-Paul se met en devoir de répondre; peu de temps après, il adresse à sa blonde métaphysicienne une dissertation en règle sur la durée de l'ame et sa conscience après la mort: programme éblouissant où je trouve en germe les idées principales qui fleuriront avec magnificence dans *la Vallée de Campan*. Il va sans dire que la teinte poétique domine, et qu'en cette philosophie de sentiment la démonstration n'affecte pas un tour bien rigoureux; cependant, à n'envisager que le but qu'on se propose, en tant que prélude à de grands travaux qui plus tard atteindront leur harmonie, c'est parfait. Vous diriez un papillon émissaire lâché dans l'azur attiédi d'une de ces belles journées par lesquelles s'annonce le printemps. Je ne résiste pas au plaisir d'extraire une pensée de ce discours, qu'il faudrait pouvoir donner dans son ensemble. « Ce n'est qu'à la condition d'avoir les yeux tournés vers une autre vie, reprend Jean-Paul en terminant, que celle-ci nous deviendra supportable ou heureuse; de même que l'arc-en-ciel, en s'arrondissant au-dessus de nos têtes, embellit encore pour nous le spectacle de la terre en fleur, ainsi ce que nous cherchons dans l'autre vie prête du charme à tout ce que celle-ci renferme. »

A mesure qu'on s'oublie à contempler le docte groupe, on voit s'en détacher trois aimables figures : Hélène, Renée, Caroline. Je cite leurs noms de jeunes filles, les seuls qui se rencontrent dans la correspondance de Jean-Paul. Quant aux autres, ils importent peu, et ce

qui m'intéresserait bien davantage serait de savoir au juste ce qui se passa dans son cœur, et jusqu'à quel point ces familiarités intellectuelles avec de si gracieuses créatures réagirent sur ses sensations. Les aima-t-il toutes trois? Sans doute, mais de quel amour? Là est le secret, et si je m'en fie à ses tablettes, je m'aperçois que lui-même ne savait trop que penser là-dessus, lorsqu'il se posait, pour éclaircir son trouble, des questions du genre de celle-ci : « Jusqu'où doit aller l'amitié à l'égard du sexe féminin, et quelle est la différence qui existe entre elle et l'amour? » La demande avait de quoi embarrasser un ingénu de vingt-quatre ans qui agitait des mondes dans ses rêves, mais n'en baissait pas moins les yeux devant une femme. Aussi n'y répondit-il point, que nous sachions. Après tout, la grande affaire pour lui, c'était d'aimer, de se laisser vivre; qu'avait-il besoin de connaître la ligne de démarcation, d'éclairer à la lanterne sourde de l'analyse ces confuses tendresses d'une conscience encore novice? Tels grands secrets qui se dérobent à nos investigations les plus assidues vont s'échapper spontanément de nous-mêmes à l'instant où nous y songeons le moins, et peut-être eût-il suffi à Jean-Paul de relire les lettres qu'il écrivait à Caroline pour y saisir cette nuance qui décide. Évidemment ses préférences eussent incliné vers celle-ci. Il la voyait plus belle qu'elle n'était à travers ce prisme de transfiguration, qui, à défaut d'autre attribut, suffirait pour caractériser l'amour. Illusions charmantes qui ne devaient pas se prolonger! Au printemps, on se dispersa, et de tous ces beaux rêves de jeunesse il ne resta que d'agréables souvenirs que Jean-Paul enferma soigneusement et pour la vie dans le coin le plus secret de cette mémoire du cœur dont il avait reçu le don.

Je ne sais, mais il semble qu'avant de s'éloigner, ces jolies fées des premières amours conjurèrent un peu la mauvaise fortune qui s'acharnait à poursuivre Jean-Paul. En effet, on dirait qu'à dater de cette période, un rayon plus doux visite la cellule du pauvre écrivain. Mécontent de ses premiers essais dans la satire, travaillé du besoin d'établir sa réputation littéraire sur des bases moins problématiques, il entreprit d'écrire un ouvrage de plus longue haleine. C'était alors en Allemagne comme aujourd'hui en France, le roman réussissait fort. Jean-Paul déserta donc l'école de Rabener pour se ranger sous la bannière de Klinger et de Hippel, les lauréats du jour. Sans doute qu'un certain esprit de calcul dut entrer dans sa détermination. En choisissant un genre en faveur chez le plus grand nombre, il assurait du moins un éditeur à son ouvrage. Et franchement, après de si dou-

loureuses perplexités auxquelles nous l'avons vu en butte, pouvons-nous lui en vouloir de la spéculation? Dans tous les cas, ses prévisions se réalisèrent. Le manuscrit de *la Loge invisible* terminé, Jean-Paul l'adressa sans autre recommandation qu'une épître de sa main à un libraire de Berlin, lequel, chose incroyable, éprouva à la lecture de ces pages une émotion si vive et si profonde, qu'il se prit à l'instant du plus sympathique enthousiasme pour leur auteur inconnu. « Laissez-moi vous dire tout ce que j'ai dans l'ame, écrit-il à Jean-Paul, en lui accusant réception de *la Loge invisible*, dont il compte bien ne pas se dessaisir; laissez-moi vous exprimer à quel point votre œuvre m'a ravi; et j'ignore encore qui vous êtes, où vous vivez, ce que vous faites? De grace, un mot de vous. » Jean-Paul, qui n'avait signé son manuscrit que de simples initiales, se déclare alors ouvertement, et d'un ton de bonhomie qui trahit une émotion que de moins naïfs chercheraient à déguiser : « Cher ami, répond-il, combien je suis heureux de votre excellent suffrage, et surtout de cette affinité qu'il me semble découvrir entre nos ames! Pour comprendre toute ma joie, il vous faudrait connaître le sol béotien où la destinée m'a planté, connaître le froid glacial que les gens qui m'entourent affectent envers tout ce qui peut élever l'être humain au-dessus de l'état bourgeois, car ici le cœur n'est rien qu'un muscle plus ou moins volumineux; et de quelques amis capables de ressentir autre chose que des impressions physiques, il ne me reste, hélas! que les tombeaux. Vous me demandez ce que je suis? Hélas! rien, ou plutôt un faiseur de riens. Jusqu'à ce jour, mes occupations se résument en ceci : j'ai travaillé pour le diable et beaucoup lu dans la solitude. Quant à ce qui regarde les besoins de la vie, je ne saurais pas que je suis pauvre, si je n'avais une vieille mère qui devrait, elle, ne point le savoir. » Le jour où parut *la Loge invisible* fut pour Jean-Paul une véritable fête. Il comptait alors vingt-six ans, et le premier exemplaire qu'il eut de son livre lui arriva le matin même de l'anniversaire de sa naissance. On juge si l'honnête Jean-Paul négligea de célébrer la double circonstance. Voici de quel trait cette date mémorable est consignée dans son journal : 5 mars 1793 : « Le génie éternel m'ouvrit à Hof un ciel d'azur. — Mon livre était là, ma joie fut presque de l'extase; je passai deux bienheureuses journées tout entières occupées à la lecture de mon œuvre. » Ceci me rappelle un raffinement du même goût que pratiquait naguère encore en Allemagne un des plus furieux enthousiastes de l'auteur d'*Hesperus* et de *Titan*. Le brave homme dont je parle, quelque peu maniaque comme on verra, avait coutume de se

désigner à lui-même dans le cours de l'année une soirée qu'il consacrait d'avance *in petto* au culte exclusif de sa divinité. Ce soir-là, il rentrait de bonne heure, s'enfermait avec soin dans sa chambre, allumait huit bougies, et les pieds sur les chenets, sa pipe bien bourrée, il se mettait à déguster à loisir, en gourmet, la prose poétique de *Siebenkaes* ou de *Quintus Fixlein*, s'interrompant çà et là pour méditer sur sa lecture et se verser un large verre de punch aux oranges. La séance littéraire se prolongeait ainsi jusque vers minuit, heure à laquelle le volume tombait des mains du dilettante, qui d'ordinaire essuyait une larme avant de s'endormir dans les fantastiques illusions de cette double ivresse. — Notre homme appelait cela célébrer la fête de Jean-Paul.

La Loge invisible est moins un livre qu'un fragment; les deux derniers volumes n'ont jamais paru. « En dépit de mes vues et de mes promesses, dit Jean-Paul dans une préface générale publiée, vers 1825, en tête de ses œuvres complètes, *la Loge invisible* demeure une ruine née. Il y a trente ans, j'eusse terminé l'ouvrage avec toute l'ardeur que j'avais mise à l'entreprendre, mais la vieillesse ne bâtit pas; tout ce qu'elle peut faire, c'est de rapiécer les ébauches des premiers jours. En supposant que chez elle la force créatrice fût restée la même, elle n'a plus de goût pour les combinaisons, pour les sentimens d'autrefois qui ne lui paraissent pas dignes qu'on les reprenne. Si on s'enquiert de la raison pour laquelle cette œuvre n'a point été terminée, tant mieux! J'aimerais moins qu'on me demandât pourquoi elle a été commencée. Mais quelle vie ici-bas ne voyons-nous pas s'interrompre? Prenons donc notre mal en patience, et songeons, en regrettant de ne pas savoir ce qu'il advient des secondes amours de Kunz et du désespoir d'Élise (1), songeons que cette vie n'offre partout que des énigmes, énigmes dont la tombe a le secret, et que l'histoire entière de l'humanité n'est elle-même qu'un grand roman qui ne se complète jamais. » Du reste, il ne faut pas s'exagérer le mal; d'abord le mérite de l'œuvre fragmentaire telle que nous la possédons ne me semble pas de nature à justifier d'inépuisables regrets; ensuite, avec la vagabonde poétique de Jean-Paul, un volume de plus ou de moins importe assez peu, et c'est là, à mon sens, la plus vive critique qu'on puisse faire à ce genre où l'action principale ne compte pour rien, et qui ne vit que de digressions et d'épisodes. Évidemment l'inexpérience du jeune homme se trahit à chaque pas. L'imitation aussi

(1) Personnages du roman.

s'en mêle : il va des contes de revenant de Klinger aux fadeurs sentimentales de Hippel, et, brochant sur le tout, ses chaleureuses sympathies pour Rousseau se font jour dans certaines pages éloquentes sur l'éducation, dont une femme d'esprit nous disait un jour à Weimar : C'est de l'*Émile* lu au clair de lune. Quant à la donnée du livre, elle repose tout entière sur le contraste de l'idée avec la vie réelle, motif de prédilection que Jean-Paul excelle à traiter, et qu'une analyse clairvoyante retrouvera toujours au cœur de ses romans. Le héros est un de ces sublimes fous que l'idéal tourmente, une de ces ames maladives que le vol de la fantaisie emporte sans cesse au-delà de nos sphères. Avec un pareil caractère, comment s'attendre à ce que l'action marche droit et ne s'égare point en toute sorte de réflexions, de songes, d'aphorismes, d'épanchemens lyriques et de satires?

Peut-être convient-il ici de caractériser une bonne fois le roman de Jean-Paul. Remarquez que nous disons le roman, et non point *la Loge invisible*, *Hesperus*, *Siebenkaes* ou *Titan*, car parmi toutes les œuvres de Richter, on n'en citerait point une où il se résume tout entier. A la manière de la plupart des humoristes, il s'abandonne trop volontiers aux émotions qui le sollicitent, pour qu'à tout instant quelque digression inadmissible ne vienne pas déranger l'économie de sa composition. Vous le voyez commencer un livre, un chapitre, un paragraphe, avec la ferme volonté d'aller droit son chemin; puis, au premier sentier, l'humeur le gagne : adieu les caractères, le bon sens, la logique! les idées s'engendrent d'elles-mêmes, se croisent et s'entortillent en toute sorte de combinaisons bizarres, mais prodigieuses, et que lui seul sait trouver. De là un imprévu dont rien n'approche, un choc étrange, monstrueux, fantastique, où le mot devient une idée qui miroite et s'épanouit en une gerbe lumineuse d'où mille autres étincelles jaillissent, où le son jeté au hasard groupe autour de lui d'autres sons, et forme une sorte de musique accidentelle, une sorte de fugue dans le contrepoint général, quelque chose, en un mot, dont on n'a d'exemple dans aucune langue, dans aucun art, dans aucun style. Qu'on juge d'après cela si Jean-Paul est un de ces hommes qu'un simple spécimen fait connaître : inégal, capricieux, fantasque, extravagant comme on ne l'est pas, chez lui les qualités et les défauts se mêlent en un tissu inextricable, et sa main sème les diamans, un peu comme le Créateur sème les rosées, sans s'inquiéter si le sol qui les reçoit est de fange ou de fleurs. Aussi, lorsqu'il me dit que *Titan* est son chef-d'œuvre, je n'en crois rien. Richter n'a point fait de chef-d'œuvre, mais une œuvre unique, une œuvre bizarre, singulière, im-

mense, où tout se tient, le faux et le vrai, le sublime et le grotesque, où l'épopée coudoie le conte bleu, où les rayons les plus purs, les plus doux d'une philosophie éthérée plongent sans s'y confondre comme il arrive dans ces intérieurs de Rembrandt, à travers la nuit et les ténèbres; quelque chose enfin de confus et d'impénétrable comme le chaos, mais d'aussi vaste et d'aussi fécond, — et c'est cette œuvre qu'il s'agit de remuer de fond en comble, ce chaos qu'il faut débrouiller, si l'on veut connaître enfin le véritable Jean-Paul; c'est là qu'il faut aller surprendre le colosse.

En général, chez lui, le vague des idées vous irrite encore moins que la fantaisie du discours, et quelque familier que l'on puisse être avec ces nébuleuses imaginations de la métaphysique et de la poésie du Nord, quelque bonne volonté qu'on ait d'ailleurs, on se déconcerte en présence de ce style sinueux à dessein, de cet imprévu sans cesse renaissant dans la formule et dans le mot, de ces phrases serpentines qui décrivent des courbes à perte de vue, et vont se repliant sur elles-mêmes, sans aboutir jamais, car la fantaisie est leur but. Quant à la grammaire, il n'en saurait jamais être question, non que Richter ignore la syntaxe, mais ne faut-il pas que son humeur ait le dessus? Le voilà donc trafiquant avec une libéralité fastueuse des parenthèses, des phrases incidentes, inventant les néologismes par milliers, soufflant sur la poussière des archaïsmes et les remettant à la lumière; enjoué, satirique, rêveur, sentencieux jusqu'au pédantisme; disposant, accouplant, emboitant les idées et les mots dans les combinaisons les plus charmantes, dans les plus adultères agglomérations. Il y a, dans je ne sais quel roman, une académie fantastique dont les membres sont jour et nuit occupés à piler dans un mortier des substantifs et des adverbes. Jean-Paul rappelle en tout point ces pharmaciens littéraires, il élabore ses parties du discours, comme ferait ses drogues un chimiste; il les combine, les manipule, les traite par les semblables et les contraires, et des élémens les plus simples ainsi passés à l'alambic de son esprit, il finit par extraire presque toujours des sels nouveaux qui vous ravivent. Que dire ensuite de ces éternelles métaphores, de ces allusions sans cesse renaissantes, de ces interjections prodigieuses, de ces calembours, de ces jurons, de ces veines épigrammatiques qui jaillissent tout à coup du discours? que dire de cette école buissonnière à travers les ronces et les fleurs du style et de la poésie, à travers les émeraudes et les cailloux, les ténèbres et le soleil? C'est un imbroglio dont rien n'approche; de toutes parts obscurité, dissonance, confusion : *worse confounded;* Shakspeare a trouvé le mot.

Qu'on ne pense point que là s'arrête cet esprit original, toujours en travail de minutieuses recherches. Si le style est l'homme, comme l'a dit Buffon, à plus forte raison le style est l'œuvre; et de même que la netteté de la conception entraîne toute clarté dans l'exposition, de même d'une phraséologie maniérée, sinueuse, inextricable en ses mille tours, on n'ira point conclure à l'unité du sujet, à la lucidité générale du plan. Il s'ensuit donc que cette variété singulière, ce luxe de formules inusitées, cette superfétation parasite qui nous inquiète chez Richter dans l'économie de sa pensée, se rencontreront naturellement dans toutes les grandes combinaisons de son œuvre. Il y a dans la manière dont tout cela s'arrange et s'organise quelque chose qui vous rappelle ces chinoiseries merveilleuses, ces petits chefs-d'œuvre de patience et de curiosité, où d'innombrables boules s'enchevêtrent dans l'ivoire. Impossible chez lui de trouver un morceau, fiction romanesque ou traité de morale, qui ne s'enveloppe dans toute espèce de langes fantastiques, dans quelque narration extravagante, au moyen de laquelle il se rattache à l'auteur; car il faut toujours que Jean-Paul intervienne et joue son personnage dans la pièce. C'est alors qu'il vous expose du plus grand sang-froid une géographie imaginaire dont il ne perd jamais l'occasion de faire étalage. Écoutez-le, il vous parlera fort sérieusement de Flachsenfingen, Haarhaar, Scheerau, respectables cités dont il connait la statistique, les mœurs, la politique, la littérature, et dûment pourvues d'une collection irréprochable d'altesses sérénissimes, de conseillers auliques, de chambellans qui s'entretiennent avec lui des affaires de l'état dans le plus aristocratique dialecte, et l'encouragent le plus souvent à continuer ses travaux. Pas une histoire qui ne procède par digressions, pas un chapitre qui ne traîne avec lui des chiffons volumineux. Au moment où l'intrigue commence, où l'intérêt semble enfin vouloir poindre, arrive, on ne sait d'où, une intercalation luxuriante, un *extra-blatt*, avec ses pointes satiriques, ses allusions, ses moralités, une divagation sur des sujets que nulle intelligence ne peut prévoir, et le lecteur, abasourdi, s'épuise en conjectures, se fend la tête pour comprendre le mot de cette énigme inextricable, ou bien, las de tant de tribulations, fatigué de voir qu'on le bafoue, ferme le livre et n'y revient jamais.

Tout ceci est exact, et cependant comment oser nier que des rayons de la vérité la plus pure éclairent ce chaos, que des piliers de lumière éblouissante s'y dressent? Et d'ailleurs, est-ce bien un chaos, ou les yeux plutôt ne nous manquent-ils pas? Sommes-nous sûrs d'avoir dans le regard une assez vive, une assez profonde clairvoyance, pour

que pas un détail, pas une intention ne nous échappe, et que les phénomènes les plus dignes d'intérêt ne serpentent point par myriades dans cette prétendue obscurité? Tout se passe-t-il donc au grand soleil dans la nature? En dehors de cette création visible et sonore qui s'agite bruyamment sous le ciel, n'en est-il point une autre, mystérieuse, imperceptible, qui ne livre qu'à l'œil de la science, qu'aux plus minutieuses investigations du microscope, le secret de sa vie incessante et multiple?

Dans *Hesperus*, écrit deux ans plus tard que *la Loge invisible*, en 1794, le même ordre d'idées se reproduit. Évidemment les ingrédiens qui eussent au besoin servi à compléter le premier roman, resté inachevé, ont dû passer dans le second. La Muse est avant tout ménagère, et, pour chanter comme la cigale, elle n'en veille pas moins avec la sollicitude parcimonieuse de la fourmi sur le menu grain des idées. C'est dire qu'on retrouve ici tout l'appareil romanesque, toutes les invraisemblances de *la Loge invisible*, et que les ames visionnaires, les esprits éthérés que l'ennui de cette vie écrase, jouent un grand rôle dans la comédie. Déjà *la Loge invisible* contenait plus d'un passage ayant trait à ces natures supérieures qui, à défaut d'autres mérites, apportent sur la terre un sentiment d'ironique mépris pour tout ce qui s'y fait, une aspiration inénarrable vers la mort et l'horizon infini qui s'ouvre devant elle. Emmanuel, dans *Hesperus*, est le représentant de cette classe. Il n'y a que les mystiques d'Alexandrie, que cette extravagante légion des Jamblique, des Plotin et des Porphyre, qui puisse donner une idée de ce brahme au corps macéré, de ce pythagoricien qu'une plaisanterie afflige et que Shakspeare rend triste jusqu'à la mort, de cet être sans réalité ni pesanteur, qui torture sa chair pour alléger son esprit, avivant par le jeûne et l'abstinence les hallucinations de son cerveau. A l'exemple des esprits inquiets que je viens de nommer, Dieu et l'immortalité de l'ame incessamment l'occupent, et l'on ne saurait dire à quelle myriade d'aphorismes saugrenus donnent lieu dans sa philosophie ces deux vérités rayonnantes, cariatides inébranlables de l'ordre universel. Je prends au hasard dans le nombre : « Il n'est donné à l'homme ici-bas, observe quelque part cet incroyable personnage, que deux minutes et demie, une minute pour sourire, une autre pour soupirer, une demi pour aimer; car au milieu de cette troisième minute il meurt. » Peut-être ne saurait-on mieux apprécier de semblables folies qu'en leur appliquant les propres paroles de Jean-Paul : « Ce sont là des choses qu'on écrit lorsqu'on a trop complaisamment savouré l'acide du citron, la fleur de thé, la canne à sucre et

l'arrak. » Jean-Paul distingue plusieurs espèces d'hommes, l'homme-dieu, l'homme-bête, l'homme-plante, et c'est dans la première de ces trois catégories qu'il range son insensé Emmanuel. Ici naturellement la question sociale se présente. Qu'on se rassure, je ne la discuterai pas. Aussi bien serions-nous fort embarrassé d'émettre un jugement; car d'un côté nous avouons qu'il y a un abus étrange à vouloir présenter comme l'idéal de la race humaine des individus dont on peut dire en somme que la maison des fous les réclame, des êtres qui, sans utilité pour leurs semblables, n'en mordent pas moins, en parasites, aux plus beaux fruits de la vie, quitte à les rejeter ensuite avec dédain; de l'autre, pourquoi ne confesserions-nous pas notre faible pour cette famille errante des Werther et des René, famille humaine aussi, et qui eut pour vocation la souffrance?

Au sortir de cet idéalisme effréné de *la Loge invisible* et d'*Hesperus*, de cette poésie transcendantale toujours dans les nuages, on a peine à s'accoutumer au réalisme si borné de *Quintus Fixlein* et de *Siebenkaes*. Évidemment, dans la pensée de l'auteur, les deux romans dont je parle sont destinés à faire la contre-partie de sa première manière, qu'il retrouvera plus tard dans le *Titan* et *la Vallée de Campan*. Au premier abord, on se demande quelles relations peuvent exister entre la métaphysique de tout à l'heure et le style bourgeois d'à-présent, entre ce rêveur en démence qui se perdait dans l'infini et ce pauvre avocat de province qui se perd à son tour dans les minutieuses occupations de la vie de ménage. Et cependant, pour peu qu'on y prenne garde, on trouve le fil conducteur au moyen duquel s'opère cet embranchement de deux genres également familiers à Jean-Paul, je veux parler du caractère de Victor dans *Hesperus*, de ce singulier personnage à la fois poète et philosophe, courtisan et enthousiaste, « qui possède trois ames de fou, une ame humoristique, une ame sensible, une ame philosophique, » et qui, au fond, n'est autre que Jean-Paul lui-même, avec sa verve humoristique et sa sentimentalité.

Quintus Fixlein et le recueil de fantaisies imprimé sous le titre original de *Fleurs, Épines et Fruits*, ouvrages spécialement réservés, comme nous le disions, à l'étude de la vie domestique, à l'analyse des misères du coin du feu, commencent dans le roman de Jean-Paul une série nouvelle, la série vraiment humoristique. En persévérant dans son premier système, l'auteur de *la Loge invisible* et d'*Hesperus*, avec une verve bien autrement poétique et généreuse, une imagination déjà tempérée d'un grain de réalisme, n'en eût pas moins risqué de

passer pour continuer la manière de Klinger, et, je n'hésite pas à le déclarer, le vrai Jean-Paul, celui que l'Allemagne appelle à bon droit l'inimitable, n'existe qu'à la condition d'avoir créé ce genre, où tout lui appartient en propre, l'idée et la forme, le détail et l'ensemble. Dans la préface de *Quintus Fixlein*, Jean-Paul touche lui-même à ce point de contraste qui distingue ce livre des précédens. « Je n'ai jamais pu découvrir, dit-il, que trois sentiers à suivre pour arriver à une existence plus heureuse; le premier perce dans la hauteur et vous mène tellement au-dessus des orages de la vie que le monde extérieur, avec ses sauts de loup, ses infirmeries et ses paratonnerres, finit par prendre sous vos pieds les misérables dimensions d'un étroit jardinet d'enfant; le second mène en bas, dans le jardinet en question, ou, pour mieux dire, dans l'ornière, d'où, s'il vous arrive par hasard de mettre le nez hors de votre nid d'alouettes, vous n'apercevez plus ni infirmeries, ni paratonnerres, ni sauts de loup, mais seulement des moissons dont chaque épi vous semble désormais un arbre; le troisième enfin, qui me paraît à la fois le plus difficile et le plus sage, est celui qui va de l'un à l'autre de ces deux sentiers. » Que pensera-t-on maintenant de ces extrêmes, de cette incroyable doctrine d'un homme qui aime mieux nager dans le vide ou ramper dans le sillon que de marcher tout bonnement sur la terre en prenant les infirmeries et les sauts de loup pour ce qu'ils sont, en contemplant les montagnes et la vallée, la nature et la vie humaine, de leur point de vue régulier, et non plus de ce regard d'en haut qui rapetisse, ou de ce regard d'en bas qui grossit? Là cependant est Jean-Paul tout entier. Suivez la première de ces trois voies, vous aboutirez à l'Emmanuel d'*Hesperus*, au Spencer de *Titan*, à ces créations qu'à défaut d'un terme plus propre à rendre ma pensée j'appellerai transcendantales; prenez la troisième, elle vous mène droit à Siebenkaes, à Lenette, à Wuz, à Fixlein, à tout ce petit monde qui se débat sous le microscope de l'humoriste. On ne manquera pas d'observer qu'en ceci le point intermédiaire se trouve bien légèrement méconnu, car après tout, entre cet individu flottant dans les nuages et cet individu tapi dans son ornière, entre cet aigle et ce ciron, il y a l'homme, l'homme sérieux, moral, sain de corps et d'esprit. Mais songeons que nous sommes en Allemagne et non dans la France du XVII[e] siècle, et qu'il s'agit ici de Jean-Paul Richter et non de Molière.

De même que certains élémens ont passé de *la Loge invisible* dans *Hesperus*, de même la fraîche et mélancolique idylle de *Maria Wuz* renferme en abrégé le roman de *Quintus Fixlein*, étude biographique consacrée à l'analyse de la modeste et béate félicité d'un brave

pasteur qui exerce aussi dans sa campagne les fonctions de maître d'école. Nulle part pourtant Jean-Paul n'a mieux réussi que dans *Siebenkaes* à rendre ces misères et ces joies d'une existence médiocre. Comme peinture de certaines douleurs inqualifiables qu'une ame poétique mise en contact avec les réalités suffocantes d'une vie étroite et besogneuse peut seule ressentir, *Siebenkaes, l'Avocat des pauvres*, est un chef-d'œuvre. D'une touche si délicate et si fine, d'un coloris si vrai, d'un art si merveilleux de faire intervenir l'idéal au sein de l'intérieur le plus bourgeois, il n'y a d'exemple que dans les tableaux de Mieris et de Gerard Dow. Je cherche en vain parmi nos productions contemporaines un équivalent à cette littérature. Peut-être M. de Balzac, dans quelques passages de *la Recherche de l'absolu* ou d'*Eugénie Grandet*, en donnerait-il une idée lointaine; mais non : M. de Balzac, humoriste par l'esprit seulement, plus cousin de Rabelais que de Cervantes, n'a rien de la sensibilité chaleureuse, de l'onction sympathique du sublime rêveur allemand. D'ailleurs, chez M. de Balzac, l'étude de la vie réelle recherche trop assidument certains détails dont le goût n'est point sans reproche et qu'il faudrait omettre. On y respire çà et là cette odeur nauséabonde de la pension bourgeoise décrite avec tant de complaisance dans *le Père Goriot*. Jean-Paul, au contraire, si bas qu'il descende, épure toujours à je ne sais quels filtres poétiques les réalités incompatibles avec les convenances d'une œuvre littéraire. De là sans doute le reproche qu'on lui fait de subtiliser, de quintessencier; mais l'auteur d'*Hesperus* et de *Siebenkaes* est avant tout poète. Son analyse lui vient de la Muse, un peu hermine, comme on sait, et qui, lorsqu'il s'agirait de se crotter, préfère s'en tenir à la devise bretonne : Plutôt mourir.

L'intérieur de Siebenkaes, sa misère, les tribulations à la fois si tristes et si bouffonnes de sa vie d'homme de lettres sont autant de tableaux d'une vérité frappante et que le rédacteur besogneux des *Papiers du Diable* se trouvait, hélas! mieux que personne en état de peindre d'après nature. L'ouvrage fit sensation en Allemagne. On a toujours aimé de l'autre côté du Rhin cette poésie de coin du feu, cette idylle bourgeoise qui prend pour théâtre, non plus les campagnes fortunées de l'Eurotas, mais une étroite chambre bien nue et bien obscure où s'escrime au milieu d'un tas de bouquins et de paperasses un pauvre diable d'auteur inconnu qui dépose la plume pour souffler dans ses doigts. Et puis cette fois les personnages du roman étaient connus de tous, le tableau de genre avait l'intérêt d'un portrait de famille. Comment s'y tromper en effet? Comment ne pas retrouver

Jean-Paul dans Siebenkaes, l'excentrique et insouciant libelliste des *Procès groënlandais* dans ce bonhomme toujours en humeur de productions fantasques, toujours dans les étoiles, lorsque les soins de la vie réclameraient sa présence sur la terre? Et cette Lenette prosaïque, cette femme d'ordre, de bon sens, qui ne comprend rien aux choses de l'imagination, dont les naïvetés irritent l'esprit supérieur de son époux, mais qui en revanche tient le ménage et souffre sans se plaindre, n'est-elle pas, sauf quelques modifications dans l'âge et la physionomie, faite à la ressemblance de la digne mère que nous avons vue poser à son rouet dans la maison de Hof? On connaît cette Pauline de la préface de *Quintus Fixlein* (1), cette douce et pudique jeune fille que le poète rencontre la veille de son mariage avec un ancien militaire, et dont la destinée lui inspire au soleil couchant de si mélancoliques réflexions. Telle est Lenette, telles sont presque toutes les héroïnes de Jean-Paul, natures souffrantes et résignées, chastes ames vouées au sacrifice, à l'obscurité, à l'immolation de toutes les joies, de toutes les espérances, de tous les rêves de la vie, et sur lesquelles le philosophe laisse tomber un regard de douloureuse sympathie.

Cependant il ne faudrait pas s'y méprendre, il y a dans ces pages qui respirent tant de mansuétude évangélique plus d'une atteinte portée au mariage, et tel chapitre de *Quintus Fixlein* ou de *Siebenkaes* me semble, avec sa placidité si bénigne, un plaidoyer non moins dangereux que les provocations byroniennes dont nous avons vu le règne un moment; car, avant tout, Jean-Paul est humoriste : dès qu'une douleur le frappe dans l'humanité, il s'attendrit sur elle, et vous donne ensuite son émotion telle quelle, avec franchise, loyauté, et sans trop songer à ce qu'une analyse scrupuleuse y pourra trouver de plus ou moins hétérodoxe. C'est en ce sens qu'on reproche à ses personnages de manquer de logique dans leurs actes, à ses héros de dégénérer trop souvent en caricatures, reproche qui du reste s'amoindrit singulièrement lorsqu'on envisage les conditions du genre exceptionnel où s'exerçait le génie de Richter. En effet, chez l'humoriste, le côté subjectif, le moi, joue un trop grand rôle pour qu'il puisse exister à ses yeux des êtres parfaits; il étudie en lui-même l'homme avec ses qualités et ses défauts, ses bizarres contrastes de ridicule et de grandeur. La vie et le sang des personnages qu'il met en relief ne sont autres que la vie et le sang de son propre cœur, ses créations et son ame ont même fond; il se contente de donner ce

(1) Voir le morceau cité dans notre premier article, n° du 1er septembre 1842.

qu'il a en lui, rien de plus, rien de moins : une tendresse infinie pour l'être, quel qu'il soit, une bienveillance intime, universelle, une miséricorde sans bornes. A tout prendre, l'humour est de la sensibilité, une sensibilité que le sourire accompagne, quelque chose de vague et d'indéfini, de bâtard si l'on veut, la plaisanterie mélancolique, la gaieté qui pleure. La faculté mère chez Jean-Paul, la faculté génératrice d'où dérivent tous les autres attributs, c'est l'humour. Richter est humoriste du plus profond de son ame; il sent, imagine, et procède comme un humoriste. Vous le voyez passer en un moment, presque sans transition, de la gaieté la plus vive à la mélancolie, à la tristesse, faire d'un seul trait, à l'exemple de Rubens, d'une physionomie épanouie et riante une physionomie rêveuse ou chagrine, et cela, pour une idée qui lui traverse l'ame, pour un nuage dont le ciel se voile; puis un instant après l'idée s'évanouit, le nuage se dissipe, et notre poète redevient gai, s'ouvre de plus belle au printemps, à la vie, au ciel bleu, et reprend sa chanson comme l'oiseau des bois. Richter est fantasque, je l'avoue; mais il y a tant de naïveté dans ses boutades, tant de franchise et de bonhomie dans ses divagations, dans ses lubies, qu'on les lui pardonne volontiers et qu'on finit toujours par l'aimer. Et comment ne pas l'aimer, ce noble cœur qui se passionne incessamment pour le bon, l'honnête et le juste? L'humour, faculté tout individuelle, résulte de divers élémens qui doivent se combiner à juste dose. Isolément, la verve satirique, pas plus que la sensibilité, ne constituent l'humour. L'une, mordante, sèche, acérée, aboutit à la raillerie, au trait, à l'esprit; l'autre, si quelque sel n'en relève le goût, dégénère bientôt en sentimentalité. Ici vous avez Voltaire, là Kotzebue; ailleurs sont Rabelais, La Fontaine, Cervantes, Sterne, Jean-Paul. Il me semble qu'on pourrait définir l'humour : « le romantisme dans la plaisanterie, dans le comique. » Après cela, il ne faudrait pas non plus l'envisager sous un point de vue de mansuétude universelle. Richter n'exclut pas Swift. D'ailleurs, il ne s'agit ici ni d'une vertu théologale ni d'une fade bergerie à la manière de Gessner. L'humour a ses vivacités malignes, ses quintes bilieuses, ses redoublemens, ses colères; seulement avec elle, nulle personnalité n'est à craindre. Que lui importe l'individu? c'est à l'entité qu'elle s'attaque pour la battre en ruine par le contraste de l'idée. Il n'y a point devant elle des fous, une folie déterminée; il y a la folie, il y a le monde. Vous ne la verrez pas se grimer, à l'exemple d'un comédien, pour reproduire tel ou tel ridicule. Si elle abaisse la grandeur, ce n'est point, comme la parodie, pour la mettre au niveau de la petitesse; si elle élève la petitesse, ce

n'est point comme l'ironie pour lui opposer la grandeur, mais tout simplement parce que devant l'infini toute chose est égale ou plutôt rien ne compte. Qu'on s'étonne ensuite si les humoristes portent sur leur physionomie une empreinte si grave et nous viennent en tel nombre d'un pays mélancolique.

En 1796, Jean-Paul se trouvait à la tête d'un bagage littéraire assez considérable, et de plus commençait à voir clair dans le chaos de son intelligence. Après avoir passé les neuf années qui suivirent la publication de son premier ouvrage à travailler, ainsi qu'il le dit lui-même, dans la boutique à vinaigre de la satire, la biographie aigre-douce de Wuz lui servant de transition à *la Loge invisible*, il s'était conquis un genre où ses trésors de mélancolie et de tendresse, toutes ces émotions, toutes ces larmes ineffables du printemps de la vie qu'il avait fallu jusque-là refouler dans le fond de son cœur, pouvaient enfin se donner libre cours. La destinée, jusque-là si rigoureuse, en se détendant un peu, lui permettait de se livrer désormais exclusivement et de toute l'ardeur de sa jeunesse aux pratiques de la vie littéraire. Jean-Paul usa du droit pour reprendre son indépendance. « Je n'élèverai plus d'autres enfans que les miens, écrit-il à M. de Spangenberg, qui lui propose de se charger de l'éducation des enfans du comte de Reuss-Ébersdorf, bien décidé que je suis à vivre et à mourir selon la vocation que la destinée m'a faite, et dans la médiocrité de la fortune. En me chargeant des attrayantes fonctions que vous m'offrez, il me faudrait absolument négliger ou mes élèves ou les muses. Or, ni les uns ni les autres n'admettent de partage, et je sens que j'ai tant à écrire, qu'en supposant que je ne me lève ou plutôt que je ne tombe de ma table de travail qu'à l'âge de quatre-vingts ans, je trouverai encore prématuré le *veniam exeundi* du cabinet d'étude de la vie que la mort me donnera. » Ces paroles en disent assez sur les instincts personnels du poète. Jean-Paul est homme de lettres dans toute la force du terme; il en a les goûts casaniers, l'humeur ombrageuse, tout jusqu'aux petitesses; il aime à s'enfouir seul dans sa taupinière de vieux livres pour y fureter en érudit. On a remarqué en Allemagne que là était son originalité; à notre sens, ce mot-là ne convient pas, c'est sa monomanie qu'il fallait dire; cette incroyable passion le prend dès le berceau, l'homme de lettres commence chez lui avec l'écolier. Il vous racontera quelque part qu'il se mit presque en même temps à former des lettres et à écrire des livres. Plus tard, l'étude de l'hébreu lui fournit l'occasion de rassembler autant d'alphabets, de grammaires et de commentaires qu'il peut s'en procurer; à seize et dix-sept ans, il rédige déjà

des traités sur l'exercice de la pensée, toute sorte de morceaux où se révèle un esprit prématurément enclin à la réflexion, à l'analyse, à l'examen; il tient de ses propres travaux un journal rempli d'aphorismes philosophiques, il compose un livre de piété dûment pourvu de considérations théologiques et morales. Singulier début pour un poète! Il commence par les scolies; plus tard, vers trente ans, la veine du lyrisme s'ouvrira; n'est-ce pas le monde renversé? Non content d'avoir ses pensées, il saisit au vol celles des autres. Pendant qu'il lit, sa plume trotte. Avant que d'entrer à l'université, il disposait déjà de douze volumes in-quarto de notes et d'extraits, et cette rage de corriger et de produire, à mesure qu'il avance dans la vie, ne fait que croître et embellir. Ne rien perdre, pas une minute de temps, pas un brin d'idée, pas une miette d'expérience, tel était son système de polygraphie; ne l'empruntait-il pas à Lavater? Au moment de sortir, il notait soigneusement sur ses tablettes ce qu'il dirait dans ses visites, et rédigeait à son usage une anthologie de jolies choses, de bons mots un peu cousins sans doute de ces impromptus à tête reposée dont parle Molière. Au retour, il transcrivait ce qui l'avait frappé dans les conversations auxquelles il venait de prendre part, et si c'était la nuit, ne se couchait qu'après avoir rentré son grain. Il fut un heureux temps où Jean-Paul possédait vingt volumes in-quarto de *simples ironies*, autant et plus de satires, et tous ces trésors de sublime compilation étaient rangés, distribués, classés avec l'incomparable exactitude et la ponctualité universitaire d'un cuistre étiquetant, pour les concours de Sorbonne, ses matières à discours latins. Singulière contradiction! cet homme, qu'un démon intérieur agite, pousse jusqu'à l'excès le pédantisme ridicule d'un petit professeur de sixième; ce génie indépendant, dont le style n'admet pas de règle, s'impose dans son travail les procédés les plus étroits et les plus mesquins. Lire, causer, ne compte pour rien avec lui; il faut qu'il écrive, qu'il rédige, qu'il rédige toujours, jusqu'à la mort, et si quelque chose m'étonne, c'est qu'il ait pu s'arrêter là. Comment, en effet, cette passion de l'écritoire n'a-t-elle pas ranimé ses ossemens dans le cercueil? Comment, à l'exemple de ce saint Bonaventure de la légende, n'est-il pas revenu du tombeau pour compléter sa *Selena* restée inachevée? Tout au rebours de Goethe, qui ne se mettait à écrire qu'au dernier moment et à contre-cœur, Jean-Paul n'a de vives jouissances qu'à la condition de tenir une plume entre ses doigts, et plus l'enfantement lui coûte de peine et de douleur, plus il en chérit après le résultat mignon, plus il le couve et le caresse, et prend plaisir à le montrer aux gens.

Écrire, telle est à ses yeux la loi divine et humaine; il ne reconnaît qu'une manière de perdre son temps, ne pas écrire! Les œuvres imprimées seules comptent, le reste n'est rien, et chaque volume qui vient augmenter le poids de son bagage littéraire semble l'*alléger d'autant pour l'éternité*. Cette espèce de récréation qu'on se donne si volontiers après l'étude ne le séduit pas le moins du monde. Au contraire, s'il faut absolument qu'il se repose, le remords le gagne, il se reproche de gaspiller les minutes. Aussi quelles ne deviennent pas ses perplexités au printemps, lorsque cette nature qu'il aime avec enthousiasme l'appelle au dehors avec ses mille voix de sirène! Le ciel est bleu, l'oiseau chante, il faut qu'il sorte; du moins il emportera ses tablettes, et si d'aventure quelque essaim d'idées volantes se met à l'assaillir au coin d'un bois, le voilà tout ébouriffé qui crayonne et s'escrime, maugréant contre l'exiguité du papier, car rien ne le chagrine en ses paroxismes furieux comme d'avoir à s'arrêter pour tourner la page. Il me semble voir d'ici l'étonnement de cet excellent Merkel, honnête critique de la vieille roche, assistant, à Weimar, aux excentricités de notre humoriste. Merkel et Jean-Paul allaient ensemble de Weimar à Gotha. « Pendant la route, dit Merkel, Jean-Paul, au lieu de se tenir en place dans la voiture, ne faisait que descendre et remonter. La curiosité me prit alors de savoir ce qu'il avait, et je le vis par la portière courir sur le chemin en crayonnant d'un air effaré. Lorsqu'il reprit sa place à mon côté, je lui demandai ce qu'il venait d'écrire, et lui, me prévenant, s'informa s'il avait bien entendu un point de notre précédente conversation; sur ma réponse, il tira de nouveau son carnet et rectifia. — Quelques jours après, je lui rendis visite; je le trouvai, un catéchisme à la main, assis devant son bureau, dont les différens tiroirs étaient remplis de petits morceaux de papier couverts de matières et d'extraits. Il me dit qu'il avait pour habitude de lire tout ce qui lui tombait sous la main, et qu'il ne lui était jamais arrivé de rencontrer livre si méchant dont il n'ait tiré profit d'une manière ou de l'autre (1). » Et qu'on s'étonne après cela qu'il sacrifie toute chose à cette impérieuse manie d'écrire, au point d'en oublier le boire et le manger; sans égard pour sa santé, pour ses convenances personnelles, il s'était fait un régime de vie entièrement subordonné aux exigences de sa profession. Comme goût, il n'aimait rien tant que l'eau; mais dès qu'il s'agissait d'écrire, c'était différent! Il buvait alors du vin de Roussillon, et à plein verre, pour dégager, disait-il, l'esprit

(1) *Skizzen aus meinem Erinnerungsbuche*, von G. Merkel.

de la matière. A ce compte, l'existence de son Maria Wuz devait être pour Jean-Paul l'idéal du bonheur ici-bas. Quel heureux mortel en effet, aux yeux d'un si imperturbable sténographe, que ce bonhomme de maître d'école qui passe sa vie à rédiger des volumes sur les mille et un titres dont il lit la nomenclature dans le catalogue de la librairie! Mais en vérité on se demande si la plaisanterie est permise en face d'une monomanie aussi déclarée, d'une originalité qui porte avec elle tous les symptômes de la maladie, tous les caractères de je ne sais quelle hystérie chez l'homme. « S'il m'arrive par hasard, écrit Jean-Paul, de vouloir donner à mon esprit ou à mon corps un repos de trois jours, je sens dès le second une indomptable ardeur d'incubation qui me ramène irrésistiblement à mon nid rempli d'œufs ou de craie, et le pauvre diable de Paul en sera logé là jusqu'à ce que la fièvre dévorante qui consume son sein agité se calme à la fraîcheur de la terre du tombeau. »

J'ai parlé du voyage à Weimar. Lorsqu'en 1796 Jean-Paul vint visiter l'Athènes germanique, l'attitude des héros du temps commença par le déconcerter. Il s'attendait à autre chose, à quelque vaporeuse et fantastique apparition évoquée de leurs œuvres; car, soit dit en passant, notre enthousiaste ne laissait pas que d'être un peu badaud dans ses relations avec les autres hommes, et lui-même appartenait singulièrement à cette classe de gens naïfs et simples dont nous lisons dans ses écrits, qu'ils ne sauraient se représenter un poète autrement que sous une forme éthérée, et n'imaginent pas que le favori de la Muse puisse dévorer une tranche de jambon et vider bravement son verre. Ses relations avec la plupart des grands écrivains de la pléiade weimarienne l'attristèrent. Ne trouvant rien chez eux de cette fougue juvénile, de cette ardeur immodérée, qui devaient, à son point de vue, nécessairement caractériser le sens poétique, il regretta son idéal déçu. Goethe surtout se chargea du désenchantement. « Il n'admire plus rien au monde, sa parole est de glace, même pour les étrangers, qui ne l'abordent que très difficilement; il a quelque chose d'impassible et de superbement cérémonieux. L'amour des œuvres d'art est désormais le seul qui fasse battre les nerfs de son cœur; c'est pourquoi j'avais envie de prier la personne qui me conduisait de me plonger au préalable dans quelque source minérale, afin que je pusse m'y pétrifier et paraître ensuite à ses yeux sous l'aspect incomparablement plus avantageux d'une statue. » Laissons Jean-Paul continuer et parfaire la silhouette. « D'après ce qu'on m'avait dit, j'allai chez lui sans enthousiasme et mu seulement par la curiosité. Sa maison me frappa;

elle est la seule à Weimar construite dans le goût italien. Figurez-vous dès le vestibule un panthéon rempli de tableaux et de statues; le frisson de l'angoisse vous y suffoque. Le dieu parut, froid, monosyllabique, sans accent. — Sa physionomie a de la puissance et de l'animation, son œil est un éclair. Après quelques momens d'entretien, il consentit à nous lire un fragment magnifique d'un poème inédit. Quand je dis qu'il le lut, je me trompe, il le déclama, le joua. Je n'ai jamais rien vu de pareil; vous eussiez cru entendre le roulement du tonnerre entremêlé de ce chuchotement de la pluie dans les arbres, et, pendant ce temps, on sentait la flamme jaillir à travers la couche de glace dont son cœur s'enveloppe. » Schiller n'eut pas meilleure chance auprès de lui. Jean-Paul le trouva rocailleux, anguleux, doué de facultés actives, pénétrantes, mais sans amour. Du reste, il ne faudrait point croire que l'auteur d'*Hesperus* eût en ceci le monopole des étonnemens; d'un côté comme de l'autre, on ouvrait de grands yeux, et l'impression reçue valait bien, pour l'originalité, celle qu'on pouvait causer. « J'ai vu Jean-Paul, écrivait d'Iéna Schiller à Goethe, et je l'ai trouvé iroquois comme un homme qui tomberait de la lune; bon diable au fond et le plus excellent cœur du monde, mais porté sur toute chose à ne rien voir par l'organe dont chacun se sert pour voir (1). »

On conçoit qu'avec son naturel bizarre, Jean-Paul se préoccupât en somme beaucoup moins de l'effet qu'il produisait sur les gens que de l'effet produit par les gens sur lui-même, surtout lorsque ces gens s'appelaient Goethe ou Schiller, Herder ou Wieland. Si ces manières excentriques, cet air iroquois, ostrogoth si l'on veut, provenaient, chez Jean-Paul, d'un irrésistible besoin de sympathie, d'enthousiasme, d'une veine généreuse qui ne demandait qu'à se répandre, d'une sensibilité dont, tout en admirant la bonne intention, on ne saurait cependant se dissimuler par moment la candeur un peu ingénue, j'allais dire la niaiserie; le voyage à Weimar, en portant atteinte à mainte illusion née de cette sensibilité même, en effaçant de plus d'un front canonisé d'avance le nimbe lumineux, l'auréole mystique de rigueur, devait nécessairement le laisser, pour quelques jours au moins, triste, mécontent, découragé. « Nous avons beau faire les esprits forts et ne pas vouloir nous l'avouer : chez les hommes qui nous apparaissent dans les régions célestes de la poésie, comme chez la femme que nous aimons, comme chez notre ami, nous cherchons des êtres

(1) *Briefwechsel zwischen Schiller und Goethe in den Jahren* 1794-1807. — Stuttgart, 1825, Th. II, S. 73.

parfaits, accomplis. Nous cherchons partout le dieu chez l'homme, parce que tout amour est infini et partant a besoin d'un dieu. A Weimar, c'est l'illusion qui m'a manqué. Il ne faut pas long-temps pour savoir par cœur l'humanité intellectuelle (je ne parle point ici de l'humanité morale), et j'avoue qu'on peut continuer à aimer les cœurs tout en détestant les cerveaux. En vérité, si l'on était éternel, il y aurait dans cette reproduction inexorable des mêmes inconvéniens de quoi vous faire mourir dix-huit cents fois. » Et dans une autre lettre : « Je ne veux plus désormais m'incliner devant aucun grand homme; à l'avenir, je garderai mes hommages pour le plus vertueux (1). » Ces déceptions, de jour en jour plus fréquentes, le remplissaient d'amertume; il touchait du doigt le pied d'argile; alors un bouleversement confus s'opérait dans son esprit, il pensait aux joies si pures de la famille, à ses beaux rêves de quinze ans sous le toit paternel, et peu à peu, par une transition doucement mélancolique, les idées du passé le conduisant aux idées d'avenir, de ménage, il établissait complaisamment son bonheur domestique sur les ruines de ses illusions. « Ah! de quel paradis je portais les germes dans mon ame, et dire que les oiseaux de proie ne m'ont rien laissé! Encore si j'avais une femme! je m'entends, une jeune et honnête femme, bien féminine surtout et point *géniale*, je consentirais de grand cœur à ne demander que peu de chose à la fortune, moins au monde; mais en revanche j'exigerais davantage de la vie, que mes rêves poétiques percent à jour de plus en plus. Je le répète, point de femme de génie, point de brouillon, mais un cœur ingénu, paisible, qui me rende mon enfance, les premiers jours passés auprès de mes parens, tout enfin ce que les souvenirs de l'ame font revivre éternellement à mes yeux! »

Cette compagne, évidemment faite à l'image de la douce Lenette,

(1) Pour si naïf et si crédule qu'on se le représente, le bonhomme, en amitié, ne se souciait pas d'être pris pour dupe. Du premier coup, il devina les aspérités, les angles, comme il dit lui-même, et sa sensibilité expansive dut s'en tenir à rechercher de préférence les phares moins glorieux peut-être, mais à coup sûr moins hérissés de brisans et d'écueils. De là ses relations d'intimité avec Herder, avec Wieland, Herder surtout, grand esprit, mais entaché de puritanisme bourgeois, rétréci sur plus d'un point par des nécessités de profession, et dès-lors peu porté à vouloir jouer à l'idole, — cèdre poussé dans une chaire de ministre protestant. — Pour Goethe, notre humoriste le jugeait sans appel. « Goethe ressemble à Dieu, qui, selon Pope, voit du même œil choir un monde et un passereau, ce qui lui est d'autant plus facile (à Goethe), qu'il n'a créé ni l'un ni l'autre. Mais, en revanche, il se complaît à ne voir dans son apathie pour les peines d'autrui qu'une sorte de détachement de ses propres peines. »

un ange de résignation et de passivité, Jean-Paul crut un moment l'avoir trouvée dans une gracieuse personne dont il s'éprit avec passion. L'héroïne de ce nouveau roman s'appelait encore Caroline, — il y a des noms auxquels on est voué, — et se trouvait, en dépit des répugnances de notre philosophe, être juste une muse. Qu'on parle ensuite de la logique du cœur humain. Toutefois la tache monstrueuse, la tache d'encre disparaissait dans l'enchantement du sourire. Si l'aimable pédante use son temps à feuilleter de lourds volumes, c'est tout simplement qu'elle veut s'instruire et ne ressemble point aux jeunes filles ordinaires qui ne cherchent dans la lecture qu'une sorte de manne sentimentale. Avec combien de joie il vous raconte qu'elle s'occupe aussi de botanique et de poésie, qu'elle passe de l'étude de l'histoire au classement de son herbier! « Jamais chez aucune femme, s'écrie-t-il dans un moment d'enthousiasme, je n'ai rencontré cette moralité austère, profonde, essentiellement religieuse, qui se montre dans tous les points, perce dans les moindres bourgeons. Je sens que mon union avec elle va me purifier jusqu'au fond de l'être. » Après l'énumération des qualités morales vient le tableau des qualités physiques, le portrait, qui, tout flatté qu'on le soupçonne, excuse à la rigueur cette conversion un peu bien brusque du philosophe au culte de la femme *géniale*. Elle a le teint blanc et rose, les yeux noirs, *un front à la fois poétique et féminin*, et ainsi du reste avec cette concession finale dont s'arrange assez volontiers la modestie des amoureux, à savoir qu'à défaut de beauté le piquant y est, le *certo estro*, comme disent les Italiens.

Cependant la philosophie a ses retours. Peu de temps après, la liaison se rompit, et Jean-Paul, abjurant sa tolérance d'occasion, n'en revint qu'avec plus de fougue à son vieux thème, pauvre papillon qui s'est brûlé le bout de l'aile à l'éclair d'une bougie de bal et qui jure bien qu'on ne l'y reprendra plus. « Cette rupture, que des incompatibilités morales rendaient impérieuse, ne m'empêcha point de regarder le mariage comme la seule arche de salut. En dehors d'une union légitime, notre imagination ne fait que nous entraîner en toute sorte de liaisons qui finissent toujours par briser un des deux cœurs qui sont en cause, quelquefois par les briser tous les deux. Mon cœur veut la paix domestique dont on jouissait chez mes parens, cette paix que le mariage seul peut donner. Je ne demande pas une héroïne, n'étant rien moins qu'un héros; ce qu'il me faut, c'est une jeune fille aimante, affectionnée, car désormais j'estime à leur juste valeur ces *chardons flamboyans* qu'on appelle femmes de génie. » Hâtons-nous de dire

que cet espoir, si souvent déçu, d'un établissement selon ses goûts se réalisa pour Jean-Paul peu de temps après, grace à une bonne et honnête jeune fille élevée dans les mœurs sédentaires de la bourgeoisie de Berlin, autour de la table de chêne où l'on causait le soir en écoutant quelque lecture de Rousseau. Caroline Mayer plut à Jean-Paul. « Elle a, disait-il, tous les avantages des autres Carolines, moins leurs défauts.» Un front de madone, des yeux pleins de douceur, une indicible expression de tendresse et de dévouement, telles sont les séductions que son amant lui prête, séductions d'épouse et de mère, on le voit. J'oubliais une fraîcheur épanouie, cette fleur de santé qui convient à la ménagère allemande, à cette héroïque femme qui veille à tous les soins de la maison, et serre, comme dit Schiller, dans le coffre odorant le linge qu'elle-même a filé. A dater de là, on prévoit tout : Jean-Paul, marié, s'installera dans quelque paisible résidence; peu à peu cependant la famille augmentera, et les marmots alternant avec les livres, on vivra de la sorte jusqu'à la fin, modeste, charitable, le cœur et l'esprit occupés dans cet heureux Sans-souci de Bayreuth, dont une pension du roi fera les frais : tardif, mais bien délicieux canonicat de l'homme de lettres, qui mettra notre philosophe à même de ne plus *réduire son corps en cendres par la nécessité de fondre chaque jour son esprit en argent.*

Pour en revenir au voyage de Richter à Weimar, le désenchantement des premiers jours eut ses compensations à la longue. De ce qu'un rayon manquait par-ci par-là au nimbe glorieux dont on avait poétiquement coiffé les têtes dominantes, la société n'en devait pas périr. *Dura lex, sed lex:* Jean-Paul fut bien contraint d'en prendre son parti. Insensiblement les femmes intervinrent. On sait ce qu'étaient les femmes de cette cour d'Anne-Amélie. Le bourru fantasque s'humanisa, l'apôtre de vertu se laissa tout doucement réconcilier avec la supériorité intellectuelle par l'entremise de ces aimables philosophes si habiles à donner le tour sentimental à l'argument le plus ardu, et qui n'ont en somme qu'un système : leur cœur. En écoutant les femmes, il comprit mieux les hommes, il laissa aux sympathies effarouchées d'abord par l'épouvantail d'excentricité, le temps de se grouper autour de lui; aux amitiés, le temps de se former. L'affection qui s'établit à cette époque entre Herder et Jean-Paul, après avoir tenu dans l'existence des deux grands écrivains une si noble, une si large place, devait, même après la mort, revivre dans leurs œuvres. La vivacité de Jean-Paul, son humeur, sa jeunesse d'esprit et de cœur, enchantaient Herder, qui le préconisait partout. Presque chaque soir, les deux amis

soupaient ensemble, après quoi on allait se promener vers Ettersberg. On causait, on philosophait tout à son aise, et, la petite pointe de vin vieux aidant, on ne se ménageait pas ses vérités. « Si j'étais dans une île déserte, disait Herder à Jean-Paul, et que je n'eusse entre les mains d'autres livres que les vôtres, j'en voudrais faire des œuvres deux fois belles, d'abord en retranchant mainte boutade irréfléchie, puis en travaillant à mettre d'accord les passages qui se contredisent. » Ce qui n'empêchait pas l'auteur des *Idées* de s'écrier avec enthousiasme, lorsqu'il s'agissait de s'expliquer sur le compte du chantre d'*Hesperus* : « Le ciel m'a donné dans Richter un trésor que je n'eusse jamais ni mérité ni seulement rêvé ! Chaque fois que je le retrouve, il me semble que je vois s'ouvrir devant moi la cassette des rois mages, mais plus riche encore, plus remplie de merveilles éblouissantes. Oui, les mages sont en lui, et l'étoile incessamment chemine au-dessus de sa tête. » Le bon Wieland eut aussi du goût pour Jean-Paul, mais un goût moins passionné, moins transcendantal, le goût qui convenait à l'organisation normale et symétrique du poète d'*Agathon*. Ici, du reste, les originaux sont à deux de jeu, et la première entrevue eût fourni à Molière une scène de comédie. Écoutons les *à parte* de nos personnages. « J'ai vu Wieland dimanche dernier à Osmanstadt (c'est Jean-Paul qui parle); figurez-vous un vieillard élancé, encore vert, une espèce de Nestor à la tête enturbannée d'écharpes rouges, au ton modérateur, parlant beaucoup de lui, mais sans orgueil, et quelque peu épicurien; en somme excellent père de famille, mais tellement ahuri par les muses que sa femme a pu lui cacher pendant dix jours la perte d'un enfant. » Maintenant au tour de Wieland. « Ce diable d'homme (c'est de Richter qu'il parle) ressemble en tout point à ses écrits; on se sent affecté en sa présence des mouvemens les plus contraires, et rien n'est plus difficile que de l'entretenir. Il est trop LUI; n'importe, je le déclare un intéressant original. » Imagine-t-on, après cela, nos deux antipodes du monde intellectuel se rencontrant sur un point de controverse littéraire, discutant chacun selon ses vues l'antiquité par exemple, les Grecs? Naturellement la comédie continue, seulement cette fois la scène est écrite, il suffit de traduire.

JEAN-PAUL.

Je tiens les Grecs pour ce qu'ils sont : des esprits essentiellement bornés. Avec les idées puériles qu'ils avaient des dieux, quelle opinion élevée et sérieuse pouvaient-ils se former de l'humanité ?

WIELAND.

Vous les tenez pour ce qu'ils sont, à merveille; mais que sont-ils, sinon une apparition unique sur la terre, sinon le type le plus pur, le plus complet de l'humanité dans sa jeunesse, dans sa fleur, tellement qu'on dirait que tous les dons célestes qui furent jamais départis à l'homme, pour s'élever à ce degré de civilisation, de perfectionnement, tous ces dons étaient descendus sur eux, sur les Grecs, pour vivre et s'épanouir en eux, avec eux! Où voyons-nous l'idée de jeunesse dans l'humanité se reproduire sous une forme plus sereine, plus aimable, plus pure, plus splendide? N'est-ce point cette idée que glorifie l'éternelle jeunesse du divin Phébus?

JEAN-PAUL.

Mais cet heureux temps de jeunesse est passé, et nous sommes devenus des hommes. Les titans chrétiens ont escaladé l'olympe et précipité les dieux dans le tartare. Au-dessus de nos têtes, l'infini de Dieu s'est étendu; sous nos pieds, les abîmes de l'humanité se sont ouverts. Croyez-vous qu'à de pareilles idées la forme étriquée de vos Grecs et leur manie de jouer au beau puissent convenir?

WIELAND, seul dans son cabinet feuilletant Homère.

Jean-Paul traite les Grecs d'enfans! Je commençais à perdre patience!... Allons! pourquoi lui en voudrais-je? n'a-t-il point le droit d'être ce qu'il est, et ces absences de goût que je regrette, ces lacunes dont parfois j'enrage, ne sont-elles pas plus que comblées chez lui par d'éminentes qualités d'un autre genre? Prétendre inoculer le sentiment de l'antique à un génie de cette trempe, mais ce serait vouloir débarbouiller un nègre! Jean-Paul a, pour être ce qu'il est, une excuse divine qu'il tient de la nature.

Wieland ne se trompait pas; autant eût valu débarbouiller un nègre. Sur une individualité à ce point confuse et miroitante, la beauté classique perdait tous ses droits; et si l'on a pu dire que Goethe, avec sa passion de la règle, son culte souverain pour toute chose précise et déterminée, importait dans le monde littéraire les conditions de l'art plastique, Jean-Paul, insoucieux des phénomènes extérieurs, écoutant les yeux fermés gronder les mondes qui tourbillonnaient en lui, faisait dériver la poésie vers la musique (1). Or, la musique, c'est le romantisme,

(1) « Ce que je ne fais que voir m'affecte peu, s'agirait-il d'un mort; mais si la

la négation par excellence de tout sentiment plastique. J'insiste sur ce point, qui, selon moi, contient tout le secret de l'éloignement de Jean-Paul pour l'antiquité. Et s'il vous prend fantaisie d'analyser certaines sensations qu'il vous donne, vous y trouverez par moment je ne sais quoi de musical. Ne sont-ce point des mélodies que ces visions de l'éternité? Schubert chanterait-il autrement les lamentations du Christ sur les ruines de l'univers, et dans un style moins prophétique, ces mille rêves au clair de lune, ces divagations éloquentes où la vie des anges et des fleurs est devinée? Envoyez maintenant cet homme en Italie, et dites si le rayon splendide dont Goethe s'est enivré ne l'offusquera point? Entre la beauté classique et cette ame inquiète et rêveuse, préoccupée au fond de toutes les angoisses, de toutes les terreurs des temps nouveaux, aucun hymen n'était possible. S'il fallait à l'inspiration sensuelle de l'auteur d'*Iphigénie* de belles formes bien palpables, la chair dans le marbre, et par occasion aussi le marbre dans la chair, le romantisme épuré de Jean-Paul s'exaltait de moins. Un chant d'oiseau, un parfum surpris dans l'air le mettait en humeur poétique, surtout si ce doux chant, si ce parfum, venaient à s'exhaler au sein de ces nuits embaumées où s'allumait le feu d'artifice de sa fantaisie.

Nous touchons à la dernière période de l'activité littéraire de Jean-Paul, période de récapitulation plutôt que de transformation, et qui, sans apporter à la masse aucun élément bien nouveau, n'en devait pas moins produire *Titan* et les *Années d'école buissonnière* (*Flegeljahre*), œuvres fondamentales où se résume d'une manière définitive la double tendance que nous avons remarquée dans *Hesperus* et *Quintus Fixlein*. Il va sans dire que *Titan* représentera ici le côté transcendantal, sublime, *dynamique* du génie de Richter, tandis que les *Années d'école buissonnière* nous donneront une trentième édition, mais singulièrement revue et parfaite, de ces études atomistiques de la vie réelle. Les *Palingénésies*, publiées en 1799, n'offrent qu'une répétition des premières satires, et l'ouvrage imprimé vers la même époque sous le titre d'*Évènemens prochains* (*Bevorstehender Lebenslauf*) n'est

forme passe des yeux dans l'imagination, elle tient aussitôt la clé de mon cœur, et mon émotion devient extrême. » C'est ainsi qu'il traversait des villes sans rien voir, et n'avait de goût que pour les paysages. Il percevait par le son beaucoup plus que par la vue; s'il lui arrivait de boire un peu trop, il ne voyait plus, il entendait double, et la grande affaire était alors de débrouiller cette hallucination intérieure. De là ces soirées qu'il passait à improviser au piano. Se figure-t-on autrement l'inspiration de Beethoven?

autre qu'un pendant à la *Biographie conjecturale*, dont il se borne à varier l'idylle.

De 1797 à 1802 parut *Titan*. Pour peu qu'on pénètre au cœur de cette composition éminente, on sera tenté de soupçonner avec nous que Jean-Paul a voulu porter par-là une sorte de défi à *Wilhelm Meister*. En effet, quelles que soient les divergences qui vous frappent d'ailleurs, on ne peut s'empêcher de reconnaître une certaine préoccupation du roman de Goethe dans cette œuvre grandiose maintenue au niveau de l'épopée. Le héros du livre, Albano, comte de Cesara, est encore une de ces natures en proie à l'idéal, un de ces esprits de flamme qui mesurent à des compas de géant toute chose en ce monde, et qu'une volonté sans frein, une prodigalité de ces trésors de la tête et du cœur, dont ils furent comblés, entraînent de faute en faute vers l'abîme. On a reproché à Jean-Paul de prendre trop ouvertement la cause de ces erreurs et de ces faiblesses; mais en bonne conscience pouvait-il faire autrement, lui si amoureux de toute force neuve, lui dont la mélancolie rétrospective évoquait le printemps d'autrefois à travers les brumes de l'âge? Du reste, le thème ici prêtait à l'enthousiasme de l'écrivain, au lyrisme du poète. Quoi de plus saint en effet, de plus pur, que ce rayon de céleste lumière qui perce le chaos d'une ame adolescente, et que nous appelons le premier amour, la première amitié, le premier élan vers la vérité? Il faut voir avec quelle irrésistible puissance d'émotion, avec quelle magnificence d'images tout cela est décrit dans ces pages brûlantes où le sentiment de la nature emprunte les plus riches nuances au prisme enchanté de l'idéal. — Cependant plus d'une épreuve attend notre héros. Le besoin extravagant d'aimer, cette rage d'épancher sur tout ce qu'il rencontre les laves sympathiques d'un cœur qui déborde, ne tardent pas à tourner contre son bonheur. Il met sa foi dans un indigne ami; la jeune fille qu'il adore meurt, ombre charmante à peine entrevue au clair de lune. Alors une vie nouvelle s'offre à lui : l'action. Échappé à cette nébuleuse atmosphère du rêve, il se dispose à prendre part à la guerre de l'indépendance allemande : effort sublime que déjoue la titanide Linda, dont il s'affole, pour voir, comme dans ses amours avec Liane, ses espérances les plus belles presque réduites à néant. On le voit, la conclusion rappelle *Wilhelm Meister*. Enfin, après tant de rêves et de combats, Albano hérite de la souveraineté paternelle, et se résigne à descendre des hauteurs de la voie lactée dans « la sphère intermédiaire du gouvernement, » ce qui, soit dit en passant, nous paraît un assez bizarre moyen de consolation à donner à tant

d'autres malheureux, qui, sans être nés princes, peuvent appartenir, eux aussi, à la race des titans. Parmi les personnages du roman, celui de Roquairol, l'ami corrompu d'Albano, vous frappe dès l'abord comme une des plus vigoureuses études qu'on ait faites du génie humain dans la dépravation et le désordre. Il y a là une véritable création, un type cousin de Lovelace, et que nous voudrions produire ici, ne fût-ce que pour montrer ce que peut l'expression saine et contenue d'un grand esprit qui consent à se modérer. Dans la pensée du poète, ce Roquairol, incarnation de l'orgueil plutôt que du vice, en lutte ouverte avec la société, dont le train bourgeois et misérable soulève de pitié ce génie superbe; Roquairol représente l'enfant du siècle, la victime de certaines idées de rébellion et de scepticisme que plus d'un Prométhée d'aujourd'hui s'imagine encore avoir inventées, tandis qu'à l'époque où *Werther* parut, elles n'étaient déjà plus nouvelles : ce qui ferait soupçonner que l'enfant du siècle est né avant le siècle.

Gâté de bonne heure par des abus de toute espèce, rassasié de voluptés et de science, d'une imagination extravagante en ses désirs, la vie, dès vingt ans, n'offre plus à Roquairol que dégoût, ironie et contradiction. Il a anticipé sur toutes les vérités, sur tous les sentimens; toutes les conditions du cœur humain, il les a parcourues, et la poésie lui donnant un avant-goût céleste, toute réalité l'offusque dans la vie. Une passion malheureuse survient, il n'aime pas et croit aimer. Enthousiaste et libertin à la fois, il va de l'éther à la fange, et finit par se plonger à fond dans le bourbier pour s'interdire d'avance tout retour honorable : chute douloureuse, d'autant plus regrettable qu'il y avait là les instincts du génie, le courage de l'homme d'action. Maintenant empêchez que tant d'élans sublimes ne dégénèrent, groupez, ordonnez ces tendances, et vous aurez Shakspeare ou Bonaparte, ce que Jean-Paul exprime ainsi dans son langage pittoresque : « Ce qui manquait pour que la moralité la plus pure, la plus vive résonnât en lui, ce n'était point la touche, mais la clé de l'accordeur qui fait aller ensemble toutes les voix. » Et Roquairol en personne ne s'écrie-t-il point quelque part : « Vos hommes de génie, poètes tragiques et romanciers, occupés incessamment à singer Dieu et l'humanité, sont-ils donc autres que moi? » Oui, certes, car ceux-là ont laissé des œuvres, car l'étincelle dont ils furent doués, au lieu d'incendier toute chose autour d'eux, a rayonné selon les lois éternelles de l'honnête et du beau, tandis que vous, malheureux titan, vous n'avez escaladé le ciel que pour retomber de plus haut dans l'abîme, et servir d'exemple des

aberrations où doit infailliblement se perdre l'ame qui ne reconnait d'autre inspiration, d'autre guide que la poésie (1).

Titan fut le suprême effort du lyrisme de Richter, et se dresse dans son œuvre comme une sorte de mont Hécla. Il avait mis là, c'est lui-même qui parle, tous ses *Niagaras*, toutes ses *trombes*, tous ses *nuages gonflés de tropes*. La machine épique achevée, il sentit comme une délivrance et revint discrètement à son idylle d'autrefois, à ses moutons de Panurge. Goethe, on le sait, affectait le plus profond éloignement pour ceux de ses ouvrages qui se trouvaient appartenir à une période accomplie de sa carrière intellectuelle. Jean-Paul, sans porter aussi loin l'abnégation de la paternité littéraire (il en avait la bosse et très marquée), Jean-Paul abandonna les hauteurs de l'empyrée pour des régions plus modestes, et descendit de la montagne dans la plaine, dans cette plaine où vivottaient déjà Quintus Fixlein, Maria Wuz et Siebenkaes, et dont, à dater de cette époque, il augmenta de plus d'un bon original la population excentrique. Nous ne nous arrêterons pas sur *Katzenberger, la Comète, Fibel*, qui, sous le rapport de l'invention, ne contiennent à coup sûr rien de bien neuf, mais se recommandent encore par cet imprévu du détail, par ces

(1) Il y a quelques années, une tentative fut faite dans le but d'initier le public français au style du *Titan*. L'entreprise n'eut qu'un médiocre succès. Horace l'a dit, les livres ont leur destinée; il s'agit pour eux d'arriver à temps, d'arriver surtout lorsque la voie est préparée, et de ne pas tomber des nues comme un aérolithe. Sur ce point, il nous semble que la traduction des deux premiers volumes de *Titan* n'était pas tout-à-fait exempte de reproches. M. Chasles, qui, du reste, avait plus que personne qualité pour un pareil travail, se méprit, selon nous, sur les conditions de la tâche qu'il avait acceptée. Il traita le chef-d'œuvre de Jean-Paul un peu comme il aurait fait d'un roman de Walter Scott, et, se contentant de le traduire avec esprit, le jeta, sans autre forme de procès, dans le torrent de la publicité. Or, c'était se tromper de courant. S'il y a une voie en France pour conduire Jean-Paul à cette haute estime qui ne peut lui manquer tôt ou tard, à coup sûr ce n'était point le cabinet de lecture. Avec des hommes tels que l'auteur d'*Hesperus* et de *Titan*, il faut surtout ne pas compter sur le chapitre de l'exégèse. De pareils travaux réussissent en France, on l'a prouvé, mais à condition qu'on les entoure de respect et d'amour, qu'on en fasse l'objet d'un culte presque superstitieux. A tout prendre, je préfère encore pour Jean-Paul le système adopté assez ordinairement par Mme de Staël, qui consiste à extraire d'une œuvre çà et là quelque noble morceau qu'on dispose et qu'on éclaire soigneusement, de façon à le dépayser le moins possible; mais je voudrais ce système plus large, plus harmonieux, plus nourri de méthode et de critique, s'étudiant davantage à donner le contour. Une espèce d'anthologie habilement dirigée dans tous les sens serait encore ce qu'il y aurait de mieux.

mille trouvailles de l'esprit et du style, dont le secret, il faut l'avouer, est à notre humoriste une sorte d'inaliénable apanage. On nous permettra cependant de détacher du groupe les *Années d'école buissonnière*, publiées immédiatement après *Titan*, en 1801, production écrite avec toute la verve de la jeunesse, mais d'un style moins obscur, moins touffu, dégagé autant qu'il se peut de tout ce fatras d'incidens parasites ,de superfétations que lui-même appelle plaisamment *queues de comète*. On trouvera sans doute dans cet aimable livre plus d'une réminiscence de *la Loge invisible* et des autres ouvrages du poète, réminiscences de sentiment surtout, car, pour la forme, je le répète, elle a des variétés surprenantes : ainsi de ces deux frères Walt et Wult, en qui se personnifie pour la vingtième fois peut-être la double face du génie de Richter; celui-là avec ses rêves ingénus, ses illusions de jeunesse, ses naïfs enthousiasmes; celui-ci un peu vagabond, un peu bohême, au reste fin connaisseur du monde, qu'il juge en humoriste, personnage à figurer dans un roman picaresque. On n'imagine pas de plus frais, de plus charmant tableau de cette heureuse vie de troubadour qu'on mène à vingt ans, de ces mille adorables folies qui vous traversent la tête en ces beaux jours d'ivresse et de soleil! Avec quelle vérité, quel charme indéfinissable, sont décrites ces premières joies de la maison paternelle, cette virginité, cette sainteté de l'enfance et de tout ce qui s'y rattache! Il ne se contente pas de peindre; à ces émotions nécessairement relatives, à ces infiniment petits du monde psychologique, il rend leur importance absolue, leur mirage des jours passés; on sent que cette vie bienheureuse se réveille en lui en ce moment, qu'il l'étudie, qu'il l'analyse au microscope de son cœur. Et comme il se sert à ravir de ce contraste qui lui a réussi tant de fois! comme il oppose habilement l'idéal au réel, le fier enthousiasme de l'un des frères au scepticisme de l'autre, le bon visionnaire au raisonneur *moisi!* Tout cela est excellent, écrit de main de maître, et s'il fallait opter entre *Titan* et les *Années d'école buissonnière*, deux chefs-d'œuvre chacun sur la limite extrême, peut-être inclinerait-on encore à préférer le coup d'œil si complet, si net, si poétiquement vrai, jeté dans la nature humaine, aux divagations par-delà les nuages et les étoiles.

A cet ordre d'idées transcendantales, de divagations éthérées, appartient naturellement la philosophie de Jean-Paul, philosophie religieuse par essence, résultant moins de la méditation que de ce regard prophétique du visionnaire, et dont l'expression morale doit, à mon sens, se résumer ainsi : vivre pour l'immortalité, pour la divinité! Nous

avons vu, au commencement de ce travail, combien Richter sentit à fond l'inestimable prix de la jeunesse, dans quel lustre éclatant, radieux, lui apparut cette divine aurore de la vie; attristé du cours irréparable de cet âge d'or, il imagina de le faire revivre en d'autres zones, et, liant sa propre jeunesse à la jeunesse universelle, à l'idée d'immortalité, de transporter dans le domaine de l'espérance un bien qui, en dehors de cette illusion glorieuse, était échu sans retour au passé. On n'a point oublié quelle impression solennelle produisit sur lui l'idée de la mort; il avait dix-huit ans (1), lorsque cette idée se présenta subitement à lui, un jour, comme il se promenait en pleine campagne. Ce fut là un véritable coup de foudre, d'autant plus terrible que, ne s'élevant point à l'abstraction de Herder ou de Goethe, il se laissa désormais envahir par ces mille épouvantes superstitieuses auxquelles succombe si facilement la faiblesse humaine. De là tant de fantômes dont son imagination semble par momens harcelée, de là ces dithyrambes apocalyptiques, véritables rêves d'un cerveau malade, cette vision de l'éternité traduite par Mme de Staël, et dans laquelle le Christ, au milieu du désespoir et des blasphèmes d'un monde qui se tord dans les convulsions de l'agonie, proclame le néant de la divinité. Prouver l'immortalité de l'ame, et cela par des argumens simples, plutôt humains que philosophiques, et tels que chacun croit en posséder une somme pareille dans son propre cœur, tel est le but que Richter se propose dans *la Vallée de Campan*, aussi bien que dans ses autres œuvres de la même catégorie. On a prétendu ne voir dans Jean-Paul qu'un interprète plus ou moins bien inspiré de cette philosophie critique qui fit tant de bruit en Allemagne vers la fin du siècle dernier. Sans nier tout-à-fait cette action du moment à laquelle peu de penseurs échappèrent du reste, nous dirons que Richter la subit à sa manière : en poète, en homme pour lequel la spéculation philosophique devient une pure affaire de sentiment. Avec lui, c'est toujours le sentiment qui parle, et vous le verrez appliquer au vague de nos espérances ce besoin de démonstration qu'il professe dans l'interprétation d'un rêve, d'un morceau de musique, d'un paysage vu au soleil couchant, toutes choses auxquelles il faut absolument qu'il attribue une portée mystique, ou, si vous l'aimez mieux, un texte surnaturel dont lui seul s'imagine avoir la clé.

Ainsi son argument pour l'immortalité de l'ame se fondera sur ce que l'ame humaine ayant en elle la notion du beau, de l'honnête et

(1) Voir notre premier article, livraison du 1er septembre 1843.

du vrai, le royaume du beau, de l'honnête et du vrai, n'étant pas de ce monde, devait nécessairement exister ailleurs. Il se demande quel sens pourraient avoir, dans le cas contraire, ces aspirations ineffables qui résident en nous, ces religieux élancemens de la pensée, à l'étroit sur la terre, vers le domaine de l'infini, et, supposant qu'on lui réponde en donnant pour raison d'être à ces forces spirituelles l'entretien, l'embellissement de la vie présente, il se précipite au-devant de l'objection, et s'écrie avec un enthousiasme hyperbolique : « Ainsi, un ange du ciel se verrait emprisonné dans notre corps pour y remplir, à l'égard de l'estomac, des fonctions d'esclave muet, de concierge ou de frère queux. Mais, puisqu'il ne s'agissait que de conduire le corps humain au pâturage, les instincts animaux suffisaient. Est-ce une flamme éthérée, une flamme divine qui chauffera l'appareil de la circulation dans ce corps qu'elle va calciner et dissoudre? car, on le sait, l'arbre de la science est pour le corps humain le véritable mancenilier.» Richter, dans sa métaphysique, en use un peu à la manière de notre ami le docteur Faust, il se dit bravement : Tout ou rien; les moyens termes lui répugnent. De même qu'en ses œuvres littéraires, les extrêmes seuls l'attirent, de même en philosophie il n'admettra point de compromis entre l'ange et la bête, et nous l'entendrons s'écrier, avec son enthousiasme hyperbolique, avec cette fièvre de Titan dont l'inquiétude lui semble une preuve irréfragable de nos destinées ultérieures: « Non, Dieu n'a point pu nous créer uniquement pour la souffrance; non, il ne l'a point dû! L'incompatibilité qui existe entre nos espérances et notre cercle de relation, entre notre cœur et le monde terrestre, demeure une énigme, si nous devons revivre, mais serait un blasphème dans le cas où nous péririons. Hélas! comment l'ame serait-elle heureuse? L'habitant des montagnes ressent à séjourner dans les bas lieux d'incurables atteintes; nous aussi, nous appartenons à la hauteur; nous aussi, les montagnes nous réclament, et c'est pourquoi une éternelle langueur nous ronge, et toute musique produit sur nous l'effet de cette cornemuse du paysan suisse expatrié. Au matin de la vie, ces joies divines qui doivent apaiser la soif ardente de notre sein, nous les voyons briller dans les nuages de l'avenir; et cet avenir, dès que nous y touchons, convaincus d'avoir été ses dupes, nous lui tournons le dos, les yeux fixés vers ce beau jardin de la jeunesse où s'épanouit le bonheur, et nous cherchons derrière nous, à défaut de l'espérance, du moins le souvenir de l'espérance. Ainsi nos joies ressemblent à l'arc-en-ciel, qui à l'aurore nous apparaît au couchant, et vers le soir se montre à l'orient. Notre œil plonge bien aussi loin que la lumière, mais notre bras est court et n'atteint que les fruits du sol.

« Et de tout cela il faut conclure :

« Non point que nous sommes malheureux, mais que nous sommes immortels, et que cet autre monde qui habite en nous annonce en dehors de nous un autre monde qu'il infirme. Ah! que ne pourrait-on pas dire de cette vie, dont le début se manifeste si clairement dès celle-ci, et qui double si glorieusement notre être? Pourquoi la vertu est-elle une chose trop élevée, trop sublime pour nous rendre parfaitement heureux? Pourquoi notre impuissance à conquérir les biens de la terre s'accroît-elle en mesure d'une certaine pureté de caractère? D'où nous vient cette fièvre lente qui consume notre poitrine, amour infini d'un objet infini, passion dévorante qui n'a d'espoir que dans la mort?

« Oui, quand tous les bois de cette terre seraient de myrtes et de roses, quand toutes les vallées seraient des vallées de Campan, toutes les îles des Iles Fortunées, tous les jardins des Élysées, et quand la joie sereine y brillerait dans tous les yeux, oui, même alors la pureté de cette extase témoignerait à notre esprit de sa durée. Mais hélas! lorsque tant de maisons sont des maisons de deuil, tant de champs des champs de bataille, lorsque la pâleur couvre tant de visages et que nous passons chaque jour devant tant de pauvres yeux flétris, rouges, déchirés, éteints, oh! mon Dieu! se pourrait-il que la tombe, ce port de salut, fût le gouffre où tout doit s'abîmer! Et lorsque après des milliers et des milliers d'années notre terre aurait péri par le voisinage incendiaire du soleil, lorsque tout bruit vivant se serait enseveli dans ses entrailles, voyez-vous l'Esprit immortel, abaissant ses regards sur ce globe muet, se dire, en contemplant ce grand char mortuaire : « Voilà le cimetière de la pauvre humanité qui plonge dans le cratère du soleil. Sur cette sphère en cendres, d'innombrables ombres ont gémi, ont pleuré; maintenant tout s'est évanoui pour jamais. Plonge donc, désert muet, désert stérile, plonge donc dans l'abîme qui va t'engloutir à ton tour, avec les larmes et le sang dont tu fus imbibé.

« Non! Le ver torturé se redresse et dit au créateur : Tu n'as pas pu me créer pour souffrir, tu ne le devais pas!

« Et qui donne au ver de terre le droit de parler ainsi?

« Le Tout-Puissant lui-même, qui met en nous la miséricorde, l'esprit de toute bonté, dont la voix parle en notre ame et l'apaise, et qui seul éveille dans nos cœurs ces aspirations, ces élans d'espérance vers lui. »

La philosophie de Richter part des profondeurs de l'ame humaine et donne pour produit un noble système de moralité, et par instans la plus ferme, la plus sincère conviction religieuse : bien entendu qu'il

s'agit ici de religion philosophique, car, au point de vue du dogme, son procès serait vite fait, et je doute que la liberté grande avec laquelle il manipule parfois les objets les plus sacrés du culte trouvât grace devant une assemblée de fidèles. Néanmoins, je le répète, en dehors de certains passages, qui du reste appartiennent en propre à l'humoriste, les tendances de Richter sont religieuses, pieuses même, dans le plus haut sens du mot. Un principe de miséricorde et d'humilité étendu jusqu'à la bienfaisance, une foi continue, immuable en l'immortalité de l'être, en sa grandeur native, tempèrent de leur salutaire influence les élémens ardens de sa nature. Du milieu des abîmes de la vie, il contemple au ciel une étoile aimantée qui l'attire; cherchant dans l'éternel et l'invisible la solution du visible et du temporel, il a douté, il a nié, et pourtant il croit. « A votre dernière heure, dit-il quelque part dans *Levana*, quand toute faculté s'éteindra dans votre ame brisée, que de tant d'imagination, de pensées, d'efforts, de jouissances, il ne vous restera plus rien, alors à la fin la fleur nocturne de la croyance s'épanouira seule, et rafraîchira de ses rayons l'obscurité suprême. » Quant aux contradictions manifestes qui éclatent à chaque instant dans ce système de foi humaine et religieuse, il va sans dire que nous n'essaierons point de les expliquer; il nous suffira d'en reconnaître au moins la franchise et la rondeur loyale. A la métaphysique de Richter, métaphysique toute d'imagination et de sentiment, on serait mal venu de vouloir demander des conditions d'unité; autant vaudrait appliquer à ses utopies politiques les conclusions d'un homme d'état, juger du point de vue de l'histoire ses hypothèses sociales, ses théories de paradis terrestre, ou mettre la physiologie en demeure d'interpréter sa science du rêve. Et cependant physiologie, jurisprudence, politique, morale, théologie, météorologie même, il y a de tout cela dans ses écrits, mais à doses mêlées, en bizarres amalgames, subordonnés la plupart du temps aux seuls caprices de l'imagination. Poète, Jean-Paul philosophe en poète, et quand il vous a donné sa conviction du moment, quand il vous l'a donnée ouvertement, courageusement, telle que sa conscience la lui dicte, ne lui en demandez pas davantage, car ces petits écarts du philosophe ont peut-être coûté cher à l'homme, et méritent par là votre indulgence.

Certes, avec les dons extraordinaires qu'on ne saurait sans injustice lui contester, il est plus difficile de dire comment Jean-Paul aurait dû former son esprit que de dire qu'il l'a mal formé. Affectation de mauvais goût, s'écriera-t-on, fureur de vouloir produire de l'effet à tout prix! Le reproche, à coup sûr, aura du vrai, et nous ne tenterons

point d'en absoudre Richter, bien que dans le fond il ne nous paraisse point si coupable qu'il plaira probablement de le supposer à ces honnêtes coryphées de la tradition grecque et latine, lesquels ont pour habitude de ne point s'enquérir des gloires étrangères, bonnes tout au plus à leur fournir ici et là de ces noms qu'on lance étourdiment dans le cliquetis d'une de ces conversations de littérature comparée, assez à la mode aujourd'hui. Que la manière de l'auteur d'*Hesperus* et de *la Vallée de Campan* soit étrange, singulière, que son style tienne de l'arabesque et de la mosaïque, nul ne peut le nier; mais jusqu'à quel point cette manière d'écrire représente-t-elle la véritable façon de penser de l'écrivain, sa loi d'être? Là, il nous semble, est toute la question. La grande affaire est d'atteindre autant que possible à l'entier développement de son intelligence, à la plénitude de sa constitution, de se montrer dans sa propre taille et dans sa propre forme, que cette taille et cette forme soient d'ailleurs ce qu'elles voudront. Tel style n'est préférable à tel autre qu'en tant qu'il se prête davantage à l'expression des sentimens de l'écrivain qui l'emploie : d'où il suit que le style par excellence n'existe pas. Il s'agit, avant tout, d'être vrai, d'être soi, et dans l'ordre intellectuel comme dans la nature physique les rayonnemens du beau ne se peuvent calculer. « Tout homme, disait Lessing, a son propre style, comme il a son propre nez. » On reconnaît là le mot de Buffon, mais plus énergique, plus significatif dans sa crudité pittoresque. Sans doute, tous les nez ne ressemblent pas à celui de l'Apollon antique : nous conviendrons même volontiers qu'il y en a dans le nombre de dimension extraordinaire; mais faut-il pour cela qu'on les ampute? Non certes, à moins qu'ils ne soient de carton. Pour parler un langage sérieux, Lessing veut dire qu'on doit juger du style extérieur par les qualités intérieures, *subjectives*, de l'esprit qu'il sert à représenter; que, sans préjudice aux droits de la critique, le style extérieur peut varier en autant de formes qu'il plaît à la pensée d'en revêtir, et qu'en somme un écrivain, n'ayant point d'autre tâche que de se révéler au monde dans toute la puissance de son être agissant et pensant, dans toute l'originalité de sa physionomie psychologique, toute forme qui l'aidera le mieux à atteindre ce but sera nécessairement la meilleure. A ces conditions, la manière excentrique de Richter semblera peut-être plus admissible, plus *humaine*, surtout si l'on prend la peine de réfléchir que, le génie de l'homme étant donné, le style convenait, je dirai plus, devenait le seul convenable.

Avec des tendances aussi diverses, avec d'aussi incroyables préoc-

cupations que celles dont nous l'avons vu tiraillé, on avouera que le but définitif n'était point facile à atteindre, et, dans une nature où il y avait tant à développer, quelques imperfections peuvent se pardonner. Sans aucun doute, les sentiers fréquentés de la littérature mènent plus sûrement à ce but dont nous parlons, et les sympathies du grand nombre seront toujours acquises de préférence à qui se contentera d'innover dans les formes consacrées. Les lettres françaises sont là pour témoigner que les plus grands esprits ont pu, sans manquer à leur tâche, accepter des lois prescrites et s'y soumettre; et pour prendre un exemple en Allemagne, au pays de l'auteur de *Titan*, dira-t-on que Schiller et Goethe lui-même, créateurs par la pensée, inventeurs dans toute la force du terme, aient beaucoup innové du côté de la forme? A ce compte, il semblera que Richter devrait déchoir dans notre estime, et cependant nous n'osons le juger sévèrement, tant ses défauts tiennent de près à ses qualités les plus brillantes. Ici encore, ce qu'il y a de mieux, c'est la tolérance, et le mal chez Richter n'étant d'ordinaire que l'exagération du bien, c'est-à-dire une exubérance d'idées, une singulière prodigalité de richesses, on peut lui pardonner d'autant plus facilement ses défauts, qu'il y a moins de chances qu'on les imite. En somme, le génie a ses priviléges, et quand il se choisit un orbite, au lieu de crier à l'excentricité, au lieu d'aboyer après lui comme ces dogues lunatiques, travaillons à l'observer, à calculer ses lois. « En voici un qui vient avec une aile de Shakspeare, » disait le bon Wieland en parlant de Jean-Paul. D'autres l'ont comparé à un météore, à une comète qui, malgré ses aberrations infinies et bien qu'elle se dérobe souvent dans un voile nébuleux, n'en a pas moins sa place dans l'empyrée. Pour nous, sans continuer la métaphore astronomique, nous dirons qu'il y a chez Richter une pensée morale et doucement philosophique, un esprit d'humanité, d'amour, de placide sagesse, qui, joint à d'incontestables magnificences poétiques, doivent assurer dans l'avenir la durée de son œuvre, et que dans ce désert de la littérature industrielle, parmi ces landes sablonneuses remplies d'arbustes desséchés, amers, trop souvent empoisonnés, long-temps encore les écrits de cet homme s'élèveront dans leur luxe irrégulier comme une touffe de dattiers, avec leur gazon frais et leur source d'eau vive et salutaire.

HENRI BLAZE.

THÉATRE-FRANÇAIS.

REPRISE DE DON SANCHE D'ARAGON.

La Comédie-Française prouve à merveille, à notre avis, qu'elle comprend ses devoirs envers l'art et le public, en déroulant comme elle fait, et en exposant aux regards des connaisseurs et de la jeunesse, les belles toiles de son ancien répertoire depuis long-temps laissées dans l'ombre. Après la gracieuse et poétique apparition de *Bérénice*, voici venir l'imbroglio héroïque de *Don Sanche d'Aragon*, cette curieuse tragédie de cape et d'épée, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans laquelle l'auteur de *Cinna*, de *Polyeucte* et de *Rodogune*, s'est plu, suivant l'heureuse expression que lui-même nous fournit, « à chausser le cothurne un peu plus bas, » et à reprendre, par délassement ou souvenirs de jeunesse, l'allure et l'accent chevaleresques qui lui avaient valu tant d'applaudissemens dans *le Cid* (1). Pour notre part, nous

(1) Voltaire a dit à propos du sujet de *Don Sanche d'Aragon :* « Pourquoi Corneille choisit-il un roman espagnol, une comédie espagnole pour son modèle, au

verrons avec une satisfaction vive et sincère la Comédie-Française persévérer dans cette voie laborieuse d'études intelligentes. Tout le monde y gagnera; le goût du public s'étend et s'améliore par ces utiles comparaisons; la vue vacillante de la critique s'affermit devant ces fières beautés des vieux maîtres, qu'elle a été souvent tentée de prendre pour des défauts dans les poètes contemporains; le talent des acteurs eux-mêmes se retrempe et s'assouplit dans ces grandes et fortes luttes. N'est-ce pas d'ailleurs le glorieux privilége des grands artistes dramatiques de pouvoir ranimer de leur souffle les chefs-d'œuvre que l'oubli commence à atteindre? Malheureusement, bien de belles œuvres qui ne sont pas mortes encore, mais qui se refroidissent dans le silence, attendent ce souffle qui leur fait défaut; mais leur tour viendra. Nous ne voulons aujourd'hui exprimer ni regrets ni désirs. Le moment serait mal choisi. Mlle Rachel ne vient-elle pas de se montrer à nous sous deux formes nouvelles? Remercions-la, ainsi que Beauvallet, de nous avoir ainsi rendu, à un si court intervalle, deux ouvrages, non pas assurément les plus parfaits de leurs auteurs, mais deux ouvrages charmans, à divers titres, remplis d'enseignemens poétiques, et, qui plus est, à force d'avoir été oubliés, nouveaux en quelque sorte pour un grand nombre de spectateurs.

Cela est vrai surtout de *Don Sanche*. Qui de nous, je le demande, se rappelait, avant les représentations dernières, cette pièce que les plus curieux ont lue à peine une ou deux fois en courant? qui de nous avait conservé un souvenir distinct de la fable et des caractères? qui avait présens à la mémoire les traits et la physionomie de Carlos et d'Isabelle? M. de La Harpe n'a pas même cité, chose inouie! le titre de cet ouvrage dans le demi-volume qu'il a consacré à l'examen du théâtre de Corneille. M. de Schlegel ne mentionne *Don Sanche d'Aragon* dans son *Cours de littérature dramatique* que pour le placer étourdiment ou malicieusement peut-être sur la même ligne que *le Cid*. Aujourd'hui, grace à l'exquis commentaire de Mlle Rachel et de Beauvallet, nous sommes rentrés en possession de cette charmante création du père de notre théâtre. Aujourd'hui, nous comprenons pour la première fois tout ce que vaut le rôle trop peu apprécié d'Isabelle. Merveilleux pouvoir de l'art du comédien! Il suffit à une jeune

lieu de choisir dans l'histoire romaine et dans la fable grecque? » Malgré le respect que nous portons au génie de Voltaire, nous ne pouvons nous empêcher de trouver ce *pourquoi* bien étrange.

fille inspirée de toucher quelques feuillets jaunis d'un vieux livre, pour qu'une figure jusque-là voilée... que dis-je? pour que tout à coup une sœur inattendue de Pauline et de Chimène apparaisse et se révèle! La magicienne a parlé... et voilà qu'un diamant de plus a lui dans la couronne étoilée du vieux Corneille!

Je vais dire une chose qui paraîtra bizarre, mais qui pourtant me semble vraie. Il y a, si je ne me trompe, dans la principale situation de *Don Sanche*, une sorte d'à-propos piquant qui doit ajouter à l'attrait naturel de cette reprise. On nous a si souvent entretenus, depuis quelque temps, de jeunes filles couronnées, forcées d'accepter un mari délibéré en congrès européen, que la supposition d'une reine, et, qui plus est, d'une jeune reine d'Espagne à marier, telle qu'Isabelle, je veux dire telle que l'Isabelle de *Don Sanche*, trouve toutes les imaginations ouvertes à l'intérêt et préparées à comprendre ce qu'une telle position peut avoir de critique et de romanesque. La jeune Isabelle donc, à peine reine depuis deux mois, est pressée par les états de Castille de prendre un mari, et, comme il ne se trouve alors dans les Espagnes aucun roi qui la puisse épouser, elle est obligée de faire un choix parmi les grands de son royaume. Cependant Isabelle aime en secret un jeune aventurier, Carlos, un soldat qui n'a d'autres titres à l'estime publique que sa bravoure et son épée. La jeune reine combat ce penchant, dont sa fierté s'indigne et que les devoirs de son rang lui commandent de maîtriser; mais des circonstances, habilement ménagées par le poète, la contraignent à tous momens de laisser échapper quelque chose de son secret. Cette donnée, alors nouvelle et hardie au théâtre, d'une reine qui aime un cavalier sans naissance, et qui est fatalement amenée à laisser voir son penchant, fait naître plusieurs situations, qui, malgré le rang du principal personnage, touchent à la comédie. En effet, ce sujet qui semble avoir blessé la susceptibilité d'Anne d'Autriche, comme on peut l'induire d'une demi-confidence de Corneille, est, si l'on y prend garde, le même que Marivaux, un siècle plus tard, fit descendre de plusieurs degrés, et dont il tira tant d'effets agréables et de gracieuses angoisses dans *les Fausses Confidences* et *le Jeu de l'Amour et du Hasard*. Ce sujet est encore le même (tous nos lecteurs en auront déjà fait la remarque) que l'auteur de *Ruy-Blas* a reporté dans les régions royales, en le dépouillant, sans pitié, de tous ses adoucissemens chevaleresques. Il est vraiment curieux, en présence de ces deux expressions extrêmes d'une même idée, Ruy-Blas et Carlos, de

calculer le chemin qu'a fait, parmi nous, le sentiment de certaines bienséances; il est curieux de se demander quelle impression *Ruy-Blas* aurait produite sur Anne d'Autriche, qui refusa son suffrage à *Don Sanche*. Voici, sur ce sujet, le passage de Corneille (1) auquel j'ai fait allusion : « Cette pièce eut d'abord grand éclat sur le théâtre; mais une disgrace particulière fit avorter toute sa bonne fortune. Le refus d'un illustre suffrage dissipa les applaudissemens que le public lui avait donnés trop libéralement. » On a dit (2), et Voltaire a répété, que l'*illustre suffrage* qui manqua à *Don Sanche* fut celui du grand Condé. M. Taschereau, dans sa vie de Corneille (3), a parfaitement montré l'invraisemblance de cette supposition, en rappelant que le prince de Condé passa toute l'année 1650 en prison, soit au donjon de Vincennes, soit au château de Marcoussis. Or, ce fut en cette année 1650 que *Don Sanche d'Aragon* fut représenté, et non point en 1651, comme l'ont répété, après Beauchamps, tous les historiens du théâtre et tous les éditeurs de Corneille (4). M. François de Neuchâteau a émis une autre conjecture, qui ne me semble guère plus satisfaisante. Il prétend que ce qui fit avorter le succès de *Don Sanche d'Aragon* fut que la reine-mère et le cardinal Mazarin crurent voir dans Carlos, fils d'un pauvre pêcheur, quelque ressemblance avec Cromwell, fils d'un brasseur de bière. Assurément, rien ne pouvait moins rappeler le rude et sombre chef des puritains que le galant et romanesque Carlos. On aurait pu trouver plus aisément de la ressemblance entre ce brillant cavalier et le fameux duc de Buckingham. Au reste, le ton élevé qui règne dans tout l'ouvrage autorisa pleinement Corneille à donner à *Don Sanche* le titre de *comédie héroïque*. Un critique d'une érudition solide a dit, en rendant compte de cette reprise, que « l'épithète d'*héroïque* était un présent fait à Corneille par ses éditeurs. » Cette assertion n'est pas exacte. Je ne sais comment l'habile écrivain du *National*, qui a transcrit curieusement plusieurs passages de l'épître dédicatoire de Corneille au conseiller d'état

(1) *Examen de Don Sanche d'Aragon.*

(2) Ant. Jolly, *Avertissement des poèmes dramatiques de Pierre Corneille* Paris, 1738.

(3) Page 157 et suivantes.

(4) *Don Sanche* fut achevé d'imprimer le 14 mai 1650, comme on le lit au bas du privilége de l'édition originale; ce privilége est daté lui-même du 11 avril. Beauchamps donne exactement ces deux dates; il ne s'est trompé que sur l'année. M. Taschereau a le premier, je crois, rétabli ce point de chronologie théâtrale.

hollandais, M. Zuylinchem, a sauté par-dessus cette phrase décisive : « J'ajoute à cette comédie l'épithète de *héroïque*, pour satisfaire aucunement à la dignité de ses personnages qui pourrait sembler profanée par la bassesse d'un titre que jamais on n'a appliqué si haut. » Ces paroles sont suivies de quelques lignes qui m'ont paru bonnes à relever, en ce qu'elles montrent que Corneille, malgré la gêne presque continuelle où il a vécu, prenait fort galamment son parti de la contrefaçon qui se faisait de ses œuvres en Hollande. « ... Mais après tout, monsieur, continue-t-il, ce n'est là qu'un *intérim*, jusqu'à ce que vous m'ayez appris comme j'ai dû l'intituler. Je ne vous l'adresse que pour vous l'abandonner entièrement; et si vos Elzeviers se saisissent de ce poème, comme ils ont fait de quelques-uns des miens qui l'ont précédé, ils peuvent le faire voir à vos Provinces sous le titre que vous lui jugerez plus convenable.... » Mais nous voici bien loin de notre propos; revenons.

Le rôle d'Isabelle, si peu remarqué, si peu connu même jusqu'à présent, a été tracé par Corneille avec une grace et une délicatesse infinies. On conçoit que Mlle Rachel ait été tentée d'exprimer, avec la justesse et la perfection de nuances qu'on lui connaît, la succession si harmonieuse des sentimens qui agitent cette belle personne, tantôt fière et haute comme une Castillane et une reine, tantôt enjouée et moqueuse comme une jeune fille, tantôt timide et troublée comme une femme qui se craint elle-même. Toutes ces nuances si fines, le génie de Corneille les a devinées et indiquées en traits que l'on pourrait parfois désirer plus éclatans et plus profonds, mais qui ne sauraient être ni plus délicats, ni plus justes. Nous ne croyons pas, par exemple, qu'il fût possible d'exprimer d'une manière plus heureuse que l'auteur n'a fait dans les vers suivans cette mélancolie particulière aux jeunes reines :

Que c'est un sort fâcheux et triste que le nôtre,
De ne pouvoir régner que sous les lois d'un autre,
Et qu'un sceptre soit cru d'un si grand poids pour nous,
Que pour le soutenir il nous faille un époux!
A peine ai-je, deux mois, porté le diadème,
Que de tous les côtés j'entends dire qu'on m'aime;
Si, toutefois, sans crainte et sans m'en indigner,
Je puis nommer amour une ardeur de régner.
L'ambition des grands, à cet espoir ouverte,
Semble pour m'acquérir s'apprêter à ma perte;

Et, pour trancher le cours de leurs discussions,
Il faut fermer la porte à leurs prétentions.
Il m'en faut choisir un : eux-mêmes m'y convient;
Mon peuple m'en conjure et mes états m'en prient;
Et même, par mon ordre, ils m'en présentent trois,
Dont mon cœur, à leur gré, peut faire un digne choix...
. . . .

Tout le monde a vu dans une comédie récente Mlle Plessy rendre avec beaucoup d'esprit et de naturel les impatiences et l'ennui d'une autre jeune reine isolée et vaporeuse. Dans le tableau de Corneille, les ennuis et les faiblesses de la royauté sont peints en traits à la fois moins marqués et plus respectueux, et ils étaient par cela même plus difficiles à saisir. Mlle Rachel y est parvenue avec cette justesse dans le dessin général qui lui est propre. Nous n'oserions dire que dans les momens où la passion d'Isabelle pour Carlos s'échappe et se trahit en dépit d'elle-même, Mlle Rachel ait aussi complètement réalisé l'idéal du rôle. A la vérité, il faudrait ici que l'actrice aidât un peu au poète qui, dans plusieurs de ces occasions, ne s'est pas montré peut-être complètement égal à sa tâche. Toutefois, l'intention de l'auteur n'est pas douteuse, puisque les prétendans à la main d'Isabelle aperçoivent clairement sa passion pour Carlos et la lui reprochent hautement :

Toujours Carlos, madame ! et toujours son bonheur
Fait dépendre de lui le nôtre et votre cœur !...

Il serait donc désirable, à notre avis, que lorsqu'Isabelle parle à Carlos, ou seulement quand elle parle de lui, on remarquât dans ses yeux, dans sa voix, dans son geste, plus de ces indices révélateurs, plus de ces éclairs passionnés que Mlle Mars savait si bien prêter à la voix et même au silence d'Araminte et de Silvia.

Il y a surtout, dans *Don Sanche,* une scène capitale, une scène entre Carlos et Isabelle, où celle-ci veut empêcher son amant de s'exposer à un triple duel, et où, dans son trouble, elle laisse échapper l'aveu de sa passion en termes formels :

.... Eh bien ! oui, Carlos, j'aime !

Cette scène offre une frappante similitude (toutes proportions gardées néanmoins) avec une des plus belles qui soient au théâtre, celle où

Chimène s'efforce de détourner Rodrigue de se jeter en désespéré au-devant des coups de son rival. Ce cri

.... Eh bien! oui, Carlos, j'aime!

est le trait culminant de la passion d'Isabelle, comme le fameux

Sors vainqueur d'un combat dont Chimène est le prix

est la note la plus élevée, le plus clair et le plus éclatant aveu de la défaite de Chimène. Dans ces deux passages, l'actrice doit laisser parler toute son ame. Mais de pareils traits, pour remuer, comme ils le doivent, toute une salle, exigent une faculté d'expansion qui n'est pas, jusqu'à présent, la plus saillante des qualités, en si grand nombre, que nous admirons dans notre grande tragédienne. Pour bien lancer ces paroles *ailées*, comme disaient les Grecs, il faut posséder ce qu'avait à un haut degré Mlle Duchesnois, cette actrice de cœur qu'il ne faut pas trop oublier, l'élan irréfléchi et l'effusion.

Quant à la partie enjouée et moqueuse du rôle, Mlle Rachel s'en est acquittée avec une finesse et une mesure d'expression charmantes. Il y avait là pourtant un écueil contre lequel on pouvait craindre qu'elle ne se heurtât. La pointe d'ironie qui joue si souvent sur les lèvres d'Isabelle doit être exempte de toute amertume. L'innocente raillerie d'une jeune fille ne doit avoir rien de commun avec l'ironie poignante et tragique de Roxane et d'Hermione. Aussi, n'avons-nous rien vu de tel dans Isabelle. Après avoir vengé Carlos des mépris des courtisans, et l'avoir élevé à tous les honneurs, à toutes les dignités du royaume, elle ajoute :

Je l'ai fait votre égal, et, quoiqu'on s'en mutine,
Sachez qu'à plus encore ma faveur le destine;
Je veux qu'aujourd'hui même il puisse plus que moi :
J'en ai fait un marquis; je veux qu'il fasse un roi...

Et elle lui remet sa bague, avec pouvoir de la donner au plus digne. Puis, après avoir ainsi vengé Carlos, elle entend bien se venger un peu elle-même. Jouissant donc, un moment, de la stupéfaction des trois comtes qu'elle a mis à la merci de son amant, elle leur dit avec une adorable malice :

Rivaux ambitieux! faites-lui votre cour...

Ici l'accent, le regard, la pose de Mlle Rachel ont été parfaits. Elle a bien senti qu'en lançant à ces jeunes seigneurs humiliés ce sarcasme si cruel, l'enjouement du ton devait tempérer la dureté des paroles, et qu'une raillerie de reine devait toujours être adoucie par la grace. Enfin, le dirons-nous? nous avons eu pendant toute cette représentation de *Don Sanche* une pensée que probablement nous n'avons pas eue seul. Il nous semblait que par cet aimable rôle d'Isabelle, qui est comme une transition à la haute comédie, notre grande tragédienne préludait à un succès d'un autre genre, à un succès que j'ai souvent rêvé pour elle, et auquel, par la réunion de ses qualités, elle seule peut-être est en droit de prétendre aujourd'hui. J'en ai trop dit pour ne pas achever... En la voyant donc, ainsi rayonnante et sereine entre ses quatre amans, mêler si bien la dignité à la raillerie, il me semblait qu'elle se préparait, sous le regard souriant de Corneille, à nous rendre bientôt cette chose admirable et ravissante qui a disparu..... vous devinez? la souveraine et en quelque sorte la royale coquetterie de Célimène.

Jusqu'ici, j'ai à peine parlé de don Sanche, quoique, dans l'opinion générale, ce personnage soit toute la pièce. « La grandeur héroïque de don Sanche, qui se croit fils d'un pêcheur, a dit Voltaire (1), est d'une beauté dont le genre était inconnu en France; mais c'est la seule chose qui pût soutenir cette pièce..... » Ce qui m'a engagé à m'occuper d'abord exclusivement d'Isabelle, c'est, outre l'intérêt qui s'attache à cette partie de l'ouvrage, que ce personnage est, à peu de chose près, l'œuvre intacte et complète, la véritable et légitime création de Corneille, tandis que le reste de la pièce a subi des transformations qu'il est nécessaire, mais beaucoup moins attrayant de constater et de discuter.

Malgré des longueurs fatigantes et l'ennui causé par l'inutilité de plusieurs rôles, *Don Sanche d'Aragon* s'est maintenu plus d'un siècle au théâtre sans y subir de trop nombreux changemens; cette pièce a été applaudie toutes les fois qu'il s'est rencontré un acteur doué de la noblesse et des graces qu'exige le rôle de Carlos. Grandval fut, au milieu du XVIIIe siècle, le dernier, je crois, qui s'y essaya; il y excita même l'admiration, au rapport de Palissot, bon juge en ces matières; mais le reste de la pièce parut languissant et insipide (2). Cependant, au commencement de 1814, *Don Sanche* se trouva au nombre

(1) Préface de *Don Sanche*.

(2) Les dernières représentations de *Don Sanche d'Aragon* sont de février 1765.

des pièces qui devaient être remises au courant du répertoire de la Comédie-Française. Les rôles même furent distribués : Talma aurait doublé Fleury, M[lle] Duchesnois devait doubler M[lle] Mars. C'eût été, comme on voit, un duel entre la tragédie et la comédie. Cependant la pièce ne fut pas jouée. A part toute autre cause, les évènemens politiques auraient présenté un obstacle insurmontable. Le lendemain de la chute de Napoléon, la censure n'aurait pu laisser Carlos, un soldat de fortune, prononcer sur la scène des vers tels que ceux-ci :

On m'appelle soldat : je fais gloire de l'être.
. . . .
Se pare qui voudra du nom de ses aïeux :
Moi, je ne veux porter que moi-même en ces lieux.
Je ne veux rien devoir à ceux qui m'ont fait naître;
Je suis assez connu sans les faire connaître.
Mais, pour en quelque sorte obéir à vos lois,
Seigneur, pour mes parens je nomme mes exploits :
Ma valeur est ma race, et mon bras est mon père (1).

Le rôle entier de Carlos aurait été une magnifique et perpétuelle allusion au glorieux soldat de l'île d'Elbe.

On ne songea plus à cette pièce jusqu'en 1833. Alors fut donné, rue de Richelieu, avec quelque succès, le *Don Sanche* qui nous occupe en ce moment, le *Don Sanche* mis en trois actes par M. Mégalbe. Il y eut une reprise de cet ouvrage en 1837. La critique, qui, lors des deux premières épreuves, s'est montrée, à une seule exception près, indulgente pour ce travail d'arrangement exécuté avec une adresse fort remarquable, vient, à propos de la reprise actuelle, de faire entendre de violentes réclamations. Pour nous, qui sommes très opposé en principe aux changemens qu'on fait subir aux chefs-d'œuvre, et qui ne serions même pas fâché de voir les rôles de l'infante et de Livie rétablis dans le *Cid* et dans *Cinna*, nous n'éprouvons pas, à beaucoup près, les mêmes scrupules, quand les retouches ne s'adressent qu'à des pièces d'un ordre secondaire, surtout à des pièces qui ne peuvent évidemment se maintenir à la scène que par ce remède héroïque. Alors bien loin d'être un instrument de dommage, les ciseaux de l'arrangeur sont un instrument de salut; ils donnent le moyen de conserver

(1) Cette magnifique tirade se trouve en germe dans la première journée de la comédie espagnole *El Palacio confuso*, dont Corneille a tiré, comme on sait, le sujet et plusieurs heureux détails de *Don Sanche*. Cette pièce, fort rare, est la quatrième de la vingt-huitième partie des comédies de Lope de Vega.

à la vie du théâtre des ouvrages qui ne pourraient plus espérer que la vie des bibliothèques. Un parterre, qu'on y songe bien, n'est pas une académie. L'auditeur sur sa banquette n'a pas, comme vous qui me lisez, la faculté de poser le livre ou de le changer contre un autre, si l'ennui vous gagne. Ce qui importe donc, en cas de retouches indispensables, c'est que retranchemens et raccords soient faits avec l'intelligence et le respect de toutes les beautés réelles. Ne sommes-nous pas heureux, dites-moi, de pouvoir entendre de temps en temps le *Dépit Amoureux* de Molière, mis en deux actes? La plus énorme profanation qui ait été accomplie sur Corneille a passé inaperçue au commencement de ce siècle. Un inconnu s'avisa de refaire pour la scène six des plus belles tragédies de Corneille, *la Mort de Pompée*, *Rodogune*, *Sertorius*, *Nicomède*, *Horace*, *Polyeucte!* Que dites-vous du choix? et quant à la manière, ce *restaurateur de Corneille*, comme il se nomme modestement dans sa préface, avait réduit *Horace* à deux actes! En vérité, c'eût été cette main sacrilége qu'il eût fallu couper et clouer à la porte de la Comédie-Française, comme en 1833, un spirituel critique proposait de faire de la main de M. Mégalbe, dans un accès de justice un peu trop orientale.

Ce n'est pas d'ailleurs que l'arrangement de *Don Sanche* me paraisse irréprochable. Je crois qu'on aurait pu mieux faire en faisant moins. La pièce originale était trop chargée d'incidens et de personnages; la pièce actuelle pèche par la sécheresse et par le vide. Corneille avait placé la plus belle scène de la pièce, et une des plus belles du théâtre, celle de la querelle devant la reine, dans le premier acte; c'était un début plein de mouvement et de grandeur. M. Mégalbe a reporté cette scène au second acte, ce qui est d'un effet bien moins frappant. Je n'ose blâmer le retranchement des deux reines. Cependant il faut convenir que l'amour d'Elvire pour Carlos servait à rehausser encore ce cavalier et mettait en jeu un nouveau et puissant ressort, la jalousie.

Mais le plus gros péché, le péché capital de M. Mégalbe, c'est, à mon avis, le changement qu'il a apporté dans la condition du personnage principal. Carlos, dans la pièce de Corneille, se croit bien réellement fils d'un pêcheur; il ignore, comme tout le monde, que son père, roi détrôné d'Aragon, l'a caché chez de pauvres gens pour le soustraire aux rebelles. Ce n'est qu'au cinquième acte que le mystère s'éclaircit assez péniblement, et que Carlos est enfin reconnu pour don Sanche. Tout l'intérêt vient de cette ignorance où Carlos est de sa naissance. Dans la pièce arrangée, au contraire, don Sanche a pris

volontairement un nom supposé : ce n'est plus un vrai soldat de fortune; c'est un prince déguisé, cachant son nom, comme un autre Joconde, afin de se faire aimer pour lui-même. Ce travestissement d'opéra-comique détruit presque entièrement la beauté du rôle. Ces vers, par exemple, que j'ai cités, et qui sont si beaux dans la bouche d'un véritable soldat de fortune :

Se pare qui voudra du nom de ses aïeux, etc...

perdent la moitié de leur valeur en perdant leur sincérité. Il faut pourtant convenir que la prestesse du dénouement actuel, qui peut s'effectuer par un simple mot, fort bien dit par Beauvallet, a quelque avantage sur les lenteurs et les ambages de celui de Corneille. Ce grand homme, d'ailleurs, faisait lui-même assez bon marché de son dénouement. Voici comme il en parle dans le curieux *examen* qu'il a fait de *Don Sanche :* « Le sujet n'a pas grand artifice; c'est un inconnu assez honnête homme pour se faire aimer de deux reines. L'inégalité des conditions met un obstacle au bien qu'elles lui veulent durant quatre actes et demi; et quand il faut, de nécessité, finir la pièce, un bonhomme semble tomber des nues pour faire développer le secret de sa naissance... » Et plus loin : « Don Raymond n'a pas de raison d'arriver ce jour-là plutôt qu'un autre, sinon que la pièce n'aurait pas fini, s'il ne fût arrivé. » Quelle admirable bonne foi! et quelle ingénuité dans le génie! Croirait-on, après avoir lu ce passage, que Voltaire ait eu le courage d'écrire dans la préface qu'il a mise en tête de *Don Sanche :* « Corneille suppose toujours, dans tous les examens de ses pièces, depuis *Théodore* et *Pertharite*, quelque petit défaut qui a nui à ses ouvrages, et il oublie toujours que le froid, qui est le plus grand défaut, est ce qui les tue. » Je demande si Corneille atténue, dans ce qu'on vient de lire, les défauts de *Don Sanche*, et s'il est possible de se critiquer soi-même avec plus de franchise et une plus admirable bonhomie.

En résumé, je suis convaincu que si Corneille pouvait passer du foyer du Théâtre-Français dans la salle, et voir, de ses yeux de marbre, son Isabelle, si embellie par Mlle Rachel; s'il pouvait entendre applaudir de nouveau ses beaux vers que la foule avait désappris, ceux, entre autres, de la scène de la provocation, si bien dits par Beauvallet,

Comtes, de cet anneau dépend le diadème (1);

(1) Dans la pièce espagnole, la reine donne à Carlos non pas son anneau, mais un bouquet. Voltaire remarque que la bague de Carlos vaut bien l'anneau royal

Il vaut bien un combat : vous avez tous du cœur
Et je le garde...
— A qui, Carlos?
— A mon vainqueur.
Qui pourra me l'ôter l'ira rendre à la reine;
Ce sera du plus digne une preuve certaine.
Prenez entre vous l'ordre et du temps et du lieu;
Je m'y rendrai sur l'heure, et vais l'attendre. Adieu...

si Corneille, je le répète, pouvait assister à une représentation de *Don Sanche*, il regretterait, sans nul doute, bien des beaux vers, il hocherait la tête à quelques autres; mais il pardonnerait, j'en suis sûr, à l'écrivain modeste qui, quoi qu'on en dise, vient de rendre à sa mémoire tout à la fois un service et un hommage.

CHARLES MAGNIN.

de l'*Astrate*. Ce rapprochement me paraît d'autant moins à propos que, de l'aveu de Voltaire, les vers auxquels cette bague donne lieu et que nous citons, sont « dignes de la tragédie la plus sublime. »

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

29 février 1844.

La chambre des députés n'a pas pris en considération la proposition de M. de Rémusat, et le cabinet peut, sous ce rapport, se féliciter d'un succès qui a été, du reste, bien chèrement acheté. Le refus d'autoriser la lecture, prononcé par six bureaux, constatait sur cette question spéciale, il faut bien le dire, une majorité non équivoque. Cependant l'abstention volontaire d'un assez grand nombre de conservateurs et le retour à leur poste de beaucoup de députés de l'opposition en ont fort amoindri le chiffre à l'instant décisif, et un débat des plus regrettables s'est élevé sur l'appréciation faite par le bureau du vote de la chambre. Personne assurément n'a songé à mettre en doute l'entière bonne foi des hommes honorables qui le composent; mais on a pu penser que, du moment où un résultat tout différent était indiqué par l'un des secrétaires, il eût été convenable d'accorder une seconde épreuve aux réclamations de l'opposition, surtout lorsque celle-ci ne se trouve représentée au bureau que par un seul membre, contrairement aux usages parlementaires.

L'autorisation de lecture accordée peu de jours après à une proposition tendant à substituer le vote par division au vote par assis et levé est venue donner plus de gravité à cette controverse malheureuse. Nous verrions avec plaisir la chambre accueillir cette pensée par une prise en considération. On peut douter toutefois qu'elle s'engage jusque-là. Le mode que M. Combarel de Leyval propose d'emprunter aux habitudes du parlement britannique offre des inconvéniens assez graves dans la pratique. La division est une opération d'une extrême lenteur, et dont l'exactitude, quant aux résultats numériques, a été assez fréquemment contestée. Il y a à cet égard des exemples historiques fort éclatans. Elle exerce d'ailleurs, par la solennité même de l'épreuve qu'impose l'obligation d'aller se réunir de sa personne à ses adversaires habituels, un effet d'intimidation qui laisserait peu de liberté aux

caractères faibles, et qui les contraindrait presque toujours, même contrairement aux inspirations de leur conscience, à ne pas quitter le gros du parti auquel ils appartiennent. Il faut bien moins de courage pour se lever un instant de sa place que pour passer dans un autre camp avec un grand éclat. Or il importe de mesurer les lois aux tempéramens et aux mœurs, et c'est ce que ne nous paraît pas avoir fait complètement l'honorable auteur de la proposition.

M. de Rémusat a développé son projet avec la mesure, l'habileté et l'élégance qui sont le caractère distinctif de son talent. Il était fort difficile de donner quelque intérêt à une question sur laquelle toutes les opinions sont arrêtées et tous les engagemens pris. Il était plus difficile encore de détourner la chambre de la pensée qu'en consacrant le principe des incompatibilités, elle hâterait nécessairement le terme d'une dissolution. C'est devant cette appréhension qu'elle a surtout reculé; aussi, a-t-elle prononcé un ajournement plutôt qu'une décision sur le fond. Une autre préoccupation ne contribuait pas moins à troubler l'assemblée et à la détourner du débat même. Personne n'ignorait, et M. de Rémusat était trop loyal pour ne pas l'avouer, que le motif qui avait déterminé le dépôt de la proposition était le grave incident relatif à M. de Salvandy. On savait que l'ancien ambassadeur du roi à Turin mettrait une grande mesure dans ses paroles, et qu'il n'abuserait contre personne des torts qu'on avait eus envers lui; mais, en dehors de ces considérations personnelles, il fallait une explication catégorique, et la chambre avait besoin de savoir si le ministère revendiquerait le droit exorbitant de renvoyer à leur poste les fonctionnaires députés, dès qu'il le jugerait à propos dans l'intérêt de ses convenances parlementaires, et sans arguer des nécessités démontrées du service public. Là était le véritable point du débat, la vraie question constitutionnelle à poser. Ce qui s'était passé avant l'instant où M. de Salvandy s'est trouvé en communication directe avec un ministre responsable semblait devoir être écarté de la discussion, car cela ne tombait pas sous la légitime appréciation de la chambre. Toutefois, pour que le débat pût être ainsi circonscrit, une première chose était nécessaire : c'était que le cabinet l'acceptât à ses risques et périls sur le seul terrain où il pût constitutionnellement se porter. Circonscrire le champ de bataille, mais sans décliner la lutte; écarter la responsabilité de la couronne en l'assumant soi-même tout entière : tel était le devoir du ministère, telle était aussi l'attente de la chambre, attente tristement déçue! Devant une systématique persévérance à refuser toute explication, devant l'intention hautement énoncée de confondre la décision ministérielle avec l'acte antérieur attribué à la royauté, la question s'est trouvée bientôt engagée en dehors des limites constitutionnelles. Le ministère refusant toute explication, on s'est cru autorisé à remonter plus haut, et, au lieu d'un débat utile et régulier sur la manière dont il convient d'entendre le droit de présence, dans le sein du parlement, des fonctionnaires investis du mandat législatif, la France a assisté à une lutte qui a replacé le débat sur le terrain brûlant de 1839.

L'illustre membre qui s'y est engagé avec toute la fermeté et toute la décision de son esprit rassurait, du reste, plus que tout autre, par l'éclat de son nom et le souvenir de ses services, les serviteurs alarmés de la royauté. Lorsque M. Thiers se trouve dans la pénible nécessité de remonter jusqu'à la couronne, on est certain d'avance qu'il n'agit ainsi que dans l'espoir et avec la volonté de la servir. Suivant l'ancien président du 1er mars, chaque régime politique a son principe qui constitue sa puissance, principe auquel il ne saurait manquer sans compromettre son avenir.

Le gouvernement de 1830 ne peut, comme l'empire, fasciner le pays par le prestige de la gloire militaire; il ne saurait, comme la restauration, invoquer la puissance des traditions et l'autorité qu'elles assurent en Europe. Un seul élément lui reste pour consolider sa base et assurer ses destinées: la sincérité dans la pratique du régime représentatif. Ce gouvernement peut donner à la France ce qu'elle poursuit depuis cinquante ans à travers tant de déceptions et tant de périls, la monarchie et la liberté, l'inviolabilité de la couronne garantie par une sérieuse responsabilité ministérielle. C'est là ce que le pays attend de la monarchie de 1830; c'est à la mission qu'elle a reçue de la Providence qu'il importe de la rappeler toutes les fois qu'elle pourra se trouver dans le cas de s'en écarter.

De telles paroles sont hardies sans doute, et l'on peut regretter que M. Thiers se soit cru, par suite de l'attitude prise par le cabinet, dans l'obligation de les prononcer. Quelque opinion qu'on entretienne à cet égard, ces paroles ne modifient pas moins la position d'une manière grave. Sans abdiquer sa place au sein de l'opinion gouvernementale, M. Thiers s'est concilié plus que jamais la chaleureuse adhésion de la gauche constitutionnelle; il a établi entre l'avenir de ce parti et sa propre fortune politique une sorte de solidarité. Cette attitude lui donnera sans doute dans le pays une force qui pourra devenir précieuse dans un moment difficile; mais l'honorable membre a compris, avec la sagacité qui le distingue, que, pour conquérir cette force extérieure, il fallait, au sein du parlement, se désintéresser des chances d'un succès immédiat, et semer dans le présent avec la résolution de recueillir dans l'avenir.

Si le cabinet actuel devait se maintenir jusqu'aux élections générales, s'il était réservé à la tâche difficile de demander à la France une législature nouvelle, on pourrait prédire avec une sorte de certitude que M. Thiers en serait le successeur nécessaire, on pourrait affirmer qu'aucune administration intermédiaire ne saurait prendre place entre le ministère du 29 octobre et celle que l'ancien président du 1er mars recevrait la mission de former; mais toutes les probabilités constatent qu'il n'en sera pas ainsi. La majorité n'admet pas que le cabinet soit en mesure de se maintenir jusqu'à la fin de la législature actuelle, et, dans les rangs du parti conservateur, les hommes même qui verraient avec le plus de regret la chute du cabinet envisagent avec non moins de crainte, dans l'intérêt de la monarchie, la perspective d'une élection générale confiée aux soins d'une administration

dont l'autorité politique a reçu de graves atteintes. La certitude morale que le cabinet dont M. Guizot est le chef effectif ne saurait être chargé de cette épreuve décisive est un fait presque universellement admis dans les rangs du parti conservateur. Une telle croyance n'est pas assurément la moindre cause d'affaiblissement pour le cabinet; c'est presque toujours en vue d'une perspective électorale que l'on accorde son concours à un ministère, et lorsque celui-ci ne vit plus que dans le présent, la force qui le soutient est bien près de se retirer de lui.

La réconciliation de M. Thiers avec le parti dont il s'était séparé lors de la loi de régence, et qu'il avait puni de ses reproches et de ses soupçons par un silence d'une année, cet évènement parlementaire si inattendu et si grave est-il de nature à consolider la situation du cabinet, et à ouvrir devant lui des perspectives plus assurées et plus lointaines? On peut en douter. En montrant un homme d'état d'une autre chambre comme le successeur probable du cabinet, les circonstances ont fait disparaître la principale objection qui retenait une assez grande partie des centres dans une fidélité douteuse. Depuis long-temps, la formation d'un cabinet de conciliation, sous la prédominance de l'élément conservateur, est appelée par les vœux d'une partie notable du parlement et par les besoins mêmes du pays. Il y a aujourd'hui à accomplir une œuvre analogue à celle que le ministère du 15 avril reçut en héritage du ministère du 6 septembre. Dans la chambre, la majorité est faible et flottante; au dehors, l'irritation est partout, et depuis long-temps la lutte n'avait été aussi vive. Le vote regrettable de la flétrissure a réveillé des espérances et des ressentimens éteints; un jour d'irréflexion a failli compromettre l'œuvre opérée par quatorze années de sagesse et de modération. Le ministère s'est trouvé tout à coup engagé dans des mesures en opposition directe avec la politique qu'il prétendait suivre; l'habileté et la fortune lui ont manqué à la fois. Les hommes qui n'ont pas su éviter de telles fautes auront moins que d'autres la puissance de les réparer. Des élections préparées par les mains qui ont appliqué la flétrissure morale à un parti trouveraient vraisemblablement ce parti tout entier dans les rangs des adversaires du pouvoir, et personne n'ignore que la portion modérée de l'opinion légitimiste forme l'appoint d'un quart environ des élections conservatrices. Le gouvernement paraît invinciblement entraîné par la force des choses vers une double nécessité : il doit, au sein de la chambre, élargir sa base en ralliant le centre gauche au centre droit; il doit, au dehors, essayer une politique de conciliation en appliquant, dans une situation difficile et agitée, une sorte d'amnistie morale.

La composition d'un cabinet, s'il se formait sur de telles bases et avec une semblable mission, ne présenterait plus aujourd'hui les difficultés qu'elle a pu offrir en d'autres temps. On assure que les hommes politiques des diverses nuances sont libres de tout engagement, et qu'aucune solidarité d'honneur ne les lie irrévocablement entre eux; on a d'ailleurs tout lieu de les croire disposés à s'associer de leurs efforts et de leurs personnes à une œuvre qui

serait celle de l'opinion modérée à laquelle ils appartiennent. D'autre part, le chef d'un cabinet de conciliation trouverait facilement, au sein de la majorité conservatrice, des hommes d'indépendance et de talent qui, dans les situations principales ou secondaires, viendraient unir l'autorité de leur considération personnelle à celle qui entoure l'un des noms les plus justement honorés du pays. Ainsi la grande opinion sur laquelle repose l'avenir de la monarchie constitutionnelle aurait du moins un ministère de rechange, et les hommes politiques trouveraient à se mouvoir, avec profit pour le pays, en dehors de quelques compartimens où ils sont comme emprisonnés.

Une telle situation calmerait des agitations vives et dangereuses; elle préparerait heureusement la grande épreuve d'une élection générale. Alors, si le mouvement naturel des choses appelait encore un aspect nouveau, on aurait des forces en réserve, des forces disciplinées par la lutte et par l'attente.

Une politique de paix, mais fondée sur une appréciation plus légitime de la grandeur et de la force de la France, telle serait la base fondamentale de ce programme. Sans alarmer l'Europe, il relèverait le pays à ses propres yeux, il ne le laisserait plus vivre dans les tristes pensées qui le préoccupent. Il n'est pas une circonstance où le sentiment public ne se produise à cet égard sous des dehors sérieusement alarmans, parce qu'ils sont de nature à faire redouter une réaction peut-être désordonnée. Rarement la chambre et la capitale ont été plus émues qu'en apprenant par le *Moniteur* de lundi le désaveu de la conduite de M. le contre-amiral Dupetit-Thouars. Les faits étaient ignorés, le gouvernement n'avait eu aucune occasion de s'expliquer, que déjà l'opinion publique était fixée dans ses jugemens, et qu'elle voyait dans un acte peu important en lui-même, quoiqu'il le soit devenu beaucoup par les circonstances dont on semble avoir pris plaisir à l'entourer, une nouvelle atteinte portée par l'Angleterre à l'honneur du pavillon français.

Lorsqu'on a vu un honorable ami de M. Molé, à la demande d'un grand nombre de ses collègues, se porter l'interprète des sentimens de la chambre dans cette solennelle circonstance, on a compris qu'il y avait là un évènement sérieux, et qu'une question parlementaire pourrait bientôt surgir de ce débat. M. de Carné, par la nature de ses travaux politiques et la gravité de sa parole, était très propre à maintenir à cette discussion le caractère de modération qu'il importe beaucoup de lui conserver, dans l'intérêt sinon de la cordiale entente, du moins de nos rapports pacifiques avec la Grande-Bretagne.

Avant le débat ouvert aujourd'hui même sur les interpellations de M. de Carné, les faits n'étaient que très imparfaitement connus. On savait vaguement, par des correspondances nécessairement restreintes, que, depuis l'acceptation du protectorat français par la reine de Taïti, des infractions assez nombreuses aux clauses de cet acte avaient été commises, à l'instigation des missionnaires méthodistes. Ce que le bon sens public pressentait d'ailleurs, c'est que la force des choses contraindrait tôt ou tard à substituer

la domination à un mode d'occupation indéfini et bâtard, qui serait d'une application fort difficile à nos sociétés régulières, et qui devient une impossibilité véritable pour un peuple enfant, où le génie européen ne peut se mettre en contact avec le génie sauvage sans se trouver dans le cas de le dominer. Chacun était donc convaincu que la protection exercée sur les îles de la Société entraînerait tôt ou tard la proclamation de la souveraineté de la France sur ces possessions lointaines, et l'on supposait qu'en nous engageant dans une telle entreprise par des considérations d'honneur, beaucoup plus que par des motifs d'utilité, le gouvernement avait mesuré d'avance une éventualité à peu près inévitable. Personne ne supposait que l'acte complémentaire de la souveraineté française sur Taïti pût entraîner des complications diplomatiques qui ne se sont pas produites lors de la déclaration du protectorat. En droit, la situation n'était pas changée par rapport à l'Europe, puisque le traité du 9 septembre 1842 nous investit de toute la souveraineté *extérieure* de cet archipel. En fait, les motifs qui ont déterminé la conduite de l'amiral Dupetit-Thouars en 1843 paraissent d'une nature plus grave que les actes qui avaient provoqué sa première intervention en 1842. Il s'agissait alors des griefs privés de quelques-uns de nos concitoyens, pour lesquels des réparations pécuniaires ou civiles, comme on dirait en Europe, étaient amplement suffisantes. Aujourd'hui il s'agit d'une question de pavillon et de suprématie; c'est le symbole extérieur de la domination française acceptée par la reine Pomaré qui paraît avoir été insulté par la princesse indienne. On peut ne pas mettre l'occupation de Taïti sur la même ligne que les victoires d'Austerlitz, de Marengo, pour parler avec lord Brougham, et cependant se montrer blessé d'un tel procédé, surtout s'il est dû à une intervention étrangère que la France rencontre en face d'elle sur tous les points du globe. Les marins n'entendent pas raillerie sur cet article. Le drapeau, c'est pour eux la France, c'est la patrie plus chère encore, lorsqu'elle apparaît à l'extrémité du monde dans son symbole sacré. Avant de blesser de tels sentimens dans leur exagération même, il faut des torts très graves et mille fois démontrés. En est-il dans la conduite du brave amiral commandant les forces françaises, officier-général dont M. le ministre des affaires étrangères, dans la discussion de 1842, ne louait pas moins la prudence que le courage? Des instructions ont dû être données à M. le gouverneur Bruat, ou transmises par lui à l'amiral Dupetit-Thouars. Ces instructions devaient prévoir l'éventualité d'un conflit presque inévitable dans un pays soumis à tant d'influences contraires à la nôtre. Si elles ne prévoyaient pas de telles difficultés, elles auraient été rédigées avec une légèreté impardonnable; si ces difficultés étaient prévues, la question actuelle se trouvera facilement vidée, car il ne restera qu'à mettre la conduite de l'amiral français en regard de celle qui a dû être prescrite pour certaines hypothèses. Ces instructions n'ont pas été jusqu'ici communiquées en entier à la chambre, et on assure qu'il en est ainsi pour les rapports de M. Dupetit-Thouars, dont le texte

seul peut permettre au parlement et au pays d'asseoir un jugement sur la conduite de cet amiral.

Les personnes même qui inclinent à penser que la France est assez forte pour avoir le droit d'user de clémence envers une femme malheureuse s'accordent énergiquement pour blâmer la forme du désaveu qui a frappé M. Dupetit-Thouars. Deux fois les évènemens de l'Océanie ont retenti dans le parlement anglais avant que le cabinet ait pris une résolution, qui pourtant semblait facile, si elle devait porter sur la seule appréciation des faits. Telle est la considération qui a vivement saisi la chambre, et qui semble placer le ministère dans une fâcheuse alternative.

La chambre a écouté avec un vif intérêt l'exposé complet de l'affaire présenté par l'orateur qui s'était chargé d'adresser des interpellations. Il les a résumées en quelques points, sur lesquels le débat s'est trouvé naturellement engagé. Le ministère n'a-t-il donné aucune instruction à l'amiral Dupetit-Thouars et à M. le gouverneur Bruat pour le cas d'un conflit que la plus simple prévoyance rendait probable? Si des instructions ont été données, l'esprit ou la lettre en ont-ils été violés? La reine a-t-elle abaissé du haut de sa demeure le pavillon du protectorat, écartelé du drapeau français, pavillon qu'elle avait accepté depuis 1842? Enfin, comment expliquer le retard mis à publier la résolution du gouvernement, et comment ne pas lier jusqu'à un certain point cette affaire à ce qui s'est passé au sein du parlement anglais?

En répondant à ces interpellations, M. Guizot a donné une preuve de plus des ressources et de la puissance de son talent. Abordant de front quelques-unes des difficultés, tournant les autres avec une adresse incomparable, il a paru attaquer lorsqu'on le sommait de se défendre; puis, s'élevant de la question de Taïti à l'exposition de sa politique générale, il en a glorifié la nationalité et l'indépendance dans un langage peut-être plus superbe que magnifique. Il est fâcheux que la préoccupation si naturelle de se défendre l'ait amené à attaquer, avec une vivacité d'expression qu'il regrettera sans doute, deux officiers de la marine auxquels il témoignait l'année dernière une confiance illimitée dans un débat solennel. Ce discours sera un évènement pour le corps de la marine; nous désirons qu'il n'y porte pas le découragement.

M. Billault a fait à M. le ministre des affaires étrangères une de ces réponses incisives et passionnées qui ont le don de remuer fortement la chambre. Enfin M. Dufaure a paru à la tribune, et il s'est élevé, sous la puissance du sentiment national, à une hauteur d'inspiration qu'on ne lui avait pas encore connue. Sur la fin de cette séance, l'une des plus mémorables assurément dans nos fastes parlementaires, la chambre est entrée dans un état de fermentation dont le spectacle était des plus saisissans. Un vote motivé a été présenté par M. Ducos, portant que la chambre, « *sans approuver le gouvernement,* passe à l'ordre du jour. » L'adoption de cette rédaction

semblait assurée, lorsque M. le ministre des affaires étrangères est venu déclarer, au milieu d'une agitation indicible, qu'il avait de nouvelles pièces et des faits nouveaux à révéler à la chambre. La remise du débat a donc été prononcée, et l'on peut dire qu'en ce moment la question ministérielle est plus sérieusement engagée qu'elle ne l'a été depuis le commencement de cette session.

LES MYSTÈRES DE PARIS AU THÉATRE.

Fréron était d'avis, lorsqu'un livre réussissait outre mesure et excitait un de ces engouemens déraisonnables et contagieux dont il y a tant d'exemples, de laisser passer une année sans en rien dire : c'était en appeler très spirituellement au public à jeun. Les erreurs du goût sont souvent l'effet d'une surprise, et il est rare alors que ce terme d'une année ne suffise point pour dissiper l'illusion et réduire à sa juste valeur le mauvais ouvrage. Parler franchement de certains livres le lendemain de leur entrée dans le monde, c'est troubler une ovation; attendre une année, ce serait arriver fort à propos pour l'oraison funèbre. De tout temps, les lecteurs ont eu leurs jours gras; de tout temps aussi, l'impartialité a eu ses revanches, quelquefois très promptes, et l'on peut croire que le procédé de Fréron serait terrible en bien des rencontres. Eh quoi! n'y a-t-il pas de ces ouvrages médiocres qui, par un singulier concours de circonstances, obtiennent dès la première heure, rapidement, sans attendre, un de ces prodigieux succès qui, pour les vrais chefs-d'œuvre, n'arrivent que lentement, *pede claudo,* lorsqu'ils arrivent? N'y a-t-il pas des triomphes littéraires qui ressemblent beaucoup à cette ovation d'un nouveau genre, décernée, un dernier jour de carnaval, dans la salle de l'Opéra, par une foule couverte d'oripeaux et à moitié en délire? S'il s'agit de pareils triomphes, attendez une année, comme disait Fréron, et la partie sera belle, la revanche sûre; si c'est un roman, n'attendez pas même une année, attendez seulement qu'on le mette en drame. En ce cas, le drame est une expiation.

C'est donc un rude châtiment que M. Sue vient d'infliger à son livre. L'auteur dramatique a vraiment été sans pitié pour le romancier. Les onze tableaux joués par le théâtre de la Porte-Saint-Martin sont une accablante accusation contre les dix volumes publiés par le feuilleton. Il est impossible de se livrer plus complètement, de mieux découvrir ses plaies. Il y a pourtant un embarras pour la critique. Elle a trop évidemment raison, et elle peut craindre qu'on lui ne reproche d'être sans générosité et d'abuser de ses avantages. Si elle n'avait affaire qu'à l'auteur, homme de talent et d'esprit du reste, le silence serait peut-être de bon goût : on se comprendrait à demi-mot. Mais il y a le public, qui n'est pas encore suffisamment détrompé sur le livre, bien qu'il ait accueilli le drame avec une remarquable froideur, et

que ce soit seulement par un reste de curiosité qu'il va à ces *Mystères*, puisqu'il ne les applaudit pas; il y a aussi le feuilleton, qui, ne voulant pas en avoir le démenti, s'est placé cette fois sous le lustre, contre son habitude. Dès-lors le silence n'est pas de saison, et les vérités sont encore bonnes à dire.

Les Mystères de Paris, onze tableaux! magnifique titre pour le boulevard du crime! La voilà réduite en onze tableaux qui vont défiler devant vous en une soirée, cette longue iliade des mauvais lieux qu'on ne pouvait lire en moins de quinze jours! Le lecteur enthousiaste devait être enchanté; il allait goûter le même plaisir en économisant beaucoup de temps. Que pense-t-il maintenant de ses anciennes connaissances? Il les a revues, toutes ces créations qui un instant l'avaient séduit. Pourquoi les trouve-t-il repoussantes, invraisemblables ou vulgaires? Est-ce que Rodolphe ne l'intéresserait plus? Il est vrai que, dès qu'on n'a plus eu besoin de cette pauvre altesse, on l'a singulièrement négligée. Ce cher prince était-il donc comme ce manteau couleur de muraille dont on s'enveloppe pour faire ses coups sans être reconnu, et dont on se débarrasse aussitôt, quand le coup est fait, pour marcher plus vite? Je l'ignore; ce qui est sûr, c'est que le grand-duc de Gérolstein n'est plus que l'ombre de lui-même, que c'est le prince le plus ordinaire de tous les duchés d'Italie et d'Allemagne. Et qu'a fait M. Sue pour abaisser son prince des *Mille et Une Nuits* à ce triste niveau? Il lui a enlevé son entourage et ses excentricités, pas autre chose. Or, comme M. Sue place plutôt l'originalité dans les habitudes que dans le caractère, dès qu'il enlève à ses personnages l'appareil fantastique dont il aime à les entourer, il ne leur reste plus rien. Après toutes les épreuves que l'auteur avait infligées à Rodolphe dans son livre, il aurait dû lui épargner cette dernière et le traiter avec plus d'égards, ne fût-ce qu'en sa qualité de prince.

Rigolette a beaucoup perdu comme Rodolphe. Cette figure gracieuse était loin d'être originale. Cependant on ne devait pas s'attendre à ne voir, dans sa mansarde étroite et proprette, qu'une couturière très commune, qui est vertueuse, parce qu'elle n'a pas de temps à perdre, dit-elle, ce qui ne donne pas une haute idée de sa vertu. M. Sue s'est presque étudié à enlever à cette douce figure le peu de poésie qu'elle avait dans le livre. Vous verrez que l'auteur des *Mystères* ne laissera pas un seul de ses personnages intact, et que ses efforts aboutiront à prouver que toutes ses créations n'avaient qu'un faux semblant d'originalité qui disparaît dès qu'on y touche. Les personnages de beaucoup de nos romanciers n'ont qu'une apparence de vie originale, et sont, dans leurs œuvres, comme sont, dans certains caveaux, ces cadavres parfaitement conservés qui tombent en poussière aussitôt que l'air et la lumière y pénètrent. — Rigolette n'a pas résisté à l'air et à la lumière. C'est dommage; M. Sue n'avait rien de mieux à offrir au spectateur. Je la regrette, et je regrette aussi ses oiseaux. Pauvres oiseaux, qu'êtes-vous devenus? vous qui avez rendu tant de services et qui gazouilliez si bien le lendemain des feuilletons périlleux!

Une chose mérite nos éloges pourtant, c'est la transformation qu'a subie

Fleur-de-Marie. M. Sue a écouté les conseils, et la Goualeuse n'est plus une prostituée de la Cité; c'est une mendiante qui chante dans les rues; à la bonne heure, pauvreté n'est pas vice. L'auteur des *Mystères de Paris* s'est donc aperçu, en essayant de donner la vie de la scène à Fleur-de-Marie, qu'il tombait dans un abîme d'invraisemblances? Au lieu de finir par le drame, c'est par là qu'il aurait fallu commencer. Le roman y aurait gagné en vraisemblance et en moralité. Que M. Sue débute ainsi dorénavant.

Que Mme la marquise d'Harville ne soit pas un personnage très animé, cela n'a point dû surprendre; elle était froide dans le roman, et si elle est un peu plus froide dans le drame, c'est imperceptible. Mme la marquise est du reste la digne compagne de Rodolphe, et il faut avouer que si, dans leur palais de Gérolstein, les royaux époux sont comme devant la rampe, ils doivent goûter un royal ennui. Sur quoi donc M. Sue comptait-il pour le succès de sa pièce? Hâtons-nous de le dire : il comptait sur Jacques Ferrand.

Jacques Ferrand est le pivot du drame, ou plutôt c'est le drame tout entier. En traçant ce caractère, l'auteur a eu la prétention de peindre notre siècle. C'est le droit imprescriptible de l'écrivain, historien, moraliste ou romancier, de saisir un caractère original qui surgit à côté de lui, sort vivant des entrailles d'une époque, et résume d'une manière éclatante bien des traits de tous côtés épars. Ainsi, que M. Sue, le lendemain du Glandier, crée le personnage d'Ursule, dans *Mathilde;* que le lendemain d'un autre procès fameux où l'on a vu tant d'honnêtes gens dépouillés par un dépositaire infidèle, habile et audacieux, il crée le personnage de Ferrand dans *les Mystères,* il use à bon droit dans le roman du privilége qui n'est pas contesté à l'historien et au moraliste, à Tacite et à La Bruyère. Jusque-là rien de mieux. Malheureusement M. Sue ne veut pas se souvenir qu'il a déjà affaire à des exceptions, il exagère le portrait de ces êtres exceptionnels dans des proportions telles qu'il les rend impossibles, et alors il manque son but. Ainsi Jacques Ferrand, qui est chargé de la terreur, dans ce drame, comme Fleur-de-Marie est chargée de la pitié, serait autrement effrayant, s'il était dans des proportions naturelles. Il ne faut pas être trop méchant si l'on veut faire peur au théâtre; les ogres n'effraient que les enfans; les fureurs de Barbe-Bleue feraient sourire les jeunes femmes de la galerie. Le principe est de ne rien exagérer, et M. Sue exagère tout. C'est pourquoi Jacques Ferrand n'éveille dans l'auditoire qu'un intérêt de curiosité et ne fait pas frissonner une seule fois.

Il ne fait pas frissonner, et il soulève une répugnance universelle, que le jeu de l'acteur diminue de moitié pourtant. Certes, sans l'acteur, on n'aurait jamais toléré, pas même au boulevard, l'ignoble amour de Jacques Ferrand pour Fleur-de-Marie. Quel noble ou attendrissant spectacle à donner à une foule assemblée! — Remarquons en passant que M. Sue n'a pu sauver ces scènes scabreuses qu'en métamorphosant son héroïne. Fleur-de-Marie résiste avec l'obstination de la vertu et le courage du désespoir aux trésors et aux prières de l'horrible séducteur. Mais il me semble que dans le roman elle

était la maîtresse des forçats; cette nouvelle Fleur-de-Marie ne fait pas l'éloge de l'autre.

Le Maître-d'École est devenu tout bonnement le traître des vieux mélodrames; assassiner pour de l'argent, se défigurer pour échapper aux poursuites de la police, porter des guenilles, il n'y a pas là de grands efforts d'invention. Au reste, ce Maître-d'École est encore un portrait : c'est Lacenaire. L'imagination de M. Sue aime à recruter sur les bancs de la cour d'assises. C'est de là aussi que vient le Chourineur; seulement, celui-là est aussi honnête et dévoué dans son énergie grossière que le Maître-d'École est infame et dépravé. Si le dévouement du Chourineur était expliqué d'avance et bien compris du spectateur, le drame aurait au moins un côté intéressant. M. Sue a encore gâté ce personnage, qui ne produit qu'une demi-émotion; toutes ses belles actions sont comme des énigmes.

C'est avec ce personnel ainsi remanié que M. Sue a écrit ses onze tableaux. A-t-il composé un drame ? Parce que la toile se lève et s'abaisse onze fois, parce que le décorateur a fait de grands frais, parce que des fanges de la Cité on passe dans l'étude d'un scélérat, d'une mansarde délabrée dans un riche salon, d'un parc élégant dans une prison, d'un repaire de bandits dans une forêt; parce qu'on accouple des princes et des comtesses avec des forçats et des assassins, on ne compose pas un drame, on accumule des évènemens, on entasse des personnages, et l'on parvient à bâtir une œuvre sans nom, où toutes les notions justes sont outragées. Croyez-vous que ce soit de l'art que de faire pousser des hurlemens de bête féroce à votre héros, et de montrer au public l'amour dans son expression la plus repoussante et la plus brutale ? Croyez-vous qu'il y ait un grand mérite à reproduire dans sa vérité exacte la mansarde des Morel ? Le décorateur et le costumier sont les auteurs principaux de pareilles scènes. La gloire qui vous revient cependant, c'est de nous avoir montré une idiote qui meurt de faim. Allez encore un peu plus loin, ne vous arrêtez pas en si beau chemin; encore un progrès de ce genre, et vous nous montrerez des épileptiques sur la scène!

Comme il avait voulu égayer son livre, M. Sue a voulu égayer son drame, et sa gaîté est comme sa terreur, de mauvaise origine. Que l'auteur d'*Arthur* se juge ici lui-même : s'il croit dignes de son talent ces caricatures des Pipelet, bonnes tout au plus pour les tréteaux de la foire, nous nous inclinerons sans répliquer.

Quoique rien ne se tienne dans la pièce, que la plupart du temps les personnages se heurtent sans motifs, qu'il y ait un encombrement continu d'évènemens et de personnes, l'auteur a cependant, pour alléger le vaisseau, été forcé de jeter à la mer bien des passagers et des bagages; il n'a pas fait encore assez de sacrifices, et les onze tableaux des *Mystères de Paris*, qui sont en beaucoup de parties un mélodrame à la Victor Ducange, n'ont certes pas le mérite d'action et l'habileté de contexture de *Trente ans ou la Vie d'un Joueur*. — Quant au dénouement, je suis convaincu que M. Sue, ayant fait intervenir les gendarmes, croit avoir donné satisfaction aux plus vives

exigences. D'ailleurs, va pour le gendarme! c'est le dieu recommandé par Horace; il est digne de dénouer un pareil drame.

Mais durant ces onze tableaux, au milieu des mouvemens convulsifs de ces brutales passions déchaînées, au milieu du sang et de la boue, que devient la philanthropie, qui occupait une si large place dans le roman? Elle est restée au logis; c'est l'étendard qu'on ne déploie que dans les momens de danger. Si l'on me demande également ce qu'est devenue Cécily, je répondrai que Cécily est absente, parce qu'un parterre est honnête, et que les obscénités qu'on lit sans rougir, on ne les écoute pas sans siffler.

La foule se rend aux *Mystères de Paris* et ne les applaudit point. En mettant son roman en mélodrame, M. Sue a rendu au goût public un service signalé; il s'est puni de son triomphe et s'est immolé généreusement. La démonstration est complète pour quiconque a de la bonne foi et ne manque pas de lumières. Le succès des *Mystères de Paris,* un de ces succès qui marquent les plus mauvais jours d'une littérature, ne se renouvellera pas.

P. L.

Une époque curieuse et peu connue de notre histoire provinciale, celle des comtes de Flandre, a fourni le sujet d'un ouvrage intéressant. L'auteur de l'*Histoire des comtes de Flandre* (1), M. Edward Leglay, a voulu compléter par un préambule nécessaire l'*Histoire des ducs de Bourgogne* de M. de Barante. Dans celle-ci, c'est la Flandre qui joue le rôle le plus éminent; c'est elle qui opère par les coups les plus décisifs, par ses guerres commerciales et ses révolutions d'hôtel-de-ville la clôture du moyen-âge féodal. Toutefois ces mouvemens ne dataient pas de l'époque des ducs de Bourgogne; ils n'étaient que la continuation des évènemens ou le fruit des tendances antérieures; il était donc utile de faire voir comment cette province était déjà, dans le XVe siècle, arrivée à une situation si avancée et si puissante, et de montrer dans ses premiers germes cette lutte entre deux ordres sociaux, accomplie à présent dans presque toute l'Europe, mais qui nulle part n'avait été entreprise d'aussi bonne heure ni avec autant d'énergie et de persévérance que dans ce riche pays de la Flandre. Les matériaux ne manquaient pas à cette histoire; aucune province peut-être n'a été aussi jalouse de conserver et d'éclaircir les monumens de son passé. Dès le XVe siècle, des historiens flamands essayèrent de réunir en corps d'histoire les faits épars dans les chroniques générales, les annales des églises et des abbayes, les romans de gestes et les chants populaires. De ces recherches sont sorties les histoires de Jacques de Guise, qui, à la manière des premiers antiquaires français, va chercher l'origine de nos ancêtres au temps de Priam et de Romulus; les annales de Meyer, beaucoup plus positives, éclairées d'une bonne critique, et animées d'un patriotisme ardent, enfin les précieux travaux d'Oudegherst et de Buzelin. Mais c'est

(1) *Histoire des comtes de Flandre, jusqu'à l'avénement de la maison de Bourgogne*, par Edward Leglay, 2 vol. in-8°. Au comptoir des imprimeurs-unis, quai Malaquais, 15.

peu que ces histoires générales en comparaison des vastes collections, des dissertations, des commentaires, des recueils de chartes et de légendes qui ont été publiés sur la Flandre. L'immense érudition des Bollandistes, dont la plupart étaient Flamands, s'est attachée avec une espèce de prédilection à tirer de l'agiologie les lumières qu'elle pouvait fournir sur les antiquités du pays. Un chanoine de Tournai, Wendelin, est l'auteut d'un savant commentaire sur la loi salique, Vredius a rassemblé et discuté en deux gros in-folios, tout ce que les anciens ont dit sur la Gaule septentrionale. A ces travaux systématiques on succédé les recherches plus sévères et mieux dirigées de Sanderus et d'Albert le Mire. De nos jours, plusieurs savans belges, entre lesquels se distingue M. le baron de Reiffenberg, publient et commentent les vieux romanciers, les chants nationaux, les légendes inédites. En France, un écrivain dont le père et l'aïeul ont rendu de grands services aux archives de Lille, M. Godefroy, s'occupe d'une traduction de Meyer, qu'il enrichira de remarques nombreuses et savantes, et M. Leglay père, chargé actuellement du soin de ces mêmes archives, a déjà publié plusieurs volumes de documens inédits sur des époques importantes de l'histoire de France, de Bourgogne et de Flandre.

Tant de recherches et d'efforts prouvent assez l'intérêt qui s'attache à l'histoire de la Flandre pour ceux qui ont le courage de s'aventurer dans une région encore hérissée des ronces d'une érudition bénédictine. Pour les lecteurs ordinaires, il n'y avait guère que des abrégés secs ou insignifians, publiés en Belgique, et quelques histoires plus étendues, mais lourdement écrites. M. Edward Leglay a donc bien fait de réunir, dans un ouvrage convenablement développé, les faits politiques de cette histoire, envisagés sous les rapports nouveaux découverts par la science moderne. Il en a rédigé l'ensemble avec clarté, élégance, et ce degré de chaleur qui convient à l'histoire et la fait lire avec plaisir; il a même intercalé dans son travail quelques extraits de poésies romanes, qui peignent vivement les habitudes impétueuses de la chevalerie de la France septentrionale, la fureur des guerres privées, et la vieille rivalité de l'aristocratie et de l'église. — On ne peut qu'encourager les travaux sur l'histoire de nos provinces, quand ils peuvent, comme le livre de M. Leglay, servir à éclairer et à compléter l'histoire générale du pays.

— M. Prosper Mérimée continue ses belles et savantes études sur l'histoire romaine. Un volume inédit, la *Conjuration de Catilina*, doit paraître sous peu de jours, réuni à une seconde édition de *la Guerre sociale*, déjà appréciée dans cette *Revue* (1). Il est superflu de constater l'intérêt d'une pareille publication. M. Mérimée n'a point eu pour écrire l'histoire à contrarier les tendances naturelles de son talent; préparé à cette tâche par des études sérieuses, il y était depuis long-temps appelé par l'élévation et la netteté de son esprit.

(1) Deux vol. in-8°, chez Magen.

V. DE MARS.